



**DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-1
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes**

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 1 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
6 JUIN 2014**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code de l'Éducation ;

VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE à l'unanimité avec 30 voix pour, le procès-verbal du Conseil d'Administration du 6 juin 2014.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX





UNIVERSITÉ DE NANTES

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU VENDREDI 6 JUIN 2014

PV N°372

**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITÉ EN ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
DU VENDREDI 6 JUIN 2014**

Le Conseil d'Administration de l'Université s'est réuni au siège de la Présidence de l'Université, sous la présidence de M. Olivier LABOUX. Siégeaient à ses côtés : M. Mohamed BERNOUSSI, Premier Vice-président, Vice-président du Conseil d'Administration ; M. Frédéric LE BLAY, Vice-président Formation et Vie universitaire.

ÉTAIENT PRÉSENTS A L'OUVERTURE DE LA SÉANCE : 23 membres

BELLETTRE Jérôme	Ens A	POLYTECH Nantes
BROCHARD Cyrille	BIATSS	UFR Sciences et Techniques
CARON Lise	Ens.B	Médecine et Techniques Médicales
CATALA Michel	Ens A	UFR d'Histoire, Histoire de l'art et archéologie
DANIEL Karine	Pers. Ext.	Nantes Métropole
DIKONGUE Emma	Etudiant	UFR Sciences et Techniques
DRONNEAU Céline	BIATSS	POLYTECH Nantes
GANGLOFF Claude	Ens. B	IUT de la Roche/Yon
GUEVEL Arnaud	Ens. A	UFR STAPS
ISHOW Eléna	Ens. A	UFR Sciences et Techniques
JOLLIET-EVIN Pascale	Ens. A	UFR de Médecine et Techniques médicales
LABOUX Olivier	Ens. A	Président
LALLEMENT Claire	Etudiant	UFR Droit et Sciences politiques
LE FICHANT Françoise	Ens. B	UFR Droit et Sciences politiques
LELOUREC Hervé	Ens. B	UFR Psychologie
LESTIEN Françoise	Pers. Ext.	CARENE
MENUET Philippe	BIATSS	UFR Droit
POUZAIN Yves	Ens. B	IUT de Nantes
RUVAULT Valentin	Etudiant	UFR de Médecine et Techniques médicales
SAMI Taklit	Ens. B	UFR Sciences et Techniques
TOUCHARD Mathieu	Etudiant	UFR d'Odontologie
TOSTIVINT Xavier	Pers. Ext.	MEDEF de Loire Atlantique
TRICHET Valérie	Ens. B	UFR de Médecine et Techniques médicales

AVAIENT DONNÉ PROCURATION : 6 membres

CLERGEAU Christophe	Pers. Ext.	Région des Pays de la Loire
GUERIVE Michel	Pers. Ext.	Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes/St Nazaire
KERBOURC'H J.Yves	Ens. A	UFR Droit et Sciences politiques
MARTINEZ-VASSEUR Pilar	Ens. A	UFR Faculté des Langues et Cultures étrangères
SAÏ Pierre	Pers. Ext.	Directeur général d'ONIRIS
SUDREAU Philippe	Pers. Ext.	Directeur du CHU de Nantes

ÉTAIT ABSENT OU EXCUSÉ A L'OUVERTURE DE LA SÉANCE : 2 membres

OBLE Diane	Pers. Ext.	CGT
RANSON Grégoire	Etudiant	UFR d'Histoire, Histoire de l'art et archéologie

MEMBRES EN EXERCICE	PRÉSENTS À L'OUVERTURE	PROCURATIONS	EXCUSÉ	ARRIVÉS EN COURS
31	23	6	2	0

ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE

BEZAULT Valérie	Direction des Affaires juridiques et institutionnelles
BIAIS Thierry	Directeur Général des Services
BRANCHEREAU Hervé	Chef de la Division des Affaires Financières
BRIOLET Baptiste	Direction des Affaires juridiques et institutionnelles
DEFOIS Serge	Directeur de Cabinet
DOUROUZE Antoine	Vice-Président en charge de la vie étudiante
DRUE Frédéric	Agent Comptable
EVAIN Michel	Doyen de l'UFR des Sciences et Techniques
FATTAL Paul	Vice-Président Qualité et Développement durable
FREDET Victor	Conseiller Questions étudiantes
GUÉHO Nicole	Chef de la Division de l'Enseignement Supérieur du Rectorat de l'Académie de Nantes
LORET Delphine	Direction des Ressources Humaines et du Dialogue Social
MOURIER BOUCHON Gaële	Directrice Qualité et Développement Durable
PENISSON Stéphanie	Direction des Affaires juridiques et institutionnelles
TEXIER Stéphanie	Directrice Générale Adjointe des Services

1. Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 16 mai 2014
2. Informations générales
3. Point sur les opérations immobilières
4. Présentation de la Politique Qualité et Développement Durable de l'Université de Nantes
5. Approbation des nouveaux Statuts de l'Université de Nantes, du Règlement Intérieur portant application des Statuts et de la Charte de l'Elu(e) (après avis de la CPCA)
6. Approbation de la convention d'achat des locaux sis 4 rue Bias - 44000 Nantes
7. Avis sur la nomination du Directeur du Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SUMPPS)
8. Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2014-2015 (après avis du CT et de la CPCA)
9. Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la Prime de Fonctions et de Résultats des catégories A et B au titre de l'année universitaire 2014-2015 (après avis du CT et de la CPCA)
10. Approbation de modifications des modalités d'attribution de la Prime de Fonctions Informatiques (après avis du CT et de la CPCA)
11. Approbation de la modification de la méthode de calcul du service statutaire et d'équivalence TP/TD
12. Présentation du bilan annuel des sections disciplinaires
13. Approbation de tarifs, dons et subventions (après avis de la CPCA)
14. Rendu-compte de remise gracieuse (après avis de la CPCA)
15. Questions diverses

LE PRÉSIDENT ouvre la séance à 8 heures.

POINT 1 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 MAI 2014

MME SAMI fait trois remarques et demande l'ajout de ces éléments dans le procès-verbal du Conseil d'Administration du 16 mai. Ces ajouts seront pris en compte. En page 6 sera ajouté « **MME SAMI** estime qu'il est indubitable qu'il n'y a pas eu de concertation. Il y a eu des informations au fur et à mesure et des Assemblées Générales avec les personnels mais il demeure ce sentiment que les personnels ne sont pas associés aux décisions et à l'élaboration du projet lui-même. En tant que membre du Conseil d'Administration elle n'a pas pu contribuer à l'élaboration du projet. Elle n'est pas correctement informée, elle ne sait même pas qui sont les représentants des enseignants dans les groupes de travail », en page 9 « **MME SAMI** rappelle que depuis deux ans, elle et d'autres s'insurgent contre les tarifs pratiqués pour la reprise d'études, et qu'il leur a toujours été répondu que c'était légal. Maintenant il s'avère qu'ils ne sont qu'une simple interprétation du texte réglementaire. Dans la circulaire du 20 février 2013, il est rappelé clairement que ni l'âge limite de 28 ans, ni la durée d'interruption d'études ne constituent des critères réglementaires autorisant l'inscription d'une personne en régime formation continue. Par conséquent elle estime que la personne qui souhaite s'inscrire en formation initiale quelque soit sa situation, devrait pouvoir le faire. Le passage de la limite de 2 à 3 ans, reste donc à son sens illégal et elle demande à ce que cette limite soit purement et simplement retirée du dispositif, d'autant plus qu'il est mentionné dans la circulaire de la DGESIP que le Ministère verse des subventions pour ces étudiants », et en page 12, « **MME SAMI** souligne qu'à la lecture des documents, il apparaît en création un DIU « Acupuncture obstétricale » et en modification un DIU « Initiation à l'acupuncture » ; elle s'interroge sur ces deux diplômes, et notamment sur les programmes de ces DIU qui sont des « copier-coller » l'un de l'autre ».

M.LELOUREC souhaite que le schéma relatif au dispositif de reprise d'études page 11, soit mis à disposition des administrateurs.

En l'absence d'autres remarques, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité avec 28 voix pour, le procès-verbal du Conseil d'Administration du 16 mai 2014.

POINT 2 : INFORMATIONS GÉNÉRALES

LE PRÉSIDENT informe de l'arrivée de **MME OBLE**, nouveau membre du Conseil d'Administration, proposé par la CGT. En son absence, **LE PRÉSIDENT** présente son parcours.

LE PRÉSIDENT revient sur l'actualité du redécoupage régional, et insiste sur la complexité du paysage aujourd'hui tant au niveau des redécoupages que des lois. Il y a un flou sur les compétences qui seront celles des Régions et celles des Métropoles. La loi Métropole du 28 janvier 2014 indique qu'il y a un certain nombre de compétences des métropoles précisées notamment dans l'article L52-17, pour les programmes de soutien et d'aide aux Etablissements d'Enseignement Supérieur et aux programmes de recherche. Il est par ailleurs acté que les Régions seront en charge des politiques de formation. Il y a une articulation à trouver entre les collectivités.

Sur le grand ouest il y a deux Métropoles, Nantes, Rennes et une troisième en cours, Brest, sous réserve que les élus de Brest le demandent. Sur le découpage tel qu'il a été présenté lundi par le gouvernement, les critères qui ont présidé à ces choix ne sont pas forcément ceux qui ont été retenus pour les regroupements d'établissements, notamment des critères scientifiques et d'innovation.

Il a été annoncé un statu quo pour les Pays de la Loire et la Bretagne ; or dès lors que les autres régions bougent, ce n'est plus un statu quo. Si l'on prend les trois critères de l'INSEE (population, superficie et richesse), le fait de rester avec un découpage identique des Pays de la Loire, rétrograde la Région en termes de population notamment par rapport aux autres nouvelles régions. Si les deux régions Pays de la Loire et Bretagne étaient fusionnées, la Région serait 3^{ème} ou 4^{ème} au rang national. Au plan européen, ce pseudo statu quo place la Région des Pays de la Loire, en 29^{ème} place. Cette situation pourra peut-être évoluer à la faveur d'un Conseil des Ministres le 18 juin prochain ou de débats parlementaires en début d'été. **LE PRÉSIDENT** souligne que de son point de vue, le statu quo est un moindre mal au vu de la fusion avec le Poitou Charente, qui aurait été totalement incohérente avec les constructions et les regroupements d'aujourd'hui, du point de vue de l'Université de Nantes mais aussi des Universités de Poitou Charente, Limousin et Centre.

MME SAMI souligne que les chiffres sont amenés à évoluer au vu de nouvelles régions très grandes. **LE PRESIDENT** indique que ce n'est pas la taille qui prime mais c'est le fond : les nouvelles régions doivent être l'expression du développement économique, de l'enseignement supérieur. La société civile et les Universités se sont prononcées pour une vision commune sur la base de l'existant. Pour le gouvernement le regroupement Bretagne-Pays de la Loire en termes de communautés d'établissements est une évidence, sans fusion des deux régions, alors que Poitou-Charente-Limousin-Centre n'est pas une évidence, mais les régions fusionnent. A contrario, **MME SAMI** s'interroge sur les Communautés d'Universités et d'établissements. Sans vouloir redémarrer les discussions, elle souligne que cette position du gouvernement peut aussi être interprétée comme une marque d'interrogation sur la future Communauté d'Universités et d'établissements.

M.LELOUREC remarque que dans d'autres universités, des Conseils d'Administration ou d'autres instances se sont exprimés sur la base de motions pour demander un moratoire, pas seulement sur l'application de la loi mais un moratoire global. Le vote des statuts avant le 22 juillet 2014 n'a pas encore été remis en question, et il va falloir agir dans la précipitation avec une incertitude sur les Régions. Il semblerait opportun que l'Université de Nantes demande aussi un moratoire le temps du débat et de la consultation des personnels notamment, de façon à ne pas avancer à marche forcée. Il y a beaucoup de questions qui se posent notamment la régionalisation et l'absence d'identification entre les régions et l'Enseignement Supérieur. Il souhaite que le Conseil d'Administration demande un moratoire pour avoir le temps d'avoir une décision prise dans des conditions satisfaisantes. **LE PRESIDENT** indique que l'Université du Maine a voté un moratoire dans ce sens. **LE PRESIDENT** estime qu'avouer que les délais sont trop contraints, aurait empêché d'être force de propositions pour affirmer que la base du développement sera interrégional et non calqués sur des fusions entre régions, non basées sur l'existant. A son sens, le fait d'attendre, fait perdre toute crédibilité. **M.LELOUREC** souligne qu'il n'a pas demandé de moratoire sur la réflexion en elle-même mais simplement pour avoir du temps pour voter des statuts de la future Communauté d'Universités et d'établissements avant le 22 juillet prochain. **LE PRESIDENT** rappelle qu'un délai supplémentaire de six mois a été octroyé à l'UBL pour le dépôt de ces futurs statuts.

MME DANIEL informe que tous les acteurs ont été mobilisés cette semaine sur des discussions entamées qui sont une base de discussion et non une réalité. En tant que Métropole, **MME ROLLAND** a pris position très clairement pour un rapprochement et une fusion avec la Bretagne, position qu'elle n'a pas pris de manière déconnectée de la réalité. C'est important de montrer que la Métropole est en mouvement notamment avec les Universités des Pays de la Loire et de Bretagne avec le moteur Nantes-Rennes. Au plan économique, les CCI ont fusionné entre Nantes et Rennes et travaillent de manière renforcée dans plusieurs secteurs. La Région est dans cette dynamique là et il faut accompagner et devancer ce mouvement pour une inscription du changement pour les cinquante années à venir. Le débat n'est pas terminé. Nantes Métropole s'inscrit dans une logique de rapprochement et de fusion avec la Bretagne qui sera acté à moyen ou à long terme. Si la fusion n'était pas actée, ceci n'empêcherait pas les coopérations renforcées qui seront basées sur les dynamiques engagées par les acteurs.

LE PRESIDENT souligne l'absence d'informations concernant le Contrat de Plan Etat-Région, notamment les montants qui pourraient être alloués à l'Université. Il informe qu'il va écrire au Préfet, au Recteur, au Président de Région, à la Présidente de Nantes Métropole et de la CARENE, pour montrer l'inquiétude de l'Université de Nantes quant à cette absence d'information. Les enjeux sont considérables, pour la sécurité des personnels et des étudiants, et pour la qualité de l'enseignement. L'immeuble de grande hauteur (IGH) de Médecine, Gavy ou encore Joffre sont trois sites qui nécessitent d'être intégrés au CPER, **LE PRESIDENT** étant très vigilant sur ce point, pour la qualité du service public.

POINT 3 : POINT SUR LES OPERATIONS IMMOBILIERES

Point reporté en l'absence d'informations sur les CPER.

POINT 4 : PRESENTATION DE LA POLITIQUE QUALITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'UNIVERSITE DE NANTES

M.FATTAL présente la politique Qualité et Développement Durable au sein de l'Université de Nantes et les cinq priorités stratégiques : la stratégie énergétique de l'établissement, les processus

formation, la préparation de la prochaine évaluation de l'AERES, la simplification de procédures administratives et la gestion des déchets.

LE PRESIDENT souligne que l'Université de Nantes est passée d'une Mission à une Direction, avec une Vice-présidence, un service et une organisation, ce qui permet de supporter un véritable projet politique. Ce projet a été présenté aujourd'hui et décliné avec deux points importants, l'anticipation sur la « bombe énergétique » et l'évaluation avec en toile de fond le contrat quinquennal (2017/2021) et la gestion au quotidien.

M.BELLETTRE est convaincu depuis des années de la rénovation thermique des 110 bâtiments de l'Université. De plus, il partage sa première expérience positive de ce projet politique, où dans les appels à projets, il a été demandé cette année aux entreprises lauréates, d'intégrer des étudiants stagiaires des formations dispensées à l'Université. Sur l'évaluation des enseignements, il souligne qu'il appartient à une Composante qui fait systématiquement après chaque cours depuis de nombreuses années le bilan via un formulaire simple. Couplé à des retours oraux semestriels par exemple, ceci permet d'améliorer de nombreux points quotidiens (rythmes pédagogiques ou encore forme d'évaluation). **M.FATTAL** souligne qu'il faut s'appuyer sur ce qui existe déjà dans les Composantes et ne rien imposer, pour que cela fonctionne.

MME ISHOW fait part d'une complexification de certaines tâches administratives, notamment les demandes régulières de justification de dépenses ou encore la mise en place de procédures parfois inapplicables selon les cas. En fonction des besoins des composantes et des laboratoires, certains process ne peuvent être appliqués de façon standard et systématique. S'agissant de la simplification des achats, elle s'interroge sur la mise en place de la carte achat, ce qui simplifierait énormément les procédures. **M.FATTAL** informe qu'un travail a déjà commencé avec des Directeurs d'UFR, des Directeurs de Laboratoires, des Responsables Administratifs et les services centraux pour engager la simplification des procédures. **M.BIAIS** annonce que le choc de simplification est en train d'être mis en place concrètement à l'Université, par une démarche projet avec la nécessité dans un premier temps de repérer les complexités administratives. Pour cela il faut mobiliser l'ensemble des Responsables Administratifs, les services centraux, les Doyens, les Directeurs de Laboratoires, les gestionnaires de proximité. Ce travail est engagé et conduit de manière opérationnelle par la Directrice Générale Adjointe avec la mise en place d'un questionnaire pour identifier rapidement les procédures qui nécessitent une simplification. Il faut malgré tout composer avec ce qui relève de l'établissement et ce qui s'impose à elle de manière réglementaire. Pour exemple, sur la procédure d'achat, une nomenclature technique est imposée mais ce n'est pas une volonté de l'Université de Nantes de la mettre en place. Certaines procédures sont imposées par les autorités de tutelle et l'établissement doit s'y conformer. Il reste à l'établissement de faire évoluer les outils pour que les gestionnaires puissent effectivement régler les difficultés. La carte achat est actuellement en test ; tests qui s'avèrent pertinents et concluants, et qui vont permettre de la généraliser au niveau des laboratoires de recherche et des équipes pédagogiques.

POINT 5 : APPROBATION DES NOUVEAUX STATUTS DE L'UNIVERSITE DE NANTES, DU REGLEMENT INTERIEUR PORTANT APPLICATION DES STATUTS ET DU STATUT DE L'ELU(E) (APRES AVIS DE LA CPCA)

LE PRESIDENT rappelle le contexte de ces nouveaux statuts avec la loi du 22 juillet 2013 qui modifie un certain nombre d'éléments pour chaque établissement. Il faut revoir les statuts pour être en conformité avec cette loi avant le 22 juillet 2014.

M.BERNOUSSI précise que la réflexion au sein de l'Université de Nantes sur la refonte des statuts a débuté bien avant la loi. Au sein du Conseil d'Administration il y avait déjà un questionnement sur les anciens statuts, avec la création d'une première Commission pour réfléchir à l'ensemble des modifications. Il souligne que le **PRESIDENT** a souhaité que soit présenté devant le Conseil d'Administration un travail complet, c'est-à-dire, les Statuts, le Règlement Intérieur portant application des Statuts et le Statut de l'élu(e).

M.BERNOUSSI informe que le travail réalisé à l'Université de Nantes est un travail participatif ouvert et non une version imposée. Le travail a été commencé bien avant la loi ESR, et la Commission Révision des Statuts s'est réunie pour la première fois le 19 mars 2013. Cette Commission a été ouverte aux Administrateurs, et ensuite élargie à tous les Directeurs de

Composante. L'espace PRODOC crée à cet effet a été ouvert en continu à tous les membres, ainsi chacun a pu consulter l'évolution des travaux. La Commission s'est réunie dix fois et a fait une première proposition qui a été soumise au Conseil des Directeurs de Composante le 23 mai 2014, qui en a débattu et a formulé des propositions qui ont été prises en compte. Le 27 mai 2014, la Commission Permanente du Conseil d'Administration a elle-même fait des propositions de modifications, qui sont aujourd'hui soumises au Conseil d'Administration.

Les Statuts sont la Constitution de l'Université de Nantes. On les distingue du Règlement Intérieur, qui lui, permettra de les appliquer. Le changement tient aussi au fait qu'il y a désormais un préambule, qui à la demande d'administrateurs, définit les missions et les valeurs portées par l'Université.

M.BERNOUSSI présente les deux grandes catégories de changements des Statuts : les changements généraux et les changements spécifiques.

Pour les changements généraux, imposés par la Loi, ils concernent notamment les intitulés des commissions, notamment la Commission de la Recherche au lieu du Conseil Scientifique, la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire au lieu du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire ; il y a aussi la mise en place du Conseil Académique qui regroupe les deux instances et et fonctionne soit en formation plénière soit en formation restreinte et enfin la création du Conseil des Directeurs de Composante. Les compositions des différentes instances sont aussi modifiées.

Pour les changements spécifiques à l'Université de Nantes, il y a cinq changements majeurs. **LE PRESIDENT** a souhaité que la Charte égalité Femme-Homme soit appliquée dans les Statuts. Ainsi toutes les fonctions et les responsabilités sont traduites en langage épicène.

La refonte des Statuts a aussi permis de revoir le nombre de Composantes au sein de l'Université. L'Observatoire des Sciences de l'Univers de Nantes (OSUNA), n'accueillant pas d'étudiant, et n'ayant pas de programme de formation, il n'est plus une Composante de l'Université.

L'installation de pôles fonctionnels regroupant un certain nombre de Composantes en fonction de leur choix et qui traduisent des objectifs stratégiques portés en commun, est actée.

La composition de la Commission Permanente du Conseil d'Administration est modifiée, et va introduire une gouvernance plus participative en associant les élus du Conseil d'Administration aux référents de Pôles, qui représenteront les Directeurs de Composante. Les autres Commissions Permanentes sont supprimées, au vu du constat fait par les deux Vice-présidents, que ces instances ne fonctionnaient plus.

Enfin, il y a une modification des circonscriptions électorales. Lors de l'intégration de l'IUFM, il avait été créé une circonscription électorale spécifique avec un nombre de siège spécifique. Dans le cadre de l'ESPE, cette circonscription spécifique se justifie d'autant moins au vu des taux de participation électorale des étudiants de l'ESPE qui lors des élections de février dernier, avoisinaient les 1%.

M.BERNOUSSI présente ensuite le Règlement Intérieur portant application des Statuts de l'Université de Nantes et définit la démarche commune à toutes les instances et la répartition des sièges.

M.BERNOUSSI rappelle enfin la démarche pour le Statut de l' élu(e), entamée avant 2010, avec une présentation de la première version au CEVU du 30 juin 2011, qui n'a jamais aboutie. Ce travail a été repris par la Commission Révision des Statuts et un document a été proposé. Il s'agit d'une reconnaissance forte de l'engagement des étudiants et des personnels dans les instances de l'Université.

LE PRESIDENT souligne le travail participatif, avec une dizaine de réunions et il remercie vivement tous ceux qui y ont contribué.

M.GUEVEL revient sur la référence faite aux Statuts des Composantes, dans les Statuts. Il souhaiterait que soit définis à terme des statuts types pour les Composantes avec une architecture et des dénominations communes comme cela existe dans les Laboratoires. Ceci permettrait d'aligner tous les processus d'élection des membres dans les conseils, ou même des doyens. Il faudrait s'interroger sur la structure des instances, à l'intérieur des Composantes.

M.GUEVEL fait remarquer que la composition de la Commission Permanente du Conseil d'Administration pourrait être renvoyée dans le Règlement Intérieur en cas de souhait de modification de celle-ci ce serait beaucoup plus souple.

Sur la formation restreinte du Conseil Académique, **M.GUEVEL** revient sur la parité homme-femme dans le Conseil Académique, et s'interroge sur l'absence de parité au Conseil d'Administration. Il s'interroge sur la faisabilité concrète de cette disposition, compte tenu des modes d'élection dans ces différents conseils, Conseil Académique et Conseil d'Administration.

Pour la Commission de la Recherche et la Commission de la Formation et Vie Universitaire, il suggère d'ajouter une phrase pour renvoyer dans le Règlement Intérieur pour trouver la répartition des sièges, les modalités d'élection et autres modes de fonctionnement, comme cela a été fait pour le Conseil d'Administration.

Enfin, il souhaite connaître la date d'entrée en vigueur des Statuts, notamment au regard de ses fonctions au sein de la Section disciplinaire. **LE PRESIDENT** informe que les Statuts seront en vigueur à compter du 23 juillet 2014. Pour les mesures transitoires, il est précisé à la fin du document qu'il faudra attendre la parution des décrets.

Sur les statuts types et les problématiques de dénomination des instances des différentes composantes, **MME TEXIER** informe qu'une démarche va être engagée, à compter de septembre 2014. La Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles proposera de rencontrer les Composantes qui le souhaitent pour les accompagner dans leur réflexion sur la refonte des Statuts des Composantes. L'objectif est d'harmoniser les différents statuts tout en tenant compte des spécificités de chaque Composante. **LE PRESIDENT** souligne que la démarche est très intéressante et permettra une réelle harmonisation.

LE PRESIDENT prend acte du passage de la composition de la Commission Permanente du Conseil d'Administration dans le Règlement Intérieur.

Sur la parité, **LE PRESIDENT** souligne que dans les premières versions, la parité était exigée. Si la parité n'était pas obtenue avec les collèges électoraux, elle devait l'être avec les membres extérieurs. L'idée a été abandonnée et la parité de résultat n'est plus nécessaire. Il reste malgré tout une parité des listes électorales, composées alternativement de candidats de chaque sexe. **LE PRESIDENT** souligne que cette parité est introduite dans le Règlement Intérieur. **M.GUEVEL** s'interroge sur la pertinence de l'évoquer seulement pour le Conseil Académique. Ce principe de parité est imposé dans la constitution des listes électorales.

M.LELOUREC évoque le problème posé par cette obligation de parité dans les listes. Il y a des contraintes imposées sans obligation de résultats puisque le hasard des élections fait que la parité ne pourra être respectée.

M.LELOUREC s'interroge sur les grands secteurs de formation évoqués dans le Règlement Intérieur portant application des Statuts. Ce sujet est diversement interprété dans les établissements. Pour les usagers, la représentation est beaucoup plus souple. Il suggère que cette même souplesse soit appliquée aux représentants des Enseignants-chercheurs pour qu'il n'y ait pas de frein à la démocratie, lors du dépôt des listes. Il souhaite que soit ajouté « au moins trois des secteurs de formation ».

M.GUEVEL estime que ceci pourrait créer des blocs contre des listes, aux prochaines élections. La contrainte n'est pas si lourde puisque la représentation des grands secteurs de formation est imposée mais pas un équilibre entre ces secteurs. **M.CATALA** souligne que lorsqu'une liste se dit représentative elle doit effectivement représenter l'ensemble des secteurs.

M.CATALA revient sur la parité et s'étonne de ne pas trouver la parité dans le Conseil d'Administration au même titre que le Conseil Académique. Il souligne que cette parité obligatoire sera difficile à atteindre dans les circonscriptions électorales actuelles.

MME TEXIER précise que lors des prochaines élections, les listes qui ne sont pas paritaires, ne seront pas recevables.

Sans remettre en cause la parité ou la répartition dans les différentes circonscriptions **M.POUZAIN** estime que mettre des contraintes dans le système électoral, amène à des impossibilités matérielles. Le point prioritaire reste la parité, et ensuite il faut des contraintes raisonnées par rapport à la représentation des circonscriptions, afin que le système respecte les principes et en même temps soit assez souple pour l'ensemble des listes à constituer. **LE PRESIDENT** rappelle que les listes qui seront déposées devront être composées en alternance homme-femme, comme la liste qu'il avait présentée en 2012.

Sur les grands secteurs, **LE PRESIDENT** partage la position de **M.GUEVEL**, et précise qu'il s'agit d'un dispositif assez souple, sans qu'un équilibre entre les secteurs ne soit demandé.

MME SAMI mentionne l'article relatif aux personnalités extérieures au Conseil d'Administration, et souligne que compte tenu des éléments développés sur la parité, elle comprend mieux la signification de « les personnalités extérieures désigneront un suppléant de même sexe ». Elle fait part de remarques qu'elle a évoquées en Commission Permanente du Conseil

d'Administration. Au sujet de la composition de la Commission de la Recherche, elle réitère sa demande faite en CPCA. Sachant qu'il y a un goulot d'étranglement pour le passage de Maître de Conférences à Professeur d'Université, que le pourcentage de Professeurs d'Université femme est très faible par rapport à celui des Hommes et qu'au niveau du travail fait par les Maîtres de Conférences au sein de certaines Composantes, elle estime que la composition de la Commission de la Recherche n'est pas du tout représentative de l'implication des Enseignants-chercheurs. **M.BERNOUSSI** informe que la composition est clairement définie par des pourcentages dans la loi ; ceci n'est que la traduction de ces pourcentages en chiffre.

M.LELOUREC revient sur les grands secteurs de formation et souhaite préciser sa position. Il ne s'agit pas d'autoriser la représentation d'un seul secteur de formation, il s'agit d'assouplir le système et d'imposer « au moins trois des grands secteurs de formation ». Il souligne qu'il s'agit de petits effectifs avec un nombre de sièges faible, et si les syndicats de personnels se présentaient de façon isolée, il n'y aurait pas le moindre élu. Ceci rajoute encore une contrainte car il faut une liste souvent intersyndicale, paritaire, et représentative des secteurs de formation. Ceci devient impossible pour des listes qui ne seraient pas « institutionnelles » et reste dommageable d'un point de vue démocratique.

MME JOLLIET explique qu'en santé il y a une très grosse distorsion entre le nombre de Professeurs d'Université femme et homme, ce qui induit que ce seront toujours les mêmes qui seront sollicitées.

M.GANGLOFF s'interroge sur le rôle des Référents de Pôles dans la Commission Permanente du Conseil d'Administration et s'inquiète de ce que les séances des Commissions Permanentes soient un peu lourdes. L'efficacité des débats de la Commission Permanente pourrait s'en trouver impactée et il suffirait de mentionner la possibilité d'inviter les référents des Pôles en fonction de l'ordre du jour. Systématiser la présence des Référents de Pôles, semble lourd à mettre en place. S'agissant de la composition du Conseil d'Administration, il revient sur la mention des représentants des collectivités territoriales au sein des personnalités extérieures et sur l'absence notamment d'un représentant du site de la Roche sur Yon. Il souhaiterait que soit systématiquement intégré un représentant du site de la Roche sur Yon, non sans exclure la représentation de la CARENE mais en incluant le site de la Roche sur Yon. **LE PRESIDENT** souligne que le nombre d'administrateurs extérieurs ne peut être modifié dans la composition du Conseil d'Administration. A chaque représentation, il est demandé aux collectivités de s'organiser entre elles pour assurer à tour de rôle la représentation de Nantes et de Saint Nazaire. Ceci relève d'un dialogue entre les collectivités. **LE PRESIDENT** précise que La Roche Agglomération est désormais membre de la Commission de la Formation et Vie Universitaire.

Sur les référents de Pôles, **LE PRESIDENT** précise que c'est son choix. Le Conseil des Directeurs de Composante a, de par la loi des prérogatives claires. Le Conseil a pour principale prérogative de préparer le Conseil d'Administration de l'Université. Il était donc possible soit de créer une instance supplémentaire, soit de l'intégrer à la Commission Permanente du Conseil d'Administration. Il était plus judicieux, de manière à ne pas rajouter des instances, d'intégrer les six référents de Pôles aux séances de la Commission Permanente du Conseil d'Administration.

MME TRICHET revient sur la parité. Si une liste ne peut pas se présenter car elle n'atteint pas la parité, c'est tout simplement qu'elle n'est pas capable de représenter les femmes. Elle est donc totalement en faveur de cette contrainte de parité, même si c'est parfois difficile pour le domaine de la Santé par exemple où le seuil de 25% de femmes n'est pas atteint. Il faut prendre conscience des enjeux et commencer le recrutement au niveau des Professeurs du nombre de femmes. **LE PRESIDENT** fait la différence entre les contraintes et la visibilité d'une liste par rapport à ces contraintes. Si une liste n'est pas capable de démontrer qu'elle peut représenter en genre l'établissement, ceci reste un élément d'appréciation pour l'électeur. **M.LE BLAY** partage l'analyse et ces contraintes sont aussi faites pour faire évoluer les choses. Sans imposer de contraintes il est impossible de se donner des garanties d'établir un jour la représentativité égale entre homme et femme.

M.GUEVEL revient sur l'élimination des circonscriptions électorales pour le Conseil d'Administration, antérieurement aux dernières élections. La réduction du nombre de sièges pour composer le Conseil a permis de passer de 60 à 30 membres du Conseil d'Administration. En raisonnant sur des nombres de sièges, lorsque sont croisés les collèges et secteurs, les nombres de sièges sont parfois ridicules. Il n'est pas favorable à la répartition des sièges au Conseil Académique et notamment sur le choix des clés de répartition. Pour la Commission de la Formation et de la Vie

Universitaire, il constate des déséquilibres de représentation, notamment les deux premiers secteurs, disciplines juridiques et sciences humaines et sociales. Dans un tel contexte, il s'interroge sur cette répartition en circonscriptions. Il suffirait de tendre vers la même logique que pour le Conseil d'Administration. L'intérêt serait de donner une prime aux secteurs les plus investis et une réelle motivation à ceux qui ont le plus envie de s'impliquer dans une telle représentation. **M.BERNOUSSI** fait remarquer que contrairement au Conseil d'Administration, pour les autres commissions, les secteurs disciplinaires en circonscription sont fixés par les textes. Pour les clés de répartition, pour les étudiants, il précise que les calculs reposent sur le nombre et la répartition des étudiants. En fonction du pourcentage d'étudiants dans chaque circonscription, a été affecté le nombre de sièges. Pour les enseignants, la répartition en collèges a été faite en fonction du nombre et de la répartition des enseignants par secteur. **M.GUEVEL** estime que ce choix de répartition est indiscutable pour les étudiants, mais pour les Enseignants-chercheurs, la répartition est basée sur les chiffres actuels. Les sièges de ces conseils vont être prioritairement occupés par des personnels qui représentent les plus importants corps d'Enseignants-chercheurs dans tel secteur. Il y a dans l'Etablissement des déséquilibres historiques qu'il faudrait faire évoluer. **LE PRESIDENT** souligne qu'il a pris la décision de compenser, notamment au niveau de la Commission de la Recherche, avec un message fort au secteur des sciences humaines et sociales, qui d'une part, paraissait sous représenté et d'autre part, afin d'encourager l'interdisciplinarité, sans toucher aux représentativités de sciences et de santé, de rajouter un siège pour les LLSHS. Il y a donc une volonté forte de réajuster.

MME SAMI souligne que dans ce Conseil d'Administration, un administrateur s'il est minoritaire, n'a aucune influence sur ce qui est proposé au vote. **LE PRESIDENT** prend l'exemple de ce qui est proposé par **M.LELOUREC**, sur les grands secteurs de formation qui est en train d'être vérifié en séance et qui sera effectivement appliqué ensuite.

Pour répondre à **M.GUEVEL** et sur les grands secteurs de formation, **MME TEXIER** confirme qu'ils sont prévus dans les textes, à savoir les disciplines juridiques, économiques et de gestion, les lettres et sciences humaines et sociales, les sciences et technologies et les disciplines de santé. Les disciplines et les circonscriptions électorales sont bien ciblées dans le Code de l'Education.

MME SAMI propose que soit offerte aux membres du Conseil d'Administration, la possibilité d'apporter des amendements à des textes qui pourraient être votés. **LE PRESIDENT** souligne que les remarques émises en Commission Permanente du Conseil d'Administration ont été prises en compte et sont intégrées dans cette version soumise au vote. **MME SAMI** fait remarquer que lors du dernier Conseil d'Administration, elle a demandé une modification de l'objet du vote, ce à quoi **LE PRESIDENT** lui a répondu favorablement. **MME SAMI** prend l'exemple d'un vote qui a été soumis au Conseil d'Administration concernant l'achat et la vente d'un terrain. Elle a souhaité dissocier les deux dans son vote. Elle prend cet exemple pour proposer de mettre en place cette procédure d'amendement afin de voir si la majorité des administrateurs suit ou non cette proposition d'amendement. **LE PRESIDENT** souligne qu'il y aura pour ce point un vote pour les Statuts, un pour le Règlement Intérieur et un pour le Statut de l'élue(e). **MME SAMI** souhaite qu'une procédure d'amendement soit inscrite dans les Statuts afin de pouvoir lors de prochaines séances du Conseil d'Administration, modifier les textes qui sont soumis au vote des administrateurs. **M.LE BLAY** souligne que lorsque l'Assemblée Nationale vote les lois, elles le sont articles par articles, ce qui explique que les députés siègent jour et nuit. **MME SAMI** fait remarquer que les Statuts vont être votés pour un certain nombre d'années, et que va donc perdurer le système actuel, ce qui implique que les minorités au Conseil d'Administration n'auront jamais gain de cause. **LE PRESIDENT** explique que même les minorités sont écoutées et que c'est l'exercice de la démocratie.

MME SAMI revient sur un point déjà soulevé en Commission Permanente du Conseil d'Administration, à propos du Statut de l'élue(e). Elle demande qu'y figure en plus des droits et devoirs, l'engagement de faire le travail lié au mandat. Il lui semble qu'une absence prolongée, pour les élus n'est pas acceptable. Elle demande que soit ajouté un article précisant jusqu'à combien d'absences, le mandat n'est pas remis en cause. Elle considère que le mandat correspond à la représentation d'un certain nombre de votants, et il n'est pas normal d'être absent de façon systématique. **LE PRESIDENT** fait remarquer que ce sujet a fait l'objet d'un débat en Commission Permanente du Conseil d'Administration, et a conduit à l'ajout de l'article 9, relatif à l'assiduité. Il rappelle qu'il n'est pas légal d'imposer un nombre d'absences injustifiées.

Sur le statut de l'élue(e), **M.POUZANT** souligne qu'il y a certes des avancées, mais trop limitées. **LE PRESIDENT** rappelle que sur la base du texte qui est soumis aux administrateurs, le travail va se poursuivre sur la reconnaissance de l'élue.

M.CATALA estime qu'il y a un réel problème de fonctionnement, car certains points ont déjà été abordés en Commission Permanente du Conseil d'Administration. Il rappelle que cette instance est faite pour éclaircir les points, éviter de refaire les débats en Conseil d'Administration et gagner du temps sur des points où finalement tous les administrateurs sont d'accord. Il souligne que cela ferait gagner du temps en séance de ne pas répéter sa position qui obtient la même réponse lors du Conseil d'Administration. Il estime aussi par ailleurs, pour revenir sur les propos de **MME SAMI**, que comme dans chaque démocratie il y a des majorités et des minorités, avec un certain nombre de procédures qui garantissent des règles au débat démocratique et qu'il faut respecter. Sous le prétexte d'avoir encore plus de démocratie, il ne faut pas avoir toujours plus de règle car ceci risque de compromettre l'existence même et l'équilibre des forces démocratiques légitimement élues, par des règles qui doivent permettre d'augmenter le temps de parole. Il faut rester raisonnable car la démocratie c'est aussi des conceptions et des règlements dans les débats qui doivent permettre justement la liberté de vote et la liberté des choix démocratiques qui ont été faits lors des élections.

Sur le contenu même des articles, **M.CATALA** revient sur la place des référents de Pôles au sein de la Commission Permanente du Conseil d'Administration. Il estime qu'une autre formule, notamment celle de l'invitation à participer aurait été préférable. **LE PRESIDENT** rappelle qu'au vu de la loi, le Conseil des Directeurs de Composante prépare le Conseil d'Administration.

M.LELOUREC estime que les propos de **M.CATALA** illustrent bien le fait que le rôle de la Commission Permanente a été perverti, car dans le système qu'il décrit il y a des administrateurs majeurs et des administrateurs mineurs : ceux qui siègeraient à la Commission Permanente et ceux qui ne siègent pas. Ces derniers, n'auraient alors qu'à avaliser le travail fait par la Commission Permanente. Il affirme son désaccord estimant que le rôle de la Commission Permanente du Conseil d'Administration est de préparer le travail du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration gardant la main sur tous les dossiers. Il fait remarquer qu'il ne se sent pas lié par les décisions prises en Commission Permanente du Conseil d'Administration. **LE PRESIDENT** recentre le débat pour éviter les interprétations de propos. Il souligne que par exemple, sur le statut de l' élu, tous les membres de la Commission Permanente du Conseil d'Administration étaient d'accord pour l'ajouter, ce qui a été fait. Il a aussi été vérifié en séance le fait de pouvoir ou non imposer un nombre d'absence à un élu. Le débat a donc eu lieu en Commission Permanente du Conseil d'Administration ; **LE PRESIDENT** s'interroge sur le fait d'en débattre à nouveau en Conseil d'Administration. **M.LELOUREC** rappelle que les minorités ne votent pas monobloc.

Sur les Statuts, et notamment sur les compétences et attributions du Conseil d'Administration **M.LELOUREC** revient sur les compétences que le Conseil peut déléguer au Président. Il s'étonne de voir la possibilité de déléguer le contrat pluriannuel de site. **LE PRESIDENT** rappelle que cette compétence n'est pas délégable et précise qu'elle sera précisée dans les Statuts.

M.LELOUREC revient sur la Communauté d'Université et d'Etablissement. **LE PRESIDENT** précise que ce sont les Conseils d'Administration de chaque établissement qui décident de ce qui sera mis en commun au sein de la Communauté.

MME LESTIEN fait remarquer que dans certaines collectivités, notamment au sein des conseils municipaux, il est précisé le temps de parole de chaque intervenant et le nombre de prises de parole. Ceci permet à chacun de s'exprimer sur le fond et sans refaire les débats, comme le soulignait **M.CATALA**. Il existe cette instance de préparation, qu'est la Commission Permanente du Conseil d'Administration. Les administrateurs s'expriment ensuite par leur vote, sachant que le vote, est de quatre types : « pour », « contre », « abstention » et « ne prend pas part au vote ». Ceci permettrait d'avoir des débats plus sereins et surtout, pour les personnalités extérieures, de ne pas rentrer dans des débats qui à son sens ne relèvent pas d'un Conseil d'Administration. Une prise de parole unique permet normalement d'avoir et de poser toutes les données du problème. Elle regrette qu'il n'existe pas dans le règlement intérieur aujourd'hui soumis au Conseil, ce genre de propositions.

MME LALLEMENT remercie le travail accompli sur le Statut de l' élu(e) et souhaite des précisions concernant les procurations. **M.BERNOUSSI** précise que cette possibilité a été introduite dans le règlement intérieur. **MME LALLEMENT** souhaite savoir si il est possible d'aller plus loin et de permettre aux suppléants d'assister aux séances du Conseil d'Administration pour suivre l'évolution des débats. Elle explique qu'au premier Conseil d'Administration, suite aux nouveaux mandats, un suppléant s'est vu refusé l'entrée en séance. **M.BERNOUSSI** souligne que la présence du suppléant

aux séances, lorsque le titulaire est présent, n'est pas réglementaire. **MME SAMI** souligne que ce peut être fait par le biais d'une invitation.

M.BROCHARD souhaite préciser que son absence d'intervention dans les débats est due au fait qu'il est intervenu de manière active dans les dix réunions de la Commission Révision des Statuts, et lors de la Commission Permanente du Conseil d'Administration, pour le point relatif à la représentativité des élus BIATSS dans la future composition du Conseil d'Administration. Il revient sur le processus démocratique d'élaboration des nouveaux Statuts, du Règlement Intérieur et du Statut de l' élu(e) et regrette qu'il y ait eu aussi peu de participants à ces dix réunions. Il revient sur la remarque soulevée par **M.GUEVEL** sur la composition de la Commission Permanente du Conseil d'Administration, et rappelle que toutes les compositions des commissions apparaissent dans les Statuts et non dans le Règlement Intérieur. **M.GUEVEL** souligne que les répartitions des commissions sont dans le règlement intérieur. **M.BROCHARD** fait remarquer qu'il s'agit de répartition par collèges électoraux et que ce n'est pas le cas de la Commission Permanente du Conseil d'Administration. **M.GUEVEL** estime que si la composition de la Commission Permanente du Conseil d'Administration doit être modifiée, ce sera plus facile de modifier le Règlement Intérieur. Il rappelle que cette discussion a déjà été évoquée il y a quelques temps.

Sur le Statut de l' élu(e), **M.GUEVEL** remarque l'absence de notion relative au temps qui est passé par les élus enseignants pour venir assister aux réunions des différentes instances. **LE PRÉSIDENT** informe que c'est l'objet du travail qui va être mené sur la valorisation. Il rappelle que la rédaction d'un Statut de l' élu(e) était un préalable, un cadre pour poser les bases de l'implication et la reconnaissance de cette implication.

M.BERNOUSSI synthétise les modifications souhaitées pour les Statuts :

- Article 18 : « Le Conseil d'Administration peut déléguer certaines de ses attributions au ou à la Président(e) à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 6° et 9° »
- Article 19 et article 20 : la composition de la Commission Permanente du Conseil d'Administration passe dans le Règlement Intérieur.
- Article 24 : la règle de parité du Conseil Académique Restreint, dans la mesure où un décret va fixer prochainement les modalités, il est proposé « Le Conseil Académique en formation restreinte est composé dans des conditions précisées par décret ».
- Article 28 : un renvoi au règlement intérieur sera fait « Le mode de désignation des membres de la Commission de la Recherche et les modalités de fonctionnement de la Commission sont précisés dans le règlement intérieur »
- Article 32 : un renvoi au règlement intérieur sera fait « Le mode de désignation des membres de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire et les modalités de fonctionnement de la Commission sont précisés dans le règlement intérieur ».

En l'absence d'autres remarques, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote des Statuts de l'Université de Nantes.

Le Conseil d'Administration approuve avec 26 voix pour et 3 abstentions, les nouveaux Statuts de l'Université de Nantes.

M.BERNOUSSI synthétise les modifications souhaitées pour le Règlement Intérieur portant application des Statuts de l'Université de Nantes :

Article 15 : la phrase initiale sera modifiée par la phrase : « Pour l'élection des représentant(e)s des enseignant(e)s-chercheur(euse)s et des personnels assimilés et des représentant(e)s des étudiant(e)s et des personnes bénéficiant de la formation continue, au Conseil d'Administration de l'Université, chaque liste assure la représentation d'au moins trois des quatre grands secteurs de formation enseignés dans l'Université ».

LE PRÉSIDENT annonce qu'il y aura une réflexion engagée suite à la remarque de **MME LESTIEN** sur le mode d'expression et le temps des prises de parole. **M.LE BLAY** prend l'exemple des Assemblées Générales d'étudiants, dans lesquelles il est fait attention au temps de parole de chacun afin que tout le monde puisse s'exprimer. **MME SAMI** considère qu'elle n'a jamais été élue pour faire de la figuration et qu'elle n'empêche personne de parler. S'il est institué un temps de parole limité comme à l'Assemblée Nationale ou dans les Conseils Municipaux, il faut aussi adopter la règle de l'amendement, discuté et voté par le Conseil d'Administration. **M.LELOUREC** s'interroge sur la durée

des séances actuelles du Conseil d'Administration, qui en moyenne durent quatre heures mais où chacun peut s'exprimer, ce qui à son sens n'est pas déraisonnable.

En l'absence d'autres remarques, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote du Règlement Intérieur portant application des Statuts de l'Université de Nantes.

Le Conseil d'Administration approuve avec 27 voix pour et 2 abstentions, le Règlement Intérieur portant application des Statuts de l'Université de Nantes.

En l'absence de modification du texte présenté et d'autres remarques, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote du Statut de l'Elu(e).

Le Conseil d'Administration approuve avec 28 voix pour et 1 abstention, le Statut de l'Elu(e).

LE PRESIDENT tient à remercier l'ensemble de l'établissement pour le travail participatif sur ces Statuts. **M.BERNOUSSI** remercie **MME TEXIER** et la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles pour le travail accompli sur ce projet.

POINT 6 : APPROBATION DE LA CONVENTION D'ACHAT DES LOCAUX SIS 4 RUE BIAS - 44000 NANTES

M.BERNOUSSI rappelle que le Conseil d'Administration du 28 mars a approuvé le principe d'achat des locaux sis 4 rue Bias à NANTES, avec deux objectifs : libérer les espaces au sein du bâtiment de la Présidence et mettre fin à des locations onéreuses. Depuis le vote, les démarches ont été entreprises ; il y a eu une évaluation du prix des locaux par l'Administration des Domaines. Un compromis de vente a été signé et une convention d'achat a été élaborée, aujourd'hui soumise au Conseil d'Administration.

M.LELOUREC revient sur le principe d'achat des locaux, et sur la vente du terrain sis boulevard Michelet à NANTES, afin de savoir si la vente va être soumise au Conseil d'Administration. **LE PRESIDENT** le confirme.

MME SAMI souhaite savoir si une estimation du coût des travaux d'aménagement a été réalisée. **M.BERNOUSSI** informe que l'estimation est chiffrée à environ 400.000€.

M.RUAULT informe que les locaux achetés par l'Université ont été convoités par une entreprise de préparation privée pour PACES, qui auraient pu s'installer entre l'amphithéâtre des PACES et la BU santé. Il souligne qu'il est préférable d'y voir des locaux de l'Université.

LE PRESIDENT rappelle que cet achat va permettre de désengorger la Présidence.

En l'absence d'autres remarques, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 26 voix pour et 2 voix contre, la convention d'achat des locaux sis 4 rue Bias – 44000 NANTES et autorise LE PRESIDENT à la signer.

POINT 7 : AVIS SUR LA NOMINATION DU DIRECTEUR DU SERVICE UNIVERSITAIRE DE MEDECINE PREVENTIVE ET DE PROMOTION DE LA SANTE (SUMPPS)

M.BERNOUSSI informe que la précédente Directrice du service a cessé ses fonctions en 2012. Depuis cette date, le **Professeur Michel MARJOLET** assure l'intérim. Il y a eu une procédure de recrutement d'un nouveau Directeur. La personne proposée à la Direction du Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SUMPPS) est le **Docteur Michel BLANCHE**.

M.GUEVEL s'interroge sur le futur statut du Directeur, le **Docteur BLANCHE** étant à la retraite. **M.BERNOUSSI** souligne qu'il s'agit d'un cumul d'emploi-retraite, rémunéré 70% du salaire d'un Médecin du Travail.

LE PRESIDENT fait remarquer qu'il est difficile de trouver un Directeur de Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé. Il souhaiterait qu'un Professeur Praticien Hospitalier de santé publique puisse superviser le Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé. **LE PRESIDENT** rappelle qu'il attend du prochain Directeur, un projet global entre la Médecine Préventive et le Service, afin d'avoir une vision globale de la santé pour les personnels et les étudiants.

M.POUZAIN souligne qu'il est représentant des personnels du Conseil d'Administration au Conseil de Gestion du Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé. Le service a eu de grosses difficultés il y a quelques années, et il faut souligner le travail du **Professeur MARJOLET** qui a remis le service en marche. Il estime qu'il faut désormais un vrai projet de service qui permette de transformer réellement le service en centre de santé, comme la loi le permet. Pour cela il faut que le budget soit consolidé et permette de vérifier que l'ensemble des prestations qui sont offertes notamment aux établissements extérieurs qui utilisent les services du Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé, soient bien valorisés au vrai coût environné. Ce n'est actuellement pas le cas et la Responsable Administrative a commencé un travail de fond intéressant ; il faut lui donner les moyens de définir un budget qui corresponde à une vraie comptabilité analytique. **LE PRÉSIDENT** confirme cette position et en profite pour remercier tous ceux qui se sont engagés depuis plusieurs mois pour apaiser et assainir la situation, notamment le **Professeur MARJOLET** et son équipe.

MME CARON souhaite savoir si la convention a été signée avec le CNRS, pour la Médecine préventive des personnels CNRS. **LE PRÉSIDENT** informe de sa rencontre avec la Direction régionale du CNRS, et évoque le problème rencontré par les personnels CNRS qui dans les mêmes Unités Mixtes de Recherche, n'ont pas accès au même service. **M.BIAIS** précise qu'il s'agit de la Médecine Préventive du personnel et non pas du Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé. Il y a certes un projet de rapprocher les deux structures et de renforcer les compétences ; les compétences spécifiques souhaitées par le CNRS relèvent de la Médecine de Prévention des personnels.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 27 voix pour, la nomination du Docteur BLANCHE en tant que Directeur du Service Universitaire de Médecine Préventive et de la Promotion (SUMPPS).

POINT 8 : APPROBATION DE LA LISTE DES FONCTIONS OUVRANT DROIT A LA NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE (NBI) AU TITRE DE L'ANNEE UNIVERSITAIRE 2014/2015 (APRES AVIS DU CT ET DE LA CPCA)

M.BERNOUSSI rappelle que la nouvelle bonification indiciaire est une revalorisation de rémunération versée sous forme de points d'indice. Elle est attachée à un certain nombre de fonctions. Il est proposé au Conseil d'Administration le vote de la liste des fonctions ouvrant droit à cette bonification indiciaire. **M.BERNOUSSI** informe que le Comité Technique du 20 mai s'est abstenu.

MME CARON souhaite connaître la raison de l'abstention du Comité Technique. **MME LE FICHANT** informe qu'il s'agit d'une abstention de principe. **M.BROCHARD** souligne que de manière générale l'abstention du Comité Technique sur la nouvelle bonification indiciaire est une position syndicale de principe.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec voix 19 pour, et 6 abstentions, la liste des fonctions ouvrant droit à la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) au titre de l'année universitaire 2014/2015.

POINT 9 : APPROBATION DE LA LISTE DES FONCTIONS OUVRANT DROIT A LA PRIME DE FONCTIONS ET DE RESULTATS (PFR) AU TITRE DE L'ANNEE UNIVERSITAIRE 2014/2015 (APRES AVIS DU CT ET DE LA CPCA)

M.BERNOUSSI présente la Prime de Fonctions et de Résultats qui se décompose en deux parties, l'une liée à la fonction et modulable de 1 à 6, et l'autre plus individualisée qui est liée aux résultats et fixée à 1. Le Comité Technique réuni le 20 mai et le Comité Technique exceptionnel réuni le 2 juin ont voté défavorablement à l'unanimité.

M.BROCHARD souligne que toutes les organisations syndicales sont contre cette prime au mérite. Le 22 mai dernier a été publié au Journal Officiel, un décret instituant le remplacement de cette

prime au 1^{er} juillet 2015 pour le corps des AENES et pour tous les fonctionnaires au 1^{er} janvier 2017. Il annonce que la position contre cette nouvelle prime sera la même. La Ministre avait semblé entendre leurs demandes d'une prime plus égalitaire mais institue un système de primes équivalent voire pire.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve avec 20 voix pour et 8 voix contre, la liste des fonctions ouvrant droit à la Prime de Fonctions et de Résultats (PFR) au titre de l'année universitaire 2014/2015.

POINT 10 : APPROBATION DE MODIFICATIONS DES MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA PRIME DE FONCTIONS INFORMATIQUES (PFI) (APRES AVIS DU CT ET DE LA CPCA)

M.BERNOUSSI présente les modifications des modalités d'attribution de la Prime de Fonctions Informatiques et précise son attribution au niveau programmeur de système d'exploitation.

M.BROCHARD salue les dispositions de ce nouveau système.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 28 voix pour, la modification des modalités d'attribution de la Prime de Fonctions Informatiques (PFI).

POINT 11 : APPROBATION DE LA MODIFICATION DE LA METHODE DE CALCUL DU SERVICE STATUTAIRE ET D'EQUIVALENCE TP/TD

M.LE BLAY présente la modification de la méthode de calcul. Le cadre réglementaire qui date de 2009, avait souhaité revaloriser l'activité des enseignants qui intervenaient dans des formations dites de travaux pratiques et avait donc instauré la reconnaissance à égalité en terme de prise en compte, de ces heures de travaux pratiques avec les heures de travaux dirigés dans le cadre des heures effectuées dans le service statutaire. Pour les heures complémentaires, lorsqu'elles consistent en des activités de travaux pratiques, le coefficient appliqué pour la prise en compte était de 0.6667. Lorsque le nouveau cadre a été institué, les conditions de la mise en œuvre se sont posées et des difficultés sont apparues. La réponse théorique et logique qui paraissait devoir être apportée pour pouvoir calculer cette prise en compte des heures aurait été la méthode calendaire ; mais rapidement des contraintes liées au fonctionnement sont apparues. Le choix de proratisation avait alors été effectué.

En pratique, les Composantes ont fait remonter un certain nombre de difficultés. C'est à partir de l'ensemble de ces heures effectuées dans le cadre d'un service d'enseignement que la proratisation entre Cours Magistraux, travaux dirigés/travaux pratiques s'effectuaient. Cette prise en compte globale faisait qu'étaient introduits dans le calcul, des éléments différents, des heures de formation initiale, des heures de formation continue et des heures de référentiels. Au final il était difficile d'avoir une coïncidence entre la prise en compte des services et la réalité des services effectués notamment dans les Composantes.

Il est donc proposé un nouveau système qui résulte du travail d'un groupe piloté par la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire, auquel ont participé des Directeurs de Composante. Il s'agit de mieux distinguer dans les heures proratisées, la nature du service d'enseignement. Même au sein de la formation initiale, sera faite une distinction très importante pour les Composantes et pour le suivi des services des enseignants entre les heures effectuées dans la Composante et les départements de la Composante et les heures effectuées ailleurs au sein de l'établissement.

M.LELOUREC s'interroge sur le fondement de la règle selon laquelle au delà du service statutaire, l'équivalence heure TD et l'heure TP n'existe plus. **MME WENDLING** précise que la réglementation prévoit que les heures de TP sont à coefficienter à 1, comme une heure équivalant TD lorsqu'elle se situe dans le service statutaire de l'enseignant. Elles sont coefficientées à 0.667, c'est-à-dire deux tiers, au-delà du service statutaire. Le problème soulevé est de savoir comment déterminer les heures qui rentrent dans le service statutaire et les autres qui sont considérées comme des heures complémentaires.

L'idéal selon **M.LELOUREC** aurait été d'appliquer la règle TP équivaut à TD tout le temps sans faire de distinction.

M.LE BLAY précise que la dérive avec un système calendaire aurait pu être de voir émerger une tendance à vouloir faire tous les travaux pratiques en début d'année pour être certain de les voir considérés comme des heures TD, ce qui aurait totalement désorganisé les structures.

M.GUEVEL souhaite connaître le coût induit par cette modification du calcul. **MME WENDLING** a fait une estimation sur la base des volumes horaires constatés sur l'année universitaire dernière, en simulant une projection avec la nouvelle méthode de calcul, qui laisse entrevoir un surcoût de 30.000 € à l'échelle de l'établissement, pour un budget total de 6 millions d'euros à l'année.

M.BIAIS précise que ce travail a été mené à la suite de plaintes émises par les Enseignants-chercheurs, notamment ceux impliqués dans les travaux pratiques.

M.GANGLOFF revient sur le risque de la détermination calendaire des heures. Il estime que la place de la recherche dans ce dispositif n'est pas intégrée. **M.BERNOUSSI** rappelle que toutes les Composantes ne sont pas sur un système calendaire. L'important est de hiérarchiser les heures à prendre en compte.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer au vote.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 28 voix pour, la modification de la méthode de calcul du service statutaire et d'équivalence TP/TD.

POINT 12 : PRESENTATION DU BILAN ANNUEL DES SECTIONS DISCIPLINAIRES

M.BELLETTRE, Président de la Section disciplinaire, présente le bilan des sections disciplinaires Usagers et Enseignants. Depuis la rentrée universitaire 2013, un changement de fonctionnement a rendu le travail plus collectif. Il remercie la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles pour le travail accompli dans l'accompagnement et le traitement des questions délicates qui sont soumises lors des réunions de la Section. Suite à la nouvelle réglementation et à la nouvelle composition de la Section disciplinaire Usagers, il informe n'assister désormais qu'à la commission de jugement, l'instruction étant maintenant séparée.

Sur le fond des dossiers soumis, il y a peu de changements par rapport aux années précédentes. 26 dossiers pour la Section disciplinaire Usagers et 1 pour la Section disciplinaire Enseignant.

MME SAMI pense qu'il serait intéressant de préciser ce qu'est un « manquement aux obligations professionnelles », dans le cadre de la Section disciplinaire Enseignant. Il y a chez certains, un sentiment d'impunité et éclaircir cette notion permettrait de lever ce ressenti. **M.BELLETTRE** fait le parallèle avec les étudiants, et il informe que ce n'est pas parce qu'un étudiant est pris en faute, qu'il sera forcément déféré devant la Section disciplinaire. Il y a une discussion entre les enseignants, la direction de l'UFR, le service juridique pour savoir si la Section doit être saisie du dossier. **LE PRÉSIDENT** revient sur la qualification des comportements quotidiens, en terme juridique, et rappelle que le service juridique est à même de savoir ce qui en relève.

M.BELLETTRE rappelle qu'en matière disciplinaire, il faut des faits et des preuves, car même si parfois les soupçons sont importants, il ne saurait engager une procédure sur la base de ces seuls soupçons.

M.GUEVEL estime qu'il y a un travail à faire d'explicitation et de concertation entre les Composantes et les présidents de jury, et la Section. Il fait remarquer que certains cas qui sont déferés devant la Section pourraient parfois ne pas l'être. En tant que Président de jury dans sa Composante, il souligne qu'il s'interroge souvent sur des dossiers qui pourraient être gérés en interne. **M.BELLETTRE** souhaite un échange avec les responsables d'UFR et fait remarquer que par le passé, certains dossiers relevaient plus du pédagogique que du manquement à la discipline. Une exclusion pédagogique aurait été préférable. **LE PRÉSIDENT** propose de communiquer la présentation du bilan aux Directeurs de Composante et de favoriser un temps d'échange avec eux. **M.LE BLAY** ancien membre de la Section disciplinaire Usagers souligne que certains cas relèvent effectivement de la pédagogie et voire même de délibération de jury. Les présidents ou responsables

pédagogiques ont de grandes difficultés pour trancher des cas délicats et préfèrent ainsi demander au **PRESIDENT** de saisir la section disciplinaire.

M.LELOUREC fait le parallèle avec le rapport communiqué en CHSCT, contenant des éléments statistiques sur le harcèlement sexuel ou moral. Il souligne que si toutes les situations mentionnées dans ce rapport sont effectivement traitées en Section disciplinaire, le volume des affaires devrait augmenter.

POINT 13 : TARIFS, DONLS ET SUBVENTIONS (APRES AVIS DE LA CPCA)

M.BERNOUSSI présente les tarifs et la subvention au Groupement d'Intérêt Public MSH Ange Guépin. Le GIP s'est transformé en Unité et de recherche (USR) et a donc intégré l'Université de Nantes. Les nouveaux contrats seront ainsi gérés par l'Université. Le montant est de 200.000€ afin de faire face aux difficultés connues par le GIP et liées à la période de transition.

LE PRESIDENT précise que le GIP persiste jusqu'en juillet 2015.

MME GUEHO émet une réserve sur les tarifs de reprise d'étude non financée de l'ESPE, et souhaite savoir quel type de population est visé. **M.BERNOUSSI** précise que les tarifs ont été votés lors du dernier Conseil d'Ecole et ne concernent pas la formation continue Education Nationale.

MME SAMI souhaite que le vote pour la subvention soit séparé du vote tarifs.

En l'absence d'autres interventions, **LE PRÉSIDENT** propose de passer aux votes.

Le Conseil d'Administration approuve avec 25 voix pour et 3 abstentions, les tarifs.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité avec 28 voix pour la subvention d'un montant de 200.000 € au GIP MSH Ange Guépin.

POINT 14 : RENDU COMPTE DE REMISES GRACIEUSES ET D'ADMISSIONS EN NON VALEUR

M.BERNOUSSI présente les demandes de remises gracieuses pour un montant total de 32.56 €.

POINT 15 : QUESTIONS DIVERSES

- La Fondation de Projet : **LE PRESIDENT** informe qu'il y a actuellement un audit engagé sur la Fondation non pas sur le fond, les projets ne manquant pas, mais sur le modèle économique. La somme d'amorçage octroyée par l'Université de Nantes est en voie d'épuisement. Le modèle économique est donc à revoir. Les sommes étant fléchées sur les projets, il y a un manque de fonds pour les paiements des salaires des personnels et la location des locaux. Il faut savoir, sans préjuger du rapport d'audit, si la Fondation Université de Nantes sera conservée, ou si la fondation à l'échelle de la Métropole ou de la Région peut être envisagée. **LE PRESIDENT** propose une fois l'audit terminé d'en débattre lors d'un prochain Conseil d'Administration. La prochaine Assemblée Générale de la Fondation aura lieu le 23 juin.

- Les inscriptions sur le logiciel admission post bac : **M.RUAULT** souhaite connaître le nombre d'admission sur le logiciel notamment pour l'UFR STAPS et Médecine. **MME JOLLIET** rappelle que le nombre d'inscrit important sur post bac tient à l'abandon de la sectorisation. Avec un quota de 1100 à ne pas dépasser, il y a actuellement 1087 inscrits, et une dizaine de cas de dérogation sont en cours d'étude. **M.LE BLAY** pour l'UFR STAPS informe que la situation est différente avec plus de 600 candidatures avant saisie définitive sur le logiciel avant le 10 juin. La capacité d'accueil fixée à 300 est donc largement dépassée. Il y aura donc comme l'an passé un tirage au sort. Pour information, il y a aussi des inquiétudes pour la licence de psychologie. **M.TOUCHARD** souhaite savoir si l'an prochain, si les flux d'étudiants continuent d'augmenter, il y aura aussi un tirage au sort pour la PACES. **M.LE BLAY** informe que tout est mis en œuvre pour éviter les tirages au sort.

- La ComUE : **M.GUEVEL** souhaite un rappel du calendrier des opérations. **LE PRESIDENT** informe d'un courrier du Ministère où il est demandé la remontée avant le 20 juillet d'un document d'orientation stratégique. Ce document est un document de travail qui n'est pas figé, et qui donne les grands axes de collaboration. Il est demandé aux établissements de voter les statuts de la ComUE en début d'année 2015 ce qui implique que dès octobre les échanges avec le Ministère sur ces statuts auront lieu. **M.GUEVEL** souligne que ce calendrier impose que les travaux avancent à marche forcée autour

des collegia. **LE PRESIDENT** estime qu'il faut laisser le temps de travailler aux groupes de travail. Les rapports de ces groupes de travail sont remontés pour le 15 juin au comité de coordination puis seront analysés au sein du comité de pilotage début juillet. Il y a foison de propositions sur les écoles doctorales, les collegia. La méthode est en place mais rien n'est figé aujourd'hui. Dans le document d'orientation stratégique, il faut acter le principe et se laisser le temps de faire évoluer le projet. Il rappelle que l'échéance de la ComUE est janvier 2016. **M.GUEVEL** fait remarquer que dans les laboratoires le sentiment qui règne est que les choses avancent trop rapidement et sont à ce stade déjà figées. **M.CATALA**, à la tête d'un groupe de travail pour les départements, informe que les participants à ce groupe ont été nommés par les différents Vice-présidents Recherche de chaque établissement. Il confirme le malaise des personnels sur la rapidité et le rythme des travaux à rendre. En LLSHS, l'inquiétude porte sur les périmètres envisagés et le nombre de collegia. Il est difficile de concevoir des axes thématiques communs dans un département quand les participants ne sont pas d'accord pour être dans tel département ou voudraient être dans un autre. **LE PRESIDENT** souligne qu'il se fait le relais des contributions qu'il reçoit. **M.CATALA** estime qu'il s'agit de faire une fédération sans savoir le lien avec les formations et les partenariats et sans représenter les Composantes.

MME ISHOW fait remarquer dès lors que se construit un projet collaboratif, il y a des groupes de pression qui se constituent. Il est important au sein de la ComUE de laisser place à des nouvelles thématiques.

MME CARON revient sur un autre aspect, le transfert de compétences, notamment sur les personnels, les ressources humaines et la politique sociale. Sur le site intranet de l'Université, des contributions ont été mises par les personnels, elle souhaite y avoir accès. **LE PRESIDENT** souligne que sur les fonctions support, la communauté se trouvera sur des sites différents et distants, ce qui évitera un modèle fusionnel. **MME CARON** estime que ce n'est pas clairement énoncé. **LE PRESIDENT** souligne qu'il a toujours soutenu ce discours. **MME CARON** affirme que beaucoup de sujets sont finalement figés. Sur l'élection indirecte au futur Conseil d'Administration, elle souhaite qu'il y ait un débat car tout semble figé. **LE PRESIDENT** rappelle qu'il s'agit de documents de travail qui sont imparfaits et qui évoluent. Il y a actuellement débat sur ces sujets entre les établissements. **MME CARON** souligne que ce sont les établissements qui débattent mais pas les personnels.

M.GUEVEL estime que la ComUE ne doit pas être trop restrictive sur le nombre de collegia à créer. Il y a deux catégories : l'une à visibilité internationale, valorisante pour l'UBL, (mer, matériaux...) et l'autre où il faut faire des paris sur l'avenir et qu'il faut soutenir. Dans les laboratoires, le ressenti est mauvais, et il estime que la création de cette Communauté n'a pas besoin d'un tel ressenti pour avancer. Il fait remarquer que les collegia sont calqués sur les futures écoles doctorales. **LE PRESIDENT** souligne que cette question n'est pas tranchée et la correspondance sur certains collegia pourra se faire mais pas sur toutes. **M.CATALA** souligne que c'est un vrai problème et par exemple en LLSHS, il était impossible de faire entrer l'ensemble du spectre disciplinaire issu des écoles doctorales, dans les deux collegia proposés au départ. Par contre s'il y a plus de collegia, il va être plus aisé de faire coïncider. Ce problème perturbe beaucoup les Enseignants car ils ont peur de ne pas se retrouver dans les écoles doctorales du fait des disciplines, et s'il n'y a pas de formation doctorale adaptée aux doctorants cela va devenir dangereux.

M.LELOUREC, a vu un rapport rédigé par des consultants, et craint que le rapport n'oriente sérieusement les décisions. Il est mentionné un regroupement des services de relations internationales. **LE PRESIDENT** précise qu'il s'agit d'un document de travail basé sur les STRATER, un document d'analyse des diagnostics territoriaux. Les propositions du prestataire ne sont pas forcément suivies et il rappelle que ce n'est qu'un document de travail.

M.LE BLAY indique qu'il travaille en réseau avec les Vice-présidents Formation et vie Universitaire, et il précise que le document a servi de base de travail pour finalement le réécrire ; il s'agit d'indications données qui peuvent orienter la réflexion mais qui ne sont pas figées.

Sur le positionnement écoles doctorales – collegia, **MME ISHOW** estime que les collegia prônent l'interdisciplinarité alors qu'inversement il est demandé à un laboratoire de n'appartenir qu'à une seule école doctorale.

MME ISHOW s'interroge sur la position du monde socio-économique, au centre de ces débats sur la ComUE. **LE PRESIDENT** précise qu'il a rencontré la CCI pour leur faire comprendre les enjeux de cette future communauté. Les collectivités seront partie prenante de la ComUE puisque les Régions, participent par essence à la signature du contrat pluriannuel de site. **MME ISHOW** s'interroge sur la présence de membres du monde socio économique dans les futurs conseils de la ComUE. **LE PRESIDENT** explique que les futurs conseils seront calqués sur ceux actuellement en vigueur au sein

des Universités et il pourra donc y avoir des personnalités extérieures du monde socio économique au sein des futures instances.

MME SAMI précise que dans son laboratoire, le domaine de Recherche ne se retrouve dans aucun des collegia. Pour la partie formation, l'articulation entre les collegia et la formation n'est pas bien perçue. Maintenant que les groupes de travail sont constitués, il faut faire circuler l'information pour permettre à tous de connaître leur fonctionnement. En tant que membre du Conseil d'Administration, elle souhaite que les textes ne soient pas figés. Les personnels souhaitent faire entendre leur propositions, non pas par le biais de contributions sur le site, car ils ont l'impression qu'elles ne sont pas suivies, mais de façon efficace dans les groupes de travail et non pas de manière superficielle. **LE PRÉSIDENT** précise que sur le site de l'Université se trouve la constitution des groupes de travail avec les animateurs, mais il n'y a pas la composition. S'il propose de se faire le relais sur ce point, il invite chacun à prendre contact avec les animateurs. **MME SAMI** précise qu'il lui avait été rapporté la difficulté de rajouter des collegia ou de changer les périmètres déjà fixés dans les collegia. **LE PRÉSIDENT** souligne que ceux déjà fixés préfigurent les axes potentiels des IDEX (Mer, Santé, Matériaux, STIC Numérique). Pour les autres, tout est ouvert. Actuellement il y a une discussion sur l'ingénierie, avec un débat initial dangereux sur un regroupement d'écoles d'ingénieurs. **LE PRÉSIDENT** précise qu'il s'y opposera car l'ingénierie se retrouve dans tous les domaines.

LE PRÉSIDENT rappelle que le document d'orientation stratégique n'est pas figé. **M. POUZANT** souhaite savoir à quel moment ce document sera présenté aux administrateurs. **LE PRÉSIDENT** précise qu'il a questionné le Ministère pour savoir exactement ce qui est demandé et ce qui est imposé. **MME SAMI** souhaite que le Conseil d'Administration soit consulté avant l'envoi du document au Ministère, à savoir le 20 juillet. **LE PRÉSIDENT** informe que ce document justifie que même non constituée, la ComUE puisse avoir des postes sur les 1000 postes.

MME CARON revient sur le nombre de postes qu'aura la ComUE pour gérer les différentes attributions. **LE PRÉSIDENT** précise qu'il y avait 27 personnes au PRES l'UNAM. L'idée qu'il défend c'est que les universités avec leur personnel puissent travailler pour le compte de la communauté, en laissant sur place les personnels, en se calquant sur ce qui se fait au sein de la cellule Europe aujourd'hui.

MME SAMI souhaite des précisions sur le conventionnement avec l'ICES. **LE PRÉSIDENT** précise qu'il a demandé au Conseil de Gestion de la Composante de se prononcer et de donner un avis sur cette convention. **M. MENUET** informe qu'il y a eu un vote des enseignants de la Composante et il espère que ce vote va être traduit par une discussion en Conseil de Gestion.

En l'absence d'autres questions, **LE PRÉSIDENT** lève la séance à 12h00.

LE PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ

Olivier LABOUX





UNIVERSITÉ DE NANTES

**DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-4
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes**

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 4 : APPROBATION DU PRINCIPE ET DU CALENDRIER CONCERNANT LA MISE
EN PLACE D'UNE COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ETABLISSEMENTS -
UNIVERSITE BRETAGNE LOIRE**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE avec 22 voix pour et 8 voix contre, le principe et le calendrier de mise en place de la Communauté d'Universités et d'Etablissements – Université Bretagne Loire.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : - 7 JUIL. 2014
Affiché le : - 7 JUIL. 2014



**DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-5
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes**

Séance du 2 juillet 2014

POINT 5 : APPROBATION DU BUDGET RECTIFICATIF N°1 DE L'EXERCICE 2014

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
VU l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE avec 23 voix pour, 3 voix contre et 4 abstentions, le Budget Rectificatif n°1 de l'Université de Nantes pour l'année 2014, d'un montant de 4 497 756 euros, tels qu'ils sont détaillés dans les documents ci-joints ;

APPROUVE avec 23 voix pour et 7 abstentions, le plafond global des emplois à l'Université de Nantes, fixé pour l'année 2014 à 3 735 équivalents temps plein travaillés (ETPT).

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes


Olivier LABOUX

budget 2014		BPI 2014	BR1 2014	BP actualisé après BR1
Dépenses				
Personnel		236 810 895	325 490	237 136 385
Fonctionnement		45 462 378	3 031 088	48 493 466
Dépenses décaissables		282 273 273	3 356 578	285 629 851
Dotation aux amort. et provisions		20 503 518	58 791	20 444 727
Val net compt des actifs cédés				-
Total des Dépenses		302 776 791	3 297 787	306 074 578
Résultat				-
Total Equilibre du Compte de Résultat		302 776 791	3 297 787	306 074 578
calcul de la CAF				
Résultat prévisionnel		- 1 735 071	- 77 193	- 1 812 264
+ dot amort et prov C681+686+687		20 503 518	58 791	20 444 727
- reprises amort et prov C781+786+787				-
- neutralisation des amort C776		- 18 500 000	1 251 792	- 17 248 208
- QP subv d'Inv rapportées au CptR C777		-	-	-
+ val net compt des actifs cédés C675		-	-	-
- produits de cession d'éléments actifs C775		-	-	-
CAF ou IAF		268 447	1 115 808	1 384 255
Emplois				
Investissement		-	-	-
Apport au Fonds de Roulement		13 704 095	1 199 969	14 904 064
Total des Emplois		13 704 095	1 310 627	14 904 064
Total Budget		316 480 886	4 497 756	320 978 642
Total hors non décaissable et résultat		295 977 368	4 667 205	300 533 915
Fonds roulement 31/12/2013 =		10 253 081		
variation FdR 2014 =		9 482 979		
Fonds roulement calculé dans le compte financier 2013		10 253 081		

	BPI 2014	BR1 2014	BP actualisé après BR1
Recettes			
Etat	235 881 682	624 078	236 505 760
Autres coll	9 718 313	1 020 924	10 739 237
subventions d'exploitation	245 599 995	1 645 002	247 244 997
Ressources propres	36 941 725	2 827 384	39 769 109
Recettes encaissables	282 541 720	4 472 386	287 014 106
QP subv invest versée au CR			-
Neutralisation amort	18 500 000	1 251 792	17 248 208
Reprises sur amort et provisions			-
Produits de cession d'éléments actifs			-
Total des Recettes	301 041 720	3 220 594	304 262 314
Résultat	1 735 071	77 193	1 812 264
Total Equilibre du Compte de Résultat			
	302 776 791	3 297 787	306 074 578
Ressources			
CAF	268 447	1 115 808	1 384 255
Subventions	12 554 888	194 819	12 749 707
Prélèvement sur Fonds de Roulement	880 760		770 102
Total Ressources	13 704 095	1 310 627	14 904 064
Total hors non décaissable et résultat			
	316 480 886	4 497 756	320 978 642
var FdR	FdR actualisé	var FdR	FdR actualisé
	+9 372 321 €	+110 658 €	+9 482 979 €
var cumulée FdR			12 jours
	-880 760 €	-770 102 €	
Fdr équivalent 30 jours de décaissements	23 522 773		23 802 488
écart	-14 150 452 €		-14 319 509 €

1ère section : compte de résultat prévisionnel

Charges		Personnel	Fonctionnement (hors personnel)	Total Charges	Produits		Subvention Etat	Ressources propres	Total Produits
Destinations					Destinations	RETAT RECETTES ETAT			
101 LICENCE		76 550 743 €	1 546 897 €	78 097 640 €	RETAT RECETTES ETAT	235 881 682 €			235 881 682 €
102 MASTER		39 442 282 €	1 593 499 €	41 035 781 €	RCOLL AUTRES COLLECTIVITES		9 718 313 €		9 718 313 €
103 DOCTORAT		1 735 790 €	291 000 €	2 028 790 €	RLUCR RECETTES LUCRATIVES				0 €
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT		117 728 815 €	3 431 396 €	121 160 211 €	RNAM NEUT AMORTISSEMENT		18 500 000 €		18 500 000 €
106 Sciences Vie Biotech Santé		19 741 507 €	2 265 036 €	22 006 543 €	RAUTR DIVERSES RECETTES		36 924 725 €		36 924 725 €
107 MATHÉMATIQUES		11 039 928 €	975 065 €	12 014 993 €	RPRET PRÊT EN BIBLI		17 000 €		17 000 €
108 PHYS CHIMIE SCIENCES		19 060 779 €	1 299 691 €	20 360 470 €					
109 PHYSIQUE NUCLEAIRE		1 000 000 €	500 000 €	1 500 000 €					
110 SCIENCES DE LA TERRE		1 319 178 €	230 900 €	1 550 078 €					
111 SC HOMME-SOCIETE		6 093 701 €	19 193 390 €	25 287 091 €					
112 RECH TRANSVERSALE		1 638 182 €	30 342 €	1 668 524 €					
SOUS-TOTAL RECHERCHE		59 893 275 €	24 494 424 €	84 387 699 €					
105 DOCUMENTATION		6 286 057 €	1 867 029 €	8 153 086 €					
113 DIFFUSION des SAVOIRS		549 480 €	685 620 €	1 235 100 €					
114 IMMOBILIER		18 143 868 €	6 018 508 €	24 162 376 €					
201 AIDES DIRECTES		0 €	111 268 €	111 268 €					
202 AIDES INDIRECTES		0 €	3 000 €	3 000 €					
203 VIE ETUDIANTE		0 €	1 500 500 €	1 500 500 €					
115-1 PILOTAGE CENTRAL		18 250 971 €	5 596 686 €	23 847 657 €					
115-2 PILOTAGE COMPOSANTE		15 958 429 €	1 753 947 €	17 712 376 €					
SOUS-TOTAL PILOTAGE		34 209 400 €	7 350 633 €	41 560 033 €					
DEPENSES NON DECAISSABLES			20 503 518 €	20 503 518 €					
TOTAL		236 810 895 €	65 965 896 €	302 776 791 €	TOTAL	235 881 682 €	65 160 038 €		301 041 720 €
RESULTAT D'EXPLOITATION				-1 735 071 €	TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL				
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT				268 447 €	TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL				

2ème section : tableau de financement prévisionnel abrégé

Destinations	Emplois	Investissement		Total Emplois	Ressources	Destinations	Subvention Etat	Autres ressources d'investissement	Total Ressources
101 LICENCE		73 124 €			RETAT RECETTES ETAT	1 416 923 €			1 416 923 €
102 MASTER		26 641 €			RCOLL AUTRES COLLECTIVITES		10 530 542 €		10 530 542 €
103 DOCTORAT		0 €			RAUTR DIVERSES RECETTES		607 423 €		607 423 €
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT		99 765 €							
106 Sciences Vie Biotech Santé		327 582 €							
107 MATHÉMATIQUES		114 610 €							
108 PHYS CHIMIE SCIENCES		463 882 €							
110 SCIENCES DE LA TERRE		428 797 €							
111 SC HOMME-SOCIETE		66 503 €							
112 RECH TRANSVERSALE		718 658 €							
SOUS-TOTAL RECHERCHE		2 120 032 €							
114 IMMOBILIER		8 402 850 €							
115-1 PILOTAGE CENTRAL		2 716 089 €							
115-2 PILOTAGE COMPOSANTE		365 359 €							
SOUS-TOTAL PILOTAGE		3 081 448 €							
TOTAL		13 704 095 €		13 704 095 €	SOUS-TOTAL	1 416 923 €	11 137 965 €		12 554 888 €
					CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT				268 447 €
					TOTAL	1 416 923 €	11 137 965 €		12 823 335 €
REALISATION DE L'EQUILIBRE									
PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT						880 760 €			
TOTAL GENERAL DEPENSES				316 480 886 €	TOTAL GENERAL RECETTES				316 480 886 €

Destinations	Dépenses	Personnel	Fonctionnement (hors personnel)	Total Dépenses	Recettes		Subvention Etat	Ressources propres	Total Recettes
					Destinations	RETAT			
101	LICENCE	-5 621 802 €	-39 133 €	-5 660 935 €	RETAT RECETTES ETAT	624 078 €			624 078 €
102	MASTER	-1 909 624 €	74 208 €	-1 835 416 €	RCOLL AUTRES COLLECTIVITES			1 020 924 €	1 020 924 €
103	DOCTORAT	745 309 €	117 944 €	863 253 €	RLUCR RECETTES LUCRATIVES				0 €
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT				-6 633 098 €	RNAM NEUT AMORTISSEMENT			-1 251 792 €	-1 251 792 €
106	Sciences Vie Biotech Santé	422 762 €	622 866 €	1 045 628 €	RAUTR DIVERSES RECETTES			2 827 384 €	2 827 384 €
107	MATHEMATIQUES	-658 267 €	322 964 €	-335 303 €					
108	PHYS CHIMIE SCIENCES	-2 996 852 €	316 585 €	-2 680 267 €					
109	PHYSIQUE NUCLEAIRE	-1 606 €		-1 606 €					
110	SCIENCES DE LA TERRE	19 050 517 €	-1 087 571 €	17 962 946 €					
111	SC HOMME-SOCIETE	103 371 €	309 244 €	412 615 €					
112	RECH TRANSVERSALE	978 915 €	1 432 894 €	2 411 809 €					
SOUS-TOTAL RECHERCHE				1 916 982 €					
105	DOCUMENTATION	-657 528 €	-411 000 €	-1 068 528 €					
113	DIFFUSION des SAVOIRS	249 824 €	-22 500 €	227 324 €					
114	IMMOBILIER	-9 952 198 €	-184 290 €	-10 136 488 €					
203	VIE ETUDIANTE	1 050 812 €		1 050 812 €					
204	ANIMATION VIE ETUDIANTE	8 677 €		8 677 €					
115-1	PILOTAGE CENTRAL	-1 768 682 €	1 867 083 €	98 401 €					
115-2	PILOTAGE COMPOSANTE	1 281 862 €	-288 206 €	993 656 €					
SOUS-TOTAL PILOTAGE				1 092 057 €					
DEPENSES NON DECAISSABLES				-58 791 €					
TOTAL		325 490 €	2 972 297 €	3 297 787 €	TOTAL	624 078 €		2 596 516 €	3 220 594 €

RESULTAT D'EXPLOITATION	-77 193 €
-------------------------	-----------

TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL	3 220 594 €
--	-------------

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 115 808 €
----------------------------	-------------

TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL	3 220 594 €
--	-------------

2ème section : tableau de financement prévisionnel abrégé

Destinations	Dépenses	Investissement	Total Dépenses	Recettes		Subvention Etat	Autres ressources d'investissement	Total Recettes
				Destinations	RETAT			
101	LICENCE	131 438 €		RETAT RECETTES ETAT	-661 671 €			-661 671 €
102	MASTER	57 062 €		RCOLL AUTRES COLLECTIVITES			471 093 €	471 093 €
103	DOCTORAT	2 890 €		RAUTR DIVERSES RECETTES			385 397 €	385 397 €
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT								
106	Sciences Vie Biotech Santé	337 207 €						
107	MATHEMATIQUES	45 600 €						
108	PHYS CHIMIE SCIENCES	674 813 €						
110	SCIENCES DE LA TERRE	14 188 €						
111	SC HOMME-SOCIETE	30 030 €						
112	RECH TRANSVERSALE	519 539 €						
SOUS-TOTAL RECHERCHE								
113	DIFFUSION des SAVOIRS	22 500 €						
114	IMMOBILIER	-1 000 500 €						
115-1	PILOTAGE CENTRAL	42 065 €						
115-2	PILOTAGE COMPOSANTE	323 137 €						
SOUS-TOTAL PILOTAGE								
TOTAL		1 199 969 €	1 199 969 €	TOTAL	-661 671 €		856 490 €	1 310 627 €

REALISATION DE L'EQUILIBRE								
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--

AUGMENTATION DU FONDS DE ROULEMENT						110 658 €		
------------------------------------	--	--	--	--	--	-----------	--	--

TOTAL GENERAL DEPENSES	4 497 756 €	TOTAL GENERAL RECETTES	4 497 756 €
------------------------	-------------	------------------------	-------------

1ère section : compte de résultat prévisionnel

Dépenses Destinations	Personnel	Fonctionnement (hors personnel)	Total Dépenses	Recettes		Subvention Etat	Ressources propres	Total Recettes
				Destinations	RETAT			
101 LICENCE	70 928 941 €	1 507 764 €	72 436 705 €	RECETTES ETAT	236 505 760 €	0 €	0 €	236 505 760 €
102 MASTER	37 532 658 €	1 667 707 €	39 200 365 €	RCOLL AUTRES COLLECTIVITES	0 €	0 €	10 739 237 €	10 739 237 €
103 DOCTORAT	2 481 099 €	408 944 €	2 890 043 €	RLUCR RECETTES LUCRATIVES	0 €	0 €	0 €	0 €
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT	110 942 698 €	3 584 415 €	114 527 113 €	RNAM NEUT AMORTISSEMENT	0 €	0 €	17 248 208 €	17 248 208 €
106 Sciences Vie Biotech Santé	20 164 269 €	2 887 902 €	23 052 171 €	RAUTR DIVERSES RECETTES	0 €	0 €	39 752 109 €	39 752 109 €
107 MATHÉMATIQUES	10 381 661 €	1 298 029 €	11 679 690 €	RPRET PRÊT EN BIBLI	0 €	0 €	17 000 €	17 000 €
108 PHYS CHIMIE SCIENCES	16 063 927 €	1 616 276 €	17 680 203 €					
110 SCIENCES DE LA TERRE	20 369 695 €	-856 671 €	19 513 024 €					
111 SC HOMME-SOCIETE	6 197 072 €	19 502 634 €	25 699 706 €					
112 RECH TRANSVERSALE	2 617 097 €	1 463 236 €	4 080 333 €					
SOUS-TOTAL RECHERCHE	76 792 115 €	26 411 406 €	103 203 521 €					
105 DOCUMENTATION	5 628 529 €	1 456 029 €	7 084 558 €					
113 DIFFUSION des SAVOIRS	799 304 €	663 120 €	1 462 424 €					
114 IMMOBILIER	8 191 670 €	5 834 218 €	14 025 888 €					
201 AIDES DIRECTES	0 €	111 268 €	111 268 €					
202 AIDES INDIRECTES	0 €	3 000 €	3 000 €					
203 VIE ETUDIANTE	1 050 812 €	1 500 500 €	2 551 312 €					
204 ANIMATION VIE ETUDIANTE	8 677 €	0 €	8 677 €					
115-1 PILOTAGE CENTRAL	16 482 289 €	7 463 769 €	23 946 058 €					
115-2 PILOTAGE COMPOSANTE	17 240 291 €	1 465 741 €	18 706 032 €					
SOUS-TOTAL PILOTAGE	33 722 580 €	8 929 510 €	42 652 090 €					
DEPENSES NON DECAISSABLES		20 444 727 €	20 444 727 €					
TOTAL	237 136 385 €	68 938 193 €	306 074 578 €	TOTAL	236 505 760 €	67 756 554 €	304 262 314 €	304 262 314 €

RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 812 264 €
-------------------------	--------------

TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL	304 262 314 €
--	---------------

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 384 255 €
----------------------------	-------------

TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL	304 262 314 €
--	---------------

2ème section : tableau de financement prévisionnel abrégé

Dépenses Destinations	Investissement	Total Dépenses	Recettes		Subvention Etat	Autres ressources d'investissement	Total Recettes
			Destinations	RETAT			
101 LICENCE	204 562 €		RECETTES ETAT	755 252 €	0 €	0 €	755 252 €
102 MASTER	83 703 €		RCOLL AUTRES COLLECTIVITES	0 €	0 €	11 001 635 €	11 001 635 €
103 DOCTORAT	2 890 €		RAUTR DIVERSES RECETTES	0 €	0 €	992 820 €	992 820 €
SOUS-TOTAL ENSEIGNEMENT	291 155 €						
106 Sciences Vie Biotech Santé	664 789 €						
107 MATHÉMATIQUES	160 210 €						
108 PHYS CHIMIE SCIENCES	1 138 695 €						
110 SCIENCES DE LA TERRE	442 985 €						
111 SC HOMME-SOCIETE	96 533 €						
112 RECH TRANSVERSALE	1 238 197 €						
SOUS-TOTAL RECHERCHE	3 741 409 €						
113 DIFFUSION des SAVOIRS	22 500 €						
114 IMMOBILIER	7 402 350 €						
115-1 PILOTAGE CENTRAL	2 758 154 €					11 994 455 €	12 749 707 €
115-2 PILOTAGE COMPOSANTE	688 496 €					CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 384 255 €
SOUS-TOTAL PILOTAGE	3 446 650 €						
TOTAL	14 904 064 €	14 904 064 €	TOTAL	755 252 €	755 252 €	11 994 455 €	14 133 962 €

REALISATION DE L'EQUILIBRE

PRELEVEMENT SUR FONDS DE ROULEMENT		770 102 €
------------------------------------	--	-----------

TOTAL GENERAL DEPENSES	320 978 642 €	TOTAL GENERAL RECETTES	320 978 642 €
------------------------	---------------	------------------------	---------------

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ETABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT: 1

EXERCICE : 2014
VERSION : PR1

DEPENSES					PREMIERE SECTION : FONCTIONNEMENT					RECETTES			
CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4=2+3	CAF éléments justifiés	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4=2+3	CAF éléments révisés
60	ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	9 869 894,14	11 693 502,57	373 140,00	12 066 642,57		70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVI	21 979 347,77	21 866 822,00	-1 587 454,00	20 279 368,00	
601	Achats stockés matières premières	329,06	306,34		306,34		701	Ventes de produits finis	23 912,00	8 000,00		8 000,00	
602	Achats stockés autres approvisionnement	431,24	3 000,00		3 000,00		703	Ventes de produits résiduels		300,00		300,00	
603	Variation des stocks	428,50					704	Travaux	9 591,83	11 000,00	21 475,00	32 475,00	
604	Achats d'études et prestations de services		8 800,00		8 800,00		705	Études	26 027,18	4 000,00	-3 000,00	1 000,00	
605	Achat de matériel, équipements et travaux	16 582,28	7 700,00		7 700,00		7061	Droits de scolarité et redevances		7 547 298,00	-552 744,00	6 994 554,00	
606	Achats non stockés de matières et fournitures		1 000,00		1 000,00		70611	Droits de scolarité applicables aux diplômes nat.	6 004 517,75	25 830,00	44 000,00	69 830,00	
6061	Fournitures non stockables eau, énergie		-6 500,00	8 594,00	2 094,00		70612	Droits des diplômes propres à chaque établissement	909 366,87	580 203,00	97 136,00	677 339,00	
60611	Électricité	2 197 367,51	2 332 440,00		2 332 440,00		70613	Redevances	742 771,25	153 400,00	19 230,00	172 630,00	
60612	Carburants et lubrifiants	74 039,77	85 860,00	3 300,00	89 160,00		7062	Prestations de recherche	824 681,04	521 136,00	292 857,00	813 993,00	
60613	Gaz	1 695 686,38	1 801 600,00	5 200,00	1 806 800,00		7063	Mesures et expertises	33 363,24		100 550,00	100 550,00	
60614	Chauffage sur réseau	522 505,36	347 886,00		347 886,00		7064	Prestations et travaux informatiques	51 011,31				
60617	Eau	312 010,25	285 500,00	500,00	286 000,00		7065	Prestations de formation continue	8 859 207,98	9 833 439,00	-114 054,00	9 719 385,00	
60618	Autres fournitures non stockables	18 582,99					7066	Colloques	222 279,00	216 900,00	98 949,00	315 849,00	
6062	Acquisition de papier	208 155,83	288 534,00	12 982,00	301 516,00		7067	Ventes de publications	10 288,66	10 800,00	-300,00	10 500,00	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	2 326 327,05	2 928 623,38	38 910,00	2 967 533,38		7068	Autres prestations de services	2 267 770,24	1 829 101,00	-1 736 251,00	92 850,00	
6064	Fournitures administratives	172 220,00	468 768,50	87 755,00	556 523,50		7083	Locations diverses	386 981,77	259 966,00	29 766,00	289 732,00	
6065	Linge, vêtements de travail	47 282,56	195 131,00	2 000,00	197 131,00		7084	Mise à disposition de personnel facturée	799 886,30	617 299,00	111 096,00	728 395,00	
6067	Fournitures et matériels d'enseignement	2 187 720,92	2 871 221,50	169 284,00	3 040 505,50		7085	Ports et frais accessoires facturés aux clients	11 068,04	7 150,00	-40,00	7 110,00	
6068	Autres matières et fournitures non stockées	90 224,44	87 648,65	42 415,00	130 063,65		7087	Hébergements et restauration	8 473,43	2 500,00		2 500,00	
608	Frais accessoires d'achat		500,00	2 100,00	2 600,00		7088	Autres produits d'activités annexes	788 149,88	238 500,00	3 876,00	242 376,00	

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ETABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT: 1

EXERCICE : 2014
VERSION : PR1

DEPENSES					PREMIERE SECTION : FONCTIONNEMENT					RECETTES			
CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF (éléments positifs)	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF (éléments négatifs)
61	609 Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats Services extérieurs	9 509 648,54	11 087 261,90	382 460,00	11 469 721,90		71	PRODUCTION STOCKÉE (ou destockage)	1 980 862,26	7 380 261,00	2 979 409,00	10 359 670,00	
	611 Sous traitance générale	75 502,13					74	Variation des stocks (en cours de prod., produits)	1 980 862,26	7 380 261,00	2 979 409,00	10 359 670,00	
	613 Locations		1 722,00		1 722,00		7411	Subvention d'exploitation	259 487 898,81	252 453 058,00	2 838 126,00	255 291 184,00	
	6132 Locations immobilières (peut être subdivisé comme	375 237,12	291 609,00	63 150,00	354 759,00		7418	Ministères de tutelle	236 744 762,25	234 712 764,00	582 695,00	235 295 459,00	
	6135 Locations mobilières (peut être subdivisé comme le	752 401,58	652 714,93	45 714,00	698 428,93		74412	Ministères autres que la tutelles	4 077 630,04	1 168 918,00	41 383,00	1 210 301,00	
	6136 Mais sur emballages							ANR hors investissement d'avenir	2 699 193,75	2 665 063,00	277 375,00	2 942 438,00	
	614 Charges locatives et de copropriété	567 542,02	632 000,00	286,00	286,00		7442	Subventions de la région	4 986 912,85	5 484 664,00	535 887,00	6 020 551,00	
	615 Entretien et réparations		554 116,53		554 116,53		7443	Subventions du département	85 002,39	54 687,00	25 340,00	80 027,00	
	6152 Sur biens immobiliers	1 045 683,21	478 082,00		478 082,00		7444	Subventions des communes et groupes de communes	287 737,30	433 431,00	319 250,00	752 681,00	
	6155 Sur biens mobiliers	1 783 657,93	1 850 423,22		1 850 423,22		7446	Subventions Union Européenne	3 714 775,26	1 081 828,00	953 123,00	2 034 951,00	
	6156 Maintenance	553 996,60	963 111,73	129 985,00	1 093 096,73		7447	Subventions d'organismes internationaux	14 676,84	79 180,00	49 278,00	128 458,00	
	616 Primes d'assurance		41 553,00	-14 200,00	27 353,00		7448	Subventions d'autres collectivités publiques	2 543 833,13	1 926 365,00	37 536,00	1 963 901,00	
	6161 Prime d'Assurance Multirisques	85 127,49	104 398,00	33 000,00	137 398,00		746	Dons et legs	66 438,07	80 700,00	26 323,00	107 023,00	
	6162 Primes d'assurance obligatoire		3 000,00	200,00	3 200,00		7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit	3 500 571,64	3 412 569,00	28 642,00	3 441 211,00	
	6168 Autres assurances	2 126,69	309,52	1 000,00	1 309,52		7488	Autres	766 365,29	1 352 889,00	-38 706,00	1 314 183,00	
618	617 Études et recherches	600 639,05	1 381 191,00	190 963,00	1 572 154,00		75	Autres produits de gestion courante	2 017 433,33	791 423,00	222 613,00	1 014 036,00	
	6181 Documentation générale	605 436,76	196 347,00	-390 085,00	193 758,00		751	Redevances pour concessions, brevets, licences, mra	69 899,17	55 956,00	90 730,00	146 686,00	
	6183 Documentation technique et bibliothèque		2 373 796,84	141 637,00	2 515 433,84		7583	Produits de gestion courante provenant de l'annuaire	569 565,41	2 600,00	510 790,00	513 390,00	
	61831 Abonnements		350,00		350,00		7588	Autres	1 377 968,75	732 867,00	-378 907,00	353 960,00	
	61831 Abonnements Français	856 147,07	28 081,24	1 850,00	29 931,24		76	Produit financier	3 063,86	47 656,00	19 441,00	67 097,00	
							761	Produits de participations	51,58				

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ETABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA

NIVEAU DE LANCEMENT: 1

EXERCICE : 2014

VERSION : PR 1

DEPENSES				PREMIERE SECTION : FONCTIONNEMENT				RECETTES					
CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF éléments positifs	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF (éléments négatifs)
1													
61832	Ouvrages Français	26 208,69	23 872,40	3 000,00	26 872,40		762	Produits des autres immobilisations financières	1 184,87				
1													
61832	Ouvrages Étrangers	312,84	100,00		100,00		766	Gains de change	1 324,94	47 656,00		47 656,00	
2													
61833	Ouvrages électroniques Français	1 099 571,73	1 229,51	1 331,00	2 560,51		768	Autres produits financiers	502,47		19 441,00	19 441,00	
1													
6184	Reprographie	373 865,00	476 464,95	33 434,00	509 898,95		77	Produit exceptionnels	197 324,16	18 502 500,00	-18 499 749,00	2 751,00	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences	706 192,63	1 034 151,56	141 195,00	1 175 346,56		771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 701,84				
	Autres services extérieurs	12 439 766,63	12 177 909,81	717 410,00	12 895 319,81		775	Produits des cessions d'éléments d'actif	95,66				
62													
621	Personnel extérieur à l'établissement	592 515,90	476 072,00	99 975,00	576 047,00		777	Quote part des subventions d'investissement viciée		18 500 000,00	-18 500 000,00		
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	986 785,26	1 238 240,94	284 090,00	1 542 330,94		778	Autres produits exceptionnels	194 526,66	2 500,00	251,00	2 751,00	
623	Publicité, publications, relations publiques	688 673,96	698 525,83	91 377,00	789 902,83		781	Reprises sur amortissements, dépréciations et	17 218 617,97		17 248 208,00	17 248 208,00	17 248 208,00
624	Transports de biens et transports collectifs	338 726,37	177 423,00	-1 822,00	175 601,00				17 213 792,97		17 200 000,00	17 200 000,00	
6251	Voyages et déplacements		193 603,34	231 427,00	425 030,34		7813	Q-part reprise Financ. rattachés actifs pti expl	4 825,00		48 208,00	48 208,00	
6254	Frais d'inscription aux colloques	266 289,70	257 519,00	51 638,00	309 157,00								
6255	Frais de déménagement	44 803,60	6 721,00		6 721,00		7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants					
6256	Missions		2 929 659,03	12 959,00	2 942 618,03								
62561	Personnels de l'IEPSCP	1 854 070,93	225 254,01	55 288,00	280 542,01								
62562	Étudiants	386 755,74	136 898,42	4 400,00	141 298,42								
62563	Personnalités extérieures	704 057,86	56 409,25	7 480,00	63 889,25								
6257	Réceptions	919 512,59	753 708,00	139 910,00	893 618,00								
626	Frais postaux et de télécommunications		2 756,00		2 756,00								
6264	Téléphone	423 819,99	487 558,00	-3 832,00	483 726,00								

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ET ABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT: 1

EXERCICE : 2014
VERSION : PRI

DEPENSES				PREMIERE SECTION : FONCTIONNEMENT						RECETTES			
CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4=2+3	CAF (éléments positifs)	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4=2+3	CAF (éléments négatifs)
6265	Affranchissements	315 877,38	385 447,45	4 400,00	389 847,45								
6266	Internet	1 612,90	2 000,00		2 000,00								
6267	Liaisons informatiques spécialisées	178 123,09	225 957,00		225 957,00								
627	Services bancaires et assimilés	34 636,21	4 000,00		4 000,00								
628	Divers		1 500,00		1 500,00								
6281	Concours divers (cotisations...)	286 676,56	259 519,00	-6 755,00	252 764,00								
6282	Blanchissage	25 535,47	12 416,00		12 416,00								
6283	Formation continue du personnel	441 110,92	331 865,60	23 237,00	355 102,60								
	de l'établissement												
6284	Frais de recrutement du personnel		15 481,00		15 481,00								
6286	Contrats de nettoyage	1 830 323,31	1 451 031,00	1 377,00	1 452 408,00								
6288	Autres prestations extérieures	238 449,53	1 710 361,04	-256 339,00	1 454 022,04								
	diverses												
62885	Autres prestations extérieures	102 593,44											
	diverses - PAF												
62888	Autres prestations extérieures	1 778 815,92	118 886,00	27 300,00	146 186,00								
	diverses - Autres												
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération	2 911 186,65	8 140,00		8 140,00								
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés (admi)	13 702,63											
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autr)	23 342,66	10 034,00		10 034,00								
63F	FONCTIONNEMENT IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS	37 045,29	10 034,00		10 034,00								
63P	PERSONNEL IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	2 911 186,65	8 140,00		8 140,00								
64	Charge de personnel	232 650 265,96	236 802 755,00	325 490,00	237 128 245,00								
641	Rémunérations du personnel permanent	26 748,19	1 457 557,11		1 457 557,11								
6411	Traitement, commissions et remises	-3 861 290,98	6 392 845,32		6 392 845,32								

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ETABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT: 1

EXERCICE : 2014
VERSION : PR1

PREMIERE SECTION : FONCTIONNEMENT														RECETTES		
CHAPITRES ET ARTICLES		INTITULES DES COMPTES		EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF éléments positifs	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES		EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF éléments positifs
				1	2	3	4 = 2 + 3					1	2	3	4 = 2 + 3	
64111		Rémunérat. princip. fonctionnaires et contractuels	115 084 802,90		24 313,89		24 313,89									
64112		Rémunérations accessoires indexées	13 490 842,92													
6412		Congés payés du personnel	2 770 851,07													
6413		Primes et gratifications	7 125 816,30		44 576,00		44 576,00									
6414		Indemnités et avantages divers			5 060,00		5 060,00									
64142		Indemnités liées à la résidence et à la mobilité	1 206 430,16													
64143		Indemnités attribuées dans le cadre de contrats	188 825,59		1 400,00		1 400,00									
64144		Indemnités de jurys	56 386,00													
64146		Indemnités et de concours	7 872,02													
64148		Indemnités de préavis et de licenciement														
64148		Indemnités et avantages divers	563 033,00													
6415		Supplément familial	1 621 275,77		600,00		600,00									
645		Charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	23 123 445,60		1 623 472,68		1 623 472,68									
64531		Cotis. Patron. pensions civiles et militaires	68 833 335,61													
64541		Cotisat. régime d'assur chômage (part patronale)	1 764 215,28													
647		Autres charges sociales	647 676,53		80 487,00		80 487,00									
65		Autres charges de gestion courante	9 323 041,80		10 493 669,72		12 054 247,72									
651		Redevances pour concessions, brevets, licences, ma	733 018,74		771 378,40		833 699,40									
654		Pertes sur créances irrécouvrables	21 674,02				100 000,00									
657		Charges spécifiques			-190,00		190,00									
6571		Bourses	1 122 072,30		1 068 409,00		1 873 163,00									
6575		Subventions reçues et réparties par l'EPSCP	1 325 611,64		3 591 778,37		3 973 805,37									

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ET ABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT: 1

EXERCICE : 2014
VERSION : PRI

DEPENSES				PREMIERE SECTION : FONCTIONNEMENT					RECETTES				
CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES 3	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF éléments positifs	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES 3	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CAF éléments négatifs
6576	Subventions diverses	2 627 485,94	1 482 298,88	-6 978,00	1 475 320,88								
6577	Gratification aux étudiants stagiaires	364 292,46											
6578	Autres charges spécifiques	22 147,20	565 744,23	76 386,00	642 130,23								
658	Charges diverses de gestion courante	1 992 431,97	26 507,00	4 500,00	31 007,00								
6583	Charges de gestion courante provenant	16 068,62	21 755,84	165 379,00	187 134,84								
6588	Autres charges diverses de gestion courante	1 098 238,91	2 962 708,00	-28 149,00	2 934 559,00								
66	Charges Financières	1 663,74											
666	Pertes de change	1 663,74											
67	Charge exceptionnel	150 813,18		-2 500,00	2 500,00								
6711	Penalites sur contrats et conventions	40,00											
6712	Penalites, amendes fiscales ou penales	1 905,42											
6713	Dons, libéralités	48 618,00											
6714	Creances devenues irrécouvrables dans l'exercice	21 097,97		-2 500,00	2 500,00								
67188	Autres charges exceptionnelles diverses	299,79											
678	Autres charges exceptionnelles	78 852,00											
68	Dotation aux amortissement et aux provisions	4 900,00											
681	Dorations aux amortissements et aux provisions Cha	22 027 438,97	20 503 518,00	-58 791,00	20 444 727,00	20 444 727,00							
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations i	19 812 473,53	20 503 518,00	-700 000,00	19 803 518,00								
6815	Dotations aux provisions d'exploitation			632 000,00	632 000,00								
68152	Dotations aux prov. d'exploit. sur autres charges	2 198 012,00											

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ETABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT : 1

EXERCICE : 2014
VERSION : PR1

PREMIERE SECTION : FONCTIONNEMENT														RECETTES													
CHAPITRES ET ARTICLES		INTITULES DES COMPTES		EXECUTE exercice N-1		BUDGET exercice N		MODIFICATIONS PROPOSEES		NOUVEAUX MONTANTS		CAF éléments positifs		CHAPITRES ET ARTICLES		INTITULES DES COMPTES		EXECUTE exercice N-1		BUDGET exercice N		MODIFICATIONS PROPOSEES		NOUVEAUX MONTANTS		CAF (éléments négatifs)	
				1		2		3		4 = 2 + 3								1		2		3		4 = 2 + 3			
6817		Dotations aux dépréciations des actifs circulants		16 953,44				9 209,00		9 209,00																	
687		Dotations aux amortissements, dépréciations		4 900,00																							
		TOTAL		298 925 664,90		302 776 791,00		3 297 787,00		306 074 578,00		20 444 727,00		TOTAL		302 884 548,16		301 041 720,00		3 220 594,00		304 262 314,00		17 248 208,00			
		SOUS-TOTAUX LIMITATIFS								237 136 385,00																	
		Charges de personnel		235 561 452,61		236 810 895,00		325 490,00																			
		Autres charges de fonctionnements		63 364 212,29		65 965 896,00		2 972 297,00		68 938 193,00																	
		SOUS-TOTAL EVALUATIF																									
DONT		Dotations aux amortissements et aux provisions		4 900,00																							
		EXCEDENT PREVISIONNEL		3 958 883,26										DEFICIT PREVISIONNEL				1 735 071,00		77 193,00		1 812 264,00		1 812 264,00			
		TOTAL GENERAL		302 884 548,16		302 776 791,00		3 297 787,00		306 074 578,00		20 444 727,00		TOTAL GENERAL		302 884 548,16		302 776 791,00		3 297 787,00		306 074 578,00		19 060 472,00			
		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		8 772 508,60		268 447,00		1 115 808,00				1 384 255,00		INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT													

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ETABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD), Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT: 1

EXERCICE : 2014
VERSION : PRI

DEPENSES					DEUXIEME SECTION : OPERATIONS EN CAPITAL					RECETTES		
CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS 4 = 2 + 3	
	INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT											
205	Concessions et droits similaires - brevets,	400 383,35		16 442,00	16 442,00	101	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	8 772 508,60	268 447,00	1 115 808,00	1 384 255,00	
2053	Logiciels	400 383,35		12 890,00	12 890,00	104	Financements non rattachés à des actifs Etat	425 460,97				
2058	Autres concessions, brevets,			3 552,00	3 552,00		Financements rattachés à des actifs Etat	623 573,24	1 456 513,00	-452 604,00	1 003 909,00	
	licences,					10413	Financié autres actifs-Etat	352 878,73	1 416 923,00	-661 671,00	755 252,00	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					1						
						10413	Financié autres actifs-ANR 1A	270 694,51	39 590,00	209 067,00	248 657,00	
211	Terrains		-20 000,00		-20 000,00	2						
						131	Financements non rattachés tiers autres que l'Etat	6 159 254,71		118 500,00	118 500,00	
2111	Terrains nus		-20 000,00		-20 000,00	1312	Financements Régions non rattachés	486 855,97				
213	Construction	136 444,31	2 632 023,00	722 000,00	3 354 023,00	1313	Financements Départements non rattachés	439 602,48				
2131	Bâiments		2 586 937,00	22 000,00	2 608 937,00	1314	Financements Communes non rattachés	1 161 152,67				
2135	Installations générales, agencements	136 444,31				1315	Financements Autres coll non rattachés	173 092,14		38 500,00	38 500,00	
215	Installations techniques, matériels et outillage	6 057 707,47	1 907 636,00	1 693 721,00	3 601 357,00	1316	Financements Union européenne non rattachés	4 098 283,45				
2151	Installations techniques complexes	136 687,98		318 632,00	318 632,00	1317	Financements Autres organismes non rattachés	-221 060,13				
2153	matériel scientifique	5 887 058,64	1 341 219,00	1 366 503,00	2 707 722,00	1318	Financements Autres non rattachés	21 328,13		80 000,00	80 000,00	
2155	Outillage industriel	3 823,31		833,00	833,00	134	Financements rattachés tiers autres que l'Etat	5 850 953,84	11 098 375,00	528 923,00	11 627 298,00	
2156	Matériel d'enseignement	30 137,54	5 000,00	7 753,00	12 753,00	13412	Financements Régions rattachés à des actifs	2 081 489,48	5 764 658,00	-223 719,00	5 540 939,00	
216	Collections		-2 306,98		-2 306,98	13413	Financements Départements rattachés à des actifs	913 389,97	962 216,00	370 575,00	1 332 791,00	
218	Autres immobilisations corporelles	3 229 056,57	4 171 318,98	570 306,00	4 741 624,98	13414	Financements Communes rattachés à des actifs	956 698,98	2 192 913,00	-707 529,00	1 485 384,00	
2181	Installations générales, agencements	6 159,40	60 000,00		60 000,00	13415	Financements Autres coll. rattachés à des actifs	518 068,19	906 887,00	-84 886,00	822 001,00	
2182	Matériel de transport	17 304,49	15 000,00	86 100,00	101 100,00	13416	Financements Union Europ. rattachés à des actifs	1 373 733,60	732 415,00	1 078 912,00	1 811 327,00	

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE ETABLISSEMENT N° 1 SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT : I

EXERCICE : 2014
VERSION : PRI

DEPENSES				DEUXIEME SECTION : OPERATIONS EN CAPITAL				RECETTES			
CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS	CHAPITRES ET ARTICLES	INTITULES DES COMPTES	EXECUTE exercice N-1	BUDGET exercice N	MODIFICATIONS PROPOSEES	NOUVEAUX MONTANTS
		1	2	3	4 = 2 + 3			1	2	3	4 = 2 + 3
2183	Matériel de bureau			18 414,00	18 414,00	13417	Financements Autres org. rattachés à des actifs	4 287,78	36 525,00	83 218,00	119 743,00
2184	Mobilier	315 910,12	13 233,00	129 383,00	142 616,00	13418	Financements Autres rattachés à des actifs	3 285,84	502 761,00	12 352,00	515 113,00
2187	Matériel informatique	2 076 129,04	2 754 428,74	159 404,00	2 913 832,74	138	Autres subventions d'investissement	-3 285,84			
2188	Matériels divers	813 553,52	160 804,24	197 521,00	358 325,24	165	Dépôts et cautionnements reçus	-6 800,00			
231	Immobilisations corporelles en cours	6 238 380,97	5 015 424,00	-1 802 500,00	3 212 924,00	274	Prêts	1 015,00			
2313	Constructions	6 236 149,48	5 015 424,00	-1 807 500,00	3 207 924,00	275	Dépôts et cautionnements versés	57 492,46			
2315	Installations techniques, matériel et outillage	2 231,49									
232	Immobilisations incorporelles en cours										
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobil	-1 100,66									
2382	Acomptes versés sur	-1 100,66						95,66			
TOTAL		16 060 872,01	13 704 095,00	1 199 969,00	14 904 064,00	TOTAL		21 880 268,64	12 823 335,00	1 310 627,00	14 133 962,00
TOTAL LIMITATIF					14 904 064,00						
AUGMENTATION DU FONDS DE ROULEMENT		5 819 396,63		110 658,00		DIMINUTION DU FONDS DE ROULEMENT			880 760,00		770 102,00
TOTAL GENERAL		21 880 268,64	13 704 095,00	1 310 627,00	14 904 064,00	TOTAL GENERAL		21 880 268,64	13 704 095,00	1 310 627,00	14 904 064,00

**Annexe 1-2 : Calcul de la Capacité d'Autofinancement
Budget Rectificatif n°1 2014**

	Exécution (n-1)	Budget initial 2014	BR1	Budget 2014 après BR1
Résultat prévisionnel de l'exercice				
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 958 883 €	-1 735 071 €	-77 193 €	-1 812 264 €
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	22 032 340 €	20 503 518 €	-58 791 €	20 444 727 €
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	17 218 618 €	18 500 000 €	-1 251 792 €	17 248 208 €
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs	96 €			
- (C 777) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice				
CAF	8 772 509 €	268 447 €	1 115 808 €	1 384 255 €

CFI: ESPE (916)
ANNEXE 1.3

PERIMETRE FINANCIER: UNIV + CFA
Type de Budget: DM1
Niveau de lancement: 2

EXERCICE 2014
Version: PR1

Destinations	Libellé	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL Dépenses
D102	Formation initiale et continue de niveau Master	0,00	9 505,00-	14 100,00	4 595,00
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	3 100,00-	4 000,00	1 500,00	2 400,00
D115	Pilotage et support	0,00	4 595,00-	0,00	4 595,00-
TOTAL Dépenses (D)		3 100,00-	10 100,00-	15 600,00	2 400,00

Ressources directement liées à l'activité de la composante =		Recettes (R)
		197 600,00-

Ligne d'équilibre = Contribution de l'établissement		200 000,00-
---	--	-------------

CFI: IUT DE NANTES (917)

ANNEXE 1-3

PERIMETRE FINANCIER: UNIV + CFA

Type de Budget: DM1

Niveau de lancement: 2

EXERCICE 2014

Version: PR1

Destinations	Libellé	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL Dépenses
D101	Formation initiale et continue de niveau Licence	0,00	24 910,00	80 000,00	104 910,00
D115	Pilotage et support	0,00	58 884,00	0,00	58 884,00
D4	Dépenses non décaissables	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
TOTAL Dépenses (D)		0,00	88 794,00	80 000,00	168 794,00

Ressources directement liées à l'activité de la composante =		Recettes (R)
		168 794,00

Ligne d'équilibre = Contribution de l'établissement		0,00
---	--	------

CFI: IUT ST NAZAIRE (921)

ANNEXE 1.3

PERIMETRE FINANCIER: UNIV + CFA

Type de Budget: DM1

Niveau de lancement: 2

EXERCICE 2014

Version: PR1

Destinations	Libellé	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL Dépenses
D101	Formation initiale et continue de niveau Licence	47 098,00-	120 140,00-	72 776,00	94 462,00-
D115	Pilotage et support	0,00	12 195,00	0,00	12 195,00
TOTAL Dépenses (D)		47 098,00-	107 945,00-	72 776,00	82 267,00-

	Ressources directement liées à l'activité de la composante =	Recettes (R)
		82 267,00-

	Ligne d'équilibre = Contribution de l'établissement	0,00
--	---	------

CFI: EPUN (923)

ANNEXE 1-3

PERIMETRE FINANCIER: UNIV + CFA

Type de Budget: DM1

Niveau de lancement: 2

EXERCICE 2014

Version: PR1

Destinations	Libellé	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL Dépenses
D102	Formation initiale et continue de niveau Master	0,00	5 266,00-	17 876,00	12 610,00
TOTAL Dépenses (D)		0,00	5 266,00-	17 876,00	12 610,00

	Recettes (R)	
	Ressources directement liées à l'activité de la	
	composante =	12 610,00

	Ligne d'équilibre = Contribution de l'établissement	0,00
--	--	------

CFI: IUT LA ROCHE/YON (925)

PERIMETRE FINANCIER: UNIV + CFA
 Type de Budget: DM1
 Niveau de lancement: 2

ANNEXE 1-3

EXERCICE 2014
 Version: PRI

Destinations	Libellé	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL Dépenses
D101	Formation initiale et continue de niveau Licence	8 578,00	347,00	21 338,00-	12 413,00-
D115	Pilotage et support	12 041,00	34 715,00	4 505,00	51 261,00
D4	Dépenses non décaissables	0,00	4 209,00	0,00	4 209,00
TOTAL Dépenses (D)		20 619,00	39 271,00	16 833,00-	43 057,00

Ressources directement liées à l'activité de la composante =	Recettes (R)
	43 057,00

Ligne d'équilibre = Contribution de l'établissement	0,00
--	------

PREVISION BUDGETAIRE ETABLISSEMENT SACD (SACD) , Université de Nantes (101)

PERIMETRE FINANCIER : UNIV + CFA
NIVEAU DE LANCEMENT : 1

ANNEE 1-4

EXERCICE : 2014
VERSION : PRI
TYPE BUDGET : DMI

DEPENSES					
Destinations et sous-destinations	Intitulé des destinations et sous-destinations	Personnel	Fonctionnement	Investissement	Total
		1	2	3	4 = 1 + 2 + 3
101	Form init&cont bac	-5 621 802,00	-39 133,00	131 438,00	-5 529 497,00
102	Form init&cont master	-1 909 624,00	74 208,00	57 062,00	-1 778 354,00
103	Form init&cont doct	745 309,00	117 944,00	2 890,00	866 143,00
105	Biblio & Doc	-657 528,00	-411 000,00		-1 068 528,00
106	Rech univ en sc vie	422 762,00	622 866,00	337 207,00	1 382 835,00
107	Rech univ en math	-658 267,00	322 964,00	45 600,00	-289 703,00
108	Rech univ en phys	-2 996 852,00	316 585,00	674 813,00	-2 005 454,00
109	Rech univ en ph nucl	-1 606,00			-1 606,00
110	Rech univ en sc terr	19 050 517,00	-1 087 571,00	14 188,00	17 977 134,00
111	Rech univ en sc homm	103 371,00	309 244,00	30 030,00	442 645,00
112	Rech univ transversa	978 915,00	1 432 894,00	519 539,00	2 931 348,00
113	Diffusion savoirs	249 824,00	-22 500,00	22 500,00	249 824,00
114	Immobilier	-9 952 198,00	-184 290,00	-1 000 500,00	-11 136 988,00
115	PI & anim des prog	-486 820,00	1 578 877,00	365 202,00	1 457 259,00
203	Santé des étudiants	1 050 812,00			1 050 812,00
204	PI & anim des prog	8 677,00			8 677,00
TOTAL		325 490,00	3 031 088,00	1 199 969,00	4 556 547,00
DZ	Dépenses non décaissables		-58 791,00		-58 791,00
RZ	Recettes non décaissables				
TOTAL GENERAL		325 490,00	2 972 297,00	1 199 969,00	4 497 756,00

PRÉSENTATION DU BUDGET Agrégé

PERIMETRE FINANCIER: UNIV + CFA
Type de Budget: DM1

ANNEXES 2 et 3

EXERCICE 2014
Version: PR1

1ère SECTION: COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES				RECETTES			
DEPENSES PAR NATURE		MASSE SALARIALE	FONCTIONNEMENT	RECETTES			
DESTINATION							
D101	Formation initiale et continue de niveau Licence	5 621 802,00-	39 133,00-	R11	Subventions des programmes 150 et 231	582 695,00	
D102	Formation initiale et continue de niveau Master	1 909 624,00-	74 208,00	R12	Subventions autres ministères	41 383,00	
D103	Formation initiale et continue de niveau Doctorat	745 309,00	117 944,00	R211	Collectivités locales : Région	535 887,00	
D105	Bibliothèques et documentation	657 528,00-	411 000,00-	R212	Collectivités locales : Département	25 340,00	
D106	Recherche universitaire - science de la vie, biotechnologie et santé	422 762,00	622 866,00	R213	Collectivités locales : Communes et groupements de communes	319 250,00	
D107	Recherche universitaire - mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie	658 267,00-	322 964,00	R22	Union européenne	953 123,00	
D108	Recherche universitaire - physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	2 996 852,00-	316 585,00	R23	Autres subventions de fonctionnement	48 108,00	
D109	Recherche universitaire - physique nucléaire et des hautes énergies	1 606,00-		R31	Droits d'inscription	392 378,00-	
D110	Recherche universitaire - sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	19 050 517,00	1 087 571,00-	R32	Redevances sur prestations intellectuelles	90 730,00	
D111	Recherche universitaire - sciences de l'homme et de la société	103 371,00	309 244,00	R331	Contrats de recherche : ANR hors investissements d'avenir	277 375,00	
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	978 915,00	1 432 894,00	R333	Contrats de recherche hors ANR	292 857,00	
D113	Diffusion des savoirs et musées	249 824,00	22 500,00-	R34	Formation continue	114 054,00-	
D114	Immobilier	9 952 198,00-	184 290,00-	R35	Taxe d'apprentissage	28 642,00	
D115	Pilotage et support	478 143,00-	1 578 877,00	R36	Autres prestations (études et travaux)	18 475,00	
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 050 812,00		R38	Autres recettes encaissables	1 214 707,00-	
D4	Dépenses non décaissables		58 791,00-	R42	Autres recettes exceptionnelles encaissables	251,00	
				R61	Reprises sur provisions	48 208,00	
TOTAL DES DEPENSES			325 490,00	2 972 297,00	TOTAL RECETTES		3 220 594,00

PRÉSENTATION DU BUDGET Agrégé

ANNEXES 2 et 3

PERIMETRE FINANCIER: UNIV + CFA
Type de Budget: DM1

EXERCICE 2014
Version: PR1

1ère SECTION: COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES			RECETTES	
DEPENSES PAR NATURE	MASSÉ SALARIALE	FONCTIONNEMENT	RECETTES	
DESTINATION				
			R62	Neutralisation des amortissements
			R63	Autres recettes non encaissables
TOTAL DES DEPENSES		325 490,00	TOTAL RECETTES	
RESULTAT D'EXPLOITATION POSITIF			RESULTAT D'EXPLOITATION NEGATIF	
TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL		3 297 787,00	TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL	
			1 300 000,00-	
			2 979 409,00	
			3 220 594,00	
			77 193,00	
			3 297 787,00	

Version: PRI

Page 3/3

ANNEXE 4
Nomenclature de l'état détaillée des crédits
Budget Rectificatif n°1 2014

Budget initial 2014			Budget rectificatif n°1		Budget 2014 après BR n°1	
MS	Crédits de Masse salariale = Montant limitatif	236 810 895 €	Crédits de Masse salariale = Montant limitatif	4 497 756 €	Crédits de Masse salariale = Montant limitatif	320 978 642 €
<i>MSde</i>	<i>Dépenses décaissables</i>	<i>236 810 895 €</i>	<i>Dépenses décaissables</i>		<i>Crédits de Masse salariale = Montant limitatif</i>	<i>237 136 385 €</i>
MSde1	Rémunérations du personnel	135 218 016 €	Rémunérations du personnel		Dépenses décaissables	236 479 469 €
MSde11	Rémunérations principales	116 095 192 €	Rémunérations principales		Rémunérations du personnel	136 094 712 €
MSde12	Rémunérations accessoires	9 906 745 €	Rémunérations accessoires		Rémunérations principales	115 653 701 €
MSde13	Congés payés	20 632 €	Congés payés		Rémunérations accessoires	10 531 078 €
MSde14	Primes et gratifications	7 667 074 €	Primes et gratifications		Congés payés	58 099 €
MSde15	Indemnités et avantages divers	1 528 373 €	Indemnités et avantages divers		Primes et gratifications	7 758 716 €
MSde2	Charges de Sécurité Sociale et de Prévoyance	96 342 215 €	Charges de Sécurité Sociale et de Prévoyance		Indemnités et avantages divers	2 093 118 €
MSde21	Cas pensions+ATI	70 578 281 €	Cas pensions+ATI		Charges de Sécurité Sociale et de Prévoyance	94 658 524 €
MSde22	Cotisations ASSEDIC	1 608 453 €	Cotisations ASSEDIC		Charges de Sécurité Sociale et de Prévoyance	94 658 524 €
MSde23	Autres cotisations	24 155 481 €	Autres cotisations		Cas pensions+ATI	69 437 504 €
MSde3	Autres charges de personnels	5 250 664 €	Autres charges de personnels		Cotisations ASSEDIC	1 544 722 €
MSde31	Allocation retour à l'emploi	7 280 €	Allocation retour à l'emploi		Autres cotisations	23 676 298 €
MSde32	Impôts sur rémunérations	2 979 881 €	Impôts sur rémunérations		Autres charges de personnels	5 726 233 €
MSde33	Autres	2 263 503 €	Autres		Allocation retour à l'emploi	17 852 €
<i>MS</i>	<i>Charges non décaissables</i>	<i>- €</i>	<i>Charges non décaissables</i>		Impôts sur rémunérations	3 167 433 €
MS1	Provisions sur charges de personnel	- €	Provisions sur charges de personnel		Autres	2 540 948 €
F	Autres crédits de fonctionnement = montant limitatif	65 965 896 €	Autres crédits de fonctionnement = montant limitatif	2 972 297 €	Autres crédits de fonctionnement = montant limitatif	68 938 193 €
<i>Fd</i>	<i>Dépenses décaissables</i>	<i>45 482 378 €</i>	<i>Dépenses décaissables</i>	<i>3 031 088 €</i>	<i>Dépenses décaissables</i>	<i>48 493 466 €</i>
Fd1	Matériels et fournitures non amortissables	3 000 €	Matériels et fournitures non amortissables		Matériels et fournitures non amortissables	3 000 €
Fd2	Achats d'études et de prestations de services	1 243 581 €	Achats d'études et de prestations de services		Achats d'études et de prestations de services	1 527 671 €
Fd3	Assurances	133 833 €	Assurances		Assurances	153 833 €
Fd4	Impôts	780 €	Impôts		Impôts	780 €
Fd5	Fluides et frais de téléphonie	5 934 485 €	Fluides et frais de téléphonie		Fluides et frais de téléphonie	5 952 647 €
Fd6	Locations	1 556 389 €	Locations		Locations	1 665 539 €
Fd7	Maintenance des bâtiments + charges d'exploitation des bâtiments (contrats de nettoyage...)	6 745 164 €	Maintenance des bâtiments + charges d'exploitation des bâtiments (contrats de nettoyage...)		Maintenance des bâtiments + charges d'exploitation des bâtiments (contrats de nettoyage...)	7 020 187 €
Fd8	Formation continue des personnels	308 104 €	Formation continue des personnels		Formation continue des personnels	331 341 €
Fd9	Personnel extérieur à l'établissement	490 519 €	Personnel extérieur à l'établissement		Personnel extérieur à l'établissement	590 494 €
Fd10	Autres charges liées au fonctionnement de l'établissement	29 042 523 €	Autres charges liées au fonctionnement de l'établissement 5 032 189	2 201 451 €	Autres charges liées au fonctionnement de l'établissement	31 243 974 €
	Fournitures	6 906 480 €	Fournitures		Fournitures	7 259 826 €
	Subventions	5 599 854 €	Subventions		Subventions	5 974 903 €
	Gestion de frais de déplacement et hébergement	3 744 684 €	Gestion de frais de déplacement et hébergement		Gestion de frais de déplacement et hébergement	4 107 876 €
	Etudes et recherche	1 379 253 €	Etudes et recherche		Etudes et recherche	1 570 216 €
	Bourses	1 068 409 €	Bourses		Bourses	1 873 163 €
	Redevances pour concessions et brevets	811 993 €	Redevances pour concessions et brevets		Redevances pour concessions et brevets	874 314 €
	Gestion de réception	713 421 €	Gestion de réception		Gestion de réception	853 331 €
	Documentation	2 601 546 €	Documentation		Documentation	2 359 279 €
	Communication	733 579 €	Communication		Communication	824 956 €
	Reprographie	467 334 €	Reprographie		Reprographie	500 768 €
	Frais de colloques, séminaires...	1 011 176 €	Frais de colloques, séminaires...		Frais de colloques, séminaires...	1 152 371 €
	Autres	4 004 794 €	Autres		Autres	3 892 971 €
Fd11	Charges financières	4 000 €	Charges financières	0 €	Charges financières	4 000 €
Fd111	Charges d'intérêts	0 €	Charges d'intérêts		Charges d'intérêts	0 €
Fd112	Autres charges financières	4 000 €	Autres charges financières		Autres charges financières	4 000 €
Fd12	Charges exceptionnelles décaissables	0 €	Charges exceptionnelles décaissables		Charges exceptionnelles décaissables	0 €
Fnd	Charges non décaissables	20 503 518 €	Charges non décaissables	-58 791 €	Charges non décaissables	20 444 727 €
Fnd1	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0 €	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0 €
Fnd2	Dotations aux amortissements	20 503 518 €	Dotations aux amortissements		Dotations aux amortissements	19 803 518 €
Fnd3	Dotations aux provisions hors charges de personnels	0 €	Dotations aux provisions hors charges de personnels		Dotations aux provisions hors charges de personnels	641 209 €
Fnd4	Autres charges non décaissables	0 €	Autres charges non décaissables		Autres charges non décaissables	0 €
IM	Crédits d'investissement = montant limitatif	13 704 095 €	Crédits d'investissement = montant limitatif	1 199 989 €	Crédits d'investissement = montant limitatif	14 904 064 €
IM1	Immobilisations incorporelles	0 €	Immobilisations incorporelles	0 €	Immobilisations incorporelles	0 €
IMC	Immobilisations corporelles	13 704 095 €	Immobilisations corporelles	1 199 969 €	Immobilisations corporelles	14 904 064 €
IMC1	Bâtiments	7 647 447 €	Bâtiments	-1 080 500 €	Bâtiments	6 566 947 €
IMC11	Travaux en cours	7 415 424 €	Travaux en cours		Travaux en cours	6 334 924 €
IMC12	Constructions/Bâtiments	232 023 €	Constructions/Bâtiments		Constructions/Bâtiments	232 023 €
IMC2	Equipements - Matériel	6 056 648 €	Equipements - Matériel		Equipements - Matériel	8 337 117 €
	Matériel scientifique	1 341 001 €	Matériel scientifique		Matériel scientifique	2 707 504 €
	Matériel informatique	2 711 481 €	Matériel informatique		Matériel informatique	2 870 885 €
	Installations techniques	546 635 €	Installations techniques		Installations techniques	873 853 €
	Autres	1 457 531 €	Autres		Autres	1 884 875 €
IMF	Immobilisations financières	- €	Immobilisations financières	- €	Immobilisations financières	- €
IMF1	Remboursement des emprunts	- €	Remboursement des emprunts		Remboursement des emprunts	- €
IMF2	Autres immobilisations financières	- €	Autres immobilisations financières		Autres immobilisations financières	- €
IMF3	Dettes rattachées à des participations	- €	Dettes rattachées à des participations		Dettes rattachées à des participations	- €

DRH
Pôle de Gestion des Emplois
et de la Masse Salariale

Budget Rectificatif n°1 2014

Plafonds d'emplois

DAF
Pôle Budget

			Emplois Article L712 9		Autres emplois		Nb d'emplois
Catégories d'emplois			Nature des emplois		En ETPT		En ETPT
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires		1590		0	1590
		CDI		0		0	0
	Non permanents	CDD		395		198	593
S/total EC				1985	0	198	2183
BIATOSS	Permanents	Titulaires		1085		0	1085
		CDI		51		36	87
	Non permanents	CDD		179		201	380
S/total BIATOSS				1315	0	237	1552
Totaux				3300		435	3735

NB : Les doctorants et post-doctorants sont comptabilisés parmi les chercheurs. Les autres chercheurs non identifiés comme chercheurs par les composantes sont comptabilisés parmi les BIATOSS.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	moyenne annuelle
Projection consommation emplois État	3 177	3 188	3 178	3 172	3 173	3 174	3 163	3 165	3 167	3 148	3 144	3 144	3 166
Projection consommation emplois Ressources Propres	407	401	417	425	470	477	465	458	456	432	418	401	435
Total	3 584	3 589	3 595	3 597	3 643	3 651	3 627	3 623	3 623	3 580	3 562	3 546	3 602

Prévisions mensuelles des dépenses de masse salariale

Budget après BR1

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	
Etat	17 035 791 €	16 290 305 €	17 837 127 €	17 277 075 €	17 700 426 €	17 735 689 €	19 707 835 €	19 015 680 €	17 816 689 €	18 025 555 €	17 491 460 €	19 137 103 €	215 070 735 €
Ressources Propres	1 325 163 €	1 204 031 €	1 719 980 €	1 702 576 €	1 754 417 €	1 732 142 €	2 317 669 €	3 057 843 €	1 776 613 €	2 071 366 €	1 706 963 €	1 696 889 €	22 065 650 €
Total	18 360 954 €	17 494 336 €	19 557 107 €	18 979 651 €	19 454 843 €	19 467 831 €	22 025 504 €	22 073 523 €	19 593 302 €	20 096 921 €	19 198 423 €	20 833 993 €	237 136 385 €

Libellé de l'opération	Financier	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Virement à caractère de recettes	Montant total de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013		Exercice 2013		BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)					
													Budget initial		BR 1		Crédits ouverts															
									Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois
NOUVEAU TERTRE (CREME)	Etat	2014	2019	30 000 000 €		30 000 000 €	Investissement	29 605 320 €					665 115 €	598 604 €	-550 000 €	-550 000 €	115 115 €	48 604 €	3 615 316 €	3 615 316 €	8 679 215 €	8 679 215 €	7 247 182 €	7 247 182 €	8 000 000 €	8 000 000 €	2 015 003 €	2 015 003 €				
	Etat	2014	2019				Fonctionnement	394 680 €							66 512 €			0 €	66 512 €	48 000 €	48 000 €	114 000 €	114 000 €	95 000 €	95 000 €	71 168 €	71 168 €					
TOTAL								30 000 000 €	0 €	0 €			665 115 €	665 116 €	-550 000 €	-550 000 €	115 115 €	115 116 €	3 663 316 €	3 663 316 €	8 793 215 €	8 793 215 €	7 342 182 €	7 342 182 €	8 071 168 €	8 071 168 €	2 015 003 €	2 015 003 €				
CONSTRUCTION DU BATIMENT CEISAM	Etat	2008	2015	19 085 000 €		19 085 000 €	Investissement	800 000 €	600 000 €	7 787 961 €	116 827,55 €	3 908 062,93 €	211 858 €	765 720 €	-171 661 €	-619 500 €	40 197 €	146 220 €	42 975 €	442 069 €												
	Région	2008	2015				Investissement	1 227 313 €	1 928 391 €		-767 001,75 €		88 591 €		-71 633 €		16 958 €		48 966 €													
	Département	2008	2015				Investissement	2 500 000 €	2 128 391 €		236 641,93 €		113 403 €		-91 695 €		21 708 €		113 259 €													
	Nantes Métropole	2008	2015				Investissement	3 130 000 €	2 028 391 €		933 031,07 €		141 981 €		-114 802 €		27 179 €		141 399 €													
	Union Européenne (dont FEDER)	2008	2015				Investissement	4 627 000 €	0 €	4 117 982,52 €	209 887 €		-169 709 €	40 178 €	468 839 €																	
	Etat	2008	2015				Fonctionnement	750 000 €	750 000 €		283 331,20 €	100 000 €	100 000 €	-80 500 €	-80 500 €	19 500 €	19 500 €	-19 500 €	417 473 €													
	Région	2008	2015				Fonctionnement			9 898 €						0 €	0 €															
	Département	2008	2015				Fonctionnement			9 898 €						0 €	0 €															
	Nantes Métropole	2008	2015				Fonctionnement			9 898 €						0 €	0 €															
	REHABILITATION DU BATIMENT 4 POUR LA PLANETOLOGIE	Etat	2013				2015				Investissement	5 325 000 €				51 843,47 €					0 €	0 €	5 325 000 €	5 998 843 €								
		Région	2013				2015				Investissement	725 687 €								0 €	0 €	725 687 €										
							Investissement	18 335 000 €	6 685 173 €	7 787 961 €	4 637 481 €	3 959 906 €	765 720 €	765 720 €	-619 500 €	-619 500 €	146 220 €	146 220 €	6 866 125 €	6 440 912 €												
							Fonctionnement	750 000 €	750 000 €	29 695 €	0 €	283 331 €	100 000 €	100 000 €	-80 500 €	-80 500 €	19 500 €	19 500 €	-19 500 €	417 473 €												
							TOTAL	19 085 000 €	7 435 173 €	7 817 657 €	4 637 481 €	4 243 238 €	865 720 €	865 720 €	-700 000 €	-700 000 €	165 720 €	165 720 €	6 846 625 €	6 858 385 €												
QUARTIER DE LA CREATION	Nantes Métropole	2014	2017	14 100 000 €		14 100 000 €	Investissement	13 100 000 €					332 491 €	332 490 €	-135 000 €	-135 000 €	197 491 €	197 490 €	501 962 €	501 962 €	8 000 000 €	8 000 000 €	4 400 548 €	4 400 548 €								
	Nantes Métropole	2014	2017				Fonctionnement	1 000 000 €		30 813 €			36 943 €	36 943 €	-15 000 €	-15 000 €	21 943 €	21 943 €	55 774 €	55 774 €	481 095 €	481 095 €	410 375 €	410 375 €								
							TOTAL	14 100 000 €	0 €	30 813 €			369 434 €	369 433 €	-150 000 €	-150 000 €	219 434 €	219 433 €	557 736 €	557 736 €	8 481 095 €	8 481 095 €	4 810 923 €	4 810 923 €								
CPER 2007-2013 "DE LA RECHERCHE FONDAMENTALE AUX APPLICATIONS CLINIQUES- EQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES DE L'IRT"	Département	2007	2014	6 328 150 €		6 328 150 €	Investissement	1 445 000 €	1 445 000 €	1 445 000 €							0 €	0 €														
	Département	2010	2014				Investissement	875 000 €	624 645 €	624 645 €	227 356,40 €	224 291,23 €					3 065 €	0 €	3 065 €													
	Département	2010	2014				Fonctionnement			22 998 €								22 998 €		22 998 €	0 €											
	Département	2012	2014				Investissement	807 000 €	22 855 €	22 855 €	100 260,28 €	92 070,98 €	19 256 €	19 256 €	462 270 €	462 270 €	481 526 €	481 526 €														
	Département	2012	2014				Fonctionnement				24 441,12 €							0 €	0 €													
	Union Européenne (dont FEDER)	2008	2014				Investissement	610 942 €	488 753 €	624 043 €					122 189 €		122 189 €	0 €														
	Union Européenne (dont FEDER)	2010	2014				Investissement	286 467 €		250 008 €		67 325,00 €			286 467 €		286 467 €	0 €														
	Union Européenne (dont FEDER)	2010	2014				Fonctionnement			7 666 €							0 €	0 €														
	Union Européenne (dont FEDER)	2012	2014				Investissement	364 222 €		19 602 €		293 778,17 €	24 894 €	24 894 €	339 328 €	25 949 €	364 222 €	50 843 €														
	Union Européenne (dont FEDER)	2012	2014				Fonctionnement										0 €	0 €														
	Union Européenne (dont FEDER)		2015				Investissement	325 987 €									16 500 €	16 500 €	268 900 €	268 900 €												
	Autofinancement Université		2015				Investissement	38 533 €			38 532,90 €								0 €	0 €												
	INSERM	2008	2014				Fonctionnement					490,36 €																				
	INSERM	2008	2014				Investissement	500 000 €	400 000 €	400 000 €	58 740,00 €	79 655,37 €	20 345 €	20 345 €	20 915 €	-491 €	41 260 €	19 854 €														
	INSERM	2010	2014				Investissement	540 000 €	40 000 €	26 454 €	270 630,00 €	509 969,82 €	8 445 €	8 445 €	220 925 €	-4 869 €	229 370 €	3 576 €														
	Etat	2007	2014				Investissement	160 000 €	160 000 €	160 000 €								0 €	0 €													
	Etat	2012	2014				Fonctionnement					6 554,80 €																				
	Etat	2012	2014				Investissement	100 000 €	15 909 €	15 909 €		70 026,20 €	17 881 €	17 881 €	-10 371 €	-10 371 €	7 510 €	7 510 €														
	Etat	2007	2014				Investissement	203 000 €					40 000 €	40 000 €	163 000 €	163 000 €	203 000 €	203 000 €														
	Etat	2007	2014				Investissement											0 €	0 €													
			2007				2014	Investissement	72 000 €			72 000,00 €	72 000,00 €						0 €	0 €												
							Investissement	6 328 150 €	3 197 163 €	3 588 516 €	767 520 €	1 409 117 €	130 821 €	130 821 €	1 604 723 €	638 553 €	1 752 044 €	785 874 €	268 900 €	268 900 €												
							Fonctionnement	0 €	0 €	30 664 €	0 €	31 486 €	0 €	0 €	22 998 €	0 €	22 998 €	0 €	0 €	0 €	0 €											
							TOTAL	6 328 150 €	3 197 163 €	3 619 180 €	767 519,58 €	1 440 603,05 €	130 821 €	130 821 €	1 627 721 €	638 553 €	1 775 042 €	785 874 €	268 900 €	268 900 €												

Libellé de l'opération	Financier	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Virement à caractère de recettes	Montant total de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013		Exercice 2013		BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)						
													Budget initial		BR 1		Crédits ouverts																
									Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
BATIMENT UNIVERSITAIRE LA ROCHE SUR YON	Etat	2010	2015	4 000 000 €		4 000 000 €	Investissement	1 700 000 €	212 119 €	159 691 €	310 882,65 €	966 016,31 €	281 069 €	2 281 069 €	-98 169 €		182 900 €	1 485 069 €	994 098 €	1 089 224 €													
	Région	2010	2015				Investissement	667 000 €					174 368,89 €		667 000 €		-232 727 €				434 273 €	58 358 €											
	Conseil général 85	2010	2015				Investissement	667 000 €					174 368,89 €		667 000 €		-232 727 €				434 273 €	58 358 €											
	Agglomération Yonnaise	2010	2015				Investissement	666 000 €					174 264,29 €		666 000 €		-232 377 €				433 623 €	58 113 €											
	Etat	2010	2015				Fonctionnement	300 000 €	117 490 €				117 490 €		198 382,25 €		119 033,39 €		11 750 €		11 750 €	-4 000 €	-4 000 €	7 750 €	7 750 €		55 726 €						
							Investissement	3 700 000 €	212 119 €	159 691 €	833 885 €	966 016 €	2 281 069 €	2 281 069 €	-796 000 €	-796 000 €	1 485 069 €	1 485 069 €	1 168 927 €	1 089 224 €													
							Fonctionnement	300 000 €	117 490 €	117 490 €	198 382 €	119 033 €	11 750 €	11 750 €	-4 000 €	-4 000 €	7 750 €	7 750 €	0 €	55 726 €													
							TOTAL	4 000 000 €	329 610 €	277 181 €	1 032 267 €	1 085 050 €	2 292 819 €	2 292 819 €	-800 000 €	-800 000 €	1 492 819 €	1 492 819 €	1 168 927 €	1 144 950 €													
DEFI-ALG CONSTRUCTION DU DEMONSTRATEUR PRE-INDUSTRIEL SUR LE SITE DE GAVY	Région	2012	2016	3 561 000 €		3 561 000 €	Investissement	1 179 040 €			43 506,90 €	131 839,10 €	978 080 €	2 658 647 €			978 080 €	2 658 647 €	157 453 €	317 353 €		103 161 €											
	Département	2012	2016				Investissement	1 000 000 €			36 914,95 €		829 557 €				829 557 €		133 528 €														
	Carene	2012	2016				Investissement	356 100 €					82 956 €				82 956 €		273 144 €														
	CCI	2012	2016				Investissement	100 000 €					295 405 €				295 405 €		-195 405 €														
	Nantes Métropole	2012	2016				Investissement	35 610 €					29 541 €				29 541 €		6 069 €														
	Union Européenne (dont FEDER)	2012	2016				Investissement	540 250 €					443 108 €				443 108 €		97 142 €														
	Union Européenne (dont FEDER)	2012	2016				Fonctionnement	350 000 €					13 248,08 €		295 405 €	295 405 €					295 405 €		295 405 €	34 595 €	34 595 €	20 000 €	6 752 €						
								Investissement	3 211 000 €						80 421,85 €	131 839,10 €	2 658 647 €		2 658 647 €		0 €		0 €	2 658 647 €	2 658 647 €	471 931 €	317 353 €	0 €	103 161 €				
							Fonctionnement	350 000 €			0,00 €	13 248,08 €	295 405 €	295 405 €	0 €	0 €	295 405 €	295 405 €	34 595 €	34 595 €	20 000 €	6 752 €											
							TOTAL	3 561 000 €			80 421,85 €	145 087,18 €	2 954 052 €	2 954 052 €	0 €	0 €	2 954 052 €	2 954 052 €	506 526 €	351 948 €	20 000 €	109 913 €											
CPER STIC ET CALCULS	Etat	2007	2014	2 555 241 €		2 555 241 €	Investissement	349 015 €	382 970 €	334 227 €	4 021,41 €	14 787,71 €					0 €	0 €															
	Etat	2007	2014				Fonctionnement	40 976 €		28 116 €		12 860,29 €					0 €	0 €															
	Etat	2007	2014				Personnel										0 €	0 €															
	Nantes Métropole	2009	2014				Investissement	1 110 844 €	419 871 €	368 817 €	55 997,20 €	55 997,20 €					0 €	0 €	686 030 €	686 030 €													
	Nantes Métropole	2009	2014				Fonctionnement	139 156 €		110 953 €	117 141,87 €	28 202,80 €					0 €	0 €															
	Nantes Métropole	2009	2014				Personnel										0 €	0 €															
	Nantes Métropole	2009	2014				Investissement	221 650 €	230 000 €	119 611 €		93 593,96 €					0 €	0 €															
	Nantes Métropole	2009	2014				Fonctionnement	8 350 €		9 097 €							0 €	0 €															
	Nantes Métropole	2009	2014				Investissement	116 407 €	67 866 €	47 300 €	26 130,88 €	26 130,88 €					0 €	0 €															
	Nantes Métropole	2009	2014				Fonctionnement	20 848 €		31 716 €	37 379,42 €	5 663,65 €			25 632 €	25 632 €	25 632 €	25 632 €															
	Union Européenne (dont FEDER)	2009	2014				Investissement	224 270 €		167 334 €	42 507,40 €	42 507,40 €					0 €	0 €															
	Union Européenne (dont FEDER)	2009	2014				Fonctionnement				9 873,02 €	9 873,02 €			4 555 €	4 555 €	4 555 €	4 555 €															
	Union Européenne (dont FEDER)	2012	2014				Investissement	270 360 €			18 375,71 €	18 375,71 €			250 360 €	250 360 €	250 360 €	250 360 €															
	Union Européenne (dont FEDER)	2012	2014				Fonctionnement				1 624,29 €	1 624,29 €					0 €	0 €															
	Union Européenne (dont FEDER)	2012	2014				Personnel										0 €	0 €															
	Union Européenne (dont FEDER)	2011	2014				Investissement	53 365 €	12 942 €	31 515 €	18 332,98 €	18 332,98 €					0 €	0 €															
	Union Européenne (dont FEDER)	2011	2014				Fonctionnement				4 329,52 €	4 329,52 €					0 €	0 €															
							Investissement	2 345 911 €	1 113 649 €	1 068 803 €	165 365,58 €	269 725,84 €			250 360 €	250 360 €	250 360 €	250 360 €	686 030 €	686 030 €													
							Fonctionnement	209 330 €	0 €	179 882 €	170 348 €	62 554 €			30 187 €	30 187 €	30 187 €	30 187 €															
							TOTAL	2 555 241 €	1 113 649 €	1 248 685 €	335 713,70 €	332 279,41 €	0 €	0 €	280 547 €	280 547 €	280 547 €	280 547 €	686 030 €	686 030 €													
MISE EN SECURITE IGH (Dont EFFI)	Etat	2011	2015	2 550 000 €		2 550 000 €	Investissement					332 934,57 €					0 €	0 €															
	Etat	2011	2015				Fonctionnement	1 990 591 €	2 000 000 €	44 664 €		18 850,40 €		763 300 €			0 €	763 300 €		830 841 €													
	Etat	2011	2015				Personnel	9 409 €				9 408,50 €					0 €	0 €															
	Etat	2013	2015				Investissement	550 000 €					500 000 €				0 €	500 000 €		47 584 €													
	Etat	2013	2015				Fonctionnement					2 415,92 €					500 000 €	0 €															
							Investissement	550 000 €				332 935 €		500 000 €				500 000 €		47 584 €													
							Fonctionnement	1 990 591 €	2 000 000 €	44 664 €		21 266 €		763 300 €			500 000 €	763 300 €		830 841 €													
							Personnel	9 409 €				9 409 €																					
							TOTAL	2 550 000 €	2 000 000 €	44 664 €	0 €	363 609 €	0 €	1 263 300 €	0 €	0 €	500 000 €	1 263 300 €	0 €	878 425 €													

Libellé de l'opération	Financier	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Virement à caractère de recettes	Montant total de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013		Exercice 2013		BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		
													Budget initial		BR 1		Crédits ouverts												
									Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois							
CAMPUS PROMETTEUR	Etat	2009	2019	1 900 000 €		1 900 000 €	Investissement	1 200 000 €	942 000 €							0 €	0 €		100 000 €	258 000 €	600 000 €		400 000 €		100 000 €				
	Etat	2009	2019				Fonctionnement	500 000 €		252 658 €		120 681,49 €		122 818 €		-15 367 €	0 €	107 451 €		19 210 €	500 000 €		200 000 €						
	Etat	2009	2019				Personnel	200 000 €		68 773 €		29 738,56 €		31 752 €		15 367 €	0 €	47 119 €	30 000 €	30 000 €		24 369 €							
TOTAL								1 900 000 €	942 000 €	321 431 €		150 420,05 €		154 570 €	0 €	0 €	0 €	154 570 €	30 000 €	149 210 €	758 000 €	624 369 €	200 000 €	400 000 €		100 000 €			
CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DU DATA CENTER DE L'UNIVERSITE	Région	2012	2014	1 570 000 €	3 906 €	1 573 906 €	Investissement	470 000 €		38 233 €	38 220,29 €		427 861 €				427 861 €		200 000 €										
	Etat	2012	2014				Investissement	200 000 €				28 005,21 €		627 655 €				-28 005 €		0 €	599 650 €		200 000 €						
	Autofinancement Université	2012	2014				Investissement	100 000 €																					
	Etat	2012	2014				Fonctionnement		200 000 €	4 112 €									0 €	0 €									
	Région	2012	2014				Investissement	640 000 €						596 094 €						596 094 €		107 812 €							
	Autofinancement Université	2012	2014				Investissement	160 000 €							596 094 €				0 €										
							Fonctionnement	3 906 €											0 €	0 €									
Investissement								1 570 000 €	200 000 €	42 345 €	38 220,29 €	28 005,21 €	1 023 955 €	1 223 749 €		-28 005 €	427 861 €	1 195 744 €	200 000 €	307 812 €									
Fonctionnement								3 906 €									0 €	0 €											
TOTAL								1 573 906 €	200 000 €	42 345 €	38 220,29 €	28 005,21 €	1 023 955 €	1 223 749 €	0 €	-28 005 €	427 861 €	1 195 744 €	200 000 €	307 812 €									
AIDE EXCEPTIONNELLE 2013	Nantes Métropole	2013	2014	1 500 000 €		1 500 000 €	Investissement	1 500 000 €			298 081,99 €	298 081,99 €					719 500 €	719 500 €											
	Nantes Métropole	2013	2014				Fonctionnement					402 896,29 €						0 €	0 €										
TOTAL								1 500 000 €			298 082 €	700 978 €	0 €	0 €	0 €	0 €	719 500 €	719 500 €											
CPER 9 5 PROJETS AUTOUR DU CYCLOTRON	Région	2007	2015	1 470 627 €		1 470 627 €	Investissement	583 675 €	583 675 €		188 321,51 €						0 €												
	Union Européenne (dont FEDER)	2007	2015				Investissement	101 119 €	101 119 €	865 924 €				26 937,63 €			121 835 €	121 835 €	121 835 €	121 835 €									
	ANR	2007	2015				Investissement	165 000 €	165 000 €									0 €											
	Région	2007	2015				Fonctionnement	340 000 €	340 000 €									0 €											
	Union Européenne (dont FEDER)	2007	2015				Fonctionnement	270 833 €	199 131 €	582 257 €	329 351,70 €	46 088,46 €		165 816 €	165 816 €	-40 000 €	-40 000 €	125 816 €	125 816 €										
	ANR	2007	2015				Fonctionnement	10 000 €	10 000 €									0 €											
	Union Européenne (dont FEDER)	2007	2015																										
							Personnel			32 139 €		9 759,75 €	29 184 €	29 184 €	-9 704 €	-9 704 €	19 480 €	19 480 €											
Investissement								849 794 €	849 794 €	865 924 €	188 321,51 €	26 937,63 €	0 €	0 €	121 835 €	121 835 €	121 835 €	121 835 €											
Fonctionnement								620 833 €	549 131 €	582 257 €	329 351,70 €	46 088,46 €	165 816 €	165 816 €	-40 000 €	-40 000 €	125 816 €	125 816 €											
Personnel								0 €	0 €	32 139 €	0,00 €	9 759,75 €	29 184 €	29 184 €	-9 704 €	-9 704 €	19 480 €	19 480 €											
TOTAL								1 470 627 €	1 398 925 €	1 480 320 €	517 673,21 €	82 785,84 €	195 000 €	195 000 €	72 131 €	72 131 €	267 131 €	267 131 €											
CPER 8 CEISAM EQUIPEMENTS (2ème tranche)	Nantes Métropole	2013	2014	1 382 512 €		1 382 512 €	Investissement	450 000 €			450 000,00 €	1 162 512,00 €					0 €	0 €											
	Etat	2013	2014				Investissement	50 000 €								0 €													
	Région	2013	2014				Investissement	422 482 €		422 482,00 €						0 €													
	Union Européenne (dont FEDER)	2013	2014				Investissement	290 030 €		290 030,00 €						0 €	0 €												
							Fonctionnement									0 €	0 €												
	Etat	2013	2014				Investissement	130 000 €		129 985,66 €	129 985,66 €	130 000 €	130 000 €				130 000 €	130 000 €											
	Etat	2013	2015				Investissement	40 000 €							39 530 €	39 530 €	39 530 €	39 530 €											
	Etat	2013	2015				Fonctionnement								470 €	470 €	470 €	470 €											
Investissement								1 382 512 €			1 292 498 €	1 292 498 €	130 000 €	130 000 €	39 530 €	39 530 €	169 530 €	169 530 €	0 €	0 €									
Fonctionnement															470 €	470 €	470 €	470 €	0 €	0 €									
TOTAL								1 382 512 €			1 292 498 €	1 292 498 €	130 000 €	130 000 €	40 000 €	40 000 €	170 000 €	170 000 €	0 €	0 €									
REHABILITATION DES AMPHIS D ET E EN LOMBARDERIE	Etat	2014	2015	850 000 €		850 000 €	Investissement	850 000 €			850 000,00 €					765 000 €	0 €	765 000 €											
	Etat	2014	2015				Fonctionnement									85 000 €	0 €	85 000 €											
TOTAL								850 000 €			850 000,00 €				0 €	850 000 €	0 €	850 000 €	0 €	0 €									
LIOAD : EXTENSION	Région	2013	2015	630 000 €		630 000 €	Investissement	330 000 €					264 600 €		-225 000 €	-450 000 €	39 600 €	117 000 €		450 000 €									
	Nantes Métropole	2013	2015				Investissement	300 000 €					302 400 €		-225 000 €		77 400 €												
		2013	2015				Fonctionnement						63 000 €	63 000 €				63 000 €	63 000 €										
TOTAL								630 000 €						630 000 €	630 000 €	-450 000 €	-450 000 €	180 000 €	180 000 €	0 €	450 000 €								

Libellé de l'opération	Financier	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Virement à caractère de recettes	Montant total de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013		Exercice 2013		BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)	
													Budget initial		BR 1		Crédits ouverts											
									Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois
GENERALISATION DE LA COUVERTURE WIFI	Région	2012	2014	300 000 €		300 000 €	Investissement	240 000 €			170 264,30 €	212 830,38 €		50 000 €	33 982 €	33 982 €	33 982 €	83 982 €										
	Autofinancement Université	2012	2014				Investissement	60 000 €									0 €											
	Autofinancement Université	2012	2014				Fonctionnement				3 187,81 €						0 €	0 €										
TOTAL							300 000 €			170 264,30 €	216 018,19 €		50 000 €	33 982 €	33 982 €	33 982 €	83 982 €											
AXE PROTEOMIQUE DE BIOGENOUEST Plate-forme IMPACT (Lecteur de plaques)	Région	2013	2016	210 000 €		210 000 €	Investissement	210 000 €			59 826,82 €	59 826,82 €	158 756 €	158 756 €	-8 583 €	-8 583 €	150 173 €	150 173 €										
TOTAL							210 000 €			59 826,82 €	59 826,82 €	158 756 €	158 756 €	-8 583 €	-8 583 €	150 173 €	150 173 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
GENERALISATION DE LA TELEPHONIE SUR IP	Région	2012	2014	200 000 €		200 000 €	Investissement	160 000 €			128 186,78 €	160 233,48 €					0 €	0 €										
	Autofinancement Université	2012	2014				Investissement	40 000 €								0 €	0 €											
TOTAL							200 000 €			128 186,78 €	160 233,48 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €											
FORMATIONS A DISTANCE EN E-LEARNING	Région	2013	2015	150 000 €		150 000 €	Investissement	120 000 €					120 000 €	150 000 €			120 000 €	150 000 €										
	Autofinancement Université	2013	2015				Investissement	30 000 €								0 €												
TOTAL							150 000 €			0,00 €	0,00 €	120 000 €	150 000 €	0 €	0 €	120 000 €	150 000 €											
AMENAGEMENT 4ème ETAGE DE LA PRESIDENCE	Autofinancement Université	2014	2015	100 000 €		100 000 €	Investissement	100 000 €									0 €	0 €		100 000 €								
TOTAL							100 000 €	0 €	0 €			0 €	0 €		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 000 €								
BGO 2012 - EQUIPEMENTS POUR LA PLATE-FORME CORSAIRE	Région	2012	2014	99 000 €		99 000 €	Investissement	57 300 €			4 789,59 €	12 213,79 €	86 786 €	45 086 €	7 415 €		94 201 €	45 086 €										
	Région	2012	2014				Fonctionnement	41 700 €						41 700 €			0 €	41 700 €										
TOTAL							99 000 €			4 789,59 €	12 213,79 €	86 786 €	86 786 €	7 415 €	0 €	94 201 €	86 786 €											
MATERIEL DE VISIOCONFERENCE	Région	2012	2014	95 441 €		95 441 €	Investissement	72 640 €		43 522 €	60 371,70 €	31 942,62 €					0 €	0 €										
	Divers	2012	2014				Investissement	22 801 €	12 636 €							0 €	0 €											
	Divers	2012	2014				Fonctionnement				12 824,55 €					0 €	0 €											
TOTAL							95 441 €	12 636 €	43 522 €	60 371,70 €	44 767,17 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €											
MSH EQUIPEMENT REGION	Région	2013	2015	55 003 €		55 003 €	Investissement	55 003 €									0 €	0 €	55 003 €	55 003 €								
TOTAL							55 003 €			0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 003 €	55 003 €									
BGO 2012 - EQUIPEMENTS POUR LA PLATE-FORME BIRD DE L'AXE BIO-INFORMATIQUE	Région	2012	2014	50 000 €		50 000 €	Investissement	30 000 €				30 000,00 €			30 000 €		30 000 €	0 €										
	Région	2012	2014				Investissement				6 501,46 €					0 €	0 €											
	Région	2012	2014				Fonctionnement	20 000 €	5 261 €	5 261 €		7 918,56 €			6 501 €		6 501 €	0 €										
TOTAL							50 000 €	5 261 €	5 261 €	0,00 €	44 420,02 €	0 €	0 €	36 501 €	0 €	36 501 €	0 €											
SYSTEME AEROTHERMIE	Région	2012	2014	37 299 €		37 299 €	Investissement	29 600 €			23 985,86 €	36 342,21 €					0 €	0 €										
	Autre Université et Institut	2012	2014				Investissement	6 742 €	6 742 €							0 €	0 €											
	Autre Université et Institut	2012	2014				Fonctionnement	957 €	957 €			956,80 €				0 €	0 €											
TOTAL							36 342 €	6 742 €	0 €	23 985,86 €	36 342,21 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €											
TOTAL							957 €	957 €	0 €	0,00 €	956,80 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €											
TOTAL							37 299 €	7 699 €	0 €	23 985,86 €	37 299,01 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €											
RENFORCEMENT LABO - "Portoirs de confinement"	PRES L'UNAM	2013	2014	36 525 €		36 525 €	Investissement	36 525 €									34 743 €	34 743 €										
TOTAL							36 525 €			0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 743 €	34 743 €											
BGO 2012 - EQUIPEMENT POUR LA PLATE-FORME IMPACT (Automate pour Bret)	Région	2012	2014	35 000 €		35 000 €	Investissement	35 000 €					35 000 €	35 000 €			35 000 €	35 000 €										
TOTAL							35 000 €			0,00 €	0,00 €	35 000 €	35 000 €	0 €	0 €	35 000 €	35 000 €											
AXE BIO-IMAGERIE DE BIOGENOUEST Plate-forme MicroPicell (Serveur applicatif)	Région	2014	2016	30 000 €		30 000 €	Investissement	30 000 €									0 €	0 €	30 000 €	30 000 €								
TOTAL							30 000 €			0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 000 €	30 000 €	0 €	0 €							
BGO 2012 - EQUIPEMENT POUR LA PLATE-FORME VECTEURS VIRAUX AXE EXPLORATION FONCTIONNELLE	Région	2012	2016	20 000 €		20 000 €	Investissement	12 969 €	10 000 €			12 968,63 €					0 €	0 €										
	Région	2012	2016				Fonctionnement	7 031 €		7 031 €						0 €	0 €											
TOTAL							20 000 €	10 000 €	7 031 €		12 968,63 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
AXE EXPLORATION FONCTIONNELLE DE BIOGENOUEST Plate-forme Transgénèse rat (Compteur cellules auto)	Région	2013	2016	15 000 €		15 000 €	Investissement	15 000 €			14 833,27 €	14 833,27 €					0 €	0 €										
TOTAL							15 000 €			14 833,27 €	14 833,27 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
BGO 2010 - EQUIPEMENTS POUR LA PLATE-FORME TRANSGENESE RAT (Congélateur -20°C, réfrigérateur, cages))	Région	2010	2014	14 500 €		14 500 €	Investissement	14 500 €	7 250 €	9 126 €							0 €	0 €										
TOTAL							14 500 €	7 250 €	9 126 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €											

Libellé de l'opération	Financier	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Virement à caractère de recettes	Montant total de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013		Exercice 2013		BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		
													Budget initial		BR 1		Crédits ouverts												
									Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
BGO 2010 - EQUIPEMENTS POUR LA PLATE-FORME INTERACTOME (Splitter)	Région	2010	2014	12 000 €		12 000 €	Investissement	12 000 €	6 000 €				12 000 €	12 000 €			12 000 €	12 000 €											
TOTAL								12 000 €	6 000 €	0 €	0,00 €	0,00 €	12 000 €	12 000 €	0 €	0 €	12 000 €	12 000 €											
BGO 2010 - EQUIPEMENTS POUR LA PLATE-FORME TRANSGENESE RAT (Centrifugeuse de paillasse réfrigérée)	Région	2010	2014	10 500 €		10 500 €	Investissement	10 500 €	5 250 €	10 500 €							0 €	0 €											
TOTAL								10 500 €	5 250 €	10 500 €	0,00 €	0,00 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €											
TOTAL INVESTISSEMENT								86 558 267 €	13 247 776 €	13 576 388 €	9 614 053 €	9 292 754 €	8 967 360 €	9 638 942 €	-471 238 €	-737 828 €	8 670 771 €	9 671 857 €	13 864 194 €	14 010 096 €	16 937 215 €	17 382 376 €	11 647 730 €	12 047 730 €	8 000 000 €	8 100 000 €	2 015 003 €	2 015 003 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT								6 189 028 €	3 422 839 €	1 280 415 €	698 082 €	1 125 473 €	672 914 €	1 667 244 €	-79 344 €	-39 210 €	1 093 570 €	1 628 034 €	118 869 €	1 461 619 €	1 115 095 €	601 847 €	705 375 €	505 375 €	71 168 €	71 168 €	0 €	0 €	
TOTAL PERSONNEL								209 409 €	0 €	100 912 €	0 €	48 907 €	29 184 €	60 936 €	-9 704 €	5 663 €	19 480 €	66 599 €	30 000 €	30 000 €	0 €	24 369 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GENERAL								92 956 704 €	16 670 615 €	14 957 715 €	10 312 135 €	10 467 134 €	9 669 458 €	11 367 122 €	-560 286 €	-771 375 €	9 783 821 €	11 366 490 €	14 013 063 €	15 501 715 €	18 052 310 €	18 008 592 €	12 353 105 €	12 553 105 €	8 071 168 €	8 171 168 €	2 015 003 €	2 015 003 €	

TOTAL ETAT	45 519 991 €	5 380 488 €	8 973 601 €	1 682 100 €	6 148 531 €	1 457 673 €	5 429 406 €	-711 701 €	-1 007 371 €	1 245 972 €	4 422 035 €	10 035 889 €	12 694 286 €	9 551 215 €	9 417 584 €	7 542 182 €	7 742 182 €	8 071 168 €	8 171 168 €	2 015 003 €	2 015 003 €
TOTAL REGION	7 758 440 €	2 885 827 €	1 571 752 €	891 508 €	818 482 €	3 497 768 €	5 170 754 €	-460 045 €	-370 771 €	2 441 629 €	4 799 983 €	1 275 467 €	1 160 168 €	0 €	103 161 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL DEPARTEMENT	6 627 000 €	4 220 892 €	2 125 397 €	601 174 €	340 803 €	962 216 €	19 256 €	393 573 €	465 335 €	1 355 789 €	484 591 €	246 787 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL NANTES METROPOLE	21 132 865 €	2 746 128 €	728 205 €	1 917 762 €	2 073 079 €	843 356 €	369 433 €	-464 170 €	-124 368 €	1 098 686 €	964 565 €	1 391 234 €	1 243 766 €	8 481 095 €	8 481 095 €	4 810 923 €	4 810 923 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL UNION EUROPEENNE (Dont FEDER)	8 314 845 €	801 946 €	1 132 306 €	4 503 055 €	479 154 €	1 168 294 €	349 483 €	905 321 €	271 160 €	2 090 115 €	637 143 €	869 476 €	303 495 €	20 000 €	6 752 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AUTOFINANCEMENT UNIVERSITE	528 533 €	0 €	0 €	38 533 €	3 188 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	100 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
INSERM	1 040 000 €	440 000 €	426 454 €	329 370 €	590 116 €	28 790 €	28 790 €	241 840 €	-5 360 €	270 630 €	23 430 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
CONSEIL GENERAL 85	667 000 €	0 €	0 €	174 369 €	0 €	667 000 €	0 €	-232 727 €	0 €	434 273 €	0 €	58 358 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AGGLOMERATION YONNAISE	666 000 €	0 €	0 €	174 264 €	0 €	666 000 €	0 €	-232 377 €	0 €	433 623 €	0 €	58 113 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
CARENE	356 100 €	0 €	0 €	0 €	0 €	82 956 €	0 €	0 €	0 €	82 956 €	0 €	273 144 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
CCI	100 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	295 405 €	0 €	0 €	0 €	295 405 €	0 €	-195 405 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
ANR	175 000 €	175 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
DIVERS	26 707 €	12 636 €	0 €	0 €	12 825 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
AUTRE UNIVERSITE ET INSTITUT	7 699 €	7 699 €	0 €	0 €	957 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
PRES L'UNAM	36 525 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Projet / Operation	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)	
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges										
LABEX IGO	ANR		2012	2020	2 099 155 €	250 €	2 099 405 €	Investissement	80 362 €				4 362 €	4 362 €	72 000 €			4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €										
	ANR		2012	2020				Fonctionnement	1 161 135 €				330 810 €	111 454 €	23 377 €	627 744 €	478 908 €	464 458 €	458 627 €	1 239 092 €	1 026 302 €	235 892 €									
	ANR		2012	2020				Personnel	857 908 €				34 784 €	158 762 €		86 784 €	235 620 €	63 280 €	69 111 €	150 064 €	362 854 €	97 469 €	333 361 €								
									2 099 405 €				369 956 €	274 579 €	95 377 €	714 528 €	714 528 €	531 738 €	531 738 €	1 393 156 €	1 393 156 €	333 361 €	333 361 €								
LASCAUX	Union Européenne (dont FEDER)		2009	2014	1 940 000 €	720 €	1 940 720 €	Investissement	2 863 €											0 €	0 €										
	Union Européenne (dont FEDER)		2009	2014				Fonctionnement	929 762 €	1 210 258 €	667 057 €		283 672,32 €	8 290,27 €		277 709 €	242 252 €		11 017 €	277 709 €	253 269 €										
	Union Européenne (dont FEDER)		2009	2014				Personnel	1 008 095 €		676 183 €			271 862,06 €			35 457 €		-11 017 €	0 €	24 440 €										
	Union Européenne (dont FEDER)		2009	2014				Fonctionnement		720 €										0 €	0 €										
									1 940 720 €	1 210 978 €	1 343 241 €	0 €	283 672,32 €	280 152,33 €	0,00 €	277 709 €	277 709 €	0 €	0 €	277 709 €	277 709 €										
BIOREGOS II	Région		2010	2015	1 794 706 €	1 123 €	1 795 829 €	Investissement	73 500 €	59 086 €	66 814 €									0 €	0 €										
	Région		2010	2015				Fonctionnement	827 936 €	370 655 €	397 575 €	163 897 €	46 128 €	47 251 €		330 710 €	330 710 €	1 324 €	1 324 €	332 034 €	332 034 €	414 622 €	414 622 €								
	Région		2010	2015				Personnel	894 393 €	121 710 €	238 002 €	30 537 €								0 €	0 €										
									1 795 829 €	551 450 €	702 392 €	194 433 €	46 128 €	47 251 €	0 €	330 710 €	330 710 €	1 324 €	1 324 €	332 034 €	332 034 €	414 622 €	414 622 €								
PROJET HUMAN SEA	Union Européenne (dont FEDER)		2014	2019	1 761 720 €		1 761 720 €	Fonctionnement	837 120 €							147 760 €	59 760 €	41 366 €	20 651 €	189 126 €	80 411 €	1 572 594 €	756 709 €								
	Union Européenne (dont FEDER)		2014	2019				Personnel	924 600 €								88 000 €		20 715 €	0 €	108 715 €	815 885 €									
									1 761 720 €							147 760 €	147 760 €	41 366 €	41 366 €	189 126 €	189 126 €	1 572 594 €	1 572 594 €								
PROJET NUCSAN	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015	1 730 665 €		1 730 665 €	Investissement	74 000 €		45 000 €		11 690 €	19 564 €		3 544 €	3 544 €	0 €	0 €	3 544 €	3 544 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015				Fonctionnement	915 427 €	326 158 €	256 765 €		548 588 €	302 895 €	11 041 €	212 672 €	118 628 €	15 675 €	0 €	228 347 €	118 628 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015				Personnel	741 238 €	344 755 €	491 033 €		88 643 €	320 998 €	2 952 €	26 093 €	120 137 €	2 056 €	17 731 €	28 149 €	137 868 €										
									1 730 665 €	670 913 €	792 798 €		648 921 €	643 457 €	13 993 €	242 309 €	242 309 €	17 731 €	17 731 €	260 040 €	260 040 €										
PROJET MARCHES - ERC	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2016	1 500 000 €		1 500 000 €	Investissement	163 993 €				149 499,97 €	149 499,97 €				14 493 €	14 493 €	14 493 €	14 493 €										
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2016				Fonctionnement	456 757 €	29 508 €	6 820 €	23 608 €	206 060,56 €	17 460,28 €	23 030,00 €	311 299 €	191 000 €	63 066 €		374 365 €	191 000 €	402 817 €	96 000 €	244 403 €	98 839 €						
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2016				Personnel	879 250 €	78 854 €	78 854 €			164 649,88 €			120 299 €		63 066 €	0 €	183 365 €	306 817 €		145 564 €							
									1 500 000 €	108 361 €	85 673 €	23 608 €	355 560,53 €	331 610,13 €	23 030,00 €	311 299 €	311 299 €	77 559 €	77 559 €	388 858 €	388 858 €	402 817 €	402 817 €	244 403 €	244 403 €						
RS2E - OSUNA	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016	1 500 000 €		1 500 000 €	Investissement	523 105 €	27 460 €	27 460 €		28 967 €	29 575 €		388 197 €	388 197 €	77 873 €	77 873 €	466 070 €	466 070 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016				Fonctionnement	422 714 €	62 645 €	73 375 €		136 877 €	71 447 €		280 388 €	86 600 €	20 107 €	34 796 €	300 495 €	121 396 €	188 207 €	62 880 €	91 128 €	34 067 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016				Personnel	554 181 €	66 253 €	75 237 €		131 291 €	177 006 €			193 788 €		-14 689 €	0 €	179 099 €		125 327 €	57 061 €							
									1 500 000 €	156 357 €	176 072 €		297 136 €	278 028 €		668 585 €	668 585 €	97 980 €	97 980 €	766 565 €	766 565 €	188 207 €	188 207 €	91 128 €	91 128 €						
PROJET COSELMAR "Compréhension des Socio-Ecosystèmes Littoraux et Marins pour l'Amélioration de la Valorisation des Ressources Marines, la Prévention et la Gestion des Risques"	Région	Reversement par l'IFREMER	2012	2016	1 448 240 €		1 448 240 €	Investissement	41 885 €					17 345 €		5 300 €	5 300 €	12 240 €	12 240 €	17 540 €	17 540 €	7 000 €	7 000 €								
	Région	Reversement par l'IFREMER	2012	2016				Fonctionnement	675 030 €	8 688 €			109 537 €	69 665 €	1 568 €	286 763 €	286 763 €	-7 592 €	1 449 €	279 171 €	288 212 €	201 619 €	201 619 €	113 967 €	113 967 €						
	Région	Reversement par l'IFREMER	2012	2016				Personnel	731 325 €		8 688 €		72 283 €	109 351 €	1 237 €	235 108 €	235 108 €		-9 041 €	235 108 €	226 067 €	256 172 €	256 172 €	129 810 €	129 810 €						
									1 448 240 €	8 688 €	8 688 €		181 821 €	196 360 €	2 805 €	527 171 €	527 171 €	4 648 €	4 648 €	531 819 €	531 819 €	464 791 €	464 791 €	243 777 €	243 777 €						
PROJET GRIOTE "Intégration de données biologiques à très grande échelle"	Région	Région Pays de la Loire	2014	2020	1 391 160 €		1 391 160 €	Investissement	6 000 €									6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2020				Fonctionnement	540 160 €									133 776 €	102 258 €	175 944 €	102 258 €	341 177 €	186 177 €	280 406 €	180 092 €	71 633 €	71 633 €				
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2020				Personnel	845 000 €										31 518 €	0 €	73 686 €	150 000 €	305 000 €	150 000 €	250 314 €	150 000 €	150 000 €	66 000 €	66 000 €		
									1 391 160 €									139 776 €	139 776 €	181 944 €	181 944 €	491 177 €	491 177 €	430 406 €	430 406 €	221 633 €	221 633 €	66 000 €	66 000 €		
PROJET PROVISION	Union Européenne (dont FEDER)		2013	2017	1 072 460 €		1 072 460 €	Investissement	7 000 €									7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €										
	Union Européenne (dont FEDER)		2013	2017				Fonctionnement	543 044 €									102 833 €	39 610 €	102 833 €	39 610 €	318 541 €	165 477 €	318 541 €	165 477 €	318 545 €	165 480 €				
	Union Européenne (dont FEDER)		2013	2017				Personnel	522 416 €										63 223 €	0 €	63 223 €		153 064 €		153 064 €		153 065 €				
									1 072 460 €									109 833 €	109 833 €	109 833 €	109 833 €	318 541 €	318 541 €	318 541 €	318 541 €	318 545 €	318 545 €				
PROJET DEVIPS	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016	1 028 915 €	635 €	1 029 549 €	Investissement	61 890 €	38 345 €	38 345 €		12 724 €	12 724 €		10 000 €	10 000 €			10 000 €	10 000 €	822 €	822 €								
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016				Fonctionnement	313 290 €	148 124 €	56 399 €		262 561 €	80 850 €	5 445 €	206 835 €	73 601 €	45 000 €	45 000 €	251 835 €	118 601 €	95 163 €	46 285 €	5 709 €	5 709 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016				Personnel	653 735 €		91 725 €			176 266 €				133 234 €		0 €	133 234 €	67 500 €	116 378 €	136 132 €	136 132 €						
									1 028 915 €	186 469 €	186 469 €		275 284 €	269 8																	

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges		
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges										
CPR LLSHS	Région		2007	2015	964 600 €	5 074 €	969 674 €	Investissement	62 212 €	45 000 €	57 212 €							0 €	0 €												
	Région		2007	2015				Fonctionnement	149 926 €	65 327 €	65 327 €		130 792,62 €	54 927,58 €	6 501,83 €	131 000 €	40 572 €	11 028 €		142 028 €	40 572 €										
	Région		2007	2015				Personnel	396 936 €	229 560 €	229 560 €			69 363,21 €			90 428 €		11 028 €	0 €	101 456 €										
	Etat		2007	2015				Investissement	33 000 €	33 000 €	33 000 €									0 €	0 €										
	Etat		2007	2015				Fonctionnement	230 275 €	126 088 €	126 088 €					3 500 €	3 500 €			3 500 €	3 500 €	64 687 €	64 687 €								
	Etat		2007	2015				Personnel	37 325 €	37 325 €	37 325 €									0 €	0 €										
	ANR		2007	2015				Investissement	8 995 €		8 995 €									0 €	0 €										
	ANR		2007	2015				Fonctionnement	51 005 €	51 005 €	51 005 €									0 €	0 €										
								Investissement	104 207 €	78 000 €	99 207 €							0 €	0 €												
								Fonctionnement	431 206 €	242 420 €	242 420 €		130 792,62 €	54 927,58 €	6 501,83 €	134 500 €	44 072 €	11 028 €		145 528 €	44 072 €	64 687 €	64 687 €								
								Personnel	434 261 €	266 885 €	266 885 €			69 363,21 €			90 428 €		11 028 €	0 €	101 456 €										
									969 674 €	587 305 €	608 512 €		130 792,62 €	124 290,79 €	6 501,83 €	134 500 €	134 500 €	11 028 €	11 028 €	145 528 €	145 528 €	64 687 €	64 687 €								
AGRIFOOD "Détection de bactérie pathogène en agroalimentaire"	BpIFrance (ex. Oseo)		2012	2015	955 617 €		955 617 €	Investissement	105 575 €	212 608 €	212 608 €					6 426 €	6 426 €			6 426 €	6 426 €										
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2015				Investissement	77 934 €										0 €	0 €											
	BpIFrance (ex. Oseo)		2012	2015				Fonctionnement	149 362 €	130 242 €	75 650 €	48 514 €	82 299,06 €	82 299,06 €		186 765 €	98 349 €	-32 774 €	-32 882 €	153 991 €	65 467 €	33 684 €	33 684 €								
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2015				Fonctionnement	107 738 €											0 €											
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2015				Personnel	212 956 €					84 724,44 €			88 416 €		108 €	0 €	88 524 €										
	BpIFrance (ex. Oseo)		2012	2015				Personnel	302 052 €											0 €											
								Investissement	183 509 €	212 608 €	212 608 €					6 426 €	6 426 €			6 426 €	6 426 €										
								Fonctionnement	257 100 €	130 242 €	75 650 €	48 514 €	82 299 €	82 299 €	186 765 €	98 349 €	-32 774 €	-32 882 €	153 991 €	65 467 €	33 684 €	33 684 €									
								Personnel	515 008 €					84 724 €			88 416 €		108 €	0 €	88 524 €										
									955 617 €	342 851 €	288 259 €	48 514 €	82 299,06 €	167 023,50 €	0,00 €	193 191 €	193 191 €	-32 774 €	-32 774 €	160 417 €	160 417 €	33 684 €	33 684 €								
ERC GEODYCON - V.COLIN	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2016	887 600 €	692 €	888 292 €	Fonctionnement	380 292 €	105 600 €	32 725 €	25 997 €	216 541 €	63 715 €	11 704 €	318 005 €	101 000 €	-42 272 €	-5 961 €	275 733 €	95 039 €	185 220 €	121 200 €	105 198 €	29 365 €						
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2016				Personnel	508 000 €		46 878 €			141 123 €			217 005 €		-36 311 €	0 €	180 694 €		64 020 €		75 833 €						
									888 292 €	105 600 €	79 603 €	25 997 €	216 541 €	204 838 €	11 704 €	318 005 €	318 005 €	-42 272 €	-42 272 €	275 733 €	275 733 €	185 220 €	185 220 €	105 198 €	105 198 €						
PERLE 2	Région		2010	2016	831 500 €	4 381 €	835 881 €	Investissement	867 €	867 €	867 €								0 €	0 €											
	Région		2010	2016				Fonctionnement	452 633 €	106 915 €	102 314 €	221 €	106 493 €	68 297 €	69 €	249 978 €	213 978 €	15 227 €	15 196 €	265 205 €	229 174 €	229 686 €	59 734 €								
	Région		2010	2016				Personnel	382 381 €	45 841 €	45 841 €	4 381 €		38 128 €			36 000 €		31 €	0 €	36 031 €	80 863 €	250 815 €								
									835 881 €	153 623 €	149 022 €	4 602 €	106 493 €	106 424 €	69 €	249 978 €	249 978 €	15 227 €	15 227 €	265 205 €	265 205 €	310 549 €	310 549 €								
PROJET ULTRAHD-4U "Télévision Ultra Haute Définition notamment pour le Grand Public et Semi-professionnel"	Etat	direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des entreprises	2013	2016	794 545 €		794 545 €	Investissement	189 000 €				20 821,66 €	44 299,79 €					0 €	0 €	72 350 €	72 350 €	72 350 €	72 350 €							
	Etat	direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des entreprises	2013	2016				Fonctionnement	124 155 €				16 156,69 €	16 156,69 €					0 €	0 €	307 998 €	57 998 €	281 390 €	50 000 €							
	Etat	direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des entreprises	2013	2016				Personnel	481 390 €										0 €	0 €		250 000 €		231 390 €							
									794 545 €				36 978,35 €	60 456,48 €					0 €	0 €	380 348 €	380 348 €	353 740 €	353 740 €							
PROVASC	Région		2009	2015	742 456 €		742 456 €	Investissement	133 521 €	37 500 €	120 187 €					13 335 €	13 335 €			13 335 €	13 335 €										
	Région		2009	2015				Fonctionnement	488 935 €	116 814 €	111 527 €	73 €	66 205,82 €	66 205,82 €		60 423 €	60 423 €			60 423 €	60 423 €	235 241 €	235 241 €								
	Région		2009	2015				Personnel	120 000 €		119 993 €									0 €	0 €										
								TOTAL	742 456 €	154 314 €	351 706 €	73 €	66 205,82 €	66 205,82 €		73 758 €	73 758 €			73 758 €	73 758 €	235 241 €	235 241 €								
LABEX IRON "Innovative Radiopharmaceuticals in Oncology and Neurology" (Fonctionnement BPMS)	ANR		2012	2020	731 480 €		731 480 €	Investissement	255 500 €				255 500,00 €	255 500,00 €					0 €	0 €											
	ANR		2012	2020				Fonctionnement	273 596 €	3 554 €			31 037,50 €	3 558,80 €	13 307,00 €	186 751 €	172 579 €	67 654 €	67 641 €	254 405 €	240 220 €	61 970 €	16 510 €								
	ANR		2012	2020				Personnel	202 384 €		3 554 €		4 721,30 €	18 893,00 €		66 289 €	80 461 €	-25 489 €	-25 476 €	40 800 €	54 985 €	54 003 €	99 463 €	25 489 €	25 489 €						
									731 480 €	3 554 €	3 554 €		291 258,80 €	277 951,80 €	13 307,00 €	253 040 €	253 040 €	42 165 €	42 165 €	295 205 €	295 205 €	115 973 €	115 973 €	25 489 €	25 489 €						
Projet Investissement d'avenir - Laboratoire d'excellence LABEX - 2ème vague EHNE	ANR		2012	2020	700 000 €		700 000 €	Investissement	140 000 €								5 000 €			0 €	5 000 €	75 000 €	75 000 €	60 000 €	60 000 €						
	ANR		2012	2020				Fonctionnement	140 000 €	2 707 €	2 707 €		28 369,39 €	12 028,92 €	10 266,45 €	96 931 €	34 019 €	10 000 €	13 069 €	106 931 €	47 088 €	29 700 €	29 700 €	29 700 €	29 700 €	8 509 €	8 509 €				
	ANR		2012	2020				Personnel						6 074,02 €						0 €	0 €										
	ANR		2012	2020				Personnel	420 000 €				46 981,64 €	46 981,64 €			57 912 €			0 €	57 912 €	84 000 €	84 000 €	84 000 €	84 000 €	82 773 €	82 773 €	29 130 €	29 130 €	29 129 €	29 129 €
									700 000 €	2 707 €	2 707 €		75 351,03 €	65 084,58 €	10 266,45 €	96 931 €	96 931 €	10 000 €	13 069 €	106 931 €	110 000 €	188 700 €	188 700 €	173 700 €	173 700 €	91 282 €	91 282 €	29 130 €	29 130 €	29 129 €	29 129 €
PROJET ECOTHER (GEPEA)	BpIFrance (ex. Oseo)		20																												

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)	
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges		
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges										
CHAIRE EUROPE	Région		2011	2014	596 676 €		596 676 €	Fonctionnement	99 000 €	35 750 €	34 294 €	1 456 €	31 325,40 €	31 239,90 €	85,50 €		21 000 €			0 €	21 000 €										
	Nantes Métropole		2011	2014				Personnel	497 676 €	218 822 €	217 727 €		179 373,39 €	179 373,39 €		112 272 €	91 272 €			112 272 €	91 272 €										
									596 676 €	254 573 €	252 021 €	1 456 €	210 698,79 €	210 613,29 €	85,50 €	112 272 €	112 272 €	0 €	0 €	112 272 €	112 272 €										
PROJET MADONA "Micro-Analyse des Organismes Marins - Nantes Angers"	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016	556 000 €		556 000 €	Investissement	452 231 €	185 102 €	185 102 €		267 129,50 €	267 129,50 €					0 €	0 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016				Fonctionnement	17 769 €	1 964 €	1 964 €		13 292,27 €	12 592,61 €	699,66 €	3 161 €	3 161 €	-648 €	-648 €	2 513 €	2 513 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016				Fonctionnement					4 818,68 €			28 800 €				28 800 €	0 €	28 666 €		23 715 €							
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016				Personnel	86 000 €					4 818,68 €			28 800 €			0 €	28 800 €		28 666 €		23 715 €						
									556 000 €	187 065 €	187 065 €		285 240,45 €	284 540,79 €	699,66 €	31 961 €	31 961 €	-648 €	-648 €	31 313 €	31 313 €	28 666 €	28 666 €	23 715 €	23 715 €						
COLLECTE DE DONNÉES DANS LE SECTEUR DE L'AQUACULTURE	Etat		2011	2014	507 000 €		507 000 €	Fonctionnement	507 000 €	404 628 €	404 628 €		127 113,46 €	127 113,46 €					0 €	0 €											
									507 000 €	404 628 €	404 628 €		127 113,46 €	127 113,46 €	0,00 €			0 €	0 €	0 €	0 €										
PROJET JUPILOIRE	Région	Région Pays de la Loire	2014	2017	495 656 €		495 656 €	Investissement	14 188 €									14 188 €	14 188 €	14 188 €	14 188 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2017				Fonctionnement	23 468 €										97 033 €	5 000 €	97 033 €	5 000 €	218 468 €	18 468 €	165 967 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2017				Personnel	458 000 €											92 033 €	0 €	92 033 €		200 000 €		165 967 €					
									495 656 €																						
LABEX LEBESGUE	ANR	Reversement par l'Université de Rennes 1	2012	2020	487 295 €	2 361 €	489 656 €	Fonctionnement	195 695 €	17 904 €	4 702 €	84 €	117 482 €	66 694 €	282 €	188 296 €	100 000 €	159 467 €	71 748 €	347 763 €	171 748 €	6 507 €									
	ANR	Reversement par l'Université de Rennes 1	2012	2020				Personnel	293 961 €		13 118 €			50 506 €			88 296 €		87 719 €	0 €	176 015 €		6 507 €								
									489 656 €	17 904 €	17 820 €	84 €	117 482 €	117 200 €	282 €	188 296 €	188 296 €	159 467 €	159 467 €	347 763 €	347 763 €	6 507 €	6 507 €								
PROGRAMME SILICONE LSR "Développement de solutions à haute valeur ajoutée dans le domaine des silicones LSR et émergence d'une filière associée en France"	BpiFrance (ex. Oseo)		2012	2014	480 900 €		480 900 €	Investissement	123 342 €	4 234 €	4 234 €					60 000 €	60 000 €			60 000 €	60 000 €										
	BpiFrance (ex. Oseo)		2012	2014				Fonctionnement	141 441 €	11 193 €	10 872 €	321 €	137 542,97 €	64 534,80 €	1 963,18 €	156 332 €	42 332 €	83 184 €	93 736 €	239 516 €	136 068 €										
	BpiFrance (ex. Oseo)		2012	2014				Personnel	216 117 €	28 414 €	28 414 €			71 044,99 €			114 000 €		-10 552 €	0 €	103 448 €										
									480 900 €	43 841 €	43 520 €	321 €	137 542,97 €	135 579,79 €	1 963,18 €	216 332 €	216 332 €	83 184 €	83 184 €	299 516 €	299 516 €										
PROJET LMA	Région	Région Pays de la Loire	2013	2019	475 919 €		475 919 €	Investissement	5 500 €									2 200 €	2 200 €	2 200 €	2 200 €	1 800 €	1 800 €	1 500 €	1 500 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2019				Fonctionnement	313 919 €									173 900 €	151 000 €	173 900 €	151 000 €	156 619 €	100 519 €	139 900 €	62 400 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2019				Personnel	156 500 €										22 900 €	0 €	22 900 €		56 100 €		77 500 €						
									475 919 €																						
PLURI-L	Région		2009	2016	473 549 €	784 €	474 333 €	Investissement	2 530 €											0 €	0 €										
	Région		2009	2016				Fonctionnement	325 689 €	212 782 €	187 652 €	6 695 €	114 828,35 €	67 965,70 €	4 990,32 €	53 999 €	35 667 €	43 000 €	40 000 €	96 999 €	75 667 €										
	Région		2009	2016				Personnel	146 114 €		116 513 €			41 872,33 €			18 332 €		3 000 €	0 €	21 332 €										
									474 333 €	212 782 €	304 165 €	6 695 €	114 828,35 €	109 838,03 €	4 990,32 €	53 999 €	53 999 €	43 000 €	43 000 €	96 999 €	96 999 €										
PROJET NANOFONC "Nanomatériaux et nanocomposites fonctionnels"	Région	Région Pays de la Loire	2009	2014	472 285 €	10 051 €	482 336 €	Investissement	13 627 €	9 358 €	13 627 €		2 426,68 €	2 426,68 €						0 €	0 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2009	2014				Fonctionnement	361 000 €	229 421 €	172 437 €	6 829 €	89 633,80 €	74 663,29 €	4 161,07 €	129 780 €	129 780 €	-17 108 €	-17 108 €	112 672 €	112 672 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2009	2014				Personnel	107 709 €		84 709 €			10 809,44 €						0 €	0 €										
									482 336 €	238 778 €	270 774 €	6 829 €	92 060,48 €	87 899,41 €	4 161,07 €	129 780 €	129 780 €	-17 108 €	-17 108 €	112 672 €	112 672 €										
VIBRIS "Valorisation Interdisciplinaire du Bruit Régional pour l'Imagerie Sismique"	Région	Région Pays de la Loire	2013	2016	465 000 €		465 000 €	Investissement	23 000 €											0 €	0 €	23 000 €	23 000 €								
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2016				Fonctionnement	250 000 €	3 496 €	3 496 €		82 100 €	14 249 €		61 000 €	61 000 €	10 918 €	10 918 €	71 918 €	71 918 €	68 459 €	68 459 €	68 432 €	68 432 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2016				Personnel	192 000 €				3 862 €	71 713 €		34 202 €	34 202 €	69 132 €	69 132 €	103 334 €	103 334 €	40 400 €	40 400 €								
									465 000 €	3 496 €	3 496 €		85 962 €	85 962 €		95 202 €	95 202 €	80 050 €	80 050 €	175 252 €	175 252 €	131 859 €	131 859 €	68 432 €	68 432 €						
STARACO - Statuts, "race" et couleurs dans l'Atlantique	Région		2013	2017	449 400 €		449 400 €	Investissement									5 000 €			0 €	5 000 €										
	Région		2013	2017				Fonctionnement	324 400 €				56 311,78 €	47 913,07 €	1 903,82 €	96 931 €	61 559 €	1 900 €	3 069 €	98 831 €	64 628 €	80 852 €	80 852 €	80 852 €	80 852 €	35 700 €	35 700 €				
	Région		2013	2017				Personnel						6 494,89 €					1 900 €	0 €	1 900 €										
	Région		2013	2017				Personnel	125 000 €				22 694,75 €	22 694,75 €			30 372 €			0 €	30 372 €	20 769 €	20 769 €	18 898 €	18 898 €	18 898 €	18 898 €				
									449 400 €				79 006,53 €	77 102,71 €	1 903,82 €	96 931 €	96 931 €	1 900 €	4 969 €	98 831 €	101 900 €	101 621 €	101 621 €	99 750 €	99 750 €	54 598 €	54 598 €				
PROJET D'INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE CEST1 (Doctorants)	ANR	Reversement par le CHU de Nantes	2012	2017	443 520 €		443 520 €	Personnel	89 280 €				7 112,20 €	7 112,20 €				28 363 €	28 363 €	28 363 €	28 363 €	44 640 €	44 640 €	9 165 €	9 165 €						

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges				
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
GEANPYL "Géométrie et Analyse en Pays de Loire"	Région	Région Pays de la Loire	2011	2015	420 000 €		420 000 €	Fonctionnement	419 518 €	197 022 €	192 039 €	4 983 €	70 680,83 €	68 695,34 €	1 503,97 €	131 978 €	131 978 €	20 319 €	20 319 €	152 297 €	152 297 €												
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2015				Personnel	482 €						481,52 €					0 €	0 €												
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2015				Personnel							481,52 €	-481,52 €					0 €	0 €											
									420 000 €	197 022 €	192 039 €	4 983 €	70 681 €	69 177 €	1 504 €	131 978 €	131 978 €	20 319 €	20 319 €	152 297 €	152 297 €												
PROJET CIMATH2	Région	Reversement par l'INSERM	2011	2014	418 000 €	2099	420 099 €	Fonctionnement	82 099 €	35 179 €	35 158 €	22 €	45 443 €	12 562 €		51 592 €	32 696 €	1 661 €	1 661 €	53 253 €	34 357 €												
	Région	Reversement par l'INSERM	2011	2014				Personnel	338 000 €	137 525 €	143 525 €		85 027 €	117 908 €		41 034 €	59 930 €	2 811 €	2 811 €	43 845 €	62 741 €												
									420 099 €	172 704 €	178 683 €	22 €	130 470 €	130 470 €		92 626 €	92 626 €	4 472 €	4 472 €	97 098 €	97 098 €												
Projet ANOPACY "Analyse et optimisation des performances en avion et cyclisme"	Région		2013	2016	403 000 €		403 000 €	Investissement	58 000 €							58 000 €	58 000 €			58 000 €	58 000 €												
	Région		2013	2016				Fonctionnement	83 112 €				38 023,68 €	19 890,23 €	64,58 €	144 400 €	30 000 €	-11 500 €		132 900 €	30 000 €	107 257 €	33 157 €	66 819 €									
	Région		2013	2016				Personnel	261 888 €					18 068,87 €			114 400 €		-11 500 €	0 €	102 900 €		74 100 €		66 819 €								
									403 000 €				38 023,68 €	37 959,10 €	64,58 €	202 400 €	202 400 €	-11 500 €	-11 500 €	190 900 €	190 900 €	107 257 €	107 257 €	66 819 €	66 819 €								
PROJET QUAAUSI "Maîtrise de la Qualité en Usinage Aéronautique"	BpIFrance (ex. Oseo)	FUI	2013	2017	397 700 €		397 700 €	Fonctionnement	222 700 €				40 620,93 €	1 509,50 €	14,91 €	133 760 €	38 000 €	2 535 €		136 295 €	38 000 €	73 595 €	61 059 €	73 595 €	61 059 €	73 594 €	61 058 €						
	BpIFrance (ex. Oseo)	FUI	2013	2017				Personnel	175 000 €					39 096,52 €			95 760 €		2 535 €	0 €	98 295 €		12 536 €		12 536 €		12 536 €						
									397 700 €				40 620,93 €	40 606,02 €	14,91 €	133 760 €	133 760 €	2 535 €	2 535 €	136 295 €	136 295 €	73 595 €	73 595 €	73 595 €	73 595 €	73 594 €	73 594 €						
PROJET COMPGE	ANR		2013	2017	397 000 €		397 000 €	Fonctionnement	272 000 €											20 000 €	10 000 €	125 668 €	87 334 €	125 666 €	87 333 €	125 666 €	87 333 €						
	ANR		2013	2017				Personnel	125 000 €											0 €	10 000 €		38 334 €		38 333 €		38 333 €						
									397 000 €											20 000 €	20 000 €	125 668 €	125 668 €	125 666 €	125 666 €	125 666 €	125 666 €						
PROJET EUROPEEN MULTILANGUES	Union Européenne (dont FEDER)		2013	2018	396 480 €		396 480 €	Fonctionnement	171 680 €											30 000 €	10 000 €	91 620 €	40 420 €	91 620 €	40 420 €	91 620 €	40 420 €	91 620 €	40 420 €				
	Union Européenne (dont FEDER)		2013	2018				Personnel	224 800 €											0 €	20 000 €		51 200 €		51 200 €		51 200 €		51 200 €				
									396 480 €											30 000 €	30 000 €	91 620 €	91 620 €	91 620 €	91 620 €	91 620 €	91 620 €	91 620 €	91 620 €				
PROJET QUANTICARDI "Développement préindustriel de dispositifs innovants pour l'imagerie de l'insuffisance coronaire en Tomographie par Emission de Positons"	Etat	Fonds Unique Interministériel Versement par OSEO	2012	2015	389 847 €		389 847 €	Investissement	11 912 €		11 912 €									0 €	0 €												
	Etat	Fonds Unique Interministériel Versement par OSEO	2012	2015				Fonctionnement	235 556 €	7 520 €	3 053 €	4 467 €	1 802,20 €	916,00 €	886,20 €	84 729 €	84 729 €	139 879 €	139 879 €	224 608 €	224 608 €												
	Etat	Fonds Unique Interministériel Versement par OSEO	2012	2015				Personnel	142 379 €	29 925 €	25 747 €	4 177 €	54 958,95 €	54 958,95 €		37 136 €	37 136 €	22 871 €	22 871 €	60 007 €	60 007 €												
									389 847 €	37 444 €	40 712 €	8 644 €	56 761,15 €	55 874,95 €	886,20 €	121 865 €	121 865 €	162 750 €	162 750 €	284 615 €	284 615 €												
PROJET HEPAVAC (RF 24) "Développement pré clinique d'un candidat vaccin à ADN pour le traitement du carcinome hépatocellulaire"	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015	387 926 €		387 926 €	Fonctionnement	198 580 €	63 286 €	59 951 €	3 335 €	37 998,74 €	18 439,52 €	19 559,22 €			71 385 €	71 385 €	71 385 €	71 385 €	105 530 €	25 910 €										
	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015				Personnel	189 346 €	33 644 €	33 644 €		52 611,07 €	52 611,07 €		56 125 €	56 125 €	3 141 €	3 141 €	59 266 €	59 266 €		79 620 €										
									387 926 €	96 930 €	93 595 €	3 335 €	90 609,81 €	71 050,59 €	19 559,22 €	56 125 €	56 125 €	74 526 €	74 526 €	130 651 €	130 651 €	105 530 €	105 530 €										
PROJET HELIOS "Nouveaux éliciteurs d'origine marine inhibant le développement des Orobanches chez les plantes cultivées"	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2014	376 700 €	21 445 €	398 145 €	Investissement	52 325 €	30 000 €	49 825 €			6 872,08 €						0 €	0 €												
	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2014				Fonctionnement	180 299 €	61 903 €	26 497 €	8 722 €	66 850,89 €	13 848,48 €	11 508,75 €	177 323 €	84 096 €	35 371 €	32 596 €	212 694 €	116 692 €												
	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2014				Personnel	165 521 €		26 683 €			41 493,66 €			93 227 €		2 775 €	0 €	96 002 €												
									398 145 €	91 903 €	103 006 €	8 722 €	66 850,89 €	62 214,22 €	11 508,75 €	177 323 €	177 323 €	35 371 €	35 371 €	212 694 €	212 694 €												
PROJET ATHEME	Union Européenne (dont FEDER)	Commission Européenne	2014	2019	366 520 €		366 520 €	Investissement	10 000 €											0 €	0 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €								
	Union Européenne (dont FEDER)	Commission Européenne	2014	2019				Fonctionnement	72 360 €											0 €	0 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €	14 472 €		
	Union Européenne (dont FEDER)	Commission Européenne	2014	2019				Fonctionnement	59 360 €											0 €	0 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €	11 872 €		
	Union Européenne (dont FEDER)	Commission Européenne	2014	2019				Personnel	224 800 €											0 €	0 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €	44 960 €		
									366 520 €											0 €	0 €	76 304 €	76 304 €	76 304 €	76 304 €	71 304 €	71 304 €	71 304 €	71 304 €	71 304 €	71 304 €		
PROJET NEOPAT PATRIMOINE PAYS DE LOIRE	Région		2009	2015	359 308 €	3 546 €	362 854 €	Investissement	30 914 €											0 €	0 €	30 914 €	30 914 €										
	Région		2009	2015				Fonctionnement	91 022 €	244 286 €	67 401 €	8 162 €	48 638,54 €	34 160,93 €	3 120,00 €	15 000 €	15 000 €			15 000 €	15 000 €												
	Région		2009	2015				Personnel	240 918 €		223 653 €			11 357,61 €						0 €	0 €												
									362 854 €	244 286 €																							

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)	
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges									
PROJET GLYCONET	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016	309 000 €	1 478 €	310 478 €	Fonctionnement	204 000 €	47 499 €	47 499 €					101 999 €	101 999 €			101 999 €	101 999 €	54 502 €	54 502 €							
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016				Fonctionnement	49 353 €	18 147 €	6 763 €	27 €	63 128,53 €	22 769,64 €	91,77 €	12 000 €	12 000 €	7 702 €	7 702 €	19 702 €	19 702 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016				Personnel	51 625 €		11 357 €			40 267,12 €						0 €	0 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2016				Fonctionnement	5 500 €				4 587,21 €	4 587,21 €				913 €	913 €	913 €										
									310 478 €	65 646 €	65 619 €	27 €	67 715,74 €	67 623,97 €	91,77 €	113 999 €	113 999 €	8 615 €	8 615 €	122 614 €	122 614 €	54 502 €	54 502 €							
PROJET DÉPART	Région	Région Pays de la Loire	2009	2014	303 480 €	54 €	303 534 €	Investissement	1 285 €										0 €	0 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2009	2014				Fonctionnement	170 649 €	105 064 €	64 734 €	545 €	69 790,78 €	35 310,36 €	1 373,25 €	78 901 €	73 871 €	-6 405 €	-6 405 €	72 496 €	67 466 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2009	2014				Personnel	131 600 €		91 083 €			33 107,17 €				5 030 €	4 886 €	4 886 €	4 886 €	9 916 €								
									303 534 €	105 064 €	155 817 €	545 €	69 790,78 €	68 417,53 €	1 373,25 €	78 901 €	78 901 €	-1 519 €	-1 519 €	77 382 €	77 382 €									
COST	European Science Fondation		2009	2015	296 760 €		296 760 €	Fonctionnement	289 391 €	167 071 €	188 563 €		131 680,11 €	131 680,11 €				25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €									
	European Science Fondation		2009	2015				Personnel	7 369 €		7 369 €									0 €	0 €									
									296 760 €	167 071 €	195 932 €		131 680,11 €	131 680,11 €				25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €									
PROJET MAPEPAS "Matériaux à propriétés élevées et procédés avancés de soudage"		Fondation	IRT Jules Verne	2013	2018	292 160 €		292 160 €	Fonctionnement	292 160 €								170 804 €	170 804 €	170 804 €	170 804 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	
									292 160 €									170 804 €	170 804 €	170 804 €	170 804 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	30 339 €	
SUBVENTION PAYS DE LA LOIRE - D. JACQUEMIN	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015	292 160 €		292 160 €	Investissement	112 589 €	98 760 €	98 760 €			2 000,00 €		8 000 €	8 000 €	3 829 €	3 829 €	11 829 €	11 829 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015				Fonctionnement	47 971 €	10 646 €	20 040 €	1 190 €	51 047,44 €	15 669,80 €	70,58 €	4 000 €	4 000 €	2 958 €	2 958 €	6 958 €	6 958 €	4 042 €	4 042 €							
	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015				Personnel	131 600 €	43 136 €	43 136 €			28 461,24 €	53 183,74 €		21 348 €	21 348 €	13 488 €	13 488 €	34 836 €	34 836 €	444 €	444 €						
									292 160 €	152 542 €	161 936 €	1 190 €	79 508,68 €	70 853,54 €	70,58 €	33 348 €	33 348 €	20 275 €	20 275 €	53 623 €	53 623 €	4 486 €	4 486 €							
PROJET SURFEOL	Région	Région Pays de la Loire	2014	2017	286 300 €		286 300 €	Fonctionnement	286 300 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	150 000 €	150 000 €	131 300 €	131 300 €					
									286 300 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	150 000 €	150 000 €	131 300 €	131 300 €					
REAL2	Région		2010	2016	281 000 €		281 000 €	Fonctionnement	98 600 €	23 884 €	21 626 €	1 963 €	45 275 €	27 098 €	17 701 €	29 575 €	29 575 €	83 582 €	83 582 €	113 157 €	113 157 €	15 050 €	15 050 €							
	Région		2010	2016				Personnel	182 400 €	91 200 €	96 140 €		40 493 €	33 579 €	2 746 €	2 608 €	2 608 €	58 883 €	58 883 €	61 491 €	61 491 €									
									281 000 €	115 084 €	117 767 €	1 963 €	85 768 €	60 677 €	20 447 €	32 183 €	32 183 €	142 465 €	142 465 €	174 648 €	174 648 €	15 050 €	15 050 €							
PROJET SOCIOPLUG "Cloud social sur des réseaux de plugs, pour un accès à l'information symétrique et respectueux de la vie privée"	ANR		2013	2018	274 976 €		274 976 €	Investissement	23 300 €											0 €	0 €	23 300 €	23 300 €							
	ANR		2013	2018				Fonctionnement	86 076 €								20 000 €	10 000 €	20 000 €	10 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €	26 076 €	26 076 €				
	ANR		2013	2018				Personnel	165 600 €									10 000 €	0 €	10 000 €	55 000 €	55 000 €	45 000 €	45 000 €	55 600 €	55 600 €				
									274 976 €									20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	103 300 €	103 300 €	70 000 €	70 000 €	81 676 €	81 676 €			
PROJET EXCAT 3 "Exploration de la chimie de At(III) en solution. Vers de nouvelles voies de marquage pour la médecine nucléaire."	ANR		2011	2014	274 578 €	49 €	274 627 €	Investissement	1 029 €					1 028,56 €						0 €	0 €									
	ANR		2011	2014				Fonctionnement	102 764 €	123 934 €	24 303 €	5 940 €	49 910,01 €	6 366,29 €	1 489,49 €	57 700 €	57 700 €	42 055 €	6 965 €	99 755 €	64 665 €									
	ANR		2011	2014				Personnel	170 834 €		93 691 €			42 054,23 €					35 090 €	0 €	35 090 €									
									274 627 €	123 934 €	117 994 €	5 940 €	49 910,01 €	49 449,08 €	1 489,49 €	57 700 €	57 700 €	42 055 €	42 055 €	99 755 €	99 755 €									
PROJET COMPOFAST	ADEME	Versement par l'Université de Haute Alsace	2013	2018	271 097 €		271 097 €	Investissement	54 913 €							10 000 €	10 000 €			10 000 €	10 000 €	25 000 €	25 000 €	19 913 €	19 913 €					
	ADEME	Versement par l'Université de Haute Alsace	2013	2018				Fonctionnement	33 399 €				4 299,92 €	4 299,92 €		10 000 €	10 000 €	8 000 €	8 000 €	18 000 €	18 000 €	56 795 €	11 099 €	42 622 €		42 622 €		51 845 €		
	ADEME	Versement par l'Université de Haute Alsace	2013	2018				Personnel	182 785 €											0 €	0 €		45 696 €		42 622 €		42 622 €		51 845 €	
									271 097 €				4 299,92 €	4 299,92 €		20 000 €	20 000 €	8 000 €	8 000 €	28 000 €	28 000 €	81 795 €	81 795 €	62 535 €	62 535 €	42 622 €	42 622 €	51 845 €	51 845 €	
PROJET NEVEX "Next Video Experience" (IVC)	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015	271 000 €		271 000 €	Investissement	6 000 €					30 786,95 €		6 000 €	6 000 €			6 000 €	6 000 €									
	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015				Fonctionnement	98 348 €	14 829 €		14 829 €	53,50 €	53,50 €		185 064 €	83 519 €			185 064 €	83 519 €	34 320 €								
	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015				Personnel	166 652 €								101 545 €			0 €	101 545 €		34 320 €							
									271 000 €	14 829 €		14 829 €	53,50 €	30 840,45 €		191 064 €	191 064 €	0 €	0 €	191 064 €	191 064 €	34 320 €	34 320 €							
PROJET DISKOMICE - P10F GRANT AGREEMENT 2011-300388 - BUDGET ALLOUE AU LABORATOIRE	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2015	268 556 €		268 556 €	Fonctionnement	55 546 €	25 353 €	25 353 €					6 442 €	6 442 €	7 845 €	7 844 €	14 287 €	14 286 €	15 906 €	15 906 €							
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2015				Fonctionnement	26 746 €	17 536 €	2 836 €		67 371,00 €	8 509,20 €		71 003 €	8 915 €	-2 724 €	-305 €	68 279 €	8 610 €	59 824 €	6 790 €							
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2015				Personnel	186 264 €		14 700 €		58 861,80 €				62 088 €		-2 419 €	0 €	59 669 €		53 034 €							

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)				
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
ACCLIPHOT (GEPEA -REA)	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2016	255 149 €		255 149 €	Fonctionnement	122 795 €	1 538 €	1 538 €		25 107,18 €	25 107,18 €		80 664 €	36 000 €	5 748 €	5 748 €	86 412 €	41 748 €	63 629 €	27 201 €	63 629 €	27 201 €								
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2016				Personnel	132 354 €				14 834,09 €	14 834,09 €			44 664 €			0 €	44 664 €		36 428 €		36 428 €								
									255 149 €	1 538 €	1 538 €		39 941,27 €	39 941,27 €		80 664 €	80 664 €	5 748 €	5 748 €	86 412 €	86 412 €	63 629 €	63 629 €	63 629 €	63 629 €								
PROJET D'INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRES CESTI	CHU	CHU de Nantes	2012	2015	254 409 €		254 409 €	Personnel	254 409 €				85 336 €	85 336 €		85 336 €	85 336 €	43 €	43 €	85 379 €	85 379 €	83 694 €	83 694 €										
									254 409 €				85 336 €	85 336 €		85 336 €	85 336 €	43 €	43 €	85 379 €	85 379 €	83 694 €	83 694 €										
TESAMI "Titane et Ses Alliages en Milieux Irradiés"	ANR		2013	2017	254 328 €		254 328 €	Fonctionnement	160 320 €				16 570,29 €	14 473,29 €	2 097,00 €	122 996 €	77 000 €	-32 000 €	-32 000 €	90 996 €	45 000 €	108 012 €	60 000 €	38 750 €	38 750 €								
	ANR		2013	2017				Personnel	94 008 €							45 996 €			0 €	45 996 €		48 012 €											
									254 328 €				16 570,29 €	14 473,29 €	2 097,00 €	122 996 €	122 996 €	-32 000 €	-32 000 €	90 996 €	90 996 €	108 012 €	108 012 €	38 750 €	38 750 €								
ALCOH2 "Optimisations génétiques, métaboliques et procédé de la photobioproduction d'hydrogène par la microalgue verte Chlamydomonas reinhardtii"	ANR		2011	2014	241 946 €		241 946 €	Investissement	1 605 €		1 605 €									0 €	0 €												
	ANR		2011	2014				Fonctionnement	141 701 €	115 104 €	75 784 €	32 255 €	34 588,26 €	34 588,26 €		21 070 €		16 335 €	17 947 €	37 405 €	18 901 €	37 781 €											
	ANR		2011	2015				Personnel	98 640 €		22 528 €						21 070 €		-2 566 €	0 €	18 504 €		37 781 €										
									241 946 €	115 104 €	99 917 €	32 255 €	34 588,26 €	34 588,26 €		21 070 €	21 070 €	16 335 €	15 381 €	37 405 €	37 405 €	37 781 €	37 781 €										
PROJET QUANTUM "Analyse Quantitative Ultrarapide par RMN 2D pour l'élucidation de métabolismes complexes"	ANR		2011	2014	240 000 €		240 000 €	Fonctionnement	154 788 €	131 484 €	52 738 €	22 203 €	53 318,25 €	2 955,19 €	22 019,78 €	68 185 €	58 185 €	-12 988 €	-12 988 €	55 197 €	45 197 €												
	ANR		2011	2014				Personnel	85 212 €		56 543 €					28 343,28 €			10 000 €			0 €	10 000 €										
									240 000 €	131 484 €	109 282 €	22 203 €	53 318,25 €	31 298,47 €	22 019,78 €	68 185 €	68 185 €	-12 988 €	-12 988 €	55 197 €	55 197 €												
LABEX COMINLABS	ANR	Reversement par l'Université Européenne de Bretagne	2013	2016	239 631 €		239 631 €	Investissement	2 668 €					2 667,73 €						0 €	0 €												
	ANR	Reversement par l'Université Européenne de Bretagne	2013	2016				Fonctionnement	69 963 €				22 707,00 €	4 017,04 €	91,03 €	91 915 €	38 000 €	2 414 €		94 329 €	38 000 €	119 927 €	27 855 €										
	ANR	Reversement par l'Université Européenne de Bretagne	2013	2016				Personnel	167 000 €				18 598,93 €				53 915 €		2 414 €	0 €	56 329 €		92 072 €										
									239 631 €				22 707,00 €	25 283,70 €	91,03 €	91 915 €	91 915 €	2 414 €	2 414 €	94 329 €	94 329 €	119 927 €	119 927 €										
PROJET ISOTO-POL "Modélisation des effets isotopiques mesurés par RMN quantitative au cours du suivi de la contamination d'un sol par un polluant issu de carburants"	ANR		2012	2015	238 150 €		238 150 €	Investissement	35 000 €	31 440 €	29 586 €		-1 854,64 €							0 €	0 €	5 415 €	5 415 €										
	ANR		2012	2015				Fonctionnement	117 110 €	31 108 €	21 812 €	2 188 €	50 061,83 €	19 569,20 €	2 151,00 €	66 000 €	66 000 €	28 344 €		94 344 €	66 000 €	27 636 €	5 390 €										
	ANR		2012	2015				Personnel	86 040 €		7 109 €			28 341,63 €					28 344 €	0 €	28 344 €		22 246 €										
	ANR		2012	2015				Personnel	0 €								28 344 €	28 344 €	-28 344 €	-28 344 €	0 €	0 €											
									238 150 €	62 548 €	58 506 €	2 188 €	48 207,19 €	47 910,83 €	2 151,00 €	94 344 €	94 344 €	0 €	0 €	94 344 €	94 344 €	33 051 €	33 051 €										
REDON Soutien à l'équipe "Variation génétique et mort subite cardiaque"	Région		2010	2015	236 000 €		236 000 €	Fonctionnement	150 000 €	59 957 €	63 590 €		56 919,90 €	56 919,90 €		23 010 €	23 010 €	4 395 €	4 395 €	27 405 €	27 405 €	3 081 €	3 081 €										
	Région		2010	2015				Personnel	86 000 €	65 951 €	65 950 €		18 895,36 €	18 895,36 €						0 €	0 €												
									236 000 €	125 907 €	129 540 €		75 815,26 €	75 815,26 €		23 010 €	23 010 €	4 395 €	4 395 €	27 405 €	27 405 €	3 081 €	3 081 €										
PROJET NANOFAR (Erasmus Mundus)	Union Européenne (dont FEDER)	ERCEP (Education, Radioisotopes et l'Agence exécutive de la Culture)	2013	2016	235 600 €		235 600 €	Fonctionnement	34 000 €				2 520,74 €	2 520,74 €						0 €	0 €	17 000 €	17 000 €	14 479 €	14 479 €								
	Union Européenne (dont FEDER)	ERCEP (Education, Radioisotopes et l'Agence exécutive de la Culture)	2013	2016				Personnel	201 600 €				8 200,56 €	8 200,56 €					32 967 €	32 967 €	32 967 €	32 967 €	100 800 €	100 800 €	59 632 €	59 632 €							
									235 600 €				10 721,30 €	10 721,30 €				32 967 €	32 967 €	32 967 €	32 967 €	117 800 €	117 800 €	74 111 €	74 111 €								
PROJET MUSIMORPHOSE "De la discomorphose à la numérimorphose. Impact du virage numérique sur la formation des goût et les usages de la musique au quotidien"	ANR		2013	2015	235 156 €		235 156 €	Fonctionnement	71 757 €				42 349 €	11 660 €	2 714 €	131 324 €	20 000 €	-36 000 €		95 324 €	20 000 €	94 069 €		33 969 €									
	ANR		2013	2015				Personnel	163 399 €					27 975 €			75 324 €			0 €	75 324 €		60 100 €										
									235 156 €				42 349,30 €	39 635,30 €	2 714,00 €	131 324 €	131 324 €	-36 000 €	-36 000 €	95 324 €	95 324 €	94 069 €	94 069 €										
PROJET ACCEA "Amélioration des conductivités des composites pour équipements aéronautiques"	BpIFrance (ex. Oseo)	FUI	2013	2017	232 110 €		232 110 €	Fonctionnement	110 310 €				6 959,74 €		6 959,74 €	50 000 €	50 000 €			50 000 €	50 000 €	60 703 €	20 103 €	60 703 €	20 103 €	53 744 €	13 144 €						
	BpIFrance (ex. Oseo)	FUI	2013	2017				Personnel	121 800 €												0 €	0 €		40 600 €		40 600 €		40 600 €					
									232 110 €				6 959,74 €	0,00 €	6 959,74 €	50 000 €	50 000 €	0 €	0 €	50 000 €	50 000 €	60 703 €	60 703 €	60 703 €	60 703 €	53 744 €	53 744 €						
PROJET MATIERES "Matériaux et Interfaces pour l'Environnement et l'exploitation des ressources biologiques"	Région	Région Pays de la Loire	2013	2018	231 200 €		231 200 €	Investissement	20 000 €										10 000 €	0 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2018				Fonctionnement	120 000 €									38 000 €	18 000 €	38 000 €	28 000 €	42 000 €	42 000 €	27 000 €	27 000 €	23 000 €	23 000 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2018				Personnel	91 200 €									34 200 €	34 200 €	34 200 €	34 200 €	45 600 €	45 600 €	11 400 €	11 400 €								
									231 200 €										72 200 €	62 200 €	72 200 €	72 200 €	97 600 €	97 600 €	38 400 €	38 400 €	23 000 €	23 000 €					
ACCUEIL FAKOURY Soutien à l'équipe "Complément, VEGF et maladies rénales"	Région		2010	2014	225 000 €		225 000 €	Fonctionnement	80 567 €	66 277 €	74 057 €																						

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges										
PROJET AUTOMED "Automédication choisie ou subie"	ANR		2013	2016	212 720 €		212 720 €	Investissement	8 000 €									2 630 €	2 630 €	2 630 €	2 630 €	2 685 €	2 685 €	2 685 €	2 685 €						
	ANR		2013	2016		Fonctionnement		128 720 €				19 291,23 €	8 201,75 €	2 455,00 €	73 800 €	35 000 €			73 800 €	35 000 €	50 000 €	35 000 €	61 629 €	48 063 €							
	ANR		2013	2016		Personnel		76 000 €					8 634,48 €			38 800 €		0 €	38 800 €		15 000 €		13 566 €								
									212 720 €				19 291,23 €	16 836,23 €	2 455,00 €	73 800 €	73 800 €	2 630 €	2 630 €	76 430 €	76 430 €	52 685 €	52 685 €	64 314 €	64 314 €						
OBSERVATOIRE DU LITTORAL DE MONTS	Communes		2009	2014	211 891 €		211 891 €	Investissement	47 472 €		17 737 €			31 850,71 €						0 €	0 €										
	Communes		2009	2014		Fonctionnement		90 896 €	55 342 €	27 744 €		87 120,07 €	36 651,66 €	11 905,33 €	12 078 €	9 623 €	32 470 €	3 695 €	44 548 €	13 318 €											
	Communes		2009	2014		Personnel		73 523 €		31 176 €			38 563,08 €			2 455 €		28 775 €	0 €	31 230 €											
									211 891 €	55 342 €	76 656 €		87 120,07 €	107 065,45 €	11 905,33 €	12 078 €	12 078 €	32 470 €	32 470 €	44 548 €	44 548 €										
PROJET HYCAR "Hydrogels nano-renforcés pour l'ingénierie tissulaire et la médecine régénérative du cartilage"	ANR		2012	2015	206 321 €		206 321 €	Investissement												0 €	0 €										
	ANR		2012	2015		Fonctionnement		78 161 €	9 739 €	3 863 €		79 539,99 €	20 768,53 €	3 401,10 €	77 240 €	20 000 €	21 541 €	30 129 €	98 781 €	50 129 €	18 262 €										
	ANR		2012	2015		Personnel		128 160 €		5 876 €			55 370,36 €			57 240 €		-8 588 €	0 €	48 652 €		18 262 €									
									206 321 €	9 739 €	9 739 €		79 539,99 €	76 138,89 €	3 401,10 €	77 240 €	77 240 €	21 541 €	21 541 €	98 781 €	98 781 €	18 262 €	18 262 €								
PROJET HEART-IPS	Union Européenne (dont FEDER)	REA	2013	2015	202 405 €		202 405 €	Fonctionnement	66 568 €				4 644,00 €	4 644,00 €		86 276 €	19 352 €	288 €		86 564 €	19 352 €	88 890 €	42 572 €								
	Union Européenne (dont FEDER)	REA	2013	2015		Personnel		135 837 €				22 306,72 €	22 306,72 €			66 924 €		288 €	0 €	67 212 €		46 318 €									
									202 405 €				26 950,72 €	26 950,72 €		86 276 €	86 276 €	288 €	288 €	86 564 €	86 564 €	88 890 €	88 890 €								
CHIMMAR (CHIMIODIVERSITE DES MICROORGANISMES MARINS LITTORAUX)	Région		2011	2016	200 000 €		200 000 €	Investissement	5 100 €	4 800 €	2 654 €								0 €	0 €	2 446 €	2 446 €									
	Région		2011	2016		Fonctionnement		103 700 €	68 907 €	43 827 €	599 €	55 892 €	19 573 €		18 924 €		15 025 €	15 000 €	33 949 €	15 000 €	19 936 €	19 936 €	4 766 €	4 766 €							
	Région		2011	2016		Personnel		91 200 €		26 452 €			45 419 €			18 924 €		25 €	0 €	18 949 €											
									200 000 €	73 707 €	72 933 €	599 €	55 892 €	64 992 €		18 924 €	18 924 €	15 025 €	15 025 €	33 949 €	33 949 €	22 382 €	22 382 €	4 766 €	4 766 €						
PROJET EXPLORNOVA "Épistémologie des Sciences et Techniques de l'Exploration Spatiale - Innovation technologique et Valorisation culturelle"	Région	Région Pays de la Loire	2012	2017	200 000 €		200 000 €	Fonctionnement	182 000 €				43 712,81 €	43 640,20 €	72,61 €	84 226 €	84 226 €			84 226 €	84 226 €	72 061 €	54 061 €								
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2017		Personnel		18 000 €												0 €	0 €		18 000 €								
									200 000 €				43 712,81 €	43 640,20 €	72,61 €	84 226 €	84 226 €			84 226 €	84 226 €	72 061 €	72 061 €								
PROJET S3JM "STRATEGIES D'IDENTIFICATION DE META-MODELE"	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016	200 000 €		200 000 €	Investissement	0 €										0 €	0 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016		Fonctionnement		22 800 €	4 820 €		32 583,48 €	4 158,72 €		34 800 €	6 000 €	34 200 €		69 000 €	6 000 €	86 955 €	6 000 €	6 641 €	6 641 €								
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016		Personnel		177 200 €		4 820 €		0,00 €	28 424,76 €			28 800 €		34 200 €	0 €	63 000 €		80 955 €									
									200 000 €	4 820 €	4 820 €		32 583,48 €	32 583,48 €		34 800 €	34 800 €	34 200 €	34 200 €	69 000 €	69 000 €	86 955 €	86 955 €	6 641 €	6 641 €						
PROJET MATSYMAT "Matériaux et symétries matérielles"	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016	199 600 €		199 600 €	Fonctionnement	68 000 €				18 150 €	5 607 €		47 464 €	19 000 €	37 743 €		85 207 €	19 000 €	61 500 €	33 000 €	34 744 €	10 393 €						
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016		Personnel		131 600 €					12 542 €			28 464 €		37 743 €	0 €	66 207 €		28 500 €		24 351 €							
									199 600 €				18 150 €	18 150 €		47 464 €	47 464 €	37 743 €	37 743 €	85 207 €	85 207 €	61 500 €	61 500 €	34 744 €	34 744 €						
PROJET HEPAVAC "Développement pré clinique d'un candidat vaccin à ADN pour le traitement du carcinome hépatocellulaire"	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015	196 929 €		196 929 €	Investissement	3 981 €		3 981 €									0 €	0 €										
	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015		Fonctionnement		100 827 €	64 618 €	64 498 €		59 638 €	43 841 €	13 458 €	42 227 €	30 000 €	-10 728 €	1 500 €	31 499 €	31 500 €											
	BpIFrance (ex. Oseo)		2011	2015		Personnel		92 121 €		3 148 €		63 760 €	66 099 €		32 784 €	45 011 €	-9 774 €	-22 002 €	23 010 €	23 009 €											
									196 929 €	64 618 €	71 626 €		123 398 €	109 939 €	13 458 €	75 011 €	75 011 €	-20 502 €	-20 502 €	54 509 €	54 509 €										
PROJET DENOTEIC	BpIFrance (ex. Oseo)		2010	2015	195 875 €	6 415 €	202 290 €	Investissement	25 688 €	25 688 €	4 726 €			19 785,21 €		5 900 €	5 900 €			5 900 €	5 900 €										
	BpIFrance (ex. Oseo)		2010	2015				Fonctionnement	72 671 €	56 790 €	8 707 €	9 912 €	26 953,48 €	25 547,08 €	1 406,40 €	82 404 €	36 901 €	-1 425 €		80 979 €	36 901 €	7 157 €									
	BpIFrance (ex. Oseo)		2010	2015				Personnel	103 931 €			38 171 €					45 503 €		-1 425 €	0 €	44 078 €		7 157 €								
									202 290 €	82 477 €	13 433 €	48 083 €	26 953,48 €	45 332,29 €	1 406,40 €	88 304 €	88 304 €	-1 425 €	-1 425 €	86 879 €	86 879 €	7 157 €	7 157 €								
PROJET CALTHERO	Union Européenne (dont FEDER)		2014	2016	194 047 €		194 047 €	Fonctionnement	58 210 €									49 054 €	14 553 €	49 054 €	14 553 €	74 992 €	23 657 €	70 000 €	20 000 €						
	Union Européenne (dont FEDER)		2014	2016		Personnel		135 837 €											34 502 €	0 €	34 502 €		51 335 €		50 000 €						
									194 047 €									49 054 €	49 055 €	49 054 €	49 055 €	74 992 €	74 992 €	70 000 €	70 000 €						
PROJET SMPHS / CONVENTION MARIE CURIE (Post-doc)	Union Européenne (dont FEDER)		2013	2015	194 047 €		194 047 €	Fonctionnement	38 705 €				25 932,68 €	3 625,96 €		97 023 €	19 352 €	-10 669 €		86 354 €	19 352 €	81 760 €	19 310 €								
	Union Européenne (dont FEDER)		2013	2015		Personnel		155 342 €					22 306,72 €			77 671 €		-10 669 €	0 €	67 002 €		62 450 €									
									194 047 €				25 932,68 €	25 932,68 €		97 023 €	97 023 €	-10 669 €	-10 669 €	86 354 €	86 354 €	81 760 €	81 760 €								

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
Projet FEDER : Evaluation des propriétés mécaniques du muscle pour le suivi non invasif de pathologies neuromusculaires et l'estimation de la force	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2014	185 146 €		185 146 €	Investissement	63 447 €	10 061 €	10 061 €		21 786,34 €	21 786,34 €		31 600 €	31 600 €			31 600 €	31 600 €												
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2014		Fonctionnement		34 973 €	26 978 €	12 219 €		51 260,31 €	10 657,27 €	112,09 €	30 400 €		13 060 €	11 984 €	43 460 €	11 984 €													
	Union Européenne (dont FEDER)		2012	2014		Personnel		86 726 €		9 867 €	4 892 €		40 490,95 €			30 400 €		1 076 €	0 €	31 476 €													
										185 146 €	37 039 €	32 147 €	4 892 €	73 046,65 €	72 934,56 €	112,09 €	62 000 €	62 000 €	13 060 €	13 060 €	75 060 €	75 060 €											
PROJET GEONUM "Nouveaux schémas numériques pour des phénomènes géophysiques extrêmes"	ANR		2013	2016	183 040 €		183 040 €	Investissement	1 194 €					1 194,47 €						0 €	0 €												
	ANR		2013	2016		Fonctionnement		83 370 €				28 190,75 €	14 610,93 €	1 614,00 €	64 200 €	30 000 €			64 200 €	30 000 €	52 000 €	22 000 €	37 455 €	15 145 €									
	ANR		2013	2016		Personnel		98 476 €					11 965,82 €			34 200 €			0 €	34 200 €		30 000 €		22 310 €									
									183 040 €				28 190,75 €	27 771,22 €	1 614,00 €	64 200 €	64 200 €	0 €	0 €	64 200 €	64 200 €	52 000 €	52 000 €	37 455 €	37 455 €								
PROJET XPC "Intensification de réactions et purifications par procédés centrifuges liquide-liquide"	ANR		2012	2016	180 102 €		180 102 €	Investissement	10 300 €				13 214,60 €	13 214,60 €					0 €	0 €													
	ANR		2012	2016		Fonctionnement		58 502 €		5 947 €		35 022,56 €	21 967,16 €		59 432 €	15 000 €	1 968 €		61 400 €	15 000 €	38 620 €	5 636 €	3 502 €	3 502 €									
	ANR		2012	2016		Personnel		111 300 €		7 109 €			28 343,28 €			44 432 €		1 968 €	0 €	46 400 €		32 984 €											
									180 102 €		13 055 €		48 237,16 €	63 525,04 €		59 432 €	59 432 €	1 968 €	1 968 €	61 400 €	61 400 €	38 620 €	38 620 €	3 502 €	3 502 €								
NOUVELLE EQUIPE LINGAI LUO	Région		2013	2016	180 000 €		180 000 €	Fonctionnement	48 400 €				7 112,20 €			30 000 €	10 000 €			30 000 €	10 000 €	75 000 €	19 200 €	67 888 €	19 200 €								
	Région		2013	2016		Personnel		131 600 €					7 112,20 €			20 000 €			0 €	20 000 €		55 800 €		48 688 €									
									180 000 €				7 112,20 €	7 112,20 €		30 000 €	30 000 €	0 €	0 €	30 000 €	30 000 €	75 000 €	75 000 €	67 888 €	67 888 €								
Accueil d'une nouvelle équipe de recherche (Laboratoire de Planétologie de Ntes - UMR 6112)	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016	180 000 €		180 000 €	Investissement	55 600 €							40 600 €	40 600 €			40 600 €	40 600 €	15 000 €	15 000 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016		Fonctionnement		33 200 €				18 383,92 €	3 244,41 €		45 600 €	15 000 €			45 600 €	15 000 €	60 416 €	14 956 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2016		Personnel		91 200 €					15 139,51 €			30 600 €			0 €	30 600 €		45 460 €											
									180 000 €				18 383,92 €	18 383,92 €		86 200 €	86 200 €	0 €	0 €	86 200 €	86 200 €	75 416 €	75 416 €										
PROJET DESCENT (LABEX COMINLABS)	ANR	Reversement par l'Université Européenne de Bretagne	2013	2016	179 470 €		179 470 €	Fonctionnement	44 470 €				3 121,15 €	470,80 €		52 692 €	24 000 €			52 692 €	24 000 €	123 657 €	19 999 €										
	ANR	Reversement par l'Université Européenne de Bretagne	2013	2016		Personnel		135 000 €					2 650,35 €			28 692 €			0 €	28 692 €		103 658 €											
									179 470 €				3 121,15 €	3 121,15 €		52 692 €	52 692 €	0 €	0 €	52 692 €	52 692 €	123 657 €	123 657 €										
PROJET ACCEA "Amélioration des conductivités des composites pour équipements aéronautiques"	FUI	BpIFrance	2013	2017	178 200 €		178 200 €	Fonctionnement	70 200 €				43,40 €	43,40 €		57 294 €	28 950 €	20 279 €		77 573 €	28 950 €	68 623 €	20 000 €	31 961 €	21 207 €								
	FUI	BpIFrance	2013	2017		Personnel		108 000 €								28 344 €		20 279 €	0 €	48 623 €		48 623 €		10 754 €									
									178 200 €				43,40 €	43,40 €		57 294 €	57 294 €	20 279 €	20 279 €	77 573 €	77 573 €	68 623 €	68 623 €	31 961 €	31 961 €								
NOUVELLES THEMATIQUES P.MOLLI	Région	Région Pays de la Loire	2011	2015	175 600 €		175 600 €	Investissement	4 000 €											0 €	0 €	4 000 €	4 000 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2015		Fonctionnement		40 000 €	19 894 €	12 770 €		47 365,11 €	1 551,80 €		60 942 €	6 000 €	-41 637 €		19 305 €	6 000 €	85 036 €	19 678 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2011	2015		Personnel		131 600 €		7 124 €			45 813,31 €			54 942 €		-41 637 €	0 €	13 305 €		65 358 €											
									175 600 €	19 894 €	19 894 €		47 365,11 €	47 365,11 €		60 942 €	60 942 €	-41 637 €	-41 637 €	19 305 €	19 305 €	89 036 €	89 036 €										
NVELLE THEMATIQUE CDH	Région		2010	2014	171 600 €		171 600 €	Fonctionnement	19 959 €	53 322 €	17 110 €	86 €	51 455,61 €	7 685,22 €		57 505 €	8 213 €	7 267 €	6 906 €	64 772 €	15 119 €												
	Région		2010	2014		Personnel		151 641 €		38 177 €			43 770,39 €			49 292 €		361 €	0 €	49 653 €													
									171 600 €	53 322 €	55 287 €	86 €	51 455,61 €	51 455,61 €		57 505 €	57 505 €	7 267 €	7 267 €	64 772 €	64 772 €												
SOUTIEN D'UNE NOUVELLE THEMATIQUE ET A L'ARRIVEE D'UN NOUVEAU CHERCHEUR (NICOT) "Immunologie de la sclérose en plaques"	Région		2011	2016	171 572 €		171 572 €	Fonctionnement	40 000 €	99 604 €	41 251 €		44 813,38 €		9 923,40 €	21 352 €			21 352 €	0 €	5 802 €												
	Région		2011	2016		Personnel		131 572 €		58 353 €			34 889,98 €			21 352 €			0 €	21 352 €		5 802 €											
									171 572 €	99 604 €	99 604 €		44 813,38 €	34 889,98 €	9 923,40 €	21 352 €	21 352 €	0 €	0 €	21 352 €	21 352 €	5 802 €	5 802 €										
PROJET STIICPA	Etat	ADEME	2013	2018	170 394 €		170 394 €	Investissement	3 552 €										3 552 €	3 500 €	3 552 €	3 552 €											
	Etat	ADEME	2013	2018		Fonctionnement		72 846 €				7 228,75 €		7 228,75 €	43 334 €	14 990 €			43 334 €	14 990 €	57 244 €	28 930 €	59 036 €	28 926 €									
	Etat	ADEME	2013	2018		Personnel		93 996 €								28 344 €			0 €	28 344 €		28 314 €		30 110 €									
									170 394 €				7 228,75 €	0,00 €	7 228,75 €	43 334 €	43 334 €	3 552 €	3 500 €	46 886 €	46 886 €	57 244 €	57 244 €	59 036 €	59 036 €								
PROJET CSM (CONSTRUCTION D'UN MARQUEUR COMPOSITE DE SUBSTITUTION DE LA SURVIE A LONG TERME : APPLICATION A LA TRANSPLANTATION RENALE)	ANR		2012	2015	168 897 €		168 897 €	Investissement	28 799 €	4 896 €	4 896 €		8 799 €	8 799 €		13 000 €	13 000 €			13 000 €	13 000 €	2 104 €	2 104 €										
	ANR		2012	2015		Fonctionnement		29 098 €	35 182 €	7 202 €		55 441 €	447 €	6 500 €	38 272 €	4 638 €	49 €		38 321 €	4 638 €	11 155 €	10 312 €											

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)				
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
PROJET RADIC (F. DENES) "Utilisation des Acétals d'Aluminium en Chimie Radicale"	ANR		2010	2014	160 000 €	1 140 €	161 140 €	Investissement	1 076 €					1 076,40 €					0 €	0 €													
	ANR		2010	2014				Fonctionnement	74 812 €	104 836 €	23 619 €	24 839 €	35 269,86 €	13 094,27 €	923,08 €			12 778 €	12 778 €	12 778 €	12 778 €												
	ANR		2010	2014				Personnel	85 252 €		63 558 €			21 252,51 €						0 €	0 €												
									161 140 €	104 836 €	87 177 €	24 839 €	35 269,86 €	35 423,18 €	923,08 €			12 778 €	12 778 €	12 778 €	12 778 €												
FEC4CLOUD "Code correcteur par anticipation pour des architectures de stockage de type cloud"	ANR		2013	2014	159 952 €	3 255 €	163 207 €	Investissement	18 110 €				12 916,80 €	12 916,80 €		18 110 €	18 110 €			18 110 €	18 110 €												
	ANR		2013	2014				Fonctionnement	65 897 €				54 660,47 €	41 236,90 €	2 768,00 €	72 408 €	62 642 €	-6 826 €		65 582 €	62 642 €												
	ANR		2013	2014				Personnel	79 200 €				10 655,57 €				9 766 €		-6 826 €	0 €	2 940 €												
									163 207 €				67 577,27 €	64 809,27 €	2 768,00 €	90 518 €	90 518 €	-6 826 €	-6 826 €	83 692 €	83 692 €												
PROJET THERMITH "TERMinologie et Indexation de Textes en sciences Humaines"	ANR		2012	2015	158 699 €	13 959 €	172 658 €	Fonctionnement	86 658 €	803 €	803 €		14 082,28 €	9 504,78 €	4 577,50 €	59 258 €	38 000 €	6 009 €	24 876 €	65 267 €	62 876 €	85 396 €	8 896 €										
	ANR		2012	2015				Personnel	86 000 €	7 109 €	7 109 €						21 258 €		-18 867 €	0 €	2 391 €		76 500 €										
									172 658 €	7 912 €	7 912 €		14 082,28 €	9 504,78 €	4 577,50 €	59 258 €	59 258 €	6 009 €	6 009 €	65 267 €	65 267 €	85 396 €	85 396 €										
PROJET HYPEX "Développement de méthodes de détection et de caractérisation d'effluents liquides"	Etat	CEA (Commissariat à l'Energie Atomique)	2012	2015	158 080 €		158 080 €	Fonctionnement	61 371 €				46 660,43 €	6 099,97 €	6 007,08 €	69 475 €	37 687 €			69 475 €	37 687 €	41 945 €	11 577 €										
	Etat	CEA (Commissariat à l'Energie Atomique)	2012	2015				Personnel	96 709 €					34 553,38 €			31 788 €			0 €	31 788 €		30 368 €										
									158 080 €				46 660,43 €	40 653,35 €	6 007,08 €	69 475 €	69 475 €	0 €	0 €	69 475 €	69 475 €	41 945 €	41 945 €										
MOULINNOV (EMMgem)	FUI		2013	2016	153 600 €		153 600 €	Investissement	9 590 €					9 590,00 €						0 €	0 €												
	FUI		2013	2016				Fonctionnement	144 010 €				3 343,23 €	3 343,23 €		54 900 €	54 900 €			54 900 €	54 900 €	54 900 €	54 900 €	30 867 €	30 867 €								
									153 600 €				3 343,23 €	12 933,23 €		54 900 €	54 900 €	0 €	0 €	54 900 €	54 900 €	54 900 €	54 900 €	30 867 €	30 867 €								
Meta-Analyses de Marqueur Pronostique en cancérologie	Divers	Institut National du Cancer	2013	2016	151 719 €		151 719 €	Investissement	3 500 €									1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	2 500 €	2 500 €										
	Divers	Institut National du Cancer	2013	2016				Fonctionnement	13 835 €				1 750,00 €		1 750,00 €			4 600 €	4 600 €	4 600 €	4 600 €	7 485 €	7 485 €										
	Divers	Institut National du Cancer	2013	2016				Personnel	134 384 €											0 €	0 €	67 192 €	67 192 €	67 192 €	67 192 €								
									151 719 €				1 750,00 €		1 750,00 €			5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	77 177 €	77 177 €	67 192 €	67 192 €								
PROJET SUSTAINS "Modélisation Urbaine par Systèmes Interactifs de Contraintes"	Etat	Fonds Unique Interministériel Reversement par OSEO	2011	2015	151 400 €		151 400 €	Fonctionnement	30 973 €	89 327 €	9 897 €	9 139 €	50 289,71 €	2 980,53 €	2 225,72 €			6 731 €	6 731 €	11 784 €	6 731 €												
	Etat	Fonds Unique Interministériel Reversement par OSEO	2011	2015				Personnel	120 427 €		70 291 €			45 083,46 €						0 €	5 053 €												
									151 400 €	89 327 €	80 187 €	9 139 €	50 289,71 €	48 063,99 €	2 225,72 €			6 731 €	6 731 €	11 784 €	11 784 €												
SOUTIEN D'UNE NOUVELLE THEMATIQUE ET A L'ARRIVEE D'UN NOUVEAU CHERCHEUR C. PECQUEUR	Région		2012	2017	151 000 €		151 000 €	Investissement	50 000 €				20 108,83 €	20 108,83 €				22 402 €	22 402 €	22 402 €	22 402 €	7 489 €	7 489 €										
	Région		2012	2017				Fonctionnement	15 000 €				3 319,83 €	3 319,83 €				11 680 €	11 680 €	11 680 €	11 680 €												
	Région		2012	2017				Personnel	86 000 €		7 109 €		28 495,08 €	28 495,08 €		28 464 €	28 464 €	36 €	36 €	28 500 €	28 500 €	21 896 €	21 896 €										
									151 000 €		7 109 €		51 923,74 €	51 923,74 €		28 464 €	28 464 €	34 118 €	34 118 €	62 582 €	62 582 €	29 385 €	29 385 €										
NOUVELLE THEMATIQUE, ARRIVEE D'UN CHERCHEUR PH. LESCLOUS	Région		2012	2016	151 000 €		151 000 €	Fonctionnement	65 000 €		708 €		25 625,71 €	25 625,71 €		25 000 €	25 000 €			25 000 €	25 000 €	4 292 €	4 292 €	9 374 €	9 374 €								
	Région		2012	2016				Personnel	86 000 €	7 124 €	7 124 €		28 343,28 €	28 343,28 €		28 344 €	28 344 €	34 €	34 €	28 378 €	28 378 €	22 155 €	22 155 €										
									151 000 €	7 832 €	7 832 €		53 968,99 €	53 968,99 €		53 344 €	53 344 €	34 €	34 €	53 378 €	53 378 €	26 447 €	26 447 €	9 374 €	9 374 €								
PROJET LASCAUX 2 "Ressources naturelles, besoins fondamentaux, Région, développement durable, transition écologique"	Région	Région Pays de la Loire	2014	2018	150 000 €		150 000 €	Fonctionnement	30 000 €							126 000 €		-6 366 €	30 000 €	119 634 €	30 000 €	30 366 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2018				Personnel	120 000 €								126 000 €		-36 366 €	0 €	89 634 €		30 366 €										
									150 000 €							126 000 €	126 000 €	-6 366 €	-6 366 €	119 634 €	119 634 €	30 366 €	30 366 €										
PROJET KIFANLO "Les pratiques de pêche des flottilles ligériennes : valorisation du savoir des pêcheurs pour l'analyse des dynamiques spatiales et leur évolution dans le temps"	Fondation	Fondation de France	2014	2017	149 999 €		149 999 €	Fonctionnement	42 779 €									60 820 €	17 820 €	60 820 €	17 820 €	65 000 €	15 000 €	24 179 €	9 959 €								
	Fondation	Fondation de France	2014	2017				Personnel	107 220 €											43 000 €	0 €	43 000 €		50 000 €		14 220 €							
									149 999 €									60 820 €	60 820 €	60 820 €	60 820 €	65 000 €	65 000 €	24 179 €	24 179 €								
PROJET COMETE "Control and Measurement of Tools"	Etat	Institut de Recherche Jules Verne Fondation de Coopération Scientifique	2013	2016	147 802 €		147 802 €	Fonctionnement	49 322 €							76 856 €	29 000 €	-11 707 €	-3 301 €	65 149 €	25 699 €	58 464 €	18 144 €	24 189 €	5 479 €								
	Etat	Institut de Recherche Jules Verne Fondation de Coopération Scientifique	2013	2016				Personnel	98 480 €								47 856 €		-8 406 €	0 €	39 450 €		40 320 €		18 710 €								
									147 802 €							76 856 €	76 856 €	-11 707 €	-11 707 €	65 149 €	65 149 €	58 464 €	58 464 €	24 189 €	24 189 €								
PROJET IDEALG (Bioressources et biotechnologies pour la valorisation des macroalgues marines"	ANR		2012	2019	146 647 €		146 647 €	Investissement	10 000 €				6 872,69 €	6 872,69 €						0 €	0 €	3 127 €	3 127 €										
	ANR		2012	2019				Fonctionnement	35 640 €	68 €	68 €		1 819,92 €	1 819,92 €		44 000 €	8 000 €	5 948 €		49 948 €	8 000 €	73 239 €	14 180 €	11 572 €	11 572 €								
	ANR		2012																														

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
PROJET LIGERO	Région	Reversement par l'Université d'Angers	2011	2014	139 000 €	715 €	139 715 €	Investissement	38 000 €	9 505 €	9 505 €		2 525,95 €	3 485,28 €					0 €	0 €													
	Région	Reversement par l'Université d'Angers	2011	2014				Fonctionnement	101 715 €	9 256 €	5 552 €	3 704 €	38 263,73 €	28 263,73 €	10 000,00 €			-60 000 €	-60 000 €	0 €	0 €												
									139 715 €	18 761 €	15 057 €	3 704 €	40 789,68 €	31 749,01 €	10 000,00 €			-60 000 €	-60 000 €	0 €	0 €												
PROJET ECRIN	Région	Région Pays de la Loire	2013	2019	138 800 €		138 800 €	Investissement	12 800 €									12 800 €	12 800 €	12 800 €	12 800 €												
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2019				Fonctionnement	46 650 €				401,30 €	401,30 €					10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	21 000 €	21 000 €	15 249 €	15 249 €							
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2019				Fonctionnement	33 750 €										10 125 €	10 125 €	10 125 €	10 125 €	13 500 €	13 500 €	10 125 €	10 125 €							
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2017				Personnel	45 600 €										34 439 €	34 439 €	34 439 €	34 439 €	11 161 €	11 161 €									
									138 800 €				401,30 €	401,30 €			67 364 €	67 364 €	67 364 €	67 364 €	45 661 €	45 661 €	25 374 €	25 374 €									
Projet CRISTAL "Contextes Riches en connaissances pour la TrAduction terminoLogique"	ANR		2012	2015	138 472 €	9 448 €	147 920 €	Fonctionnement	58 063 €	4 738 €	4 738 €		37 752,41 €	7 794,45 €	3 978,22 €	54 126 €	11 422 €	9 448 €	9 448 €	63 574 €	20 870 €	20 683 €	20 683 €										
	ANR		2012	2015				Personnel	89 857 €					25 979,74 €			42 704 €	21 173 €	21 173 €	21 173 €	63 877 €												
									147 920 €	4 738 €	4 738 €		37 752,41 €	33 774,19 €	3 978,22 €	54 126 €	54 126 €	30 621 €	30 621 €	84 747 €	84 747 €	20 683 €	20 683 €										
PROJET SAPOMAT (Financement allocation Post-Doctorale) "Simulation Ab Initio des Propriétés Optiques de Macrocyclus Alternatifs aux Porphyrines"	Région	Région Pays de la Loire	2014	2018	136 800 €		136 800 €	Fonctionnement										38 000 €		38 000 €	0 €	45 600 €		45 600 €		7 600 €							
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2018				Personnel	136 800 €										38 000 €	0 €	38 000 €		45 600 €		45 600 €		7 600 €						
									136 800 €									38 000 €	38 000 €	38 000 €	38 000 €	45 600 €	45 600 €	45 600 €	45 600 €	7 600 €	7 600 €						
MESOTHERM "Matériaux Mésoporeux pour l'Isolation Thermique"	ANR		2011	2014	136 685 €		136 685 €	Fonctionnement	50 000 €	61 496 €	19 276 €	1 578 €	73 789,37 €	30 172,72 €	1 580,17 €			9 991 €	9 991 €	9 991 €	9 991 €												
	ANR		2011	2014				Personnel	86 685 €				40 642 €	42 036,48 €						0 €	0 €												
									136 685 €	61 496 €	19 276 €	42 220 €	73 789,37 €	72 209,20 €	1 580,17 €			9 991 €	9 991 €	9 991 €	9 991 €												
PROJET RP3AP "Retarder la Perte d'Autonomie liée à l'Âge par l'Activité Physique"	Région		2011	2015	136 600 €		136 600 €	Investissement	72 467 €	37 677 €	18 168 €			30 299,29 €		24 000 €	24 000 €			24 000 €	24 000 €												
	Région		2011	2015				Fonctionnement	12 419 €	16 746 €	2 154 €	2 287 €	41 642,78 €	8 437,19 €		6 000 €	6 000 €	-256 €	-256 €	5 744 €	5 744 €												
	Etat		2011	2015				Fonctionnement	4 000 €											0 €	0 €												
	Région		2011	2015				Personnel	47 714 €		12 221 €	84 €		33 205,59 €						0 €	0 €												
									136 600 €	54 423 €	32 543 €	2 371 €	41 642,78 €	71 942,07 €		30 000 €	30 000 €	-256 €	-256 €	29 744 €	29 744 €												
PROJET SYNBIOLEISH "Synthèse biocatalysée d'oligosaccharides leishmaniens en vue d'applications diagnostiques et thérapeutiques"	ANR		2010	2014	135 720 €	136 €	135 856 €	Investissement	8 000 €				4 604,60 €	4 604,60 €						0 €	0 €												
	ANR		2010	2014				Fonctionnement	64 390 €	107 560 €	43 970 €	4 978 €	23 690,80 €	23 643,80 €	47,00 €					0 €	0 €												
	ANR		2010	2014				Personnel	63 466 €		58 611 €									0 €	0 €												
									135 856 €	107 560 €	102 582 €	4 978 €	28 295,40 €	28 248,40 €	47,00 €			0 €	0 €	0 €	0 €												
PROJET GIGASSAT "Adaptation des écosystèmes ostréicoles au changement global"	ANR		2012	2016	135 354 €		135 354 €	Fonctionnement	135 354 €				1 458,18 €	1 458,18 €		45 000 €	45 000 €	88 895 €	88 896 €	133 895 €	133 896 €												
									135 354 €				1 458,18 €	1 458,18 €		45 000 €	45 000 €	88 895 €	88 896 €	133 895 €	133 896 €												
PROJET ANTIMOINE "Anthropologie des territoires - Lecture du patrimoine"	ANR		2014	2017	134 290 €		134 290 €	Investissement	4 600 €									4 600 €	4 600 €	4 600 €	4 600 €												
	ANR		2014	2017				Fonctionnement	28 890 €									25 160 €	10 000 €	25 160 €	10 000 €	60 400 €	10 000 €	44 130 €	8 890 €								
	ANR		2014	2017				Personnel	100 800 €										15 160 €	0 €	15 160 €		50 400 €		35 240 €								
									134 290 €								29 760 €	29 760 €	29 760 €	29 760 €	60 400 €	60 400 €	44 130 €	44 130 €									
SUBV REGION SJLS	Région		2011	2016	131 270 €		131 270 €	Investissement	3 000 €							1 500 €	1 500 €			1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €										
	Région		2011	2016				Fonctionnement	37 670 €	42 766 €	2 838 €		31 148,07 €	2 721,07 €	83,72 €	33 204 €	11 332 €	457 €		33 661 €	11 332 €	20 695 €	20 695 €										
	Région		2011	2016				Personnel	90 600 €		39 928 €			28 343,28 €				21 872 €		457 €	0 €	22 329 €											
									131 270 €	42 766 €	42 766 €		31 148,07 €	31 064,35 €	83,72 €	34 704 €	34 704 €	457 €	457 €	35 161 €	35 161 €	22 195 €	22 195 €										
OCEANE OISEAUX MARINS ET COTES ROCHEUSES	Fondation	Fondation de France	2013	2016	129 965 €		129 965 €	Investissement	15 000 €											0 €	0 €	15 000 €	15 000 €										
	Fondation	Fondation de France	2013	2016				Fonctionnement	25 265 €				7 112,20 €			34 444 €	3 800 €	7 000 €	7 000 €	41 444 €	10 800 €	35 968 €	9 983 €	30 441 €	4 482 €								
	Fondation	Fondation de France	2013	2016				Personnel	89 700 €				7 112,20 €				30 644 €			0 €	30 644 €		25 985 €		25 959 €								
									129 965 €				7 112,20 €	7 112,20 €	0,00 €	34 444 €	34 444 €	7 000 €	7 000 €	41 444 €	41 444 €	50 968 €	50 968 €	30 441 €	30 441 €								
PROJET IONIBIOGEL "Hydrogels injectables bioactifs et liquides ioniques"	ANR		2013	2016	128 049 €		128 049 €	Fonctionnement	59 925 €				1 478,00 €		1 478,00 €			50 878 €	20 000 €	50 878 €	20 000 €	25 000 €	25 000 €	13 447 €	13 447 €								
	ANR		2013	2016				Personnel	68 124 €										30 878 €	0 €	30 878 €	25 000 €	25 000 €	12 246 €	12 246 €								
									128 049 €				1 478,00 €	0,00 €	1 478,00 €			50 878 €	50 878 €	50 878 €	50 878 €	50 000 €	50 000 €	25 693 €	25 693 €								
PROJET SYNTH ONE POT "Synthèse d'Hétérocycles par des Réactions Séquentielles One-Pot à l'Aide de Catalyseurs Métalliques Hétérogènes Multi-Tâches Recyclables"	ANR		2012	2014	128 016 €	7766	135 782 €	Investissement	0 €					4 389 €																			

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)	
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges										
SOUTIEN PROGRAMME ISHOW	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015	121 000 €	634 €	121 634 €	Investissement	2 165 €		2 165 €								0 €	0 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015				Fonctionnement	33 469 €	25 789 €	24 059 €	1 729 €	7 649,44 €	7 564,00 €	85,44 €				31 €	31 €	31 €	31 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015				Personnel													0 €	0 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2010	2015				Personnel	86 000 €	35 428 €	35 428 €		28 438,03 €	28 438,03 €		21 330 €	21 330 €	228 €	228 €	21 558 €	21 558 €	576 €	576 €								
									121 634 €	61 217 €	61 652 €	1 729 €	36 087,47 €	36 002,03 €	85,44 €	21 330 €	21 330 €	259 €	259 €	21 589 €	21 589 €	576 €	576 €								
PROJET VEGDUD "Rôle du végétal dans le développement urbain durable, une approche par les enjeux liés à la climatologie, l'hydrologie, la maîtrise de l'énergie et les ambiances"	ANR		2010	2014	120 698 €		120 698 €	Investissement	4 542 €		4 542 €								0 €	0 €											
	ANR		2010	2014				Fonctionnement	41 570 €	76 374 €	32 472 €	1 464 €	4 668,03 €	4 180,00 €	488,03 €			2 966 €	2 966 €	2 966 €	2 966 €										
	ANR		2010	2014				Personnel	74 586 €		74 585 €										0 €	0 €									
									120 698 €	76 374 €	111 600 €	1 464 €	4 668,03 €	4 180,00 €	488,03 €			2 966 €	2 966 €	2 966 €	2 966 €										
PROGRAMME NANOFAR (Erasmus Mundus)	Autre Université et Institut	Université d'Angers	2013	2016	120 300 €	320 €	120 620 €	Fonctionnement	19 820 €				6 049,16 €	6 049,16 €		33 000 €	3 000 €	3 290 €	320 €	36 290 €	3 320 €	36 600 €	3 000 €	33 450 €	7 451 €						
	Autre Université et Institut	Université d'Angers	2013	2016				Personnel	100 800 €				8 231,43 €	8 231,43 €			30 000 €		2 970 €	0 €	32 970 €		33 600 €		25 999 €						
									120 620 €				14 280,59 €	14 280,59 €		33 000 €	33 000 €	3 290 €	3 290 €	36 290 €	36 290 €	36 600 €	36 600 €	33 450 €	33 450 €						
PROJET COMPLIMA	Région		2010	2015	120 000 €	22 €	120 022 €	Investissement						5 136,82 €					0 €	0 €											
	Région		2010	2015				Fonctionnement	34 022 €	48 044 €	10 317 €	9 €	31 569,47 €	1 482,49 €	1 743,70 €	42 000 €	23 104 €	-6 728 €	-6 728 €	35 272 €	16 376 €										
	Région		2010	2015				Personnel	86 000 €		37 718 €			28 343,28 €				18 896 €		0 €	18 896 €										
									120 022 €	48 044 €	48 035 €	9 €	31 569,47 €	34 962,59 €	1 743,70 €	42 000 €	42 000 €	-6 728 €	-6 728 €	35 272 €	35 272 €										
PROJET HANDDY (E. PATUREL) "Equations Hamiltoniennes et Dispersives - Dynamique"	ANR		2010	2014	120 000 €		120 000 €	Fonctionnement	72 000 €	90 885 €	37 060 €	6 468 €	12 223,42 €	11 544,11 €	679,31 €	13 115 €	13 115 €	3 776 €	3 776 €	16 891 €	16 891 €										
	ANR		2010	2014				Personnel	48 000 €		47 357 €										0 €	0 €									
									120 000 €	90 885 €	84 418 €	6 468 €	12 223,42 €	11 544,11 €	679,31 €	13 115 €	13 115 €	3 776 €	3 776 €	16 891 €	16 891 €										
GIGASSAT "Adaptation des écosystèmes ostréicoles au changement global"	ANR		2013	2016	119 342 €		119 342 €	Fonctionnement	26 345 €				37 053,54 €	13 630,76 €	2 504,47 €	41 544 €		14 960 €	10 210 €	56 504 €	10 210 €	25 785 €									
	ANR		2013	2016				Personnel	92 997 €					20 918,31 €				41 544 €		4 750 €	0 €	46 294 €		25 785 €							
									119 342 €				37 053,54 €	34 549,07 €	2 504,47 €	41 544 €	41 544 €	14 960 €	14 960 €	56 504 €	56 504 €	25 785 €	25 785 €								
PRESTATIONS D'ETUDES ARCHEOLOGIQUES	Etat		2010	2015	118 180 €	2 466 €	120 646 €	Fonctionnement	8 027 €	77 759 €		8 027 €	24 941,29 €			28 800 €		-7 500 €	-3 825 €	21 300 €	-3 825 €										
	Etat		2010	2015				Personnel	112 619 €		72 147 €			19 172,06 €			28 800 €		-3 675 €	0 €	25 125 €										
									120 646 €	77 759 €	72 147 €	8 027 €	24 941,29 €	19 172,06 €		28 800 €	28 800 €	-7 500 €	-7 500 €	21 300 €	21 300 €										
PROGRAMME NANOFAR	Autre Université et Institut		2012	2015	115 300 €		115 300 €	Fonctionnement	14 500 €	3 920 €	1 420 €	2 500 €	994,46 €	994,46 €		4 966 €	4 966 €			4 966 €	4 966 €	4 620 €	4 620 €								
	Autre Université et Institut		2012	2015				Personnel	100 800 €	10 746 €	10 746 €		16 775,39 €	16 775,39 €		32 808 €	32 808 €	287 €	287 €	33 095 €	33 095 €	40 183 €	40 183 €								
									115 300 €	14 667 €	12 167 €	2 500 €	17 769,85 €	17 769,85 €		37 774 €	37 774 €	287 €	287 €	38 061 €	38 061 €	44 803 €	44 803 €								
PROJET PENF "Pôle scientifique émergente de l'Energie Nucléaire du Futur"	Région		2011	2015	115 200 €		115 200 €	Investissement	0 €					2 153 €					0 €	0 €											
	Région		2011	2015				Fonctionnement	26 422 €	20 345 €	4 660 €	8 €	30 274 €	2 739 €	60 €	10 630 €	10 630 €	5 964 €	5 964 €	16 594 €	16 594 €										
	Région		2011	2015				Personnel	88 778 €		15 678 €		41 317 €	68 793 €		4 171 €	4 171 €	7 €	7 €	4 178 €	4 178 €										
									115 200 €	20 345 €	20 338 €	8 €	71 591 €	73 684 €	60 €	14 801 €	14 801 €	5 971 €	5 971 €	20 772 €	20 772 €										
PROJET SAMOSA	ANR		2014	2018	115 024 €		115 024 €	Fonctionnement	115 024 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 024 €	35 024 €				
									115 024 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 024 €	35 024 €				
PROJET NIOPHOTOCAT "Dispositifs photo-electrocatalytique à base de photocathodes de niO pour la production solaire d'hydrogène et la réduction du gaz carbonique"	Région	Région Pays de la Loire	2012	2015	114 000 €		114 000 €	Fonctionnement	28 000 €				154,66 €	154,66 €		10 000 €	10 000 €	9 845 €	9 845 €	19 845 €	19 845 €	8 000 €	8 000 €								
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2015				Personnel													0 €	0 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2015				Personnel	86 000 €	7 109 €	7 109 €		28 341,63 €	28 341,63 €		28 344 €	28 344 €			28 344 €	28 344 €	22 206 €	22 206 €								
									114 000 €	7 109 €	7 109 €		28 496,29 €	28 496,29 €		38 344 €	38 344 €	9 845 €	9 845 €	48 189 €	48 189 €	30 206 €	30 206 €								
CONTRAT OLASI	Ecole des Mines de Ntes		2011	2017	112 729 €		112 729 €	Fonctionnement	81 729 €	8 495 €	8 495 €		37 071,42 €	25 029,32 €		29 014 €	10 000 €		-7 €	29 014 €	9 993 €	18 000 €	18 000 €	18 105 €	18 105 €	2 044 €	2 044 €				
	Ecole des Mines de Ntes		2011	2017				Personnel	31 000 €					12 042,10 €				19 014 €		7 €	0 €	19 021 €									
									112 729 €	8 495 €	8 495 €		37 071,42 €	37 071,42 €		29 014 €	29 014 €	0 €	0 €	29 014 €	29 014 €	18 000 €	18 000 €	18 105 €	18 105 €	2 044 €	2 044 €				
FONDATION CULTURE SECURITE	Communes		2012	2014	111 000 €		111 000 €	Fonctionnement	87 000 €	6 422 €	6 422 €		7 799,83 €	7 799,83 €				97 578 €	73 578 €	195 156 €	171 156 €										
	Communes		2012	2014				Personnel	24 000 €											24 000 €	0 €	24 000 €									
									111 000 €	6 422 €	6 422 €		7 799,83 €	7 799,83 €				97 578 €	97 578 €	195 156 €	195 156 €										
IUF	IUF		2011	2015	105 000 €	1 908 €	106 908 €	Investissement	2 000 €									2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €										
	IUF		2011	2015				Fonctionnement	59 908																						

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
REVST URCA/CONV FRM "HYDROGEL" PERSONNEL	Autre Université et Institut		2012	2015	101 494 €		101 494 €	Fonctionnement				26 874,79 €			43 404 €		-3 388 €		40 016 €	0 €	31 215 €												
	Autre Université et Institut		2012	2015				Personnel	101 494 €				26 874,79 €			43 404 €		-3 388 €	0 €	40 016 €		31 215 €											
									101 494 €				26 874,79 €	26 874,79 €		43 404 €	43 404 €	-3 388 €	-3 388 €	40 016 €	40 016 €	31 215 €	31 215 €										
CREDITS IUF G. BIGOT				2010	2015	100 000 €		100 000 €	Fonctionnement	100 000 €	30 017 €	26 144 €	3 873 €	5 185,79 €	5 185,79 €		20 000 €		0 €	20 000 €	44 797 €	44 797 €											
									100 000 €	30 017 €	26 144 €	3 873 €	5 185,79 €	5 185,79 €		20 000 €	0 €	0 €	0 €	20 000 €	44 797 €	44 797 €											
IUF EUGENIO AMATO	IUF		2012	2017	100 000 €	1 730 €	101 730 €	Fonctionnement	101 550 €	4 811 €	4 811 €		18 944,43 €	18 490,36 €	280,00 €	20 000 €	20 000 €		20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	18 289 €	18 289 €	19 686 €	19 686 €							
	IUF		2012	2017				Personnel	180 €				174,07 €			0 €	0 €																
									101 730 €	4 811 €	4 811 €		18 944,43 €	18 664,43 €	280,00 €	20 000 €	20 000 €	0 €	0 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	18 289 €	18 289 €	19 686 €	19 686 €						
CREDIT IUF ERIC SCHNAKENBOURG	IUF		2010	2015	100 000 €		100 000 €	Investissement	8 835 €			8 835 €							1 000 €	0 €	1 000 €												
	IUF		2010	2015				Fonctionnement	90 834 €	61 036 €	49 967 €	10 738 €	10 250,82 €	9 811,08 €	50,00 €	15 000 €	15 000 €	9 700 €	8 700 €	24 700 €	23 700 €												
	IUF		2010	2015				Personnel	331 €		331 €			389,74 €					0 €	0 €													
									100 000 €	61 036 €	59 133 €	10 738 €	10 250,82 €	10 200,82 €	50,00 €	15 000 €	15 000 €	9 700 €	9 700 €	24 700 €	24 700 €												
IUF ANNIE COLLOVALD	IUF		2012	2017	100 000 €		100 000 €	Investissement	1 700 €									1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	700 €	700 €										
	IUF		2012	2017				Fonctionnement	63 300 €				17 210,30 €	10 541,50 €	1 711,71 €	30 530 €	17 000 €			30 530 €	17 000 €	17 600 €	12 000 €	17 600 €	12 000 €	15 360 €	10 047 €						
	IUF		2012	2017				Personnel	35 000 €				4 957,09 €				13 530 €			0 €	13 530 €		5 600 €		5 600 €		5 313 €						
									100 000 €				17 210,30 €	15 498,59 €	1 711,71 €	30 530 €	30 530 €	1 000 €	1 000 €	31 530 €	31 530 €	18 300 €	18 300 €	17 600 €	17 600 €	15 360 €	15 360 €						
Projet ERABAC	Région		2012	2016	100 000 €		100 000 €	Investissement	2 117 €					2 116,92 €						0 €	0 €												
	Région		2012	2016				Fonctionnement	11 883 €				1 280,24 €	1 280,24 €		4 000 €	4 000 €			4 000 €	4 000 €	6 603 €	6 603 €										
	Région		2012	2016				Personnel	7 109 €	7 109 €	7 109 €									0 €	0 €												
	Région		2012	2016				Personnel	78 891 €				28 341,63 €	28 341,63 €		28 344 €	28 344 €			28 344 €	28 344 €	22 206 €	22 206 €										
									100 000 €	7 109 €	7 109 €		29 621,87 €	31 738,79 €		32 344 €	32 344 €	0 €	0 €	32 344 €	32 344 €	28 809 €	28 809 €										
PLATEFORME SYNTHÈSE BIOMOLÉCULES	INRA	Reversement par le GIS IBISA	2013	2015	100 000 €		100 000 €	Fonctionnement	12 748 €				3 874,68 €			6 748 €	6 748 €	28 445 €		35 193 €	6 748 €	60 932 €	6 000 €										
	INRA	Reversement par le GIS IBISA	2013	2015				Personnel	87 252 €					3 874,68 €					28 445 €	0 €	28 445 €		54 932 €										
									100 000 €				3 874,68 €	3 874,68 €		6 748 €	6 748 €	28 445 €	28 445 €	35 193 €	35 193 €	60 932 €	60 932 €										
PROJET ALTERVAL COMPOSITES	ADEME		2013	2017	99 760 €		99 760 €	Investissement	15 000 €									15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €												
	ADEME		2013	2017				Fonctionnement	64 760 €				7 003,92 €	7 003,92 €		96 370 €	79 760 €	-15 000 €	-15 000 €	81 370 €	64 760 €	3 390 €											
	ADEME		2013	2017				Personnel	20 000 €								16 610 €			0 €	16 610 €		3 390 €										
									99 760 €				7 003,92 €	7 003,92 €		96 370 €	96 370 €	0 €	0 €	96 370 €	96 370 €	3 390 €	3 390 €										
FOUILLES GREZ SUR ROC	Etat		2007	2014	97 466 €		97 466 €	Fonctionnement	73 116 €	96 188 €	71 543 €	296 €	277,34 €	277,34 €		1 000 €	1 000 €			1000	1000												
	Etat		2007	2014				Personnel	24 350 €		24 350 €										0	0											
									97 466 €	96 188 €	95 893 €	296 €	277,34 €	277,34 €		1 000 €	1 000 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €												
BIOREGOS II	Région		2009	2015	95 500 €		95 500 €	Fonctionnement	9 500 €	31 653 €	3 776 €		29 791,10 €	1 867,22 €		28 994 €	5 724 €			28 994 €	5 724 €												
	Région		2009	2015				Personnel	86 000 €	6 398 €		34 275 €		27 923,88 €					23 270 €		0 €	23 270 €											
									95 500 €	38 052 €	3 776 €	34 275 €	29 791,10 €	29 791,10 €		28 994 €	28 994 €	0 €	0 €	28 994 €	28 994 €												
IUF DENIS MERCIER				2010	2014	95 245 €		95 245 €	Fonctionnement	95 245 €	60 756 €	60 723 €	33 €	11 708,60 €	11 708,60 €		22 879 €	22 879 €			22 879 €	22 879 €											
									95 245 €	60 756 €	60 723 €	33 €	11 708,60 €	11 708,60 €		22 879 €	22 879 €	0 €	0 €	22 879 €	22 879 €												
NOSEVOL "Opérateurs non-autoadjoins, analyse semiclassique et problèmes d'évolution"	ANR		2012	2015	95 197 €		95 197 €	Fonctionnement	47 197 €	31 539 €	15 377 €	484 €	44 882,43 €	12 451,04 €	837,41 €	11 322 €	11 322 €	4 440 €	4 440 €	15 762 €	15 762 €	3 013 €	3 013 €										
	ANR		2012	2015				Personnel	48 000 €		15 678 €			31 593,98 €							0 €	0 €											
									95 197 €	31 539 €	31 055 €	484 €	44 882,43 €	44 045,02 €	837,41 €	11 322 €	11 322 €	4 440 €	4 440 €	15 762 €	15 762 €	3 013 €	3 013 €										
VALIDATION CLINIQUE DES PUCES A PROTEINES "AGENTS INFECTIEUX"	BpIFrance (ex. Oseo)		2013	2014	95 100 €		95 100 €	Fonctionnement	40 100 €							72 146 €	40 100 €	214 €		72 360 €	40 100 €												
	BpIFrance (ex. Oseo)		2013	2014				Personnel	55 000 €				13 808,92 €	13 808,92 €				32 046 €		214 €	0 €	32 260 €											
									95 100 €				13 808,92 €	13 808,92 €		72 146 €	72 146 €	214 €	214 €	72 360 €	72 360 €												
PROJET ROBOTEX	Union Européenne (dont FEDER)		2011	2015	95 000 €		95 000 €	Fonctionnement					12 173,88 €			49 200 €		-444 €		48 756 €	0 €	34 070											

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013		EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)					
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
PROGRAMME CESA - PROJET nanoSALT "Nanomatériaux à travers un gradient de salinité : exposition et effets écotoxicologiques au cours de leur cycle de vie"	ANR		2014	2017	92 248 €		92 248 €	Investissement	11 824 €				10 000,00 €	11 823,90 €					0 €	0 €													
	ANR		2014	2017		Fonctionnement		80 424 €				4 674,38 €	3 876,38 €	798,00 €				28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €	15 917 €	15 917 €	15 917 €	15 917 €	15 916 €	15 916 €						
									92 248 €				14 674,38 €	15 700,28 €	798,00 €			28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €	15 917 €	15 917 €	15 917 €	15 917 €	15 916 €	15 916 €						
THESE LAURENCE VOELTZEL "Hiérarchie segmentale et complexité syllabique"	Région		2012	2017	92 000 €		92 000 €	Fonctionnement	6 000 €	7 401 €	262 €		728,15 €	728,15 €		30 940 €	2 500 €			30 940 €	2 500 €	24 523 €	2 510 €										
	Région		2012	2017		Personnel		86 000 €		7 139 €		28 407,97 €	28 407,97 €			28 440 €		0 €	28 440 €		22 013 €												
									92 000 €	7 401 €	7 401 €		29 136,12 €	29 136,12 €		30 940 €	30 940 €	0 €	0 €	30 940 €	30 940 €	24 523 €	24 523 €										
ALLOCATION DE THESE "MATTEO DEROMA" (L'Ecole rhétorique de Gaza au V-Vie siècles de notre ère : la Patroclus de Gaza...)	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016	92 000 €		92 000 €	Fonctionnement	6 000 €				419,10 €	419,10 €		30 440 €	2 000 €			30 440 €	2 000 €	26 226 €	1 000 €	26 222 €	1 000 €	1 581 €	1 581 €						
	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016		Personnel		86 000 €				7 112,20 €	7 112,20 €			28 440 €			0 €	28 440 €		25 226 €		25 222 €									
									92 000 €				7 531,30 €	7 531,30 €		30 440 €	30 440 €	0 €	0 €	30 440 €	30 440 €	26 226 €	26 226 €	26 222 €	26 222 €	1 581 €	1 581 €						
ALLOCATION DE THESE "ANAEL MARREC" (Histoire des NRJ renouv. en France au 20ème siècle. Dynamique et récurrences de syst d'innovations complexes)	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016	92 000 €		92 000 €	Fonctionnement	6 000 €							30 440 €	2 000 €			30 440 €	2 000 €	26 226 €	1 000 €	26 222 €	1 000 €	2 000 €	2 000 €						
	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016		Personnel		86 000 €				7 112,20 €	7 112,20 €			28 440 €			0 €	28 440 €		25 226 €		25 222 €									
									92 000 €				7 112,20 €	7 112,20 €		30 440 €	30 440 €	0 €	0 €	30 440 €	30 440 €	26 226 €	26 226 €	26 222 €	26 222 €	2 000 €	2 000 €						
ALLOCATION DE THESE "Camille POLLET" (Théoriser la noblesse, inspirations transnationales et enjeux étatiques, GB, France, Espagne. 1650-1750)	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016	92 000 €		92 000 €	Fonctionnement	6 000 €											30 800 €	2 000 €	33 800 €	4 000 €	27 400 €									
	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016		Personnel		86 000 €												0 €	28 800 €		29 800 €		27 400 €								
									92 000 €									0 €	0 €	30 800 €	30 800 €	33 800 €	33 800 €	27 400 €	27 400 €								
ALLOCATION DE THESE "Etienne GUILLAUD" (Tourisme littoral et groupes prof. : des relations instables. Le cas des éducateurs sportifs en nautisme)	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016	92 000 €		92 000 €	Fonctionnement	6 000 €							33 100 €	4 000 €			33 100 €	4 000 €	31 100 €	2 000 €	20 673 €									
	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016		Personnel		86 000 €				7 127,25 €	7 127,25 €			29 100 €			0 €	29 100 €		29 100 €			20 673 €								
									92 000 €				7 127,25 €	7 127,25 €		33 100 €	33 100 €	0 €	0 €	33 100 €	33 100 €	31 100 €	31 100 €	20 673 €	20 673 €								
THESE FREDERIC EBNER	Région		2012	2017	92 000 €		92 000 €	Fonctionnement	6 000 €	7 124 €			1 113,85 €	1 113,85 €		31 100 €	2 000 €			31 100 €	2 000 €	24 319 €	2 886 €										
	Région		2012	2017		Personnel		86 000 €		7 124 €		28 343,28 €	28 343,28 €			29 100 €			0 €	29 100 €		21 433 €											
									92 000 €	7 124 €	7 124 €		29 457,13 €	29 457,13 €		31 100 €	31 100 €	0 €	0 €	31 100 €	31 100 €	24 319 €	24 319 €										
BOURSES THESE DESIR JEAN PHILIPPE	Région		2012	2015	92 000 €		92 000 €	Fonctionnement	6 000 €				36 109,70 €	618,89 €		29 500 €	1 149 €			29 500 €	1 149 €	26 390 €	4 232 €										
	Région		2012	2015		Personnel		86 000 €					35 490,81 €			28 351 €			0 €	28 351 €		22 158 €											
									92 000 €				36 109,70 €	36 109,70 €		29 500 €	29 500 €	0 €	0 €	29 500 €	29 500 €	26 390 €	26 390 €										
FINANCEMENT DE LA THESE D YANNICK DAVIAUX	Région		2012	2017	92 000 €	2 287 €	94 287 €	Fonctionnement	6 000 €	9 767 €	404 €		31 625,26 €	3 288,94 €		30 700 €	1 900 €	407 €	407 €	31 107 €	2 307 €	21 788 €											
	Région		2012	2017				Personnel	88 287 €		9 363 €			28 336,32 €				28 800 €			0 €	28 800 €		21 788 €									
									94 287 €	9 767 €	9 767 €		31 625,26 €	31 625,26 €		30 700 €	30 700 €	407 €	407 €	31 107 €	31 107 €	21 788 €	21 788 €										
CITE 6-12 "Les enfants de 6-12 ans dans leur ville : pratiques et perceptions des aménagement urbains"	Région		2011	2014	91 856 €		91 856 €	Investissement	6 863 €	2 193 €	2 193 €					4 670 €	4 670 €					4 670 €											
	Région		2011	2014		Fonctionnement		45 619 €	43 263 €	20 253 €	510 €	20 284,62 €	4 198,84 €	67,05 €	21 960 €	21 228 €	-515 €	-638 €	21 445 €	20 590 €													
	Région		2011	2014		Personnel		39 374 €		22 500 €			16 018,73 €				732 €		123 €	0 €	855 €												
									91 856 €	45 457 €	44 947 €	510 €	20 284,62 €	20 217,57 €	67,05 €	26 630 €	26 630 €	-515 €	-515 €	26 115 €	26 115 €												
THESE FLORIAN THOMAS "Le travail sur les plates-formes gazières et pétrolières sur le plateau continental"	Région		2012	2015	91 000 €		91 000 €	Fonctionnement	5 000 €				36 289,05 €	875,78 €		33 400 €	4 500 €			33 400 €	4 500 €	21 311 €											
	Région		2012	2015		Personnel		86 000 €					28 336,68 €	7 076,59 €			28 900 €			0 €	28 900 €		21 311 €										
									91 000 €				36 289,05 €	29 212,46 €	7 076,59 €	33 400 €	33 400 €	0 €	0 €	33 400 €	33 400 €	21 311 €	21 311 €										
ALLOCATION DE THESE "Sarah GRENOUILLEAU" (La céramique médiévale et moderne dans le sud des PDL)	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016	90 500 €		90 500 €	Fonctionnement	4 500 €							30 800 €	2 000 €			30 800 €	2 000 €	29 800 €	1 000 €	22 788 €	1 500 €								
	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2016		Personnel		86 000 €				7 112,21 €	7 112,21 €			28 800 €			0 €	28 800 €		28 800 €		21 288 €									
									90 500 €				7 112,21 €	7 112,21 €		30 800 €	30 800 €	0 €	0 €	30 800 €	30 800 €	29 800 €	29 800 €	22 788 €	22 788 €								
DOCTORANT DALLET (CESTIM)	ANR	Reversement par le CHU de Nantes	2014	2017	89 280 €		89 280 €	Fonctionnement										27 280 €		27 280 €	0 €												
	ANR	Reversement par le CHU de Nantes	2014	2017		Personnel		89 280 €											27 280 €	0 €	27 280 €	20 667 €	20 667 €	20 667 €	20 667 €	20 666 €	20 666 €						
									89 280 €									27 280 €	27 280 €	27 280 €	27 280 €	20 667 €	20 667 €	20 667 €	20 667 €	20 666 €	20 666 €						
PROJET LIRGEC - ECN	Région	Reversement par l'Ecole Centrale	2011	2015	88 000 €		88 000 €	Fonctionnement	2 000 €	2 003 €	1 372 €	631 €	35 636,32 €			28 666 €				28 666 €	0 €	21 695 €											
	Région	Reversement par l'Ecole Centrale	2011																														

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
REVST URCA/CONV FRM DCM20111223750 FONCTIONNEMENT	Autre Université et Institut		2012	2015	64 200 €		64 200 €	Fonctionnement	64 200 €				9 038,00 €	9 038,00 €		32 000 €	32 000 €			32 000 €	32 000 €	23 162 €	23 162 €										
									64 200 €				9 038,00 €	9 038,00 €	0,00 €	32 000 €	32 000 €	0 €	0 €	32 000 €	32 000 €	23 162 €	23 162 €										
PROJET PRISMES "Programme de Recherche sur les Images Sociales et Mentales de l'Enseignement Supérieur"	Région	Région Pays de la Loire	2014	2020	63 924 €		63 924 €	Investissement	5 000 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €												
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2020				Fonctionnement	19 330 €										18 000 €	8 000 €	18 000 €	8 000 €	13 800 €	3 800 €	13 800 €	3 800 €	13 324 €	3 730 €					
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2020				Personnel	39 594 €											10 000 €	0 €	10 000 €		10 000 €			9 594 €						
										63 924 €									23 000 €	23 000 €	23 000 €	23 000 €	13 800 €	13 800 €	13 800 €	13 800 €	13 324 €	13 324 €					
PROJET COMPETH "Thermique des procédés composites"	Fondation	IRT Jules Verne	2012	2018	63 644 €		63 644 €	Fonctionnement	19 000 €									6 333 €		6 333 €	0 €	4 667 €	5 000 €	4 000 €	5 000 €	4 000 €	5 000 €	4 000 €	4 000 €				
	Fondation	IRT Jules Verne	2012	2018				Fonctionnement	44 644 €										15 337 €		15 337 €	0 €	7 327 €	14 644 €	7 327 €	10 000 €	7 327 €	10 000 €	7 326 €	10 000 €			
									63 644 €											21 670 €	0 €	21 670 €	0 €	19 644 €	19 644 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	14 000 €	14 000 €		
SAPOMAP	Région	Région Pays de la Loire	2013	2018	63 200 €		63 200 €	Investissement	25 000 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	15 000 €	15 000 €										
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2018				Fonctionnement	38 200 €											10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	14 200 €	14 200 €	14 000 €	14 000 €						
									63 200 €										20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	29 200 €	29 200 €	14 000 €	14 000 €							
PROJET SIGEGO "Signature Génétique du particularisme dhôte de l'orbanche rameuse du Colza"	Divers	Capacités	2013	2015	62 000 €		62 000 €	Fonctionnement	20 000 €									-18 000 €	10 000 €	24 000 €	10 000 €	38 000 €	10 000 €										
	Divers	Capacités	2013	2015				Personnel	42 000 €											-28 000 €	0 €	14 000 €		28 000 €									
									62 000 €										-18 000 €	-18 000 €	24 000 €	24 000 €	38 000 €	38 000 €									
PROJET CLASPOP "Le populaire aujourd'hui. Les recompositions sociales et culturelles des mondes ouvriers et employés contemporains"	ANR		2014	2017	61 974 €		61 974 €	Investissement	2 000 €									2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €												
	ANR		2014	2017				Fonctionnement	51 974 €										14 000 €	6 000 €	14 000 €	6 000 €	15 325 €	15 325 €	15 325 €	15 325 €	15 324 €	15 324 €					
	ANR		2014	2017				Personnel	8 000 €												8 000 €	0 €	8 000 €										
									61 974 €										16 000 €	16 000 €	16 000 €	16 000 €	15 325 €	15 325 €	15 325 €	15 325 €	15 324 €	15 324 €					
PROJET DILAF "Informatisation de Dictionnaires éditoriaux bilingues Langue Africaine-Français"	Organisation Internationale de la Francophonie		2009	2014	61 547 €		61 547 €	Fonctionnement	61 547 €	22 863 €	47 504 €		876,30 €	876,30 €		12 000 €	12 000 €	1 167 €	1 167 €	13 167 €	13 167 €												
									61 547 €	22 863 €	47 504 €		876,30 €	876,30 €		12 000 €	12 000 €	1 167 €	1 167 €	13 167 €	13 167 €												
LABEX IRON/IGO - SECRETARIAT	PRES L'UNAM		2012	2020	61 500 €		61 500 €	Fonctionnement					24 179,18 €					22 546 €		24 114 €	0 €	13 207 €											
	PRES L'UNAM		2012	2020				Personnel	61 500 €					24 179,18 €					22 546 €	0 €	24 114 €		13 207 €										
									61 500 €				24 179,18 €	24 179,18 €				22 546 €	22 546 €	24 114 €	24 114 €	13 207 €	13 207 €										
PROJET COMET "Control and Measurement of Tools - IRCyN"	Fondation	IRT Jules Verne	2013	2016	61 450 €		61 450 €	Fonctionnement	61 450 €									29 385 €		29 385 €	0 €	31 450 €	31 450 €	30 000 €	30 000 €								
									61 450 €									29 385 €	0 €	29 385 €	0 €	31 450 €	31 450 €	30 000 €	30 000 €								
CNRS	AFM		2010	2015	61 000 €		61 000 €	Fonctionnement	18 000 €	16 076 €	16 076 €		1 923,53 €	1 822,07 €						0 €	0 €	7 645 €											
CNRS	CNRS		2010	2013				Personnel	43 000 €	14 150 €	14 150 €		35 457,10 €	21 307,52 €							0 €	0 €		7 645 €									
									61 000 €	30 226 €	30 226 €		37 380,63 €	23 129,59 €				0 €	0 €	0 €	0 €	7 645 €	7 645 €										
PROJET BIOVADIA "Biodiversity and valorisation of blue diatoms"	Union Européenne (dont FEDER)		2011	2015	60 027 €		60 027 €	Fonctionnement	60 027 €	1 050 €	1 050 €		11 319,00 €	11 319,00 €		33 950 €	33 950 €			33 950 €	33 950 €	13 708 €	13 708 €										
									60 027 €	1 050 €	1 050 €		11 319,00 €	11 319,00 €		33 950 €	33 950 €	0 €	0 €	33 950 €	33 950 €	13 708 €	13 708 €										
PROJET AFOMEN (F. BERNICOT) "Analyse de Fourier Multilinéaire et EDPs Nonlinéaires"	ANR		2012	2015	60 000 €		60 000 €	Fonctionnement	60 000 €	7 135 €	6 876 €	260 €	7 932,60 €	7 413,30 €	519,30 €	20 000 €	20 000 €			20 000 €	20 000 €	17 929 €	17 929 €										
									60 000 €	7 135 €	6 876 €	260 €	7 932,60 €	7 413,30 €	519,30 €	20 000 €	20 000 €	0 €	0 €	20 000 €	20 000 €	17 929 €	17 929 €										
PROJET EMPATHIE "Etude des Méthodes Périodiques - Applications en Thermique pour l'Identification et l'Expertise"	Autre Université et Institut	Université d'Angers	2010	2018	59 000 €		59 000 €	Fonctionnement	24 500 €											0 €	0 €	12 250 €	12 250 €	12 250 €	12 250 €								
	Autre Université et Institut	Université d'Angers	2010	2018				Fonctionnement	34 500 €	10 444 €	10 444 €		3 318,21 €	3 318,21 €		16 055 €	16 055 €	-15 826 €	-15 826 €	229 €	229 €	10 508 €	10 508 €	10 000 €	10 000 €								
									59 000 €	10 444 €	10 444 €		3 318,21 €	3 318,21 €		16 055 €	16 055 €	-15 826 €	-15 826 €	229 €	229 €	22 758 €	22 758 €	22 250 €	22 250 €								
MISE EN ŒUVRE D'UN PROTOTYPE LOGICIEL DE GENERATEUR DE SEQUENCES CHAOTIQUES EN C, TESTS PUIS MISE EN ŒUVRE DANS UN CRYPTO-SYSTEME	BpIFrance (ex. Oseo)	Réseau Ouest	2012	2014	55 500 €		55 500 €	Fonctionnement	500 €				32 567,34 €			4 682 €		-4 682 €		0 €	0 €	22 933 €	500 €										
	BpIFrance (ex. Oseo)	Réseau Ouest	2012	2014				Personnel	55 000 €					32 567,34 €				4 682 €	-4 682 €		0 €	0 €		22 433 €									
									55 500 €				32 567,34 €	32 567,34 €		4 682 €	4 682 €	-4 682 €	-4 682 €	0 €	0 €	22 933 €	22 933 €										
GLYCONET	Région		2010	2016	55 000 €		55 000 €	Fonctionnement	9 400 €	5 213 €	5 213 €		4 187,93 €	4 187,93 €						0 €	0 €												
	Région		2011	2016				Personnel	45 600 €	46 344 €	46 344 €									0 €	0 €												
									55 000 €	51 557 €	51 557 €		4 187,93 €	4 187,93 €				0 €	0 €	0 €	0 €												
PROJET AFSEC	Région	Region Pays de la Loire	2013	2020	54 887 €		54 887 €	Fonctionnement	54 887 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	14 887 €	14 887 €						
									54 887 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €													

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges		
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges										
CHAIRE CNRS	CNRS		2012	2016	50 000 €		50 000 €	Fonctionnement	50 000 €	9 951 €	9 951 €		9 370,56 €	9 370,56 €		10 000 €	10 000 €	678 €	678 €	10 678 €	10 678 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €						
									50 000 €	9 951 €	9 951 €		9 370,56 €	9 370,56 €		10 000 €	10 000 €	678 €	678 €	10 678 €	10 678 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €						
PLATEFORME COCO "Volet formation du Labox COMILNABS"	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015	50 000 €		50 000 €	Fonctionnement	160 €				15 508,54 €	160,00 €		31 310 €				31 310 €	0 €	3 181 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015				Personnel	49 840 €					15 348,54 €			31 310 €			0 €	31 310 €		3 181 €								
									50 000 €				15 508,54 €	15 508,54 €		31 310 €	31 310 €	0 €	0 €	31 310 €	31 310 €	3 181 €	3 181 €								
PROJET ROBOFIN "Finition robotisée des pièces métalliques, composites et hybrides de grandes dimensions"	Fondation	IRT Jules Verne	2013	2016	49 868 €		49 868 €	Fonctionnement	49 868 €							51 332 €	5 000 €	-14 207 €	32 125 €	37 125 €	37 125 €	12 743 €	12 743 €								
	Fondation	IRT Jules Verne	2013	2016				Personnel	0 €								46 332 €		-46 332 €	0 €	0 €										
									49 868 €							51 332 €	51 332 €	-14 207 €	-14 207 €	37 125 €	37 125 €	12 743 €	12 743 €								
PROJET SYSTEMRA "Compréhension de l'Evolution du Comportement" de coopération plante/symbiontes dans la perspective d'un usage étendu en agriculture écologiquement intensive"	ANR		2011	2014	48 111 €		48 111 €	Investissement	1 075 €				1 075,21 €	1 075,21 €						0 €	0 €										
	ANR		2011	2014				Fonctionnement	1 991 €	1 263 €	974 €	289 €	24 320,84 €	439,75 €	288,68 €	19 167 €			2 285 €		21 452 €	0 €									
	ANR		2011	2014				Personnel	45 045 €					23 592,41 €			19 167 €			2 285 €	0 €	21 452 €									
									48 111 €	1 263 €	974 €	289 €	25 396,05 €	25 107,37 €	288,68 €	19 167 €	19 167 €	2 285 €	2 285 €	21 452 €	21 452 €										
DALI (IEGem) "Drains Anti-Liquéfaction"	BpIFrance (ex. Oseo)		2012	2015	48 000 €		48 000 €	Investissement	2 077 €					2 076,76 €						0 €	0 €										
	BpIFrance (ex. Oseo)		2012	2015				Fonctionnement	44 784 €				12 337,32 €	12 337,32 €		15 000 €	15 000 €	-5 000 €	-5 000 €	10 000 €	10 000 €	22 447 €	22 447 €								
	BpIFrance (ex. Oseo)		2012	2015				Personnel	1 139 €											0 €	0 €	1 139 €	1 139 €								
									48 000 €					12 337,32 €	14 414,08 €	0,00 €	15 000 €	15 000 €	-5 000 €	-5 000 €	10 000 €	10 000 €	23 586 €	23 586 €							
ERC GEODYCON (Allocation Post-Doctorale)	Région	Région Pays de la Loire	2013	2016	48 000 €		48 000 €	Fonctionnement											16 180 €		16 180 €	0 €	31 820 €								
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2016				Personnel	48 000 €											16 180 €	0 €	16 180 €		31 820 €							
									48 000 €										16 180 €	16 180 €	16 180 €	16 180 €	31 820 €	31 820 €							
PROJET ARMED "Evaluation et gestion des risques liés à la migration des plastifiants à partir des dispositifs médicaux"	ANSM	Agence nationale de sécurité du Médicament et des produits de soins	2012	2015	47 000 €		47 000 €	Fonctionnement	32 000 €				9 746,45 €	9 746,45 €		22 500 €	15 000 €	9 437 €		31 937 €	15 000 €	2 963 €	2 963 €								
	ANSM	Agence nationale de sécurité du Médicament et des produits de soins	2012	2015				Personnel	15 000 €					2 353,32 €	2 353,32 €			7 500 €		9 437 €	0 €	16 937 €									
									47 000 €				12 099,77 €	12 099,77 €		22 500 €	22 500 €	9 437 €	9 437 €	31 937 €	31 937 €	2 963 €	2 963 €								
PROSPECTION INVENTAIRE	Etat		2011	2014	46 977 €	445 €	47 422 €	Fonctionnement	47 422 €	9 877 €	7 939 €	1 937 €	13 714,12 €	12 523,42 €	1 190,70 €	10 000 €	10 000 €	1 000 €	1 000 €	11 000 €	11 000 €										
									47 422 €	9 877 €	7 939 €	1 937 €	13 714,12 €	12 523,42 €	1 190,70 €	10 000 €	10 000 €	1 000 €	1 000 €	11 000 €	11 000 €										
PROJET GEDI	Région	Reversement par l'Université d'Angers	2013	2019	46 730 €		46 730 €	Fonctionnement	46 730 €							6 500 €	6 500 €			6 500 €	6 500 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 230 €	10 230 €		
									46 730 €							6 500 €	6 500 €	0 €	0 €	6 500 €	6 500 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 230 €	10 230 €		
PROJET INDIVINEGA "Inégalités scolaires et enseignement individualisé des élèves à l'école primaire et au lycée"	Etat	Reversement par l'Université de Cergy-Pontoise	2013	2015	45 156 €		45 156 €	Fonctionnement	30 156 €				498,86 €	498,86 €		15 127 €	13 547 €	-9 907 €	-10 407 €	5 220 €	3 140 €	39 167 €	26 517 €								
	Etat	Reversement par l'Université de Cergy-Pontoise	2013	2015				Personnel	15 000 €					270,16 €	270,16 €			1 580 €		500 €	0 €	2 080 €		12 650 €							
									45 156 €				769,02 €	769,02 €		15 127 €	15 127 €	-9 907 €	-9 907 €	5 220 €	5 220 €	39 167 €	39 167 €								
BGO 2012 - Financement d'un CDD niveau ingénieur pour la plate-forme CARDIEX	Région		2012	2014	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement					44 887,33 €							0 €	0 €										
	Région		2012	2014				Personnel	45 000 €					44 887,33 €							0 €	0 €									
									45 000 €				44 887,33 €	44 887,33 €				0 €	0 €	0 €	0 €										
BGO 2012 - Financement d'un CDD niveau ingénieur pour la plate-forme IMPACT	Région		2012	2014	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement					31 301,18 €	5 168,36 €					2 896 €		2 896 €	0 €									
	Région		2012	2014				Personnel	45 000 €					26 132,82 €							0 €	0 €									
									45 000 €				31 301,18 €	31 301,18 €					2 896 €	0 €	2 896 €	0 €									
AXE GENOMIQUE DE BIOGENOUEST (CDD DONNART)	Région		2013	2015	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement	45 000 €				24 676,74 €	80,00 €		17 570 €		21 €		17 591 €	0 €	2 732 €									
	Région		2013	2015				Personnel					24 596,74 €				17 570 €		21 €	0 €	17 591 €		2 732 €								
									45 000 €				24 676,74 €	24 676,74 €		17 570 €	17 570 €	21 €	21 €	17 591 €	17 591 €	2 732 €	2 732 €								
AXE GENOMIQUE DE BIOGENOUEST (CDD DUBOSCO)	Région		2013	2014	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement					26 635,60 €			13 316 €		4 850 €		18 166 €	0 €	198 €									
	Région		2013	2014				Personnel	45 000 €					26 635,60 €				13 316 €		4 850 €	0 €	18 166 €		198 €							
									45 000 €				26 635,60 €	26 635,60 €		13 316 €	13 316 €	4 850 €	4 850 €	18 166 €	18 166 €	198 €	198 €								
AXE BIO-INFORMATIQUE DE BIOGENOUEST Plateforme BIRD (CDD E. CHARPENTIER)	Région		2013	2015	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement	45 000 €				26 746,96 €			13 372 €		18 €		13 390 €	0 €	4 863 €	4 863 €								
	Région		2013	2015				Personnel						26 746,96 €				13 372 €		18 €	0 €	13 390 €									
									45 000 €				26 746,96 €	26 746,96 €		13 372 €	13 372 €	18 €	18 €	13 390 €	13 390 €	4 863 €	4 863 €								
AXE BIO-INFORMATIQUE DE BIOGENOUEST Plateforme BIRD (CDD E. HIRCHAUD)	Région		2013	2015	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement					22 577,66 €			16 125 €		23 €		16 148 €	0 €	6 274 €									
	Région		2013	2015				Personnel	45 000 €					22 577,66 €																	

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
BGO 2014 - CDD INGENIEUR D'ETUDES PLATE MICROPICELL	Région		2014	2016	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement											15 000 €	0 €	15 000 €		15 000 €										
	Région		2014	2016				Personnel	45 000 €											0 €	15 000 €		15 000 €		15 000 €								
									45 000 €									0 €	0 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €										
MAPIE "Outils modulaires scalables pour les simulations complexes multiphysiques et multi- échelles. Application à la propagation d'ondes de choc en milieux complexes"	ANR		2013	2017	42 786 €		42 786 €	Investissement	28 000 €									28 000 €	28 000 €	28 000 €	28 000 €												
	ANR		2013	2017				Fonctionnement	14 786 €											3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	5 786 €	5 786 €				
									42 786 €									31 000 €	31 000 €	31 000 €	31 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	5 786 €	5 786 €						
BGO 2011 - Fonctionnement R&D et activité immunomonitorage de la plate-forme Transgénèse	Région		2011	2014	42 000 €		42 000 €	Fonctionnement	42 000 €	21 003 €	21 003 €		21 000,00 €	21 000,00 €						0 €	0 €												
									42 000 €	21 003 €	21 003 €		21 000,00 €	21 000,00 €				0 €	0 €	0 €	0 €												
ENSEIGNEMENT RENFORCE DU REO MAOHI AU CYCLE 3	Etat		2011	2014	41 688 €		41 688 €	Fonctionnement	21 553 €	16 530 €	3 611 €	22 €	11 735,56 €	6 260,04 €	1 069,18 €			-9 472 €	-9 472 €	12 312 €	7 312 €	1 110 €											
	Etat		2011	2014				Personnel	20 135 €			12 897 €				4 406,34 €						0 €	5 000 €		1 110 €								
									41 688 €	16 530 €	16 508 €	22 €	11 735,56 €	10 666,38 €	1 069,18 €			-9 472 €	-9 472 €	12 312 €	12 312 €	1 110 €	1 110 €										
PROJET SINUS "Simulation Numérique et optimisation des structures"	Fondation	IRT Jules Verne	2013	2016	41 584 €		41 584 €	Fonctionnement	41 584 €									41 584 €	41 584 €	41 584 €	41 584 €												
									41 584 €									41 584 €	41 584 €	41 584 €	41 584 €												
BGO 2012 - Financement d'un CDD niveau ingénieur d'étude pour la plate-forme CORSAIRE	Région		2012	2014	40 000 €		40 000 €	Fonctionnement					25 032,04 €			11 051 €		-86 €		10 965 €	0 €												
	Région		2012	2014				Personnel	40 000 €			4 023 €				25 032,04 €			11 051 €		-86 €	0 €	10 965 €										
									40 000 €			4 023 €		25 032,04 €	25 032,04 €		11 051 €	11 051 €	-86 €	-86 €	10 965 €	10 965 €											
BGO 2013 - CDD ASSISTANT INGENIEUR POUR LA PLATE-FORME MICROPICELL	Région		2013	2015	40 000 €		40 000 €	Fonctionnement					12 901,52 €			25 800 €		35 €		25 835 €	0 €	1 263 €											
	Région		2013	2015				Personnel	40 000 €					12 901,52 €				25 800 €		35 €	0 €	25 835 €		1 263 €									
									40 000 €				12 901,52 €	12 901,52 €		25 800 €	25 800 €	35 €	35 €	25 835 €	25 835 €	1 263 €	1 263 €										
BGO 2014 - Axe Bio-informatique (CDD ingénieur d'étude)	Région	Région Pays de la Loire	2014	2016	40 000 €		40 000 €	Fonctionnement												26 780 €	0 €	13 220 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2016				Personnel	40 000 €												0 €	26 780 €		13 220 €									
									40 000 €									0 €	0 €	26 780 €	26 780 €	13 220 €	13 220 €										
BGO 2014 - CDD INGENIEUR D'ETUDES PLATE FORME BIRD	Région	Région Pays de la Loire	2014	2016	40 000 €		40 000 €	Fonctionnement												22 876 €	0 €	7 500 €		9 624 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2016				Personnel	40 000 €												0 €	22 876 €		7 500 €		9 624 €							
									40 000 €									0 €	0 €	22 876 €	22 876 €	7 500 €	7 500 €	9 624 €	9 624 €								
BGO 2014 - CDD INGENIEUR D'ETUDES PLATE FORME GENOMIQUE	Région	Région Pays de la Loire	2014	2016	40 000 €		40 000 €	Fonctionnement												24 627 €	0 €	7 873 €		7 500 €									
	Région	Région Pays de la Loire	2014	2016				Personnel	40 000 €													0 €	24 627 €		7 873 €		7 500 €						
									40 000 €									0 €	0 €	24 627 €	24 627 €	7 873 €	7 873 €	7 500 €	7 500 €								
BGO 2013 - CDD INGENIEUR AXE ANALYSE STRUCTURALE ET METABOLOMIQUE	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015	40 000 €		40 000 €	Fonctionnement										21 170 €		27 953 €	0 €	12 047 €											
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015				Personnel	40 000 €												21 170 €	0 €	27 953 €		12 047 €								
									40 000 €									21 170 €	21 170 €	27 953 €	27 953 €	12 047 €	12 047 €										
BGO 2014 - CDD INGENIEUR D'ETUDES PLATE FORME BIRD	Région	Région des Pays de la Loire	2014	2016	40 000 €		40 000 €	Fonctionnement										16 493 €		26 493 €	0 €	9 375 €		4 132 €									
	Région	Région des Pays de la Loire	2014	2016				Personnel	40 000 €											16 493 €	0 €	26 493 €		9 375 €		4 132 €							
									40 000 €									16 493 €	16 493 €	26 493 €	26 493 €	9 375 €	9 375 €	4 132 €	4 132 €								
PROJET ECOPTITE "L'ESTUAIRE DE LA LOIRE - QUELLE CONTAMINATION ET QUELS EFFETS DES ACTIVITES HUMAINES ?"	Région		2012	2014	38 500 €		38 500 €	Fonctionnement	38 500 €	6 341 €	6 232 €	109 €	16 298,10 €	16 095,74 €	202,36 €	16 549 €	16 549 €			16 549 €	16 549 €												
									38 500 €	6 341 €	6 232 €	109 €	16 298,10 €	16 095,74 €	202,36 €	16 549 €	16 549 €	0 €	0 €	16 549 €	16 549 €												
PROJET CHRONOMODEL (CHRONOPHY) "Modélisation chronologiques et développement de logiciel pour le traitement des données de datation en archéométrie, archéologie et géologie de la terre"	ANR		2011	2015	38 480 €		38 480 €	Fonctionnement	38 480 €	14 491 €	14 239 €	252 €	5 568,22 €	5 159,10 €	409,12 €	18 989 €	18 989 €	-568 €	-568 €	18 421 €	18 421 €												
									38 480 €	14 491 €	14 239 €	252 €	5 568,22 €	5 159,10 €	409,12 €	18 989 €	18 989 €	-568 €	-568 €	18 421 €	18 421 €												
Projet UTILE "Utilisation de la télédétection pour l'estimation du stock des huîtres sauvages en baie de Bourgneuf"	Région	Région Pays de la Loire	2012	2014	38 245 €	1 780 €	40 025 €	Fonctionnement	29 469 €	4 747 €	1 134 €	3 613 €	15 380,96 €	7 935,23 €	52,04 €	14 245 €	11 083 €	5 652 €	5 652 €	19 897 €	16 735 €												
	Région	Région Pays de la Loire	2012	2014				Personnel	10 556 €							7 393,69 €				3 162 €			0 €	3 162 €									
									40 025 €	4 747 €	1 134 €	3 613 €	15 380,96 €	15 328,92 €	52,04 €	14 245 €	14 245 €	5 652 €	5 652 €	19 897 €	19 897 €												
SONDAGE HABITAT NEOLITHIQUE ILE D'YEU	Etat		2010	2014	37 790 €		37 790 €	Fonctionnement	37 790 €	23 139 €	20 201 €	4 303 €	6 040,37 €	5 971,32 €	69,05 €	1 500 €	1 500 €	6 000 €	6 000 €	7 500 €	7 500 €												
	Etat		2010	2014				Personnel				13 €										0 €	0 €										
									37 790 €	23 139 €	20 214 €	4 303 €	6 040,3																				

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)	
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges		
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges										
"L'EGALITE DES CHANCES A L'ECOLE" DANS LA THEMATIQUE DU BIEN-ETRE	Etat	Ministère de l'Education Nationale	2013	2015	33 309 €		33 309 €	Fonctionnement	11 685 €				1 548,78 €	794,61 €	754,17 €	23 201 €	7 785 €	-1 193 €	-1 193 €	22 008 €	6 592 €	3 544 €	3 544 €								
	Etat	Ministère de l'Education Nationale	2013	2015				Personnel	21 624 €				6 207,52 €	6 207,52 €			15 416 €			0 €	15 416 €										
									33 309 €				7 756,30 €	7 002,13 €	754,17 €	23 201 €	23 201 €	-1 193 €	-1 193 €	22 008 €	22 008 €	3 544 €	3 544 €								
BGO 2012 - EQUIPEMENT POUR LA PLATE-FORME TRANSGENESE RAT DE L'AXE EXPLORATION FONCTIONNELLE	Région		2012	2016	32 500 €		32 500 €	Fonctionnement	32 500 €					16 250,05 €				13 587 €	13 587 €	13 587 €	13 587 €										
									32 500 €					16 250,05 €				13 587 €	13 587 €	13 587 €	13 587 €										
PROJET HYPERWIND 2013 "Monitoring global et systémique de parcs éoliens"	BpIFrance (ex. Oseo)		2013	2017	32 200 €		32 200 €	Fonctionnement	32 200 €									40 840 €	10 000 €	40 840 €	10 000 €										
	BpIFrance (ex. Oseo)		2013	2017				Personnel											30 840 €	0 €	30 840 €										
									32 200 €									40 840 €	40 840 €	40 840 €	40 840 €										
PROJET IMPAP	Région	Région Pays de la Loire	2011	2015	32 000 €		32 000 €	Fonctionnement	32 000 €	25 204 €	18 171 €	7 033 €	6 701,98 €	6 616,08 €	85,90 €			94 €	94 €	94 €	94 €										
									32 000 €	25 204 €	18 171 €	7 033 €	6 701,98 €	6 616,08 €	85,90 €			94 €	94 €	94 €	94 €										
ORODUR / CAPACITES	Divers		2012	2014	31 165 €	2 472 €	33 637 €	Fonctionnement	33 637 €	33 296 €	9 444 €	18 039 €	3 935,52 €	3 935,52 €				2 218 €	2 218 €	2 218 €	2 218 €										
									33 637 €	33 296 €	9 444 €	18 039 €	3 935,52 €	3 935,52 €				2 218 €	2 218 €	2 218 €	2 218 €										
PROJET ANAE "Analyses asymptotique des Equations aux dérivées partielles d'évolution"	ANR		2014	2018	29 590 €		29 590 €	Fonctionnement	29 590 €									8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	11 590 €	11 590 €	10 000 €	10 000 €						
									29 590 €									8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €	11 590 €	11 590 €	10 000 €	10 000 €						
CONTRAT DE LICENCE ENTRE NEW YORK UNIVERSITY-INSERM ET UNIVERSITE DE NANTES	INSERM		2009	2015	28 914 €		28 914 €	Fonctionnement	14 457 €	8 983 €	7 236 €	1 209 €	8 632,08 €		3 770,45 €					0 €	0 €										
	INSERM		2009	2015				Personnel	14 457 €		11 896 €			4 861,63 €						0 €	0 €										
									28 914 €	8 983 €	19 132 €	1 209 €	8 632,08 €	4 861,63 €	3 770,45 €			0 €	0 €	0 €	0 €										
REVERSEMENT SALAIRES J. LESOEUR	INSERM		2013	2015	28 392 €		28 392 €	Fonctionnement					3 433,96 €			15 760 €		-14 629 €	338 €	1 131 €	338 €										
	INSERM		2013	2015				Personnel	28 392 €					3 433,96 €		15 760 €		-14 967 €	0 €	793 €											
									28 392 €				3 433,96 €	3 433,96 €		15 760 €	15 760 €	-14 629 €	-14 629 €	1 131 €	1 131 €										
RISQUE, DECISION, TERRITOIRES	Etat	Ministère de l'Ecologie	2014	2015	28 080 €		28 080 €	Fonctionnement	10 580 €							28 080 €	10 580 €	-2 917 €		25 163 €	10 580 €	2 917 €									
	Etat	Ministère de l'Ecologie	2014	2015				Personnel	17 500 €								17 500 €		-2 917 €	0 €	14 583 €		2 917 €								
									28 080 €							28 080 €	-28 080 €	-2 917 €	-2 917 €	25 163 €	25 163 €	2 917 €	2 917 €								
PROJET GTO "Géométrie et Topologie des variétés ouvertes"	ANR		2013	2016	27 560 €		27 560 €	Fonctionnement	27 560 €			119 €	4 197,42 €	3 839,67 €	238,50 €	13 268 €	13 268 €			13 268 €	13 268 €	8 268 €	8 268 €	1 827 €	1 827 €						
	ANR		2013	2016				Personnel													0 €	0 €									
									27 560 €			119 €	4 197,42 €	3 839,67 €	238,50 €	13 268 €	13 268 €	0 €	0 €	13 268 €	13 268 €	8 268 €	8 268 €	1 827 €	1 827 €						
DynPDE : Dynamique et EDP	ANR		2011	2014	27 370 €		27 370 €	Fonctionnement	27 370 €	18 042 €	17 728 €	314 €	5 067,76 €	4 949,33 €	118,43 €	3 328 €	3 328 €	933 €	933 €	4 261 €	4 261 €										
									27 370 €	18 042 €	17 728 €	314 €	5 067,76 €	4 949,33 €	118,43 €	3 328 €	3 328 €	933 €	933 €	4 261 €	4 261 €										
POSTE ANIMATEUR CST SFR	Région		2013	2014	27 000 €		27 000 €	Fonctionnement					38 914,67 €					-11 915 €		-11 915 €	0 €										
	Région		2013	2014				Personnel	27 000 €					38 914,67 €						0 €	0 €										
									27 000 €				38 914,67 €	38 914,67 €				-11 915 €	0 €	-11 915 €	0 €										
REVERSEMENT CAPACITES (PF CARDIEX)	Entreprise privée	Reversement de CAPACITES	2013	2014	26 000 €		26 000 €	Fonctionnement										26 000 €		26 000 €	0 €										
	Entreprise privée	Reversement de CAPACITES	2013	2014				Personnel	26 000 €											26 000 €	0 €	26 000 €									
									26 000 €									26 000 €	26 000 €	26 000 €	26 000 €										
PROJET ROBOFIN "La finition robotisée des pièces métalliques, compsites et hybrides de grandes dimensions"	Fondation	IRT Jules Verne	2012	2016	25 186 €		25 186 €	Fonctionnement	25 186 €									17 584 €		17 584 €	0 €	12 593 €	12 593 €	12 593 €	12 593 €						
									25 186 €									17 584 €	0 €	17 584 €	0 €	12 593 €	12 593 €	12 593 €	12 593 €						
Fondation de projets de l'Université de Nantes	Autre Université et Institut	Fondation de projets de l'Université de Nantes	2014	2016	25 000 €		25 000 €	Fonctionnement	25 000 €									24 450 €	24 450 €	24 450 €	24 450 €	550 €	550 €								
									25 000 €									24 450 €	24 450 €	24 450 €	24 450 €	550 €	550 €								
Projets de recherche dans le domaine des effets de l'exposition aux facteurs de risques environnementaux sur le cancer	INSERM		2012	2015	25 000 €		25 000 €	Fonctionnement	25 000 €									18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	7 000 €	7 000 €								
									25 000 €									18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	7 000 €	7 000 €								
13COREB	ANR		2013	2016	25 000 €		25 000 €	Fonctionnement	25 000 €							1 000 €	1 000 €			1 000 €	1 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €						
									25 000 €							1 000 €	1 000 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €						
HISTOIRE DES TRADUCTIONS	ANR		2009	2014	23 365 €		23 365 €	Fonctionnement	23 365 €	5 820 €	8 886 €	195 €	2 409,14 €	2 322,64 €	86,50 €	11 760 €	11 760 €			11 760 €	11 760 €										
									23 365 €	5 820 €	8 886 €	195 €	2 409,14 €	2 322,64 €	86,50 €	11 760 €	11 760 €	0 €	0 €	11 760 €	11 760 €										
PROJET FIDAC "Fiabilisation des assemblages collés"	Fondation	IRT Jules Verne	2014	2015	20 345 €		20 345 €	Fonctionnement	20 345 €									14 333 €		14 333 €	0 €	20 345 €	20 345 €								
									20 345 €									14 333 €	0 €	14 333 €	0 €	20 345 €	20 345 €								
Projet IMPAP "Bilan 2011 et programme 2012 - Mer Molécules Santé"	Région	Région Pays de la Loire	2012	2014	19 200 €	57 €	19 257 €	Fonctionnement	11 869 €	9 133 €	1 745 €		6 104,81 €	5 998,39 €	106,42 €	3 124 €	3 124 €	895 €	895 €	4 019 €	4 019 €										
	Région	Région Pays de la Loire																													

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014					2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges											
CAMPAGNE CONSEIL GENERAL 44	Département		2012	2014	16 187 €		16 187 €	Fonctionnement	16 187 €				7 344,28 €	6 535,24 €	809,04 €	11 217 €	11 217 €	-2 374 €	-2 374 €	8 843 €	8 843 €											
									16 187 €				7 344,28 €	6 535,24 €	809,04 €	11 217 €	11 217 €	-2 374 €	-2 374 €	8 843 €	8 843 €											
BONIFONCE PROJET DE RECHERCHE "EFFET DE LA TRANSFUSION DE PRODUITS SANGUINS LABILES SUR LES CELLULES NATURAL KILLER CUEV LE DARTRE POLYDRAUMATICE"									15 000 €				14 961,67 €	14 961,67 €				38 €	38 €	38 €	38 €											
									15 000 €				14 961,67 €	14 961,67 €				38 €	38 €	38 €	38 €											
BGO 2014 - FONCTIONNEMENT DE LA PLATE FORME MICROPICELL	Région		2014	2016	15 000 €		15 000 €	Fonctionnement	15 000 €											0 €	0 €	15 000 €	15 000 €									
									15 000 €										0 €	0 €	0 €	0 €	15 000 €	15 000 €								
RECHERCHE SUR L'USAGE DE L'INTERCOMMUNALITE DANS LES CAMPAGNES MUNICIPALES DE 2014	Association	Association des communautés de France	2014	2015	15 000 €		15 000 €	Fonctionnement	15 000 €							9 000 €	9 000 €			9 000 €	9 000 €	6 000 €	6 000 €									
									15 000 €							9 000 €	9 000 €	0 €	0 €	9 000 €	9 000 €	6 000 €	6 000 €									
THESES 2 IRAKIENS	Agence Campus France		2014	2017	15 000 €		15 000 €	Fonctionnement	15 000 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €							
									15 000 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €							
CONTRAT NANOFONC (GESTION SCIENCES)	Région		2009	2015	14 000 €		14 000 €	Fonctionnement	14 000 €	7 000 €	6 981 €	19 €	6 998,67 €	6 705,15 €	293,52 €					0 €	0 €											
									14 000 €	7 000 €	6 981 €	19 €	6 998,67 €	6 705,15 €	293,52 €			0 €	0 €	0 €	0 €											
PROJET "PARTICIPATION SCIENTIFIQUE POUR UNE ACTION SOCIALE INNOVANTE ET STRUCTURANTE AUPRES DES ENFANTS ET DES PARENTS EN SITUATION DE VULNERABILITE PSYCHOSOCIALE"									13 950 €							9 950 €	9 950 €			9 950 €	9 950 €											
									13 950 €							9 950 €	9 950 €	0 €	0 €	9 950 €	9 950 €											
PROJET HUMAN SEA	Union Européenne (dont FEDER)		2014	2019	13 767 €		13 767 €	Investissement	2 000 €									2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €											
	Union Européenne (dont FEDER)		2014	2019				Fonctionnement	9 267 €						11 767 €	9 267 €	11 767 €	9 267 €														
	Union Européenne (dont FEDER)		2014	2019				Personnel	2 500 €							2 500 €	0 €	2 500 €														
									13 767 €								13 767 €	13 767 €	13 767 €	13 767 €												
CONTRAT COMPLIMA	Région		2010	2015	13 500 €		13 500 €	Fonctionnement	3 500 €	1 429 €	1 429 €		2 820,57 €	2 674,57 €	146,00 €	5 847 €	5 847 €			5 847 €	5 847 €											
	Région		2010	2015				Personnel	6 000 €											0 €	0 €											
	Région		2012	2015				Fonctionnement	4 000 €	1 396 €	1 396 €		1 061,06 €	1 061,06 €							0 €	0 €										
									13 500 €	2 825 €	2 825 €		3 881,63 €	3 735,63 €	146,00 €	5 847 €	5 847 €	0 €	0 €	5 847 €	5 847 €											
FINCOSA - THESE EL QUALAI	Région		2012	2014	13 500 €		13 500 €	Fonctionnement	13 500 €	2 690 €	2 690 €		6 183,95 €	6 183,95 €		7 314 €	7 314 €			7 314 €	7 314 €											
									13 500 €	2 690 €	2 690 €		6 183,95 €	6 183,95 €		7 314 €	7 314 €	0 €	0 €	7 314 €	7 314 €											
FINANCEMENT M. TARIK IHSANE	entreprise privée		2012	2015	13 500 €		13 500 €	Fonctionnement	13 500 €				235,73 €	235,73 €		4 500 €	4 500 €			4 500 €	4 500 €	8 764 €	8 764 €									
									13 500 €				235,73 €	235,73 €		4 500 €	4 500 €	0 €	0 €	4 500 €	4 500 €	8 764 €	8 764 €									
PROJET NAVHYBUS "Concevoir et réaliser un bateau fluvial à passager propulsé par des moteurs électriques alimentés par une pile à combustible hybridee avec des batteries electrochimiques"	ADEME		2013	2017	12 328 €		12 328 €	Fonctionnement	1 362 €				7 424,82 €	13,20 €		4 900 €	1 000 €			4 900 €	2 000 €											
	ADEME		2013	2017				Personnel	10 966 €				7 411,62 €			3 900 €			0 €	11 300 €												
									12 328 €				7 424,82 €	7 424,82 €		4 900 €	4 900 €	0 €	0 €	4 900 €	13 300 €											
PROJET SIPSAN "Solutions innovantes en procédés de soudage pour applications navales"	Fondation	IRT Jules Verne	2012	2015	11 733 €		11 733 €	Fonctionnement	11 733 €									11 733 €	11 733 €	11 733 €	11 733 €											
									11 733 €									11 733 €	11 733 €	11 733 €	11 733 €											
LA LIGUE - COMITE DE LA CHARENTE MARITIME	Association	Ligue Nationale contre le Cancer	2013	2014	11 700 €		11 700 €	Fonctionnement	11 700 €				6 836,81 €	6 836,81 €		5 940 €	5 940 €			5 940 €	5 940 €											
									11 700 €				6 836,81 €	6 836,81 €		5 940 €	5 940 €	0 €	0 €	5 940 €	5 940 €											
COREPEM	Région		2012	2015	10 851 €		10 851 €	Fonctionnement	10 851 €	6 158 €	4 234 €		1 536,79 €	1 536,79 €		4 117 €	4 117 €			4 117 €	4 117 €	964 €	964 €									
									10 851 €	6 158 €	4 234 €		1 536,79 €	1 536,79 €		4 117 €	4 117 €	0 €	0 €	4 117 €	4 117 €	964 €	964 €									
PROJET COMIDAC "Conception et intégration de Structures Complexes"	Fondation	IRT Jules Verne	2013	2016	10 688 €		10 688 €	Fonctionnement	10 688 €									6 712 €	6 712 €	6 712 €	6 712 €	3 976 €	3 976 €									
									10 688 €									6 712 €	6 712 €	6 712 €	6 712 €	3 976 €	3 976 €									
PROJET SINUS "Simulation numérique et optimisation des structures"	Fondation	IRT Jules Verne	2013	2015	10 396 €		10 396 €	Fonctionnement	10 396 €									8 157 €		8 157 €	0 €	10 396 €	10 396 €									
									10 396 €									8 157 €	0 €	8 157 €	0 €	10 396 €	10 396 €									
PROGREFF	Fondation	PROGREFF	2013	2014	10 246 €		10 246 €	Fonctionnement	10 246 €				872 €	872 €				10 247 €	10 247 €	10 247 €	10 247 €											
									10 246 €				872,10 €	872,10 €				10 247 €	10 247 €	10 247 €	10 247 €											
PROJET "La Discrimination perçue chez les lycéens professionnels en recherche de stage : de la détresse à la résilience chez les élèves des lycées professionnels en recherche de stage"	Association	Association Tissé Métisse	2014	2015	10 000 €		10 000 €	Investissement	1 000 €									1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €											
	Association	Association Tissé Métisse	2014	2015				Fonctionnement	3 606 €						9 000 €	3 606 €	9 000 €	3 606 €														
	Association	Association Tissé Métisse	2014	2015				Personnel	5 394 €							5 394 €	0 €	5 394 €														
									10 000 €								10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €												
PROJET CEFIPRA	Autre Université et institut	Centre Franco-allemand pour la promotion de la recherche avancée (Cefipra)	2012	2014	10 000 €		10 000 €	Fonctionnement	10 000 €	500 €	500 €		2 881,17 €	2 881,17 €		3 500 €	3 500 €			3 500 €	3 500 €											
									10 000 €	500 €	500 €		2 881,17 €	2 881,17 €		3 500 €	3 500 €	0 €	0 €	3 500 €	3 500 €											
PROJET SINUS "Estimation de la production primaire du microphytobenthos des vasières intertidales par spectroscopie luminescente"	CNRS	INSU (Institut National des Sciences de l'Univers)	2013	2014	10 000 €	1 983 €	11 983 €	Fonctionnement	11 983 €				7 424,15 €	6 350,54 €	1 073,61 €			4 559 €	4 559 €	4 559 €	4 559 €											
									11 983 €				7 424,15 €	6 350,54 €	1 073,61 €			4 559 €	4 559 €	4 559 €	4 559 €											
CONDITIONS ECONOMIQUES A L'INSTALLATION DES ACTIVITES AU SEIN DE LA VILLE ET DU BOURG RURAL	DREAL		2013	2015	9 999 €		9 999 €	Fonctionnement	9 999 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	4 999 €	4 999 €									
									9 999 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	4 999 €	4 999 €									
PROGRAMME CETIOM 2010	Entreprise privée	Reversement de Capacités	2013	2014	9 928 €		9 928 €	Fonctionnement	9 928 €				8 442,79 €	7 098,67 €	1 344,12 €			1 485 €	1 485 €	1 485 €	1 485 €											
									9 928 €				8 442,79 €	7 098,67 €	1 344,12 €			1 485 €	1 485 €	1 485 €	1 485 €											
CONVENTION ETUDE ASSOCIATION HOSPITALIERE	Association		2010	2014	9 568 €		9 568 €	Fonctionnement	6 517 €	6 422 €	2 731 €	640 €	639,69 €	639,69 €		2 646 €	1 108 €			1 537 €	2 646 €	2 645 €										
	Association		2010	2014				Personnel	3 051 €		3 051 €								1 538 €		1 538 €	0 €	3 076 €									
									9 568 €	6 422 €	5 782 €	640 €	639,69 €	639,69 €		2 646 €	2 646 €	0 €	3 075 €	2 646 €	5 721 €											
PROJET ETHICAM REVERSEMENT CNRS	CNRS		2014	2015	9 200 €		9 200 €	Fonctionnement	9 200 €									9 200 €	9 200 €	9 200 €	9 200 €											
									9 200 €									9 200 €	9 200 €	9 200 €	9 200 €											

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges			
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges											
VALPARESO (Reversement du porteur de projet)	Région	Reversement par ONIRIS	2012	2014	8 600 €		8 600 €	Fonctionnement	8 600 €	3 062 €	2 711 €	351 €	4 821,97 €	4 821,97 €		1 768 €	1 768 €	-1 052 €	-1 052 €	716 €	716 €											
										8 600 €	3 062 €	2 711 €	351 €	4 821,97 €	4 821,97 €		1 768 €	1 768 €	-1 052 €	-1 052 €	716 €	716 €										
DESSINE-MOI UN SYSTEME MER-TERRE	Agence des aires marines protégées		2013	2015	8 600 €		8 600 €	Fonctionnement	8 600 €				4 714,21 €	3 854,21 €	860,00 €	4 000 €	4 000 €			4 000 €	4 000 €											
										8 600 €				4 714,21 €	3 854,21 €	860,00 €	4 000 €	4 000 €	0 €	0 €	4 000 €	4 000 €										
PROJET 3MI04P "Etude sur les potentialités de valorisation de la R-Phycodérythrine issue de la macroalgue proliférante <i>Catolopha lundiana</i> "	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015	7 600 €		7 600 €	Fonctionnement	7 600 €				1 779,40 €	1 779,40 €		3 800 €	3 800 €			3 800 €	3 800 €	2 021 €	2 021 €									
										7 600 €				1 779,40 €	1 779,40 €		3 800 €	3 800 €	0 €	0 €	3 800 €	3 800 €	2 021 €	2 021 €								
ETUDE 2RUN	NANTES METROPOLE		2012	2014	6 000 €		6 000 €	Fonctionnement	6 000 €	1 592 €	1 592 €		3 728,97 €	3 728,97 €		508 €	508 €			508 €	508 €											
										6 000 €	1 592 €	1 592 €		3 728,97 €	3 728,97 €		508 €	508 €	0 €	0 €	508 €	508 €										
CATALOGUE SEDIMENTOLOGIQUE DES COTES FRANCAISES	Etat	Ministère de l'Ecologie (CETMEF / CETE)	2014	2016	5 976 €		5 976 €	Fonctionnement	5 976 €									2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	1 976 €	1 976 €							
										5 976 €								2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	1 976 €	1 976 €							
SOUTIEN DES ACTIVITES DE RECHERCHE DU DR MATHIEU REVEST (Convention de reversement)	CHU	CHU de Rennes	2013	2014	5 000 €		5 000 €	Fonctionnement	5 000 €							5 000 €	5 000 €			5 000 €	5 000 €											
										5 000 €						5 000 €	5 000 €	0 €	0 €	5 000 €	5 000 €											
PROJET "Evaluation du potentiel thérapeutique d'un extrait anti-biofilm pour le traitement d'infections pulmonaires à Pseudomonas aeruginosa"	Association	Vaincre la Mucoviscidose	2013	2014	5 000 €		5 000 €	Fonctionnement	5 000 €				994,94 €	994,94 €		5 000 €	5 000 €	-1 990 €	-1 990 €	3 010 €	3 010 €											
										5 000 €				994,94 €	994,94 €		5 000 €	5 000 €	-1 990 €	-1 990 €	3 010 €	3 010 €										
PROJET DE RECHERCHE POUR LA MUCOVISCIDOSE "Identification des mécanismes initiant le phénotype mucoviscidosique dans <i>Pseudomonas aeruginosa</i> humain en culture primitive par ADN interférence et	Association	Vaincre la Mucoviscidose	2014	2015	5 000 €		5 000 €	Fonctionnement	5 000 €									5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €											
										5 000 €								5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €											
PROJET COMMUNE DE RECHERCHE HAA	Etat		2011	2014	4 959 €	1 069 €	6 028 €	Fonctionnement	6 028 €	3 470 €	3 470 €		2 808,29 €	2 687,69 €	120,60 €	8 000 €	8 000 €	7 500 €	7 500 €	15 500 €	15 500 €											
										6 028 €	3 470 €	3 470 €		2 808,29 €	2 687,69 €	120,60 €	8 000 €	8 000 €	7 500 €	7 500 €	15 500 €	15 500 €										
CHU - Rémunération Madame Olivo-Desevedavy	CHU		2012	2014	4 500 €		4 500 €	Fonctionnement					3 762,54 €							0 €	0 €											
	CHU		2012	2014				Personnel	4 500 €				3 629,32 €				0 €	0 €														
										4 500 €				3 762,54 €	3 629,32 €				0 €	0 €	0 €	0 €										
PROJET SFR QUASAV 2013	Autre Université et Institut	Université d'Angers	2013	2014	4 100 €		4 100 €	Fonctionnement	4 100 €				143,90 €	143,90 €				3 956 €	3 956 €	3 956 €	3 956 €											
										4 100 €				143,90 €	143,90 €				3 956 €	3 956 €	3 956 €	3 956 €										
SFR BIOREGOS 2013	Autre Université et Institut	Université d'Angers	2014	2016	4 000 €		4 000 €	Fonctionnement	4 000 €									4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €											
										4 000 €								4 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €											
BOURSES CIFRES	ANRT		2012	2015	3 588 €		3 588 €	Fonctionnement	3 588 €							1 000 €	1 000 €			1 000 €	1 000 €	2 588 €	2 588 €									
										3 588 €						1 000 €	1 000 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €	2 588 €	2 588 €									
PASSEPORT RECHERCHE 2013 ET JOURNEE DE RESTITUTION DU 4/05/2013	Région		2013	2015	3 400 €		3 400 €	Fonctionnement	3 400 €				3 357,89 €	3 176,16 €	181,73 €					0 €	0 €											
										3 400 €				3 357,89 €	3 176,16 €	181,73 €			0 €	0 €	0 €	0 €										
MISE A JOUR DE L'ETUDE "GUIDE JURIDIQUE DU POTCAST"	Etat	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	2014	2018	3 000 €		3 000 €	Fonctionnement	3 000 €									1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	2 000 €	2 000 €									
										3 000 €								1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	2 000 €	2 000 €									
ARMEMENT ET NAVIRE	ANRT		2011	2014	3 000 €		3 000 €	Fonctionnement	3 000 €	257 €	257 €					743 €	743 €			743 €	743 €											
										3 000 €	257 €	257 €				743 €	743 €	0 €	0 €	743 €	743 €											
GRATIFICATIONS JOUAND	CHU	CHU de Nantes	2013	2018	2 616 €		2 616 €	Fonctionnement	2 616 €									2 616 €	2 616 €	2 616 €	2 616 €											
										2 616 €								2 616 €	2 616 €	2 616 €	2 616 €											
PROGRAMME ONIRIS VALPARESO	Région	Versement par ONIRIS	2012	2014	2 250 €		2 250 €	Fonctionnement	2 250 €				1 106,13 €	1 106,13 €		1 250 €	1 250 €			1 250 €	1 250 €											
										2 250 €				1 106,13 €	1 106,13 €		1 250 €	1 250 €	0 €	0 €	1 250 €	1 250 €										
PROJET REGBONE	Divers	SFR (coest valorisation société d'Accélération du Transfert de Technologie)	2014	2015	2 000 €		2 000 €	Fonctionnement	2 000 €									2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €											
										2 000 €								2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €											
VALPENA Nord-Pas de Calais / Picardie	CRPMEP		2013	2015	2 000 €		2 000 €	Fonctionnement	2 000 €				491,65 €	331,65 €	160,00 €	1 593 €	1 593 €					1 593 €	1 593 €									
										2 000 €				491,65 €	331,65 €	160,00 €	1 593 €	1 593 €	0 €	0 €	1 593 €	1 593 €										
SFR BIOREGOS 2013	Autre Université et Institut	Université du Maine	2014	2016	1 800 €		1 800 €	Fonctionnement	1 800 €									1 800 €	1 800 €	1 800 €	1 800 €											
										1 800 €								1 800 €	1 800 €	1 800 €	1 800 €											
PROJET "LES VIOLS DANS LA CHIENE PENALE"	CNRS	CNRS (Provence et Corse)	2013	2015	1 170 €		1 170 €	Fonctionnement	1 170 €									1 170 €	1 170 €	1 170 €	1 170 €											
										1 170 €								1 170 €	1 170 €	1 170 €	1 170 €											
ACCORD DE PARTENARIAT	entreprise privée		2013	2015	1 000 €		1 000 €	Fonctionnement	1 000 €							1 000 €	1 000 €			1 000 €	1 000 €											
										1 000 €								1 000 €	1 000 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €									
TOTAL INVESTISSEMENT										4 633 052 €	968 195 €	1 172 782 €	0 €	975 905 €	1 239 551 €	72 000 €	995 358 €	1 005 358 €	345 794 €	325 647 €	1 389 362 €	1 434 749 €	502 162 €	502 162 €	198 363 €	198 363 €	11 214 €	11 214 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL FONCTIONNEMENT										29 485 378 €	8 882 866 €	5 874 452 €	638 430 €	8 554 247 €	3 766 926 €	368 120 €	12 098 921 €	6 687 401 €	3 675 079 €	2 720 683 €	16 616 136 €	9 816 542 €	11 915 262 €	5 897 448 €	5 097 184 €	2 601 534 €	1 503 353 €	946 767 €	371 777 €	142 732 €	26 344 €	26 344 €
TOTAL PERSONNEL										34 384 496 €	2 023 554 €	5 527 600 €	164 925 €	1 571 960 €	6 137 238 €	26 242 €	1 170 212 €	6 555 732 €	490 624 €	1 352 269 €	1 738 600 €	8 441 382 €	2 068 188 €	8 086 002 €	1 215 315 €	3 710 965 €	492 139 €	1 048 725 €	140 090 €	369 135 €	74 089 €	74 089 €
TOTAL GENERAL DES PROJETS PLURIANNUELS DE RECHERCHE EN COURS										68 502 926 €	11 874 615 €	12 574 835 €	8																			

Projets Hors recherche

[illegible]

2 / 5

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		2020 (prévisionnel)	
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges		
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges												
PROJET ERASMUS MUNDUS CARIBU	Autre Université et Institut	Université de Bruxelles	2013	2017	61 500 €		61 500 €	Fonctionnement	4 500 €							4 500 €	4 500 €	-2 000 €	-2 000 €	2 500 €	2 500 €	2 000 €	2 000 €										
	Autre Université et Institut	Université de Bruxelles	2013	2017				Fonctionnement	40 000 €											21 000 €	21 000 €	21 000 €	21 000 €	7 000 €	7 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €				
	Autre Université et Institut	Université de Bruxelles	2013	2017				Fonctionnement	17 000 €												12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	1 000 €	1 000 €			
									61 500 €							4 500 €	4 500 €	31 000 €	31 000 €	35 500 €	35 500 €	11 000 €	11 000 €	8 000 €	8 000 €	7 000 €	7 000 €						
INSTITUT CAMOES / CHAIRE SOPHIA DE MELLO BREYNER	Divers		2006	2015	61 251 €		61 251 €	Fonctionnement	61 251 €	49 699 €	54 699 €		6 551,41 €	5 747,35 €	804,06 €	8 000 €	8 000 €	-8 000 €	-8 000 €	0 €	0 €												
									61 251 €	49 699 €	54 699 €		6 551,41 €	5 747,35 €	804,06 €	8 000 €	8 000 €	-8 000 €	-8 000 €	0 €	0 €												
PROJET ERASMUS MUNDUS PEACE 2	Autre Université et Institut	Université de Santiago	2013	2017	60 000 €		60 000 €	Fonctionnement	3 000 €							3 000 €	3 000 €			3 000 €	3 000 €												
	Autre Université et Institut	Université de Santiago	2013	2017				Fonctionnement	40 000 €												0 €	0 €	20 000 €	20 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €					
	Autre Université et Institut	Université de Santiago	2013	2017				Fonctionnement	17 000 €												0 €	0 €	7 000 €	7 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €					
									60 000 €							3 000 €	3 000 €	0 €	0 €	3 000 €	3 000 €	27 000 €	27 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €						
CERTIF. LANGUES MASTER	Région		2012	2014	60 000 €		60 000 €	Fonctionnement	60 000 €				72 241,16 €	69 071,16 €	3 170,00 €					0 €	0 €												
									60 000 €				72 241,16 €	69 071,16 €	3 170,00 €			0 €	0 €	0 €	0 €												
PPC 2013 - MISSION LANGUES	Région		2013	2015	60 000 €		60 000 €	Fonctionnement	34 500 €							60 000 €	34 500 €			60 000 €	34 500 €												
	Région		2013	2015				Personnel	25 500 €								25 500 €			0 €	25 500 €												
									60 000 €							60 000 €	60 000 €	0 €	0 €	60 000 €	60 000 €												
SCHEMA DIRECTEUR DU NUMERIQUE ET DU SYSTEME D'INFORMATION	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015	60 000 €		60 000 €	Investissement								48 000 €	60 000 €		-60 000 €	48 000 €	0 €												
	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015				Fonctionnement	48 000 €											48 000 €	0 €	48 000 €											
	Autofinancement Université		2013	2015				Fonctionnement	12 000 €												12 000 €	0 €	12 000 €										
									60 000 €								48 000 €	60 000 €	0 €	0 €	48 000 €	60 000 €											
DOCTORANTS DGA	Etat		2009	2015	55 000 €		55 000 €	Fonctionnement	2 750 €	17 681 €			14 179,15 €			10 629 €		10 €		10 639 €	0 €	12 500 €	2 750 €										
	Etat		2009	2015				Personnel	52 250 €		14 148 €	3 533 €		14 179,15 €				10 629 €		10 €	10 639 €												
									55 000 €	17 681 €	14 148 €	3 533 €	14 179,15 €	14 179,15 €		10 629 €	10 629 €	10 €	10 €	10 639 €	10 639 €	12 500 €	12 500 €										
DOCTORANTS BRGM 2012-2015	BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)		2012	2015	54 500 €		54 500 €	Fonctionnement	2 250 €	1 204 €			17 307,97 €			17 075 €		19 €		17 094 €	0 €	18 894 €	2 250 €										
	BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)		2012	2015				Personnel	52 250 €		1 204 €			17 307,97 €				17 075 €		19 €	0 €	17 094 €											
									54 500 €	1 204 €	1 204 €		17 307,97 €	17 307,97 €		17 075 €	17 075 €	19 €	19 €	17 094 €	17 094 €	18 894 €	18 894 €										
CONVENTION UNIV. FRANCO-ALLEMANDE	Divers		2008	2015	50 938 €		50 938 €	Fonctionnement	48 507 €	35 688 €	33 257 €		3 249,30 €	3 249,30 €				8 100 €	8 100 €	8 100 €	8 100 €	3 901 €	3 901 €										
	Divers		2008	2015				Personnel	2 431 €		2 431 €									0 €	0 €												
									50 938 €	35 688 €	35 688 €		3 249,30 €	3 249,30 €				8 100 €	8 100 €	8 100 €	8 100 €	3 901 €	3 901 €										
DOCTORANTS BRGM	BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)		2011	2015	50 082 €		50 082 €	Fonctionnement					25 349,31 €			25 351 €		-4 864 €		20 487 €	0 €												
	BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)		2011	2015				Personnel	50 082 €	4 246 €		4 246 €		25 349,31 €				25 351 €		-4 864 €	0 €	20 487 €											
									50 082 €	4 246 €		4 246 €	25 349,31 €	25 349,31 €		25 351 €	25 351 €	-4 864 €	-4 864 €	20 487 €	20 487 €												
STAGE ET INSERTION	Région		2012	2014	50 000 €		50 000 €	Fonctionnement					47 362,42 €					2 638 €		2 638 €	0 €												
	Région		2012	2014				Personnel	50 000 €					31 553,59 €	15 808,83 €				2 638 €	0 €	2 638 €												
									50 000 €				47 362,42 €	31 553,59 €	15 808,83 €			2 638 €	2 638 €	2 638 €	2 638 €												
PPC 2013 - CELLULES STAGES ET INSERTIONS	Région		2013	2015	50 000 €		50 000 €	Fonctionnement								50 000 €				50 000 €	0 €												
	Région		2013	2015				Personnel	50 000 €								50 000 €			0 €	50 000 €												
									50 000 €							50 000 €	50 000 €	0 €	0 €	50 000 €	50 000 €												
ACCOMPAGNEMENT A LA REFLEXION STRATEGIQUE INTERUNIVERSITE	Région		2013	2015	50 000 €		50 000 €	Fonctionnement	50 000 €							50 000 €	50 000 €			50 000 €	50 000 €												
									50 000 €							50 000 €	50 000 €	0 €	0 €	50 000 €	50 000 €												
DOCTORANTS REGION BRETAGNE 2013	Région	Région Bretagne	2013	2016	45 000 €		45 000 €	Fonctionnement								14 172 €		2 111 €		16 283 €	0 €	14 333 €		14 384 €									
	Région	Région Bretagne	2013	2016				Personnel	45 000 €								14 172 €		2 111 €	0 €	16 283 €		14 333 €		14 384 €								
									45 000 €							14 172 €	14 172 €	2 111 €	2 111 €	16 283 €	16 283 €	14 333 €	14 333 €	14 384 €	14 384 €								
DOCTORANTS ETABLISSEMENT Français DU SANG 2012/2015	Etablissement français du Sang Pays de la Loire		2012	2015	44 122 €		44 122 €	Fonctionnement		2 467 €			14 560,48 €			14 892 €		17 €		14 909 €	0 €	12 185 €											
	Etablissement français du Sang Pays de la Loire		2012	2015				Personnel	44 122 €		2 467 €			14 560,48 €			14 892 €		17 €	0 €	14 909 €		12 185 €										
									44 122 €	2 467 €	2 467 €		14 560,48 €	14 560,48 €		14 892 €	14 892 €	17 €	17 €	14 909 €	14 909 €	12 185 €	12 185 €										
DOCTORANTS LABEX STOREX	ANR	Réseau RS2E	2013	2016	43 000 €		43 000 €	Fonctionnement								14 172 €		3 578 €		17 750 €	0 €	14 333 €		10 917 €									
	ANR	Réseau RS2E	2013	2016				Personnel	43 000 €								14 172 €		3 578 €	0 €	17 750 €		14 333 €		10 917 €								

Projet / Opération	Financier	Détail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		2020 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges														
CHERCHEURS ETRANGERS	Région		2012	2014	25 000 €		25 000 €	Fonctionnement	25 000 €				12 129,00 €		12 129,00 €	6 250 €	6 250 €	6 621 €	6 621 €	12 871 €	12 871 €														
									25 000 €				12 129,00 €	0,00 €	12 129,00 €	6 250 €	6 250 €	6 621 €	6 621 €	12 871 €	12 871 €														
PPC 2013 PROJET E-LEARNING	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2015	25 000 €		25 000 €	Fonctionnement	25 000 €							25 000 €	25 000 €			25 000 €	25 000 €														
									25 000 €							25 000 €	25 000 €	0 €	0 €	25 000 €	25 000 €														
PPC 2013 - INCITATION AUX SEJOURS DE CHERCHEURS ETRANGERS DE HAUT NIVEAU A NANTES	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015	25 000 €		25 000 €	Fonctionnement	25 000 €									17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €	7 500 €	7 500 €												
									25 000 €									17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €	7 500 €	7 500 €												
PPC 2013 - GUICHET UNIQUE MOBILITE	Région		2013	2015	22 000 €		22 000 €	Fonctionnement										15 400 €		15 400 €	0 €	6 600 €													
	Région		2013	2015				Personnel	22 000 €									15 400 €	0 €	15 400 €		6 600 €													
									22 000 €									15 400 €	15 400 €	15 400 €	15 400 €	6 600 €	6 600 €												
PREPARATION AUX LANGUES MODIMES	Région		2012	2014	20 040 €		20 040 €	Fonctionnement	2 256 €				10 385,24 €	1 453,50 €		3 000 €			802 €	3 000 €	802 €														
	Région		2012	2014				Personnel	11 130 €				8 931,74 €			3 000 €		-802 €	0 €	2 198 €															
	Région		2012	2014				Personnel	6 654 €			6 653,68 €	6 653,68 €							0 €	0 €														
									20 040 €				17 038,92 €	17 038,92 €	0,00 €	3 000 €	3 000 €	0 €	0 €	3 000 €	3 000 €														
PPC 2013 - LANGUES MODIMES	Région		2013	2015	20 000 €		20 000 €	Fonctionnement								8 407 €		5 593 €		14 000 €	0 €	6 000 €													
	Région		2013	2015				Personnel	20 000 €							8 407 €		5 593 €	0 €	14 000 €		6 000 €													
									20 000 €							8 407 €	8 407 €	5 593 €	5 593 €	14 000 €	14 000 €	6 000 €	6 000 €												
Etude sur l'organisation des transports du pôle "Enfance et Adolescence en situation de handicap"	Entreprise privée	ADSEA 80	2013	2015	19 000 €		19 000 €	Fonctionnement	19 000 €							11 000 €	11 000 €	-6 000 €	-6 000 €	5 000 €	5 000 €	14 000 €	14 000 €												
									19 000 €							11 000 €	11 000 €	-6 000 €	-6 000 €	5 000 €	5 000 €	14 000 €	14 000 €												
PPC 2013 - COURS DE SOUTIEN EN Français	Région		2013	2015	17 500 €		17 500 €	Fonctionnement	17 500 €									17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €														
									17 500 €									17 500 €	17 500 €	17 500 €	17 500 €														
GUICHET UNIQUE ACCUEIL DES ETUDIANTS ETRANGERS	Région		2012	2014	17 000 €		17 000 €	Fonctionnement	3 245 €				21 866,44 €	3 245,26 €		2 315 €		-2 315 €		0 €	0 €														
	Région		2012	2014				Personnel	13 755 €					12 695,18 €	5 926,00 €		2 315 €		-2 315 €	0 €	0 €														
									17 000 €				21 866,44 €	15 940,44 €	5 926,00 €	2 315 €	2 315 €	-2 315 €	-2 315 €	0 €	0 €														
COURS DE SOUTIEN DE Français ETUDIANTS D'ECHANGE	Région		2012	2014	15 000 €		15 000 €	Fonctionnement	3 000 €	12 000 €			2 518,50 €		2 518,50 €			482 €	482 €	482 €	482 €														
	Région		2012	2014				Personnel	12 000 €			12 000 €								0 €	0 €														
									15 000 €	12 000 €		12 000 €	2 518,50 €		2 518,50 €			482 €	482 €	482 €	482 €														
ACTION UNIVERSITE LYCEE	Région		2012	2014	14 000 €		14 000 €	Fonctionnement	3 000 €				4 803,43 €	1 032,42 €		13 500 €		773 €	773 €	14 273 €	773 €														
	Région		2012	2014				Personnel	16 000 €						3 771,01 €		13 500 €			0 €	13 500 €														
	Région		2012	2014				Personnel	11 000 €				10 924,02 €	10 141,02 €	783,00 €					0 €	0 €														
									30 000 €				15 727,45 €	11 173,44 €	4 554,01 €	13 500 €	13 500 €	773 €	773 €	14 273 €	14 273 €														
EVENEMENTS DE RENTREE - MANIFESTATIONS DES ETUDIANTS	Région		2012	2014	12 000 €		12 000 €	Fonctionnement	11 102 €				11 999,12 €	11 101,74 €						0 €	0 €														
	Région		2012	2014				Personnel	898 €					897,38 €						0 €	0 €														
									12 000 €				11 999,12 €	11 999,12 €	0,00 €			0 €	0 €	0 €	0 €														
UE ASSOCIATIONS ET CULTURELLES TRANSVERSALES	Région		2012	2014	12 000 €		12 000 €	Fonctionnement	9 564 €				7 968,60 €	6 564,27 €		3 000 €	3 000 €			3 000 €	3 000 €														
	Région		2012	2014				Personnel						1 404,33 €						0 €	0 €														
	Région		2012	2014				Personnel	2 436 €				1 965,46 €	573,46 €	1 392,00 €				1 862 €	1 862 €	1 862 €	1 862 €													
									12 000 €				9 934,06 €	7 137,73 €	2 796,33 €	3 000 €	3 000 €	1 862 €	1 862 €	4 862 €	4 862 €														
PPC 2013 - UE ASSOCIATIONS ET CULTURELLES TRANSVERSALES	Région	Région Pays de la Loire	2013	2015	12 000 €		12 000 €	Fonctionnement	12 000 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	2 000 €	2 000 €												
									12 000 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	2 000 €	2 000 €												
CONVENTION CEGELAV	Association	CEGELAV	2014	2016	11 000 €		11 000 €	Investissement	2 500 €											0 €	0 €	2 500 €	2 500 €												
	Association	CEGELAV						Fonctionnement	8 500 €									5 350 €	5 350 €	5 350 €	5 350 €	3 150 €	3 150 €												
									11 000 €									5 350 €	5 350 €	5 350 €	5 350 €	5 650 €	5 650 €												
FORMATION DES ELUS ETUDIANTS	Région		2012	2014	10 000 €		10 000 €	Fonctionnement	10 000 €	4 378 €	4 174 €		2 656,49 €	2 860,49 €				2 965 €	2 965 €	2 965 €	2 965 €														
	Région		2012	2014				Personnel			204 €			-204,00 €						0 €	0 €														
									10 000 €	4 378 €	4 378 €		2 656,49 €	2 656,49 €				2 965 €	2 965 €	2 965 €	2 965 €														
JOINT PROGRAM FOR EUROPEAN MEDICAL	Région		2012	2014	10 000 €		10 000 €	Fonctionnement		6 416 €			-283 €							0 €	0 €														
	Région		2012	2014				Personnel	10 000 €		6 416 €		674 €	-1 221 €	1 612 €					0 €	0 €														
									10 000 €	6 416 €	6 416 €		391 €	-1 221 €	1 612 €			0 €	0 €	0 €	0 €														

Projet / Opération	Financier	Detail financier (Entreprise privée et autre)	Date de début d'éligibilité des dépenses	Date fin	Montant de la convention	Produits supplétifs	Montant de l'opération	Masse	Montant total par masse	Années antérieures à 2013			EXERCICE 2013			BUDGET 2014						2015 (prévisionnel)		2016 (prévisionnel)		2017 (prévisionnel)		2018 (prévisionnel)		2019 (prévisionnel)		2020 (prévisionnel)			
										Produits	Charges		Produits	Charges		Budget initial		BR 1		Crédits ouverts		Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
											Dépenses	Charges supplétives		Dépenses	Charges supplétives	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges														
PPC 2013 - EVENEMENTS DE RENTREE, MANIFESTATIONS ETUDIANTES	Région	Région des Pays de la Loire	2013	2015	10 000 €		10 000 €	Fonctionnement	10 000 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €														
									10 000 €									10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €														
PPC 2013 - LANGUES PLUS DITES	Région		2013	2015	10 000 €		10 000 €	Fonctionnement								1 560 €		5 000 €		6 560 €	0 €	3 440 €													
	Région		2013	2015				Personnel	10 000 €							1 560 €	1 560 €	5 000 €	5 000 €	0 €	6 560 €		3 440 €												
									10 000 €							1 560 €	1 560 €	5 000 €	5 000 €	6 560 €	6 560 €	3 440 €	3 440 €												
PREPARATION AUX LANGUES PLUS DITES	Région		2012	2014	9 184 €		9 184 €	Fonctionnement	3 500 €				2 394,22 €	1 578,23 €		2 500 €		1 922 €	1 922 €	4 422 €	1 922 €														
	Région		2012	2014				Personnel	816 €					815,99 €						0 €	0 €														
	Région		2012	2014				Personnel	5 684 €				928,68 €	928,68 €			2 500 €	2 255 €	2 255 €	2 255 €	4 755 €														
									10 000 €				3 322,90 €	3 322,90 €	0,00 €	2 500 €	2 500 €	4 177 €	4 177 €	6 677 €	6 677 €														
MASTER INFO ORO	Etat		2012	2014	9 000 €		9 000 €	Fonctionnement	9 000 €	841 €	841 €		2 433,42 €	1 956,10 €	477,32 €	3 000 €	3 000 €					3 000 €	3 000 €												
									9 000 €	841 €	841 €		2 433,42 €	1 956,10 €	477,32 €	3 000 €	3 000 €	0 €	0 €	3 000 €	3 000 €														
SONDAGE COMMUNES VUE ET BOUGUENAIS	Etat		2011	2014	8 000 €		8 000 €	Fonctionnement	8 000 €	6 546 €	6 450 €	96 €	1 324,53 €	1 242,42 €	82,11 €						0 €	0 €													
									8 000 €	6 546 €	6 450 €	96 €	1 324,53 €	1 242,42 €	82,11 €			0 €	0 €	0 €	0 €														
ECOPOLE	Région		2012	2014	4 000 €		4 000 €	Fonctionnement	4 000 €							1 000 €	1 000 €				1 000 €	1 000 €													
									4 000 €							1 000 €	1 000 €	0 €	0 €	1 000 €	1 000 €														
DOCTORANTS GROUPAMA	entreprise privée		2011	2015	0 €		0 €	Fonctionnement					34 317,11 €								0 €	0 €													
	entreprise privée		2011	2015				Personnel						34 317,11 €						0 €	0 €														
													34 317,11 €	34 317,11 €					0 €	0 €	0 €	0 €													
TOTAL INVESTISSEMENT									315 441 €	0 €	0 €	0 €	3 960 €	10 374 €	0 €	164 512 €	207 640 €	-28 912 €	-167 412 €	186 050 €	40 228 €	62 500 €	62 500 €	60 000 €	60 000 €	104 840 €	104 840 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
TOTAL FONCTIONNEMENT									11 531 386 €	4 941 594 €	351 944 €	17 371 €	2 544 147 €	443 098 €	33 985 €	2 625 137 €	1 271 570 €	334 776 €	325 956 €	3 009 913 €	1 647 526 €	1 882 715 €	1 295 413 €	1 086 687 €	905 366 €	6 632 213 €	6 632 213 €	203 671 €	203 671 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
TOTAL PERSONNEL									10 360 488 €	4 246 €	5 240 271 €	-654 287 €	89 821 €	2 098 986 €	61 309 €	68 640 €	1 470 657 €		461 €	147 780 €	69 101 €	1 618 437 €	314 300 €	901 937 €	314 300 €	495 621 €	607 010 €	607 010 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €		
TOTAL GENERAL DES PROJETS PLURIANNUELS HORS RECHERCHE									22 207 315 €	4 945 840 €	5 592 215 €	-636 917 €	2 637 929 €	2 552 458 €	95 294 €	2 858 289 €	2 949 867 €	306 325 €	306 324 €	3 265 064 €	3 306 191 €	2 259 515 €	2 259 850 €	1 460 987 €	1 460 987 €	7 344 063 €	7 344 063 €	203 671 €	203 671 €	0 €	0 €	0 €	0 €		

TOTAL ANR	9 820 505 €	97 693 €	80 585 €	17 275 €		301 929 €	303 512 €	1 287 €	583 490 €	583 490 €	49 008 €	49 008 €	632 498 €	632 498 €	695 948 €	695 948 €	599 896 €	599 896 €	7 287 338 €	7 287 338 €	203 671 €	203 671 €									
TOTAL REGION	5 643 162 €	2 754 690 €	2 936 758 €	-182 068 €		1 281 929 €	1 207 957 €	77 381 €	938 364 €	966 364 €	299 296 €	271 296 €	1 237 660 €	1 237 660 €	221 643 €	221 643 €	123 449 €	123 449 €													
TOTAL UNION EUROPEENNE (Dont Feder)	2 176 100 €					55 911 €	55 911 €		725 398 €	725 398 €	-98 689 €	-98 690 €	626 709 €	626 708 €	835 372 €	835 707 €	655 448 €	655 448 €	2 325 €	2 325 €											
TOTAL ASSOCIATION	1 786 594 €	1 211 983 €	1 611 573 €	-400 300 €		412 623 €	412 623 €		119 768 €	119 768 €	13 711 €	13 711 €	133 479 €	133 479 €	21 430 €	21 430 €															
TOTAL NANTES METROPOLE	509 388 €	365 291 €	455 659 €	-90 368 €		99 207 €	99 207 €		44 878 €	44 878 €	12 €	12 €	44 890 €	44 890 €																	
TOTAL ENTREPRISE PRIVEE	567 222 €	69 719 €	62 607 €	7 113 €		227 689 €	227 689 €		135 002 €	135 002 €	-5 840 €	-5 840 €	129 162 €	129 162 €	174 969 €	174 969 €															
TOTAL FONDATION	427 558 €	89 066 €	89 066 €			89 385 €	85 700 €	7 229 €	0 €	50 450 €	67 578 €	67 578 €	118 028 €	118 028 €	93 236 €	93 236 €															
TOTAL DIVERS	421 457 €	135 086 €	145 086 €			35 449 €	26 612 €	8 837 €	212 322 €	212 322 €	-55 932 €	-55 932 €	156 390 €	156 390 €	75 338 €	75 338 €	9 194 €	9 194 €													
TOTAL AGENCE CAMPUS France	122 400 €														50 000 €	50 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	12 400 €	12 400 €									
TOTAL AUTOFINANCEMENT UNIVERSITE	51 128 €										13 128 €	28 000 €		41 128 €	10 000 €	10 000 €															
TOTAL DEPARTEMENT	108 424 €	96 022 €	94 244 €	1 778 €		6 792 €	6 792 €		5 310 €	5 310 €	300 €	300 €	5 610 €	5 610 €																	
TOTAL ETAT	156 921 €	88 731 €	85 102 €	3 629 €		39 195 €	38 635 €	559 €	13 629 €	13 629 €	10 €	10 €	13 639 €	13 639 €	12 500 €	12 500 €															
TOTAL AUTRE UNIVERSITE ET INSTITUT	201 900 €								17 500 €	17 500 €	41 400 €	41 400 €	58 900 €	58 900 €	58 000 €	58 000 €	43 000 €	43 000 €	42 000 €	42 000 €											
TOTAL COMMUNES	65 853 €	29 641 €	27 863 €	1 778 €		30 601 €	30 601 €		5 310 €	5 310 €	300 €	300 €	5 610 €	5 610 €																	
TOTAL BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)	104 582 €	5 450 €	1 204 €	4 246 €		42 657 €	42 657 €		42 426 €	42 426 €	-4 845 €	-4 845 €	37 581 €	37 581 €	18 894 €	18 894 €															
TOTAL ETABLISSEMENT Français DU SANG	44 122 €	2 467 €	2 467 €			14 560 €	14 560 €		14 892 €	14 892 €	17 €	17 €	14 909 €	14 909 €	12 185 €	12 185 €															



**DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-6
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes**

Séance du 2 juillet 2014

POINT 6 : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR L'ANNEE 2015

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code de l'Éducation ;
VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DEBAT des orientations budgétaires de l'Université de Nantes pour l'année 2015.

À Nantes, le 2 juillet 2014
Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX



DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-7
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 7 : APPROBATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE MODIFIÉE DU
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC CANCEROPOLE GRAND OUEST**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
VU l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE avec 23 voix pour et 2 abstentions, la convention constitutive modifiée du Groupement d'Intérêt Public Cancéropôle Grand Ouest, jointe en annexe ;

AUTORISE, le Président de l'Université de Nantes à signer la convention constitutive modifiée.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX



Convention constitutive modificative du Groupement d'intérêt Public « Cancéropôle Grand-Ouest »

Préambule

Le Plan national de lutte contre le cancer présenté en 2003 a permis la création de l'Institut National du Cancer (ci-après INCa) et l'identification de sept Cancéropôles régionaux ou interrégionaux.

Leur objectif est de dynamiser et renforcer la recherche en cancérologie dans ses aspects fondamentaux, cliniques ou à visée économique, en s'appuyant sur l'interdisciplinarité, la mutualisation des compétences et la fédération d'équipes en réseaux. Le but majeur de cette mobilisation est de contribuer à l'effort national de continuum de l'idée du laboratoire au lit du patient.

Dans ce contexte, a été créé le Cancéropôle Grand Ouest qui couvre les régions Bretagne, Centre, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.

Son action s'inscrit dans les objectifs des Plans cancer 2003-2007 et 2009-2013. Ainsi, il regroupe les structures de recherche et les centres de soins engagés dans une dynamique visant à accroître et accélérer la mise à disposition auprès des patients de nouveaux dispositifs diagnostiques et thérapeutiques.

Il permet en outre aux organismes publics et privés désireux d'adhérer à ce programme d'exercer ensemble des activités de recherche et de développement technologique pour le bénéfice des malades atteints de cancer.

Pour remplir ces missions et tenir compte de la nature diverse des acteurs qui prennent part à son fonctionnement, le Cancéropôle Grand Ouest a souhaité adopter un statut juridique adapté. Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) est apparu comme la forme juridique la plus pertinente.

Le GIP Cancéropôle Grand Ouest a ainsi été créée par décision conjointe du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et du Ministre du budget, des comptes et de la fonction publique en date du 21 juin 2008 publié le 26 juin 2008.

La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 *de simplification et d'amélioration de la qualité du droit* et le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 *relatif au groupement d'intérêt public* imposent une mise en conformité de la convention constitutive du GIP au regard de ces nouvelles dispositions.

En outre, le Président de la République a annoncé, le 4 décembre 2012, le lancement d'un troisième Plan cancer, à partir de 2014, lequel est en cours de préparation.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit.

IL EST CONSTITUE ENTRE :

Etablissements Publics à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, (EPSCP)

- **L'Université d'Angers,**
*sise 40 rue de Rennes 49035 Angers,
ayant pour numéro unique d'identification 194 909 701 003 03,
représentée par son Président,*
- **L'Université de Bretagne Occidentale**
*sise 3 rue de Archives 29238 Brest,
ayant pour numéro unique d'identification 192 903 466 000 14,
représentée par son Président,*
- **L'Université de La Rochelle,**
*sise 23 avenue Albert Einstein 17071 La Rochelle,
ayant pour numéro unique d'identification 19 700 327 000 15,
représentée par son Président,*
- **L'Université du Maine,**
*sise avenue Olivier Messiaen 72085 Le Mans,
ayant pour numéro unique d'identification 197 209 166 00010,
représentée par son Président,*
- **L'Université de Nantes,**
*sise 1 quai de Tourville 44035 Nantes,
ayant pour numéro unique d'identification 194 409 843 000 19,
représentée par son Président,*
- **L'Université d'Orléans,**
*sise avenue du Parc Floral 45067 Orléans,
ayant pour numéro unique d'identification 19 508 552 000 16,
représentée par son Président,*
- **L'Université de Poitiers,**
*sise 15 rue de l'Hôtel Dieu 86034 Poitiers,
ayant pour numéro unique d'identification 198 608 564 003 75,
représentée par son Président,*
- **L'Université de Rennes 1,**
*sise 2 rue du Thabor 35065 Rennes,
ayant pour numéro unique d'identification 193 509 361 000 13,
représentée par son Président,*
- **L'Université de Tours,**
*sise 60 rue du Plat d'Etain 37020 Tours,
ayant pour numéro unique d'identification 193 708 005 004 78,
représentée par son Président.*

Etablissements Publics de Santé (EPS)

- **Le Centre Hospitalier Universitaire d'Angers,**
*sis 4 rue Larrey 49933 Angers,
ayant pour numéro unique d'identification 264 900 036 000 15,
représenté par son Directeur général,*
- **Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest,**
*sis 2 avenue Foch 29609 Brest,
ayant pour numéro unique d'identification 200 023 059 000 13,
représenté par son Directeur général,*

- **Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes,**
sis 5 allée de l'Île Gloriette 44093 Nantes,
ayant pour numéro unique d'identification 264 400 136 004 71,
représenté par son Directeur général,
- **Le Centre Hospitalier Régional d'Orléans,**
sis 1 rue Porte Madeleine 45032 Orléans,
ayant pour numéro unique d'identification 264 500 091 000 14,
représenté par son Directeur général,
- **Le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers,**
sis 2 rue de la Milétrie 86021 Poitiers,
ayant pour numéro unique d'identification 200 033 728 000 11,
représenté par son Directeur général,
- **Le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes,**
sis 2 rue Henri le Guilloux 35033 Rennes,
ayant pour numéro unique d'identification 263 500 076 000 17,
représenté par son Directeur général,
- **Le Centre Hospitalier Universitaire de Tours,**
sis 2 boulevard Tonnellé 37044 Tours,
ayant pour numéro unique d'identification 263 700 189 000 16,
représenté par son Directeur général,

Etablissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif (ESPIC)

- **Le Centre Eugène Marquis, Centre de Lutte contre le Cancer,**
sis Rue de la Bataille Flandres Dunkerque, CS 44229 35042 Rennes,
ayant pour numéro unique d'identification 777 739 160 000 11,
représenté par son Directeur général,
- **L'Institut de Cancérologie de l'Ouest (ICO), Centre de lutte contre le cancer,**
sis 2 rue Moll 49933 Angers,
ayant pour numéro unique d'identification 532 254 307 000 12,
représenté par son Directeur général

Etablissements Publics à caractère Scientifique et Technologique (EPST)

- **L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Etablissement public à caractère scientifique et technologique**
sis 101 rue de Tolbiac 75013 Paris cedex 13,
ayant pour numéro unique d'identification 180 036 048 000 15,
représenté par son Président-Directeur général,
- **Le Centre national de recherche scientifique (CNRS), Etablissement public à caractère scientifique et technologique,**
sis 3 rue Michel Ange 75016 Paris cedex 16,
ayant pour numéro unique d'identification 180 0898 013 037 20,
représenté par son Président,

Association loi 1901

- **La Ligue Nationale de Lutte contre le Cancer,**
sise 14 rue Corvisart 75013 Paris,
ayant pour numéro unique d'identification 775 664 717 000 52,
représentée par son Président.

UN GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP) REGI PAR :

- la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 *de simplification et d'amélioration de la qualité du droit*
- le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 *relatif au groupement d'intérêt public*
- la présente convention constitutive.

Article 1 - Dénomination

La dénomination du Groupement d'Intérêt Public est :

« Cancéropôle Grand Ouest » ou « CGO »

ci-après désigné : le Groupement ou le GIP Cancéropôle Grand Ouest.

Article 2 - Objet

Le Groupement a pour objet principal d'animer et de coordonner, par tous moyens existants ou à venir, la recherche dans le domaine du cancer afin de favoriser sa mise en œuvre et son transfert au bénéfice des patients, et d'assurer l'interface entre l'INCa et les acteurs de la recherche contre le cancer mobilisés sur le territoire des régions Bretagne, Centre, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.

A cette fin, il contribue par ses actions :

- à la mobilisation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la recherche (fondamentale, clinique et industrielle) en cancérologie présent dans les régions Bretagne, Centre, Pays de la Loire et Poitou-Charentes, en interaction avec les institutions intervenant dans la recherche et son développement économique et en suivant une approche intégrée et interdisciplinaire,
- à la coordination et au pilotage opérationnel des actions et des programmes transversaux qu'il a définis dans le cadre :
 - des appels d'offres de l'INCa,
 - des appels d'offres internes ou externes,
 - d'aides à la structuration de la recherche des collectivités territoriales, notamment régionales ou toute autre institution nationale, européenne ou internationale,
- à la mise en relation des équipes de recherche fondamentale, clinique et industrielle à l'échelle régionale et interrégionale, voire transfrontalière, ainsi que leur soutien avec des moyens financiers appropriés,
- au développement d'infrastructures d'intérêt commun à grande échelle et, le cas échéant, leur gestion,
- à l'incitation des acteurs à la valorisation de leurs découvertes, en les invitant à s'associer aux acteurs régionaux et nationaux de l'innovation et du développement économique,
- à la mise en œuvre de partenariats régionaux, interrégionaux, nationaux et internationaux dans la perspective d'un espace européen de la lutte contre le cancer attractif et compétitif et dans le cadre notamment des programmes européens de recherche et de développement existants ou futurs,
- à la participation à des actions de formation pour la recherche en cancérologie, voire, en cas de besoin, la mise en place de telles actions.

Article 3 - Siège social

Le siège du GIP Cancéropôle Grand Ouest est fixé :

Maison de la Recherche en Santé - Hall B
63 quai Magellan - 44 000 NANTES.

Il peut être transféré en tout autre lieu, du territoire de ses membres par décision de l'Assemblée générale. Le changement de siège social donne lieu à un avenant publié dans les mêmes conditions que l'arrêté portant approbation de la présente convention constitutive.

Article 4 - Durée

Le GIP Cancéropôle Grand Ouest a été créée par décision conjointe du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et du Ministre du budget, des comptes et de la fonction publique en date du 21 juin 2008 publié le 26 juin 2008 pour une durée de 9 ans soit jusqu'au 25 juin 2017.

L'Assemblée générale statue sur le renouvellement du Groupement au plus tard un an avant la date d'expiration de la durée visée au présent article.

Article 5 - Adhésion

Le Cancéropôle Grand Ouest peut, au cours de son existence, admettre de nouveaux membres, personnes morales de droit public ou de droit privé, sur décision de l'Assemblée générale.

Cette procédure est également applicable dans le cas :

- d'absorption, ou d'opération assimilée, d'un membre par une société ou un organisme tiers,
- d'opérations de fusion totale ou partielle impliquant des établissements ou personnes morales de droit public.

La demande d'adhésion, formulée par écrit, doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Groupement pour approbation par l'Assemblée générale.

La décision de l'Assemblée générale portant approbation de l'adhésion d'un nouveau membre, précise le collège auquel ce dernier appartient et les droits de vote qui lui sont attribués.

L'adhésion d'un nouveau membre n'est effective qu'à compter de la publication de l'arrêté portant approbation de l'avenant à la présente convention constitutive qui en prend acte.

Toutefois, le nouveau membre est réputé accepter la situation financière du Groupement à compter du 1^{er} janvier de l'année civile de son entrée dans le Groupement. En outre, l'adhésion implique de plein droit le respect par le membre de l'ensemble des dispositions de la présente convention constitutive et de ses avenants ainsi que des décisions des organes du Groupement.

Article 6 - Retrait

A l'expiration d'un exercice budgétaire, tout membre peut se retirer du Groupement pour motif légitime, sous réserve que le membre ait notifié sa décision de retrait par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Groupement trois (3) mois avant la fin de l'exercice et que les modalités financières et autres de ce retrait aient reçu l'accord de l'Assemblée générale.

Le retrait d'un membre est prononcé, sur proposition simple du Président, par l'Assemblée générale et donne lieu à un avenant à la convention constitutive publié dans les mêmes conditions que l'arrêté portant approbation de la présente convention constitutive.

Toutefois, le retrait d'un membre ne le dispense pas de remplir les obligations qu'il a contractées jusqu'à la date de prise d'effet dudit retrait, à savoir le dernier jour de l'exercice budgétaire au cours duquel il s'est retiré. Par ailleurs, les dispositions de l'article 27 s'appliquent au membre qui se retire, pendant les deux années qui suivent la date de son retrait.

Article 7 - Exclusion

L'exclusion d'un membre du Groupement peut être prononcée, par l'Assemblée générale, sur proposition du Président, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave.

Le membre concerné est préalablement mis en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai imparti. La mise en demeure est adressée au membre défaillant par lettre recommandée avec accusé de réception par le Président du Groupement.

A l'issue du délai imparti, si la mise en demeure est restée infructueuse, l'Assemblée générale peut prononcer l'exclusion du membre défaillant aux conditions de quorum et de majorité prévues dans la présente convention, après avoir entendu le représentant de ce membre. La décision d'exclusion doit être motivée.

La décision d'exclusion est valablement prise hors la présence de son représentant ou abstraction faite de la voix du membre dont l'exclusion est demandée.

La décision définitive de l'Assemblée générale est notifiée au membre concerné par lettre recommandée avec accusé de réception. L'exclusion prend effet à compter de la publication de l'arrêté portant approbation de l'avenant à la présente convention qui en prend acte.

Le membre exclu est tenu de remplir les obligations qu'il a contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de son exclusion.

Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait ainsi que celles relatives à la perte de la qualité de membre s'appliquent au membre exclu.

Article 8 - Perte de la qualité de membre

La liquidation judiciaire, la dissolution, la cessation d'activité, le retrait ou l'exclusion d'un membre du Groupement entraîne la perte de la qualité de membre du Groupement.

Néanmoins, le Groupement n'est pas dissous ; il continue entre les autres membres.

Les membres ayant perdu cette qualité demeurent tenus des dettes du Groupement contractées pendant les exercices en cours ou antérieurs. De même, ils demeurent tenus de participer aux charges de l'exercice en cours.

Article 9 - Cession de droits

La cession par un membre de tout ou partie de ses droits statutaires à un tiers ou à un autre membre du Groupement ne peut être consentie qu'en application de la procédure d'adhésion telle que définie à l'article 5 ci-dessus.

Dans l'hypothèse d'une cession par un membre de tout ou partie de ses droits statutaires à un autre membre du Groupement, le cédant doit au préalable informer le Président du Groupement de ce projet de cession, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette cession devra être autorisée par l'Assemblée générale et approuvée dans les mêmes conditions que l'arrêté portant approbation de la présente convention constitutive.

Article 10 - Partenaires associés

Toute personne morale de droit public ou de droit privé, dont les activités ont un lien avec l'objet du Groupement ou qui collabore à ses projets de recherche peut devenir « partenaire associé », non membre du Groupement.

Toute demande de partenariat est adressée, par écrit au Président du Groupement et approuvée par l'Assemblée générale.

Ces partenaires associés siègent avec voix consultative à l'Assemblée générale, sur invitation du Président. Ils siègent après avoir signé un engagement de confidentialité et sont tenus de se retirer au moment des votes.

Sont de droit « partenaires associés » du Groupement :

- l'INCa,
- l'IFREMER,
- l'INRA,
- l'Ecole Nationale Vétérinaire de Nantes (ONIRIS),
- les Agences Régionales de Santé (ARS) des quatre régions visées à l'article 2
- les Conseils Régionaux des quatre régions visées à l'article 2,
- l'Association pour la Recherche sur le Cancer (ARC),
- l'État, représenté par le Délégué régional à la recherche et à la technologie (ou son représentant), en tant que service déconcentré du ministère chargé de la recherche, de chaque région concernée (Pays de Loire, Bretagne, Poitou Charente, Centre).

Ont notamment vocation à être partenaires associés : les entreprises du secteur pharmaceutique et les pôles de compétitivité du Grand Ouest.

Article 11 - Capital

Le Groupement est constitué sans capital.

Article 12 - Droits et obligations

Les droits des membres du Groupement sont définis suivant cinq (5) collèges, puis répartis au sein de chaque collège.

Les cinq collèges sont les suivants :

- collège des universités,
- collège des centres hospitaliers,
- collège des centres de lutte contre le cancer (CLCC),
- collège des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST),
- collège des associations de lutte contre le cancer.

Les droits statutaires attribués à chaque membre sont donc susceptibles de varier en fonction de l'augmentation ou de la diminution du nombre de membres de chaque collège.

Toutefois, l'adhésion et le retrait d'un membre ne modifient pas la part de droits statutaires constituée pour chaque collège, mais donnent lieu à une nouvelle répartition entre les membres.

Pour les collèges des universités et des CLCC, la répartition des droits est établie, au sein de chaque collège, à parts égales entre les membres.

I. Collège des universités	36%
Université d'Angers	4%
Université de Brest	4%
Université de La Rochelle	4%
Université du Mans	4%
Université de Nantes	4%
Université d'Orléans	4%
Université de Poitiers	4%
Université de Rennes	4%
Université de Tours	4%
II. Collège des centres hospitaliers	35%
Centre Hospitalier Universitaire d'Angers	5%
Centre Hospitalier Universitaire de Brest	5%
Centre Hospitalier Régional d'Orléans	5%
Centre Hospitalier Universitaire de Nantes	5%
Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers	5%
Centre Hospitalier Universitaire de Rennes	5%
Centre Hospitalier Universitaire de Tours	5%
III. Collège des CLCC.....	15%
Centre de lutte contre le cancer Institut de cancérologie de l'Ouest.....	10%
Centre de lutte contre le cancer de Rennes.....	5%
IV. Collège des EPST	12%
INSERM	6%
CNRS	6%
V. Association loi 1901	2%

Ligue Nationale de Lutte contre le Cancer 2%
Le nombre de voix attribué à chacun des membres lors des votes à l'Assemblée générale est proportionnel à ses droits statutaires.

La contribution des membres aux dettes du groupement est déterminée à raison de leur contribution aux charges du groupement.

Les membres du groupement ne sont pas solidaires à l'égard des tiers.

Article 13 - Ressources du Groupement

Les ressources du Groupement sont déterminées comme suit :

- une dotation annuelle de l'Institut National du Cancer pour permettre au Groupement d'assurer ses dépenses propres de fonctionnement et d'équipement nécessaires à la coordination de ses actions,
- une contribution financière des membres dont le montant est proposé par chacun des membres et communiqué au Directeur lors de la préparation de son budget, pour approbation par l'Assemblée générale. Toutefois, le montant de cette contribution ne peut être en deçà d'un seuil fixé par l'Assemblée générale,
- la mise à disposition, sans contrepartie financière, de personnels, de locaux, d'équipements, de moyens ou de matériels, notamment par les membres du Groupement au titre de leur contribution au fonctionnement du Groupement,
- toute autre forme de ressources, notamment sous forme de dons et legs, subventions et soutiens à des projets, pouvant provenir des membres du Groupement ou des personnes extérieures,
- les produits des biens propres ou mis à disposition et la rémunération éventuelle des prestations,
- les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle.

Article 14 - Personnels

Les personnels du Groupement sont constitués :

- des personnels mis à disposition par ses membres,
- le cas échéant, d'agents relevant d'une personne morale de droit public mentionnée à l'article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, non membre du Groupement, et qui sont placés dans une position conforme à leur statuts,
- à titre complémentaire, des personnels propres recrutés directement par le Groupement.

14.1 Personnels mis à disposition et détachés

Les personnels mis à disposition du Groupement par les membres conservent leur statut d'origine.

Leur employeur d'origine garde à sa charge l'ensemble des droits et obligations liés à cette qualité d'employeur, notamment leur salaire, leur couverture sociale, leurs assurances et la responsabilité de la gestion de leur carrière.

Ces personnels sont remis à la disposition du membre d'origine :

- à la fin de la période de mise à disposition,
- par décision du Conseil d'administration du Groupement sur proposition du Directeur,
- à la demande du membre d'origine, après un préavis de 3 mois adressé au Directeur,

- en cas de retrait ou d'exclusion de ce membre,
- en cas de faillite, dissolution, liquidation ou absorption du membre d'origine,
- à la demande de l'intéressé, après un préavis de 3 mois adressé au Directeur,
- en cas de dissolution du Groupement.

Des agents des fonctions publiques de l'État, territoriales ou hospitalières ainsi que de leurs établissements publics (notamment hospitaliers) peuvent être détachés conformément à leurs statuts et aux règles de la fonction publique, pour exercer leur activité au sein du Groupement.

Les personnels mis à disposition ou détachés sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Directeur du Groupement.

14.2 Recrutement de personnel propre

A titre complémentaire, le Groupement peut recruter du personnel propre en contrat à durée déterminée ou indéterminée. Les conditions de recrutement et d'emploi de ce personnel sont, dans le cadre du plan annuel des effectifs approuvé par l'Assemblée générale, décidées par le Conseil d'administration.

Les contrats de travail sont signés par le Directeur du Groupement qui en rend compte à l'Assemblée générale. Le personnel propre du Groupement est soumis aux dispositions du Code du travail.

Le personnel propre est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Directeur du Groupement.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit particulier à occuper des emplois dans les organismes membres du Groupement.

14.3 Dispositions transitoires

Sous réserve des dispositions relatives à la mise à disposition prévues par le statut général de la fonction publique et dans un délai de six mois à compter de la publication du décret n°2013-292 du 5 avril 2013 prévu au dernier alinéa de l'article 109 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, l'Assemblée générale délibère sur le régime du personnel du Groupement et de son directeur.

Article 15 - Mise à disposition de moyens et locaux

Les matériels et locaux mis à la disposition du Groupement par un membre ou le cas échéant par un tiers, restent la propriété dudit membre ou du tiers. Les conditions de mise à disposition et d'utilisation du bien sont précisées par voie de convention.

Article 16 - Propriété du Groupement

Le matériel acheté ou développé en commun, ainsi que, le cas échéant, les locaux achetés par le Groupement sont la propriété de celui-ci.

En cas de dissolution du Groupement, il est dévolu conformément à l'article 31 de la présente convention constitutive.

Article 17 - Budget

Le budget, approuvé chaque année par l'Assemblée générale, inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Il fixe les montants des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du Groupement en distinguant :

1. les charges de fonctionnement :
 - les dépenses de personnels,
 - les frais de fonctionnement divers
2. les dépenses d'investissement.

Le budget annuel est préparé et proposé par le Directeur du Groupement au Conseil d'administration pour discussion. Il est ensuite soumis à l'Assemblée Générale pour approbation.

L'exercice budgétaire correspond à l'année civile, excepté les années de création et de dissolution du Groupement.

Article 18 - Gestion

Le Groupement ne donnant lieu ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des produits d'un exercice sur les charges correspondantes est reporté sur l'exercice suivant.

Au cas où les charges dépassent les produits de l'exercice, l'Assemblée générale statue sur le report du déficit sur l'exercice suivant.

Les achats de fournitures, de services et de travaux sont soumis à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée *relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics*.

Article 19 - Tenue des comptes et contrôle financier

La comptabilité du Groupement est tenue et sa gestion est effectuée selon les règles de droit privé.

La tenue des comptes est assurée par un comptable agréé par le Conseil d'administration, sur proposition du Président.

Le contrôle du Groupement est exercé par un commissaire aux comptes titulaire exerçant ses fonctions conformément à la loi et pour une durée de six ans renouvelable. Un commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée. Les commissaires aux comptes sont nommés en Assemblée Générale.

Le Groupement est soumis au contrôle de la Cour des comptes dans les conditions prévues par le Code des juridictions financières.

Article 20 - Assemblée générale

20.1. Composition

L'Assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du Groupement, à raison d'un représentant par membre.

Le Directeur du Groupement y participe également de plein droit, avec voix consultative.

Les partenaires associés peuvent également y assister sur invitation du Président du Groupement, avec voix consultative et après avoir signé un engagement de confidentialité.

En outre, le Président du Groupement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un administrateur ou du Directeur, inviter des personnalités qualifiées dont la présence est jugée utile en fonction de l'ordre du jour. Celles-ci siègent avec voix consultative après avoir signé un engagement de confidentialité.

Les partenaires associés et les personnes qualifiées sont tenus de se retirer au moment des votes.

20.2. Attributions

Le Groupement est administré par l'Assemblée générale, sous réserve des pouvoirs dévolus au Conseil d'administration.

A ce titre, l'Assemblée générale examine les orientations générales du Cancéropôle et veille à la réalisation des objectifs du Groupement.

En particulier, l'Assemblée générale :

1. approuve les modifications de la convention constitutive et notamment la modification du siège social ou de la dénomination,
2. approuve le renouvellement de la convention constitutive, la transformation du Groupement en une autre structure ou la dissolution anticipée du Groupement, ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation,
3. sur proposition du Président, décide de l'adhésion ou de l'exclusion d'un membre du Groupement ou d'un partenaire associé,
4. fixe les modalités notamment financières de retrait d'un membre,
5. nomme et révoque les administrateurs parmi lesquels le Président, le Vice-Président
6. nomme et révoque le (ou les) Commissaire(s) aux comptes,
7. définit les grandes orientations du Groupement,
8. entend et adopte le budget prévisionnel du Groupement et le programme annuel d'activités, préparé par le Directeur et le Conseil d'administration,
9. entend et approuve le rapport annuel sur la gestion financière (comprenant notamment les bilans financiers annuels) et l'activité du Groupement, élaboré par le Directeur et le Conseil d'administration,
10. entend et approuve les comptes de chaque exercice, ainsi que l'affectation des résultats de chaque exercice,
11. entend et approuve le rapport annuel du Commissaire aux comptes,
12. approuve le montant de la contribution financière des membres proposée par chacun d'eux lors de la préparation du budget,
13. adopte le plan annuel des effectifs,

14. autorise les prises de participation du Groupement dans d'autres entités juridiques ainsi que les éventuelles coopérations ou associations avec d'autres entités juridiques,
15. autorise les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, ainsi que les baux et locations les concernant et dont le montant ou le loyer excède une somme fixée par elle,
16. approuve les cessions de droit,
17. autorise les réaffectations des sommes attribuées aux équipes parties à un contrat de recherche, dans les conditions fixées à l'article 25 de la présente convention,
18. décide la création des comités et conseils consultatifs, et sur proposition du Président, choisit leurs membres et fixe leurs missions,
19. adopte, en tant que de besoin, le règlement intérieur,
20. autorise le Directeur à ester et représenter le Groupement en justice ainsi qu'à transiger,
21. de façon générale, délibère sur toutes questions à l'ordre du jour.

20.3. Fonctionnement

L'Assemblée générale se réunit sur convocation du Président du Groupement au moins deux fois par an : avant le 15 décembre pour approuver le budget prévisionnel et avant le 30 avril pour arrêter les comptes.

Elle est convoquée, de droit, à la demande du quart (1/4) au moins des membres du Groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart (1/4) des voix.

L'Assemblée générale est convoquée par tout moyen y compris électronique, avec un délai minimal de prévenance de quinze (15) jours. Toutefois, l'Assemblée générale délibère valablement sur simple convocation verbale du Président si tous les membres du Groupement sont d'accord.

La convocation indique l'ordre du jour et la date et le lieu de réunion. Est joint à la convocation tout document utile. Le Président doit faire droit à toute demande, de la part d'un membre, d'ajouter un point à l'ordre du jour, lorsque celle-ci est déposée ou reçue au siège au plus tard dix (10) jours avant la date de réunion.

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Groupement ou en cas d'empêchement par le Vice-président ou à défaut par un membre désigné par l'Assemblée générale.

20.4. Prise de décision

Chaque membre dispose d'un nombre de voix proportionnel à ses droits statutaires tels que définis à l'article 12 de la présente convention.

Le vote par procuration est autorisé. Chaque membre peut se faire représenter par un membre du Groupement de son choix de l'Assemblée générale. Nul ne peut être porteur de plus de trois mandats en sus du sien propre. Les mandats doivent être envoyés signés au Président du Groupement par tout moyen écrit, de sorte que ceux-ci soient réceptionnés au plus tard la veille de l'Assemblée.

L'Assemblée générale ne délibère valablement que si les membres présents ou représentés disposent d'au moins des deux tiers (2/3) des droits statutaires. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée générale est convoquée dans un délai maximal de quinze (15) jours, sur le même ordre du jour. Les décisions de l'Assemblée générale sont alors prises sans condition de quorum.

Les délibérations de l'assemblée générale peuvent, en fonction des moyens techniques dont dispose le groupement, être adoptées par des moyens sécurisés de visioconférence permettant l'identification de ses représentants et leur

participation effective à une délibération collégiale et satisfaisant à des caractéristiques techniques garantissant la transmission continue et simultanée des débats et la confidentialité des votes lorsque le scrutin est secret.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité simple des droits statutaires excepté les décisions portant sur les attributions 1, 2, 3, 8, 10, 12 qui sont prises à la majorité des 2/3 des droits statutaires.

A l'issue de chaque séance de l'Assemblée générale, un relevé de décisions est signé par le Président. Le relevé est tenu en un registre conservé au siège du Groupement. Les décisions consignées obligent tous les membres.

Une copie du relevé est envoyée sous quinze (15) jours aux membres qui en font la demande.

Le procès-verbal de réunion fait état des débats, des interventions ayant eu lieu au cours de l'Assemblée générale et des décisions prises. Il est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale suivante. Il est signé par le Président.

Le procès-verbal est tenu en un registre conservé au siège du Groupement. Une copie du procès-verbal est envoyée aux membres qui en font la demande.

Le secrétariat est assuré par les services du Directeur.

Les membres et partenaires associés sont astreints à une obligation générale de discrétion et de confidentialité sur le déroulement et les propos tenus lors des réunions de l'Assemblée générale.

Article 21 - Conseil d'administration

21.1. Composition

Le Conseil d'administration est composé de 12 membres, dénommés « administrateurs », nommés par l'Assemblée générale, à savoir :

- 4 représentants des universités soit un représentant par région désigné au sein du collège des universités,
- 3 représentants des centres hospitaliers universitaires désignés au sein du collège des centres hospitaliers,
- 1 représentant des centres de lutte contre le cancer désigné au sein du collège des CLCC,
- 1 représentant de la Ligue Nationale de Lutte contre le Cancer désigné par son président,
- 1 représentant de l'INSERM,
- 1 représentant du CNRS,
- 1 personne qualifiée désignée dans les conditions prévues à l'article 21.2.

Le Président et le Vice-Président désignés par l'Assemblée générale, parmi les administrateurs, sont de droit membre du Conseil d'administration.

Le Directeur du Groupement participe également de plein droit, avec voix consultative.

21.2. Attributions

Le Conseil d'administration prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée générale.

De façon limitative, le Conseil d'administration :

1. prépare les réunions de l'Assemblée générale, notamment son ordre du jour et les projets de résolutions qui lui sont soumis,
2. sous réserve des pouvoirs dévolus à l'Assemblée générale, délibère sur l'organisation et le fonctionnement général du Groupement,
3. prépare avec le Directeur, et discute, le programme annuel d'activités et le budget prévisionnel, pour approbation par l'Assemblée générale,
4. prépare avec le Directeur et discute, le rapport sur la gestion financière et l'activité du Groupement, pour approbation par l'Assemblée générale,
5. examine, pour approbation par l'Assemblée générale, les comptes de chaque exercice et l'affectation des résultats,
6. dans le cadre du plan annuel des effectifs adopté par l'Assemblée générale, approuve les recrutements et licenciement et autorise le Directeur à prendre toutes décisions relatives à la gestion du personnel,
7. fixe les conditions de recrutement et d'emploi du personnel propre du Groupement,
8. nomme et révoque le Directeur, ainsi que détermine ses pouvoirs,
9. de façon générale, donne délégation au Directeur pour la gestion courante et financière du Groupement,
10. autorise le Directeur à conclure des accords, conventions, accords de recherche ou de développement dont le montant excède une somme fixée par lui et des contrats de collaboration avec toutes entités extérieures au Groupement,
11. autorise le Directeur à déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires de son choix ou personnel du Groupement, et notamment au secrétaire général,
12. autorise les acquisitions et aliénations de matériel et d'équipement dépassant un montant fixés par lui,
13. nomme et révoque le comptable du Groupement,
14. approuve et contrôle la mise à disposition par le GIP de moyens (matériels, locaux, personnels) auprès des équipes participant aux projets du Cancéropôle GO,
15. participe à la rédaction, avec le Directeur, du règlement intérieur,
16. établit la liste de personnalités qualifiées parmi lesquelles l'Assemblée générale nommera une personne qui sera administrateur,
17. de façon générale et sous réserve des compétences de l'Assemblée générale, délibère sur toutes questions à l'ordre du jour.

21.3 Fonctionnement

Les administrateurs sont nommés pour une durée de trois (3) ans renouvelables.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement. Toutefois, le Conseil d'administration peut allouer des indemnités pour des missions qu'il confie aux administrateurs dans le cadre du budget voté par l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux (2) fois par an et aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige, sur convocation du Président, de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers des administrateurs.

L'ordre du jour est fixé par le Président. Le tiers au moins des membres du Conseil d'administration peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toutes questions relevant des attributions du Conseil d'administration lesquelles sont alors inscrites de droit.

Un administrateur peut se faire représenter à une réunion du Conseil d'administration en donnant mandat à l'administrateur de son choix. Nul ne peut être porteur de plus de deux mandats, en sus du sien propre.

Chaque administrateur dispose d'une voix.

Le Conseil d'administration délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est convoqué à nouveau dans les deux semaines, avec le même ordre du jour. Il délibère alors sans condition de quorum.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Directeur assiste au Conseil d'administration avec voix consultative. Le secrétariat est assuré par les services du Directeur.

Les administrateurs et tous ceux qui assistent aux séances du Conseil d'administration sont astreints à une obligation générale de discrétion et de confidentialité sur le déroulement et les propos tenus lors des réunions du Conseil d'administration.

Article 22 - Président du Groupement

Le Président du Groupement est élu par l'Assemblée générale, parmi les administrateurs, pour une durée de trois (3) ans renouvelables. Il est dénommé le « Président du Groupement ».

Il est assisté par un Vice-président, élu dans les mêmes conditions pour une durée de trois (3) ans renouvelables. Il est notamment chargé de remplacer le Président en cas d'empêchement, absence prolongée ou carence de ce dernier.

Le Président du Groupement :

- convoque l'Assemblée générale aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins deux fois par an,
- convoque le Conseil d'administration aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins deux fois par an,
- préside les séances de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration et en fixe l'ordre du jour,
- propose au Conseil d'administration de délibérer sur la nomination et la révocation du Directeur et du comptable,
- propose à l'Assemblée générale la constitution de comités ou conseils, leurs membres et leurs fonctions,
- propose à l'Assemblée générale l'adhésion, le retrait et l'exclusion d'un membre ou d'un partenaire associé,
- signe les relevés de décisions et les procès-verbaux de réunions à l'issue des séances de l'Assemblée générale
- de façon générale, assure le lien et les cohésions entre les membres entre eux et entre les membres et les partenaires associés. IL est le garant de la cohérence des projets du GIP avec la politique nationale de la lutte contre le cancer.

En l'absence du Président, le Vice-président assume les fonctions de Président.

Article 23 - Directeur du Groupement

23.1. Nomination et durée de fonctions

Le Conseil d'administration nomme, sur proposition du Président, un Directeur n'ayant pas la qualité d'administrateur.

Le Directeur est choisi selon des critères de compétences définis par le Conseil d'administration.

Le Directeur peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration pour justes motifs.

23.2. Compétences

Sous l'autorité du Conseil d'administration et dans les conditions fixées par lui, le Directeur assure le fonctionnement, la charge et l'animation du Groupement.

L'organisation courante du Groupement relève de la responsabilité du Directeur. Il représente le Groupement dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il assure la représentation du Groupement en justice.

Le Directeur prépare annuellement, pour approbation par l'Assemblée générale, le rapport de gestion financière et d'activités du Groupement ainsi que le programme annuel d'activités.

Le Directeur prépare le budget annuel du Groupement pour discussion au Conseil d'administration et approbation par l'Assemblée générale. A cette fin, chacun des membres est tenu de lui adresser annuellement le montant de la contribution financière qu'il propose de verser au Groupement. Le montant de cette contribution ne peut être en deçà d'un seuil fixé par l'Assemblée générale.

Dans le cadre du plan annuel des effectifs adopté par l'Assemblée générale, le Directeur propose toute mesure de recrutement nécessaire au fonctionnement du Groupement ou toute mesure de licenciement. Le personnel propre du Groupement ainsi que le personnel mis à disposition ou détaché par des membres du Groupement, exercent sous l'autorité fonctionnelle du Directeur.

Par ailleurs, il a pour mission :

- la mise en place et le suivi de tous les projets de recherche du Groupement,
- la veille technologique et la mise à niveau des plates-formes,
- le transfert des résultats et leur diffusion,
- le cas échéant, la présidence des comités ou conseils consultatifs visés à l'article 24 de la présente convention

Il rend compte régulièrement au Président du Groupement et au Conseil d'administration de l'exercice de sa mission et des difficultés rencontrées.

Le Directeur est l'ordonnateur principal des dépenses et des recettes. Il se fait assister par un secrétaire général à qui il peut déléguer, après accord préalable du Conseil d'administration, certains de ses pouvoirs, et notamment ce qui concerne les questions administratives, logistiques et financières.

Le Directeur assiste aux séances du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Il dispose d'une voix consultative dans chaque instance.

Le Directeur est astreint, pendant la durée d'exercice de ses fonctions, à une obligation de discrétion et de confidentialité dont les principes directeurs sont définis dans le règlement intérieur.

Article 24 - Comités, conseils consultatifs et groupes de travail

En tant que de besoin et sur décision de l'Assemblée générale ou du Conseil d'administration, des comités, conseils consultatifs ou groupes de travail peuvent être mis en place pour des sujets ou thèmes intéressant le Groupement.

Ils sont composés de personnes, membres ou non du Groupement, au besoin d'experts. Ils apportent aux instances du Groupement un avis sur les projets et activités conduits.

Leur composition et leur mode de fonctionnement sont précisés par l'Assemblée générale ou le Conseil d'administration.

Article 25 - Contrats de recherche

Les contrats de recherche obtenus dans le cadre des appels d'offres ou de financement coordonnés par le Groupement sont signés par le Groupement et les organismes, membres ou non membres, dont relèvent la ou les équipes concernées. Une copie des contrats signés est transmise par le Groupement aux parties concernées.

La gestion financière des contrats de recherche, c'est-à-dire, la collecte des fonds, leur affectation aux organismes concernés et le contrôle de leur bonne fin, est assurée par le Groupement.

Le Groupement peut, sur autorisation de l'Assemblée générale, procéder à des réaffectations de tout ou partie des sommes attribuées aux équipes parties à un contrat de recherche. Lesdites réaffectations font l'objet d'une information et d'une consultation des équipes concernées. Une notification des réaffectations est transmise par tout moyen aux tutelles des équipes.

Article 26 - Résultats

Tous droits sur des résultats, brevetables ou non, obtenus par une équipe, restent acquis à l'organisme ou aux organismes dont elle relève.

Les résultats, brevetables ou non, issus de travaux effectués conjointement par plusieurs équipes du Groupement relevant d'organismes différents sont la copropriété des organismes concernés.

Les résultats issus des travaux effectués dans le cadre des projets soutenus par le Groupement sont transmis pour information au Groupement.

Lorsque l'équipe dépend d'un seul organisme, celui-ci prend en charge les éventuelles demandes de brevets, à son nom et à ses frais. Lorsque le projet de recherche dépend de plusieurs organismes, il fait l'objet d'une convention entre les équipes parties à un contrat de recherche.

Article 27 - Diffusion

Les membres du Groupement et les partenaires associés s'engagent à échanger toutes informations nécessaires à la réalisation de l'objet du Groupement, sous réserve toutefois du respect des engagements pris par ces derniers avec des tiers et conformément aux règles de copropriété des résultats mentionnées dans l'article 26.

Il est expressément entendu entre les membres et les partenaires associés qu'aucune information confidentielle ne peut être divulguée à des tiers sans l'accord préalable et écrit du membre ou du partenaire dont ladite information émane.

Les équipes menant des travaux conjoints dans le cadre des missions du Groupement s'engagent à ne publier les résultats de leurs travaux qu'après un accord écrit du responsable du projet considéré et à y faire figurer la mention du soutien du Groupement.

A la demande d'une ou de plusieurs parties, la divulgation d'éléments de certains travaux, considérés comme confidentiels, peut être retardée pendant une durée qui ne peut toutefois être supérieure à douze (12) mois. Ce report de divulgation n'est pas opposable aux instances nationales d'évaluation dont relèvent les parties ni aux soutenances de thèses organisées selon la réglementation universitaire en vigueur et dans le respect de la confidentialité de certains résultats chaque fois que nécessaire.

Le Directeur du Groupement est destinataire de toutes les publications ou informations issues ou relevant des activités conduites dans le cadre du Groupement. Il en tient informé l'Assemblée générale.

En cas de retrait ou d'exclusion d'un membre ou de dissolution du Groupement, les dispositions de cet article s'appliquent au(x) membre(s) concerné(s) pendant les deux (2) ans qui suivent le retrait, l'exclusion ou la dissolution.

Article 28 - Règlement intérieur

En tant que de besoin, un règlement intérieur relatif au fonctionnement du Groupement est établi par le Directeur du Groupement et le Conseil d'administration et approuvé par l'Assemblée générale.

Les membres, par le seul fait de leur adhésion au Groupement, s'obligent à en respecter toutes les clauses et conditions.

Article 29 - Dissolution

Le Groupement est dissous de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée conventionnelle, par la réalisation ou l'extinction de son objet, sauf renouvellement.

Il peut être dissous :

- par décision des autorités administratives qui ont approuvé la présente convention, notamment en cas d'extinction de l'objet,
- par décision de l'Assemblée générale dans conditions fixées à l'article 20.4 de la présente convention.

Article 30 - Liquidation

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation, mais sa personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'Assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, le cas échéant, issus du Groupement. Elle détermine l'étendue précise de leurs missions et de leurs pouvoirs ainsi que leurs éventuelles rémunérations.

Le ou les liquidateurs désignés procèdent à l'ensemble des opérations de liquidation (réalisation des éléments d'actifs et apurement du passif) en se faisant communiquer l'ensemble des informations utiles.

Si les opérations de liquidation font apparaître une perte, celle-ci sera supportée par accord entre les membres ou à défaut dans les conditions fixées à l'article 12 de la présente convention.

Après apurement des dettes, l'excédent d'actif est attribué à un ou plusieurs bénéficiaires conformément aux décisions prises par l'Assemblée générale.

En fin de liquidation, les membres sont convoqués en une Assemblée générale de clôture pour statuer notamment sur :

- le compte définitif,
- le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat,
- la clôture de la liquidation.

Les délibérations de l'Assemblée générale portant sur les conditions de la dissolution et sur les modalités de la liquidation du Groupement sont transmises aux autorités ayant approuvé la présente convention.

Article 31 - Dévolutions des biens

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du Groupement sont dévolus selon des dispositions arrêtées par l'Assemblée générale.

Article 32 - Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité compétente. La publicité de l'arrêté portant approbation de la convention constitutive du Groupement est réalisée conformément au décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 *relatif aux groupements d'intérêt public*.

Fait à Nantes, le

en 24 exemplaires originaux dont :

- 1 pour rester au siège du Groupement
- 2 pour les formalités de publication
- et les autres pour être remis à chacun des membres, à raison d'un exemplaire par membre

Membres fondateurs	Signatures
L'Université d'Angers, <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université de Bretagne Occidentale <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université de La Rochelle, <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université du Maine, <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université de Nantes, <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université d'Orléans, <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université de Poitiers, <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université de Rennes 1, <i>représentée par son Président,</i>	
L'Université de Tours, <i>représentée par son Président,</i>	

Membres fondateurs	Signatures
Le Centre Hospitalier Universitaire d'Angers, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
Le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
Le Centre Hospitalier Régional d'Orléans, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
Le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
Le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
Le Centre Hospitalier Universitaire de Tours, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
Le Centre Eugène Marquis, <i>représenté par son Directeur général,</i>	
L'Institut de Cancérologie de l'Ouest (ICO), <i>représenté par son Directeur général</i>	
L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), <i>représenté par son Président-Directeur général,</i>	
Le Centre national de recherche scientifique (CNRS), <i>représenté par son Président,</i>	
La Ligue Nationale de Lutte contre le Cancer, <i>représentée par son Président,</i>	



DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-8
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 8 : APPROBATION DE LA NOMINATION DU NOUVEAU DIRECTEUR DU SERVICE
UNIVERSITAIRE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES (SUAPS)**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'article 11 des statuts du SUAPS,
- VU** l'avis du Conseil de gestion du SUAPS en date du 27 juin 2013 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE à l'unanimité avec 23 voix pour, la nomination de M. Ludovic BEILLOUIN en qualité de Directeur du Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives (SUAPS) à compter du 1er septembre 2014, pour un mandat de quatre ans.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX





**DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-9
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes**

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 9 : APPROBATION DE MODALITES D'ORGANISATION DU SCRUTIN DES
ELECTIONS PROFESSIONNELLES DU 4 DECEMBRE 2014**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
VU l'avis du Comité Technique du 26 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE à l'unanimité avec 28 voix pour, les modalités d'organisation du scrutin des élections professionnelles du 4 décembre 2014 telles que décrites ci-dessous :

Pour le scrutin relatif au Comité Technique et à la CCPANT, le vote par correspondance est autorisé :

- Aux agents en congé parental, en congé de maternité, en congé de paternité ou en congé d'adoption ;
- Aux agents en congé de maladie, en congé de longue maladie, en congé de longue durée ou en congé de grave maladie ;
- Aux agents empêchés de prendre part au vote direct par suite des nécessités de service. Dans ce dernier cas, la date de clôture de la liste des agents admis à voter par correspondance ainsi que la date limite de transmission du matériel de vote à ces agents ne sont pas opposables. Les intéressés pourront sur simple demande voter par correspondance ;
- Aux agents qui en formuleront la demande dans les formes et délais requis ;
- Aux agents en fonction sur le Pôle universitaire yonnais (IUT de la Roche sur Yon, Centre Universitaire Départemental, ESPE sites de La Roche sur Yon, Laval , Angers et Le Mans)

La composition de la CCPANT est arrêtée comme suit :

- Représentants de la catégorie A : 3 Sièges titulaires - 3 sièges suppléants
- Représentants catégorie B : 2 sièges titulaires - 2 sièges suppléants
- Représentants catégorie C : 2 sièges titulaires - 2 sièges suppléants

Les modalités de scrutin de la CCPANT sont arrêtées comme suit :
Vote à l'urne et scrutin de sigle.

A Nantes, le 2 juillet 2014
Le Président de l'Université de Nantes


Olivier LABOUX

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : - 7 JUL. 2014
Affiché le : - 7 JUL. 2014



**DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-10
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes**

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 10 : APPROBATION DE LA LISTE DES FONCTIONS OUVRANT DROIT A LA
PRIME DE CHARGES ADMINISTRATIVES (PCA) AU TITRE DE L'ANNEE
UNIVERSITAIRE 2014/2015**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;
- VU** l'avis du Comité Technique du 26 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE avec 27 voix pour et 1 abstention, la liste des fonctions ouvrant droit à la Prime de Charges Administratives (PCA) pour l'année universitaire 2014-2015, détaillée dans le tableau joint en annexe.

À Nantes, le 2 juillet 2014
Le Président de l'Université de Nantes

Oliver LABOUX



**LISTE DES FONCTIONS POUVANT OUVRIR DROIT
AU BENEFICE DE LA PRIME DE CHARGES ADMINISTRATIVES**
(décret n°90-50 du 12 janvier 1990)
Année universitaire 2014/2015
CA du 02/07/2014

	Taux des PCA	Décharges de service
	Taux maximum 2014/2015	Nombre d'heures maximum
Vice-présidents trois Conseils	10 000 €	192 HTD de plein droit
Vice-président Relations Internationales	7 000 €	192 HTD sur demande
Vice-présidents de gestion : VP Finances / VP Patrimoine immobilier / VP Ressources Humaines et Dialogue social	7 000 €	96 HTD sur demande
Autres Vice-présidents (1)	5 000 €	64 HTD sur demande
Conseillers du Président (2)	3 000 €	
Chargés de mission	2 000 €	50 HTD Non cumulable avec la prime
Directeurs de composante	6 000 €	128 HTD de plein droit pour les directeurs d'instituts ou d'écoles 128 HTD sur demande pour les directeurs d'UFR (256h ^{td} pour un Enseignant 2 nd Degré)
Directeurs-adjoints de composante, Directeurs et co-Directeurs de département d'UFR et d'Institut, Directeurs de site	4 000 €	
Directeurs de service commun	4 200 €	

- (1) VP et Conseiller Etudiant
(2) Conseiller non enseignant

5 000 € (autre régime indemnitaire)
3 000 € (majoration PPRS)

Rappel réglementaire:

Les enseignants-chercheurs peuvent bénéficier, sous certaines conditions, d'une décharge de leur service statutaire d'enseignement. Une décharge ne permet pas de bénéficier, durant la même année universitaire, d'heures complémentaires.

Décharges statutaires :

- le Président d'université, les vice-présidents des trois conseils sont déchargés de plein droit de leur service d'enseignement sauf s'ils souhaitent conserver tout ou partie de celui-ci ;
- les directeurs d'instituts ou écoles sont, à leur demande, déchargés de plein droit des deux-tiers de leur service ou moins s'ils le souhaitent ;
- les directeurs d'UFR peuvent, sur leur demande, être déchargés au plus, des deux-tiers de leur service.

Nb : il est rappelé qu'il est possible de convertir tout ou partie de la Prime de Charges Administratives en décharge.

Pour information :

Par conséquent, en plus de l'attribution d'une Prime de Charges Administratives, les vice-présidents des 3 conseils et la vice-présidente Relations Internationales bénéficient d'une décharge de 192 HTD. Les autres vice-présidents et les conseillers peuvent, à leur demande, bénéficier d'une décharge de 64 HTD (hormis les vice-présidents de gestion : 96h^{td}). En revanche, les chargés de mission doivent choisir entre Prime de Charges Administratives et décharge.

Le bénéfice d'une PEDR (prime d'encadrement doctoral et de recherche) ne réduit pas pour autant le montant d'une PCA accordée.



DÉLIBÉRATION n° 2014-07-02-11

du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 11 : APPROBATION DU RECRUTEMENT D'UN ENSEIGNANT CONTRACTUEL A
LA FACULTE DE LANGUES ET CULTURES ETRANGERES**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE avec 15 voix pour, 6 abstentions et 4 voix contre, le recrutement d'un Enseignant contractuel pour la Faculté de Langues et Cultures Etrangères à compter du 1^{er} septembre 2014 pour une durée de 3 ans.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX





DÉLIBÉRATION n° 2014-07-02-12

du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 12 : APPROBATION DE DEMANDE D'HABILITATION PRESENTÉE PAR L'UFR
MEDECINE**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;
- VU** l'avis du Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 26 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE, à l'unanimité avec 23 voix pour, les demandes d'habilitation « certificat de capacité d'orthoptiste » et « certificat de capacité d'orthophonie », présentées par l'UFR Médecine dont les dossiers sont joints en annexe.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX



**DOSSIER D'HABILITATION
A DELIVRER**

**LE CERTIFICAT DE
CAPACITE
D'ORTHOPHONISTE**

GRADE MASTER

UNIVERSITE DE NANTES

SOMMAIRE

Dossier d’Habilitation à délivrer le Certificat de Formation Universitaire en Orthophonie – Grade Master.....	3 à 17
--	---------------

ANNEXES

- Annexe 1	
▪ Statuts de l’U.F.R. de Médecine de Nantes.....	1
- Annexe 2	
▪ Présentation du Comité de Pilotage et Pédagogique.....	27
- Annexe 3	
▪ Présentation de l’Equipe Enseignante.....	28
- Annexe 4	
▪ Curriculum Vitae de l’Equipe Enseignante.....	32
- Annexe 5	
▪ Organisation des Enseignements - Semestres 1 et 2.....	104
▪ Fiches Unités d’Enseignements S1 et S2.....	105 à 125
- Annexe 6	
▪ Organisation des Enseignements - Semestres 3 et 4.....	126
▪ Fiches U.E. S3 et S4.....	127 à 144
- Annexe 7	
▪ Organisation des Enseignements - Semestres 5 et 6.....	145
▪ Fiches U.E. S4 et S5.....	146 à 161
- Annexe 8	
▪ Organisation des Enseignements - Semestres 7 et 8.....	162
▪ Fiches U.E. S7 et S8.....	163 à 182
- Annexe 9	
▪ Organisation des Enseignements - Semestres 9 et 10.....	183
▪ Fiches U.E. S9 et S10.....	184 à 204
- Annexe 10	
▪ Modalités d’Agrément des Terrains de Stage.....	205
▪ Liste des Terrains de Stages et des Maîtres de Stages Agréés.....	210

<p style="text-align: center;">DOSSIER D'HABILITATION A DELIVRER LE CERTIFICAT DE CAPACITE D'ORTHOPHONISTE GRADE MASTER</p>

I – UNIVERSITE ET U.F.R. ASSURANT LA FORMATION D'ORTHOPHONISTE

**L'UFR de Médecine de NANTES,
1 rue Gaston Veil
44035 Nantes Cedex**

est autorisée depuis le 26 Octobre 1967 à délivrer le Certificat de Capacité d'Orthophoniste créé par le Décret 66-839 du 10 Novembre 1966.

II – STATUT DE LA STRUCTURE ASSURANT LA FORMATION

❖ *CF STATUT - UFR DE MEDECINE (CF ANNEXE I)*

Les statuts du centre de formation en Orthophonie sont en cours d'élaboration.

III – JUSTIFICATION DE LA DEMANDE/PROJET PEDAGOGIQUE

La demande d'habilitation s'inscrit dans un projet de renouvellement de la formation dispensée à Nantes depuis 1967.

Elle s'effectue dans le cadre de la mise en place du nouveau régime des études en vue d'obtenir le certificat de capacité d'orthophoniste (Décret n° 2013-798 du 30 août 2013). Ce décret prévoit ainsi la réingénierie des contenus de la formation conduisant au certificat de capacité d'orthophoniste, qui vise à inscrire ces études dans le schéma de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (licence-master-doctorat).

Le certificat de capacité d'orthophoniste confèrera le grade de master aux étudiants qui auront entrepris cette formation à compter de l'année universitaire 2013-2014.

Ainsi la formation d'orthophonie passe de 4 à 5 années d'études. Cela s'accompagne d'une augmentation importante du volume d'heures d'enseignements puisqu'elle passe de 1 640 H à 3 158 H. Une des particularités de cette réforme est de devoir mener en parallèle deux maquettes de formation, ancienne et nouvelle maquette LMD.

Malgré cette augmentation, la restructuration et la modernisation des enseignements devraient permettre de maintenir la contribution d'heures complémentaires, attribués annuellement par l'UFR de Médecine, à un niveau constant.

1. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE

Le centre de formation en orthophonie de Nantes est le seul à délivrer le certificat de capacité d'orthophoniste au niveau départemental et régional (les centres de formation les plus proches sont situés à Caen et Poitiers). Il est très attractif puisqu'environ 75 % des étudiants inscrits ne sont pas originaires de l'Université de Nantes.

Face à l'évolution des pathologies, de nouveaux besoins sont identifiés et les professionnels sont acteurs à tout âge de la vie : les orthophonistes sont sollicités auprès du nouveau-né dans son oralité perturbée ou dans un contexte de handicap mais également auprès de la personne vieillissante, souffrant de pathologies neurologiques et dégénératives. Le professionnel agit pour le maintien de fonctions vitales (alimentation) et sociales (communication, autonomie, cognition).

Le décret de compétences, par son actualisation, tend à le prouver (Décret 2002-721). Les professionnels sont en charge, outre du soin, de la prévention, de la formation et de l'enseignement.

Par ailleurs, il faut noter que la démographie professionnelle, limitée par le *numerus clausus* stable, représente une réelle préoccupation : les orthophonistes ne peuvent répondre au nombre croissant de demandes de prises en charge. Les conséquences sont déjà manifestes dans les régions sous-dotées.

L'existence d'un centre de formation initiale à l'université de Nantes se justifie ainsi pleinement face, d'une part au dynamisme régional et à l'afflux de population et, d'autre part, à l'absence de tout autre lieu de formation sur le Grand Ouest.

2. PROJET PEDAGOGIQUE

La formation en vue du certificat de capacité d'orthophoniste est pluridisciplinaire. Elle a pour objectif d'assurer une formation théorique et méthodologique solide ainsi qu'une formation pratique étayée.

Conformément au décret n° 2013-798 du 30 août 2013 du référentiel de compétences, les études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste doivent permettre à chaque étudiant la maîtrise des onze compétences suivantes :

1. Analyser, évaluer une situation et élaborer un diagnostic orthophonique
2. Élaborer et mettre en œuvre un projet thérapeutique en orthophonie adapté à la situation du patient
3. Concevoir, conduire et évaluer une séance d'orthophonie
4. Établir et entretenir une relation thérapeutique dans un contexte d'intervention orthophonique
5. Élaborer et conduire une démarche d'intervention en santé publique : prévention, dépistage et éducation thérapeutique
6. Concevoir et mettre en œuvre une prestation d'expertise et de conseil dans le domaine de l'orthophonie
7. Analyser, évaluer et faire évoluer sa pratique professionnelle
8. Rechercher, traiter et analyser des données professionnelles et scientifiques
9. Gérer et organiser une structure ou un service en optimisant ses ressources
10. Organiser les activités et coopérer avec les différents acteurs
11. Former et informer des professionnels et des personnes en formation

Les objectifs pédagogiques principaux sont donc les suivants :

- Assurer une solide formation théorique dans la discipline : les différentes UE, leur articulation générale et les volumes horaires associés permettent d'atteindre cet objectif.
- Assurer une solide formation méthodologique : la cohérence des enseignements est envisagée à travers l'articulation des contenus
- Assurer l'encadrement et l'évaluation de la formation pratique au cours des stages chez les professionnels et au sein des services cliniques hospitaliers

A cette fin, les études comportent dix semestres de formation et se composent de deux cycles, le premier cycle qui comprend six semestres de formation validés par l'obtention de 180 crédits européens (ECTS) correspondant au niveau licence et le deuxième cycle qui comprend quatre semestres de formation validés par l'obtention de 120 ECTS correspondant au niveau master.

IV – NOMBRE DE CANDIDATS SUSCEPTIBLES D’ETRE ACCUEILLIS CHAQUE ANNEE

Le nombre d'étudiants admis en première année d'études est fixé par un arrêté annuel conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Le numérus clausus pour **2013** était de **43**.

La capacité d'accueil de l'UFR de Médecine de NANTES ne permet pas, pour l'instant, d'accueillir plus de 45 étudiants.

Conformément au décret n° 2013-798 du 30 août 2013, les candidats à une inscription en vue du certificat de capacité d'orthophoniste justifient :

- soit du baccalauréat ;
- soit du diplôme d'accès aux études universitaires ;
- soit d'un diplôme français ou étranger admis en dispense ou équivalence du baccalauréat en application de la réglementation nationale ;
- soit d'une qualification ou d'une expérience jugées suffisantes, conformément aux dispositions de l'article L. 613-5 du code de l'éducation.

Pour être autorisés à suivre la formation, les candidats doivent satisfaire à des épreuves d'évaluation des aptitudes, définies à l'annexe 4 du décret n° 2013-798 du 30 août 2013.

L'inscription à ces épreuves est soumise à l'acquittement de droits dont le montant est fixé par un arrêté conjoint du ministre en charge du budget et du ministre en charge de l'enseignement supérieur.

A titre dérogatoire, les élèves de terminale sont autorisés à passer les épreuves d'évaluation des aptitudes. Néanmoins, l'admission définitive ne pourra être prononcée qu'après obtention du baccalauréat et transmission d'une copie de l'original du diplôme ou à défaut d'un relevé de notes.

Les épreuves d'évaluation des aptitudes aux études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste¹ sont organisées chaque année.

Les étudiants admis produisent, au plus tard le premier jour de la rentrée, un certificat établi par un médecin agréé attestant que l'étudiant ne présente pas de contre-indication physique et psychologique à l'exercice de la profession d'orthophoniste.

Tableau I : Origine des candidats admis à Nantes en 2013

	Région Grand Ouest									Autres Régions								
Département	44	35	56	29	22	53	72	49	85	08	13	17	37	47	74	76	91	92
Nombre	14	4	2	3	2	1	1	1	3	1	2	1	2	1	1	1	1	2

¹ A Nantes, depuis quelques années, le nombre de candidats à se présenter aux épreuves est très important : en moyenne, 1 750 candidats originaires de tous les départements français.

Tableau II : Profil des candidats admis en 2013 :

Bac	Ecoles préparatoires Nantes – Rennes - Paris	Réorientation après études supérieures	Filière Formation continue Reconversion Professionnelle
1	32	5	5

Série Bac	S	ES	L	C	A2	DAEU
Nombre	21	14	5	1	1	1

DAEU : Diplôme d'accès aux Etudes Universitaires

Seuls un ou deux bacheliers de l'année se classent en rang utile à l'issue des épreuves d'évaluation des aptitudes. La majorité des candidats admis (32) ont suivi une école préparatoire. En attendant de pouvoir accéder à ces études, ils s'inscrivent dans d'autres filières (linguistique ou psychologie) et passent les épreuves d'aptitudes plusieurs fois. Les autres candidats admis s'inscrivent dans le cadre d'une reconversion professionnelle, en formation continue.

V – MOYENS AFFECTES A LA FORMATION D'ORTHOPHONIE

Les moyens affectés à la formation sont les suivants :

AU NIVEAU HUMAIN :

- 1 Directeur Administratif : Professeur Philippe BORDURE – PU PH - UFR Médecine
- 1 Directrice Pédagogique : Mme CHOPINEAUX/MARTINAGE Valérie – Orthophoniste (35 H /mois)
- 1 Directrice des Stages : Mme LE RAY Anne – Orthophoniste (4 H /mois)
- 2,5 postes administratifs (2,5 ETP)

AU NIVEAU DES LOCAUX :

- 1 secrétariat d'environ 40 m2
- 1 salle de réunion + matériel vidéo + testothèque étudiants (d'environ 40 m2)
- 1 salle d'archive (20 m2)
- 3 salles de cours (45 étudiants maximum) – 1 salle pour les TD (30 étudiants maximum)
- 1 local étudiant (15 m2)

AU NIVEAU FINANCIER :

TABEAU III : BILANS FINANCIERS DE 2011 A 2014

RESSOURCES ANNUELLES	2011	2012	2013	2014
RESSOURCES PROPRES : Frais d'inscription au concours (80 € l'inscription par candidat)	1 953 CANDIDATS 155 920 €	1 929 CANDIDATS 154 200 €	1 745 CANDIDATS 139 600 €	1 588 CANDIDATS 129 246 €
Dotation globale de fonctionnement Droit de Scolarité annuel par étudiant : 550 € 10 (sans la Sécurité Sociale) Reversement par étudiant : 209 € en 2014	42 815 € 175 ETUDIANTS	42 815 € 175 ETUDIANTS	35 021 € 178 ETUDIANTS	35 831 € 173 ETUDIANTS
DOTATION HEURES COMPLEMENTAIRES (attribuée annuellement par l'UFR Médecine)	41 000 €	41 000 €	43 000 €	43 000 €
TOTAL RESSOURCES	239 735 €	238 015 €	217 621 €	208 077 €
DEPENSES ANNUELLES				
COUT TOTAL HEURES VACATIONS (PAIEMENT TD ET NON CM)	154 600 €	155 000 €	164 000 €	165 500 € ESTIMATION
COUT DE FONCTIONNEMENT <i>dont</i> location Salle Concours (environ 35 000 €)	75 840 €	82 000 €	52 000 €	43 000 € ESTIMATION
TOTAL RESSOURCES - DEPENSES	+ 9 295 €	+ 1 015 €	+ 1 621 €	+ 423 € ESTIMATION

Le tableau financier confirme l'équilibre budgétaire depuis 2011. La mise en route du LMD en 2013 a entraîné une augmentation significative des heures de vacations qui a pu être compensée par une diminution importante des coûts de fonctionnement de – 33 000 €. L'équilibre a pu être maintenu malgré un contexte de diminution des ressources propres.

L'augmentation du nombre d'enseignements imposés par la maquette, de 1 640 H à 3 158 H, va imposer une optimisation des dépenses.

Plusieurs solutions vont être envisagées dans les années à venir.

Les enseignements seront pris en charge en priorité par des enseignants statutaires de la composante d'accueil de la formation de l'Université pour les UE fondamentales et cela, dans le cadre donné par la maquette (BO du 05/09/13). La mutualisation de certains enseignements fondamentaux avec la formation en Orthoptie et le premier cycle d'études médicales sera mise en place.

A l'échelon local, le recours à l'enseignement magistral numérisé sera développé permettant d'optimiser le temps de travail enseignant.

Une des priorités sera de promouvoir des enseignements mutualisés avec les autres centres de formation d'orthophonie en s'appuyant principalement sur des supports d'enseignements en ligne ainsi que des visioconférences. L'UE 8.8 C2I 2 élaborée en totalité sur Nantes pourra s'inscrire dans ce projet.

La régionalisation des épreuves d'aptitudes est à l'étude en groupe de travail au Collège des Centres de Formation Universitaires en Orthophonie. Elle présente plusieurs intérêts : diminution du nombre d'épreuves par candidat, diminution du coût d'organisation par centre de formation tout en maintenant les apports financiers liés aux inscriptions.

VI – NOM ET QUALITE DU RESPONSABLE DE LA FORMATION

Professeur Philippe BORDURE
Directeur du CCO
Chef du Service ORL du CHU de NANTES

Tél 02.40.41.28.50

VII – PRESENTATION DE L'EQUIPE PEDAGOGIQUE ET ENSEIGNANTE

L'équipe pédagogique est représentée au travers de deux instances : un comité de pilotage et un comité pédagogique (CF ANNEXE 2).

- Le comité de pilotage mène une réflexion et gère la mise en place du nouveau régime des études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste. Il est composé de six membres : un professeur des universités, trois orthophonistes, un maître de conférences de l'Université de Nantes et la secrétaire du centre de formation. Il se réunit tous les mois
- Le comité pédagogique a pour principales fonctions de veiller au bon fonctionnement du centre de formation et de mener une réflexion sur tous les aspects pédagogiques.
Il est composé de onze membres : un professeur de l'université, six orthophonistes, une phoniatre et trois maîtres de conférences de l'Université de Nantes. Le comité se réunit tous les deux mois.

L'équipe enseignante, chargée de dispenser les enseignements des différentes UE du cycle 1, est composée d'orthophonistes, d'enseignants de l'Université de Nantes, de médecins (PU-PH), de kinésithérapeutes, de psychomotriciens, d'orthoptistes, de pédagogues, etc. Les curriculum vitae des enseignants sont présentés dans l'annexe 4.

VIII – ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

1. MAQUETTE PEDAGOGIQUE

La formation a pour but l'acquisition des connaissances et des compétences, nécessaires à l'exercice du métier d'orthophoniste (décrites à l'annexe 2 du BO du 05/09/13).

Conformément au décret n° 2013-798 du 30 août 2013, les enseignements comprennent des enseignements théoriques, méthodologiques, appliqués et pratiques ainsi que l'accomplissement de stages.

Les enseignements sont organisés par discipline et en partie de façon intégrée, sous forme d'unités d'enseignement articulées entre elles en cohérence avec les objectifs de la formation et les compétences à acquérir. Ils comprennent les unités d'enseignement du tronc commun et des unités d'enseignement librement choisies par l'étudiant.

Les objectifs pédagogiques, les contenus et les modalités d'évaluation sont décrits dans les fiches pédagogiques de chacune des unités d'enseignement (UE) (**Cf ANNEXE 5 A 9**). Chaque UE donne lieu à une valorisation en crédits européens.

Les enseignements sont ainsi intégrés dans douze modules :

- Sciences humaines et sociales
- Notions de biologie cellulaire, biologie moléculaire et génétique
- Sciences physiques et techniques
- Orthophonie : la profession
- Pratiques professionnelles
- Formation à la pratique clinique
- Recherche et orthophonie
- Compétences transversales
- Santé publique
- Evaluation des pratiques professionnelles
- Séminaires professionnels
- UE optionnelles obligatoires

Les études d'orthophonie ancien régime et nouveau régime (LMD) seront menées en parallèle de 2013/2014 à 2015/2016. Après 2016, il ne persistera que le système LMD (Tableau N° IV) :

Tableau IV : Planification des formations ancien et nouveau régime LMD

Année Universitaire	Ancien Système	L.M.D.
2013/2014	2 ^{ème} - 3 ^{ème} et 4 ^{ème} années	L 1
2014/2015	3 ^{ème} et 4 ^{ème} années	L 1 - L 2
2015/2016	4 ^{ème} année (sortie des étudiants ancien système)	L1 - L2 - L3
2016/2017 Pas de sortie d'étudiant en Orthophonie		L1 - L2 - L3 – M1
2017/2018 Cycle complet des études LMD		L1 - L2 - L3 – M1 – M2

2. PREMIER CYCLE DES ETUDES D'ORTHOPHONIE

Le premier cycle des études d'orthophonie, en adéquation avec le décret et dans l'idée d'une approche pluridisciplinaire, a pour objectifs l'acquisition d'un socle de connaissances en sciences de la vie, en sciences physiques et en sciences humaines et sociales indispensables à l'appropriation progressive des compétences nécessaires à l'exercice du métier d'orthophoniste.

Le premier cycle des études d'orthophonie comprend six semestres de formation validés par l'obtention de 180 crédits européens correspondant au niveau licence.

Des enseignements des modules 1 à 10 (tableau VI) sont dispensés sur les six premiers semestres de la formation.

Tous les enseignements du référentiel de formation du certificat de capacité d'Orthophoniste (BO n° 32 du 05 Septembre 2013) du niveau Licence 1 (semestres 1 et 2) ont été mis en place à la rentrée universitaire 2013/2014 (Annexe 5)

Les enseignements du niveau Licence 2 (semestres 3 et 4 – Annexe 6) seront mis en place à la rentrée prochaine 2014/2015. Enfin, les enseignements du niveau Licence 3 (semestres 5 et 6) sont en cours d'élaboration et seront finalisés lors du premier semestre 2014/2015 (Annexe 7).

Au niveau des trois années de Licence, les praticiens de la profession assurent plus de 50 % des volumes horaires d'enseignement.

3. DEUXIEME CYCLE DES ETUDES D'ORTHOPHONIE

Le deuxième cycle des études d'orthophonie a pour principal objectif de permettre à l'étudiant de mettre en place les bases de son futur parcours professionnel et personnel

Le deuxième cycle des études d'orthophonie comprend quatre semestres de formation correspondant au niveau master. Des enseignements des modules 4, 5, 6, 7, 8 et 10 y sont dispensés (tableau VI).

Les objectifs pédagogiques spécifiques sont de permettre à l'étudiant d'acquérir des connaissances scientifiques et techniques indispensables à la maîtrise des savoirs et des savoir-faire nécessaires à l'exercice de la profession d'orthophoniste complétant et approfondissant celles acquises au cours du cycle précédent. Il devra également maîtriser le raisonnement clinique et les connaissances sur l'intervention thérapeutique.

Des enseignements sur la démarche scientifique sont dispensés afin que l'étudiant puisse prendre connaissance des progrès de la recherche qui ont un impact direct sur la pratique professionnelle. Enfin, la formation vise l'acquisition des compétences génériques nécessaires à la communication de l'orthophoniste avec le patient et son entourage, à sa coopération avec les membres de l'équipe soignante pluri professionnelle, à sa réflexivité et à son respect des règles de l'éthique et de la déontologie.

Un certificat de compétences cliniques est organisé au cours du dernier semestre de formation. Ce certificat est destiné à valider les compétences cliniques acquises lors du second cycle.

Au cours du dernier semestre, les étudiants soutiennent un mémoire sous la responsabilité d'un directeur de mémoire, désigné par le directeur de la composante assurant la formation en orthophonie sur proposition de l'équipe pédagogique

Le jury de mémoire comprend au moins trois membres dont l'un est extérieur à la structure de formation :

- un orthophoniste de l'équipe pédagogique ;
- le directeur du mémoire ;
- un expert du domaine concerné.

La répartition de la charge de travail de l'étudiant est conforme au tableau suivant :

Tableau V : Répartition de la charge de travail

SEMESTRES	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	Total
Cours magistraux (CM)	248	215	186	190	160	120	111	122	130	79	1561
Travaux dirigés (TD)	133	105	141	109	139	200	217	196	175	182	1597
TOTAL CM + TD	381	320	327	299	299	320	328	318	305	261	3158
Stages	0	120	120	120	210	210	210	300	350	400	2040
TOTAL CM + TD + STAGES	381	440	447	419	509	530	538	618	655	661	5198
Travail personnel de l'Etudiant (TPE)	340	380	425	325	320	410	480	420	580	495	4175
TOTAL CM + TD + TPE + STAGES	721	820	872	744	829	940	1018	1038	1235	1156	9373
ECTS	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	300

La répartition des 300 crédits européens nécessaires à l'obtention du certificat de capacité d'orthophoniste est conforme au tableau suivant :

Tableau VI : Répartition des 300 ECTS de la maquette

Modules	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	Total ECTS
1. Sciences humaines et Sociales	11	10	12	4	3	0	0	0	0	0	40
2. Sciences biomédicales	9	10	5	4	7	0	0	0	0	0	35
3. Sciences Physiques et Techniques	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	6
4. Orthophonie : la Profession	3	0	0	0	4	3	0	0	2	2	14
5. Pratiques professionnelles	0	0	0	16	7	19	21	14	8	6	91
6. Formation à la pratique clinique	0	3	3	3	6	6	6	6	6	7	46
7. Recherche en orthophonie	0	0	5	0	3	0	0	6	9	9	32
8. Compétences transversales	4	2	2	0	0	2	1	0	1	1	13
9. Santé publique	0	2	3	3	0	0	0	0	0	0	8
10. Evaluation des pratiques professionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
11. Séminaires professionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
12. UE optionnelles obligatoires	0	0	0	0	0	0	2	4	4	2	12
ECTS	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	300

4. STAGES : CAHIER DES CHARGES DES STAGES EN ORTHOPHONIE

Conformément au décret n° 2013-798 du 30 août 2013 et à l'annexe 5, le centre de formation de Nantes a pour volonté d'articuler les enseignements théoriques, pratiques et **les stages** en vue de l'acquisition des compétences professionnelles décrites à l'annexe 2 du décret.

Les stages permettent à l'étudiant d'avoir accès à des représentations diverses du métier d'orthophoniste et de construire progressivement sa future posture professionnelle en adéquation avec la formation théorique, s'articuler avec les professionnels de santé et s'intégrer au parcours patient.

Au fil de la formation initiale, la découverte de milieux professionnels connexes à la pratique de l'orthophonie, l'observation de la pratique clinique, la participation encadrée et supervisée ainsi que la reprise des stages sous forme de travaux dirigés au sein des structures de formation sont indispensables.

Les stages de durées variables sont de trois types :

- **Les stages de découverte** (au cours des semestres 2, 3 et 4) se déroulent en milieu scolaire, en structures d'accueil de la petite enfance et d'accueil de personnes âgées, et en structures de soins ou en cabinet libéral sous la responsabilité d'un maître de stage.
- **Les stages d'observation professionnelle et les stages cliniques** (du semestre 4 au semestre 10) ont pour but de permettre à l'étudiant d'observer les pratiques orthophoniques puis de participer progressivement à la prise en charge thérapeutique des patients, sous supervision du maître de stage. La supervision vise l'autonomie progressive des stagiaires.
L'étudiant réalise au moins un stage clinique long réparti sur 2 semestres consécutifs sur le même lieu de stage permettant un suivi régulier des patients et une vision globale de la démarche thérapeutique en orthophonie.
La commission des stages veillera à ce que l'étudiant soit confronté à la totalité des domaines du référentiel de formation au cours des stages.
- **Le Stage de sensibilisation à la recherche** (au cours du semestre 7). Ce stage d'une durée de 4 semaines a pour but de permettre la découverte d'activités de recherche dans un laboratoire rattaché à l'Université de Nantes (partenariats mis en place ou envisagés p. 13)

Du point de vue des moyens, le centre de formation en orthophonie de Nantes met à disposition de l'étudiant stagiaire, pour tout le cursus, un carnet de stages contenant les règles générales des stages, les différents stages effectués tout au long de son cursus, ainsi que les annotations des différents maîtres de stages et les grilles d'évaluation. Dans ce livret apparaissent les compétences à acquérir pour chaque stage.

A. Responsabilités des différentes parties

- La structure de formation universitaire en orthophonie
Le Centre de Formation en Orthophonie est le garant de la cohérence entre les enseignements théoriques et les enseignements cliniques. Il est tenu de proposer une liste des terrains de stage pouvant accueillir les étudiants.
- Le maître de stage (MDS)
Il forme et supervise la pratique de l'étudiant stagiaire en tenant compte de son niveau d'expérience, de ses compétences, de ses connaissances théoriques et des enseignements délivrés par la structure de formation. Il transmet son expérience clinique et ses connaissances théoriques et scientifiques. Il met à la disposition de l'étudiant les outils nécessaires à sa formation clinique.

- L'étudiant stagiaire (ES)

Il doit rendre un rapport de stage dont la forme sera déterminée par le référent de stage et/ou le maître de stage et/ou la structure de formation, en début de stage ou au plus tard lors de l'évaluation de mi-stage. Ce rapport sera lu et évalué par le référent de stage ou le maître de stage. Sa validation finale sera prononcée par le jury d'examen.

B. Évaluation effectuée par le maître de stage

L'évaluation est dépendante de plusieurs facteurs :

- le contenu du stage et sa spécificité ;
- le parcours unique de chaque étudiant stagiaire ;
- les critères choisis en début de stage en concertation avec le maître de stage et l'étudiant stagiaire.
- La commission des stages

Tableau de répartition et volumes horaires des stages

<i>N° Intitulé de l'UE</i>	<i>Semestre</i>	<i>Nbre d'heures</i>	<i>Nbre ECTS</i>
UE 6.1. Stage découverte – Milieu scolaire	2	120 H	3
UE 6.2. Stage découverte – Personnes âgées ou Petite Enfance	3	120 H	3
UE 6.3. Stage découverte – Exercice libéral et structures	4	120 H	3
UE 6.4. Stages observation auprès d'orthophonistes	5	210 H	6
UE 6.5. Stage Clinique 1	6	210 H	6
UE 6.6. Stage Clinique 2	7	90 H	3
UE 6.9. Stage de Sensibilisation à la recherche	7	120 H	3
UE 6.7. Stage Clinique 3	8	300 H	8
UE 6.8. Stage Clinique 4	9	350 H	6
UE 6.9. Stage Clinique 4	10	400 H	7

Au cours des stages, la totalité des étudiants orthophonistes est formée à l'ensemble des techniques de rééducation qu'ils sont susceptibles de rencontrer lors de leurs premières années d'exercice. Soulignons que lors des stages des Semestres 6 à 10, les étudiants sont amenés à prendre en charge des patients sous le tutorat des maîtres de stage.

C. Contenus des enseignements dirigés en rapport avec les stages

Ces enseignements dirigés permettent à l'étudiant de présenter ses expériences vécues en stage, de les confronter à celles d'autres étudiants et d'établir des liens entre pratique clinique et connaissances théoriques. Ils amènent l'étudiant à réfléchir à la relation de soins afin de construire les fondements de sa future pratique professionnelle. Ils visent également à développer les capacités de l'étudiant stagiaire à se situer par rapport aux autres professionnels de santé ainsi qu'à décrire précisément des situations cliniques à l'oral et/ou à l'écrit.

Différents terrains de stages proposés aux étudiants :

Au cours de leur formation, les étudiants ont de nombreuses possibilités de stages sur des structures du département :

▪ *Au C.H.U de Nantes :*

- Services de Pédopsychiatrie : Hôpital Haute Roche et CMP Ile à Hélice
- Service ORL : Phoniatrie et CAMSP Audition, unité d'implants cochléaires
- Service de stomatologie et chirurgie maxillo-faciale
- Centre du langage – Hôpital Mère-Enfant (HME)
- Service de neuro pédiatrie – HME
- Service de Neurologie – Hôpital Nord
- Service Médecine Physique et Réadaptation – Hôpital St Jacques
- Service de Gériatrie et Psycho – gériatrie (Hôpital Bellier)

▪ *En lien avec le C.H.S Daumezon :*

- CMP de Machecoul
- CMP de Gorges

▪ *A St Nazaire : Hôpital de Jour Belle - fontaine*

A tous ces services hospitaliers de la région nantaise viennent s'associer de nombreux établissements privés et publics :

- CMPP – IME - Instituts publics de rééducation – Centres de soins

Un décret et un arrêté parus le 23 Octobre 1991 imposent que les Orthophonistes diplômés depuis trois ans minimum, et qui reçoivent des étudiants en stage, soient agréé(e)s par une Commission d'Agrément.

Sont agréés sur toute la France :

- 890 Maîtres de stage exerçant en Centre
- 970 Maîtres de stage exerçant en Libéral

Un livret de Stage est remis à l'Etudiant en début de cursus universitaire.

Les Modalités d'Agrément ainsi que la liste des terrains de stages et des Maîtres de stages agréé(e)s sont joints (CF ANNEXE 10).

5. MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES

Les UE sont évaluées chaque semestre sous forme de contrôle continu et/ou d'examens terminaux et portent sur l'ensemble des enseignements CM et TD.

Les épreuves écrites sont anonymes.

Les étudiants doivent obtenir une moyenne égale ou supérieure à 10/20 à l'ensemble des UE. Toute UE dont la note est inférieure à 10/20, doit faire l'objet d'une épreuve de rattrapage.

Les notes de 1^{ère} session supérieures ou égales à la moyenne sont conservées.

SESSIONS D'EXAMENS

Tout étudiant a droit à deux sessions de contrôles par année d'étude. En cas d'échec à la première session, l'étudiant peut passer un nouvel examen à la session de rattrapage.

- | | | |
|--|---|----------|
| ▪ Session 1 du semestre 1 | → | janvier. |
| ▪ Session 1 du semestre 2 | → | mai. |
| ▪ Session 2 - Rattrapage des 2 semestres | → | juin |

Pour être déclarés Admis, les étudiants devront avoir obligatoirement :

- Validé l'ensemble des unités d'enseignement théorique et pratique des deux semestres de l'année
- Validé les stages afférents à l'année universitaire

Les étudiants à qui il manque plus de 3 UE ne seront pas autorisés à passer dans l'année supérieure.

Ils redoubleront leur année mais garderont le bénéfice des Unités d'enseignement acquises.

Les étudiants devront avoir validé toutes les UE des trois premières années du CCFUO avant le passage en quatrième année de CCFUO.

6. CONDITIONS DE DELIVRANCE DU DIPLOME

(Article 28 du décret n° 2013-789 du 30 août 2013 relatif au régime des études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste)

Le CCO est délivré aux étudiants aux conditions suivantes :

- la validation de l'ensemble des enseignements et des stages correspondant aux deux cycles. Cette validation est soumise à avis du jury d'examen.
- La soutenance avec succès du mémoire. La date de soutenance est envisagée entre juin et octobre après accord du directeur de mémoire. La validation du mémoire est sous la responsabilité des membres du jury composé du président, du directeur et d'un ou deux membres. La composition est proposée par l'étudiant et entérinée par la commission de validation (octobre)

Il est alors remis un diplôme provisoire permettant l'inscription sur les registres professionnels et donc l'exercice de l'orthophonie.

En septembre de l'année suivante, une remise de diplômes est organisée. Elle permet de répertorier les modes et lieux d'exercices et de notifier les avis quant aux enseignements reçus et les besoins de la pratique.

IX – DISPOSITIF D'AIDE A LA REUSSITE MIS EN PLACE PAR L'ETABLISSEMENT OU L'U.F.R. (ACCOMPAGNEMENT DES ETUDIANTS)

- Une cellule de soutien et d'accompagnement a été mise en place afin de pouvoir proposer aux étudiants en difficulté des solutions à leurs parcours. Les Directrices pédagogique et des stages, en concertation avec la commission pédagogique, rencontrent ces étudiants.
- Tout étudiant a la possibilité d'accéder à l'année supérieure s'il lui manque 3 UE au maximum jusqu'à la fin de sa Licence. Toutefois, le passage en 4^{ème} année Grade Master ne sera possible que si toutes les UE sont acquises.
- Le Service Universitaire de Santé de l'Université (SUMPS) est également à la disposition de tous les étudiants.

X – DISPOSITIF D'EVALUATION DE LA FORMATION ET DES ENSEIGNEMENTS

- Plusieurs dispositifs d'évaluation de la formation et des enseignements existent ou sont envisagés. Ils ont vocation à contribuer au dialogue entre l'équipe pédagogique et les étudiants en vue de faire évoluer le contenu de la formation ainsi que les méthodes d'enseignement afin de favoriser l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et d'améliorer la qualité de la formation. Les résultats de ces évaluations font l'objet d'un échange entre les étudiants et l'équipe pédagogique.
- Commission paritaire (conseil de perfectionnement qui se réunit en Mars) : elle se décompose en deux temps :
 - Concertation entre enseignants afin d'inter-évaluer et d'harmoniser les enseignements
 - Concertation entre enseignants et représentants de chaque promotion d'étudiants. Ces derniers présentent une synthèse de remarques, questions et propositions.
- Conseil Pédagogique et Scientifique : il est en cours d'élaboration. Il intègre des représentants externes à la composante ainsi que des élus étudiants et remplacera le Comité Pédagogique existant.
- Lors de la remise des diplômes définitifs, un an après la sortie des étudiants, enquête de satisfaction sur leur situation professionnelle
- Le centre de formation en orthophonie de Nantes souhaite mettre en place une évaluation volontaire de l'ensemble de son offre de formation. Cette évaluation sera fondée sur l'avis des étudiants et des enseignants. L'évaluation par les étudiants reposera sur un questionnaire anonyme, accessible par le site web de l'université, où les étudiants expriment leur position selon plusieurs items.
- Le passage au LMD va imposer une modernisation du fonctionnement des différents comités en y assurant la représentation de la faculté de médecine, du pôle santé et des étudiants.

XI – PARTENARIATS MIS EN PLACE OU ENVISAGES

- Mutualisation de certains enseignements avec l'Ecole d'Orthoptie, la Faculté de Psychologie ainsi que l'UFR de Médecine
- Réflexion sur une organisation régionale des épreuves d'évaluation des aptitudes aux études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste
- Laboratoires de recherche associés à la formation et à la réalisation des mémoires
 - ✓ Laboratoire d'Ingénierie ostéo-articulaire et dentaire LIOAD-INSERM UMR 791 (Pr WEISS)
 - ✓ Laboratoire de Linguistique de Nantes - LLING EA 3827
 - ✓ Laboratoire de Psychologie des Pays de la Loire – UPRES EA 4638
 - ✓ CREN - Laboratoire Nantais de Sciences de l'Education
 - ✓ Laboratoire d'Anatomie de l'UFR de Médecine de Nantes (Pr A HAMEL)
 - ✓ Unités de Recherche Clinique présentes dans les services de l'hôpital (ORL et chirurgie cervico-faciale) (Pr BORDURE)

<p style="text-align: center;">DOSSIER D'HABILITATION A DELIVRER LE CERTIFICAT DE CAPACITE D'ORTHOPTISTE</p>
--

I – UNIVERSITE ET U.F.R. ASSURANT LA FORMATION D'ORTHOPTISTE

Université de Nantes – U.F.R. de Médecine – 1 rue Gaston Veil – 44035 Nantes

II – STATUT DE LA STRUCTURE ASSURANT LA FORMATION

CF ANNEXE 1 – STATUT UFR MEDECINE

CF ANNEXE 2 – ORGANIGRAMME UFRMEDECINE

III – JUSTIFICATION DE LA DEMANDE/PROJET PEDAGOGIQUE

Justification de la demande

Introduction

En 2003, lors de l'exposé des motifs pour la création de l'école d'Orthoptie de l'UFR de Médecine de Nantes (document en annexe, ExposeMotifs-2002.pdf), nous disions que cette création se justifiait par les éléments suivants :

- L'expertise clinique
- L'expertise pédagogique
- L'expertise de recherche clinique
- L'évolution du contexte général de l'Orthoptie en France

Nous allons reprendre tous ces points.

L'expertise clinique

Depuis 2002, les éléments qui étaient avancés, se sont renforcés. L'équipe de strabologie est devenue de façon incontestable un centre tertiaire reconnu dans tout le quart nord-ouest (Angoulême, Limoges, Tours à Caen). Elle a continué à développer son activité et s'est de plus en plus spécialisée dans des pathologies complexes oculomotrices sans négliger par ailleurs les pathologies plus simples. Elle est également devenue un centre de référence sur l'ensemble de la France métropolitaine.

À côté de l'activité strabologique et sous l'impulsion du Docteur Guylène Le Meur (MCU-PH), l'activité d'ophtalmo pédiatrie médicale, chirurgicale et de génétique s'est particulièrement et rapidement développée.

Par ailleurs, au cours des stages, la totalité des étudiants orthoptiste est formée à l'ensemble des techniques et des explorations fonctionnelles qu'ils sont susceptibles de rencontrer lors de leurs premières années d'installation.

Pour la partie purement orthoptique, durant les stages dédiés à cette activité, ils forment des binômes avec les orthoptistes titulaires responsables de ces pathologies. Cela leur assure une formation complète sur le plan de l'examen orthoptique, des explorations fonctionnelles et des prises en charge. Soulignons que lors des stages de troisième année, les étudiants orthoptistes prennent en pré consultation les patients des médecins seniors et des orthoptistes titulaires.

Cet ensemble d'activité permet d'offrir aux étudiants orthoptistes qui participent tous lors de leurs stages à l'ensemble de ces activités (consultations, examens complémentaires et bloc opératoire) une formation remarquablement complète. Ils peuvent voir de visu l'ensemble de ces pathologies mêmes les plus rares. Cela leur permet d'avoir une formation clinique unique.

L'expertise pédagogique

Là aussi, à côté de la formation dans le certificat d'orthoptie, notre équipe présente une expertise importante et diverse. En effet, elle a créé et anime :

- Le Diplôme Universitaire de Strabologie de l'Université de Nantes (1 997 -2 011) ;
- L'Enseignement Avancé d'OphtalmoPédiatrie et de Strabologie (2 013-) ;
- Le colloque de Nantes (1 975-). Ce colloque annuel qui accueille les meilleurs strabologues francophones, se réunit tous les ans devant cent cinquante personnes. Il fait le point sur un thème précis de la Strabologie et donc de l'Orthoptie. Les actes de ce colloque sont édités à plus de mille exemplaires tous les ans.
- Le Strabisme en Pratique Quotidienne (1 998-). Cette formation a été créée pour initier et/ou remettre à niveau l'interne en ophtalmologie, l'ophtalmologiste ou l'orthoptiste installé. Cette formation rencontre un vif succès auprès des écoles d'Orthoptie voisines.
- La Réfraction (2 002). Cette formation a été créée pour initier et/ou remettre à niveau l'interne en ophtalmologie ou l'ophtalmologiste ou l'orthoptiste installé.

Suivant le niveau de formation, ces manifestations sont ouvertes aux étudiants orthoptistes de l'UFR de Médecine de Nantes en fonction de leur cursus. Elles leur permettent de bénéficier de l'enseignement des meilleurs spécialistes francophones de ces disciplines.

L'expertise de recherche clinique

Depuis de nombreuses années, notre équipe a porté son effort sur plusieurs thèmes de recherche cliniques :

- La position des yeux sous Anesthésie Générale Profonde ;
- Le Test d'Élongation Musculaire ;
- L'étude de la paralysie de l'Oblique Supérieur ;
- Les nystagmus ;
- La réfraction ;
- L'Amblyopie ;
- Les différentes stratégies opératoires et leurs résultats ;
- L'électrooculographie ;
- Etc.

Ces différents thèmes de recherche clinique font l'objet d'un PHRC, de publications régulières dans les congrès nationaux et internationaux.

Mais, dans ce domaine, il faut signaler l'implication des étudiants orthoptiste dans la recherche clinique à travers le Centre d'investigation clinique (CIC) de Nantes - Module Biothérapies CBT 0503 - équipe Ophtalmologie (responsable de l'équipe : Pr Michel Weber). L'équipe d'ophtalmologie mène des études cliniques dans les 3 domaines de recherche suivants : pathologies du segment postérieur, pathologies du segment antérieur, recherche génétique avec un projet très avancé d'essai clinique de thérapie génique. Les principales pathologies sur lesquelles portent les études cliniques : dégénérescence maculaire liée à l'âge, la rétinopathie diabétique, les uvéites ou les atteintes vasculaires, l'inflammation de l'œil après chirurgie de la cataracte, le syndrome de l'œil sec, les uvéites et l'amaurose congénitale de Leber.

Les étudiants orthoptistes en participant aux investigations cliniques observent toute la rigueur nécessaire à ces investigations.

Enfin, pour acquérir les clés de lecture des publications scientifiques, chaque étudiant orthoptiste choisit dès la première année, seul ou en groupe, un sujet de mémoire. La première année est consacrée à la mise en place de la problématique et aux débuts du recueil des données. La deuxième année est consacrée aux recueils de données. La troisième année est consacrée à la fin du recueil des données, à la rédaction d'un mémoire et à une présentation devant les enseignants de l'école d'Orthoptie. Une fois par semaine, un staff sous la responsabilité d'un médecin senior est consacré à la méthodologie, au recueil des données et à l'exploitation statistiques.

L'évolution du contexte général de l'Orthoptie en France

L'évolution de la démographie des ophtalmologistes

Depuis 2002, on a assisté à une augmentation du numerus clausus et du nombre de DES en ophtalmologie en formation (une centaine). Ce dernier chiffre fait que le nombre des ophtalmologistes en exercice s'établira au maximum autour de 3 000. Rappelons que le nombre maximum a été d'environ 5 250. De ce fait, il existe un déficit très important dans la prise en charge des demandes primaires (réfraction) dont on peut déjà voir les conséquences dans les premières régions atteintes par la pénurie des ophtalmologistes. Avec le départ en retraite des dernières générations d'ophtalmologistes formés par l'intermédiaire du Certificat d'Études Spéciales, ce phénomène va s'accélérer ces prochaines années.

Par ailleurs, la demande de soins ophtalmologiques liée au vieillissement de la population (cataracte, glaucome, dégénérescence maculaire liée à l'âge, etc.) entraîne une augmentation importante de soins ophtalmologiques (doublement dans les vingt prochaines années) et l'apparition de nouveaux besoins (chirurgie réfractive). Du fait de la diminution du nombre des ophtalmologistes, il se pose le problème de la délégation des soins primaires en ophtalmologie à une profession paramédical.

L'évolution du décret de compétence des orthoptistes

L'évolution du décret de compétence des orthoptistes (Décret n° 2001-591), en particuliers dans son article 3, ouvre la possibilité aux orthoptistes de s'associer aux ophtalmologistes pour réaliser des réfractions. Cette possibilité fait des orthoptistes, le complément naturel des ophtalmologistes dans une prise en charge plus globale des troubles visuels. Ce point (Réfraction) devra faire l'objet d'un enseignement spécifique dans la formation des orthoptistes.

L'évolution des pathologies

Le vieillissement de la population provoque l'augmentation des pathologies oculaires entraînant un fort retentissement sur la fonction visuelle : basse vision. Celle-ci par ses conséquences individuelles et sociales, entraîne des coûts individuels (perte d'autonomie) et sociétaux considérables. De ce fait, la prise en charge des basses visions, domaine où les orthoptistes ont montré tout leur savoir-faire, est un élément essentiel où les besoins d'une prise en charge de qualité ne sont plus à démontrer.

Conclusion

Les raisons qui nous ont amenés à demander la création d'une école d'Orthoptie en 2002, sont en 2014 toujours d'actualité. Elles se sont mêmes renforcées au cours de ces dix dernières années comment nous venons de le voir.

Par ailleurs, ces dix années ont permis à l'équipe pédagogique de l'école d'Orthoptie de l'UFR de Médecine de Nantes d'acquérir une compétence pédagogique vis-à-vis des étudiants

orthoptistes, de compléter son offre pédagogique et de s'adapter aux demandes diverses de cette formation. L'intégration dans la vie professionnelle réussit par la totalité des étudiants à la sortie de ce cycle de formation prouve l'efficacité de la formation mise en place.

Projet pédagogique

Le projet pédagogique consiste à intégrer la nouvelle maquette des études d'orthoptie à la réalité locale. Cette année sera essentiellement à l'intégration de cette nouvelle maquette :

- L'intégration des étudiants-orthoptistes de première année à la PACES et aux enseignements des différentes années de médecine est actée. Il reste à construire la maquette de ces différents enseignements.
- La constitution d'un enseignement commun des trois écoles de l'Inter Région Ouest (Nantes, Rennes & Tours) a un accord de principe des trois directeurs d'enseignement. Cet enseignement sera effectué sous la forme de vidéoconférences. Une fois que la maquette de l'enseignement spécifique (non pris en charge par les différentes années de médecine) d'orthoptie sera établie, une répartition des différents modules sera mise en place.
- L'enseignement des étudiants orthoptiste de deuxième et troisième années suivra le cycle qui avait été mis en place antérieurement et cela sans changement.
- Les points forts pédagogiques que nous avons définis antérieurement seront intégrés à la formation de la première année à partir du second semestre.
- Suivant l'ordre chronologique, les étudiants rentrant dans le cycle de formation en 2014 bénéficieront de la nouvelle maquette chaque année.
- Les adaptations nécessaires seront réalisées en fonction des difficultés rencontrées.

L'objectif étant de mettre en place un enseignement répondant aux objectifs réglementaires et de garder les spécificités et les acquis qui ont fait que cette formation est déjà une formation de qualité comme nous l'avons vu. Au vu de la maquette, de l'évolution de l'ophtalmologie et du nombre des ophtalmologistes, de l'évolution de la prise en charge orthoptique, cette étape indispensable n'est que le début d'un long chemin qui doit aboutir à la maîtrise pour permettre une prise en charge de qualité des besoins visuels de la population

IV – NOMBRE DE CANDIDATS SUSCEPTIBLES D'ETRE ACCUEILLIS CHAQUE ANNEE

15 inscriptions chaque année

Bassin de recrutement :

Dpt	44	35	56	17	29	31	55	75
Nb candidats	5	3	2	1	1	1	1	1

Profil des candidats :

Bac	Ecole préparatoire Nantes – Rennes - Toulouse	Reconversion Professionnelle	Pharmacie	Paces
3	6	4	1	1

V – MOYENS AFFECTES A LA FORMATION

FINANCIERS :

	2013	2014 PREVISIONS
• RP – RESSOURCES PROPRES : FRAIS D'INSCRIPTION AU CONCOURS	13 120 €	16 160 €
• DGF – DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT	2 881 €	3 270 €
• DOTATION HEURES COMPLEMENTAIRES (supporté par l'UFR de Médecine)	29 186 €	/
	45 187 €	
• COUT DE L'ENSEIGNEMENT	29 186 €	/
• COUT DE FONCTIONNEMENT	15 462 €	/

- Droits de scolarité annuels par étudiants en Orthoptie : **345,10 € (sans la sécurité sociale)**
(Variation entre 2013/2013, tarif arrêté par le Ministère)
- Frais d'inscriptions au Concours d'examen d'entrée : **80€ par candidat (défini par le Ministère)**
Possibilité de hausser le prix de l'examen à 100 € par candidat ?

HUMAINS :

- 1 Directeur Administratif : Professeur Alain PECHEREAU – PU PH UFR Médecine
- 1 Directrice pédagogique : Dr Françoise OGER-LAVENANT – Ophtalmologiste – CHU HD
- 2 Ophtalmologistes :
Dr Pierre LEBRANCHU – PU PH UFR Médecine
Dr Guylène LE MEUR – CCA – Chef Clinique des Universités – Assistant des Hôpitaux
- 1/2 pour le secrétariat : Suzy BOULO – UFR Médecine

Il serait important pour le bon fonctionnement du futur Département d'orthoptie, d'avoir un **Moniteur d'orthoptie** équivalent à 1 temps plein, cette personne accompagnerait les étudiants régulièrement dans leur parcours.

LOCAUX :

- Salle de cours mutualisée avec l'orthophonie (40m²)
- Un secrétariat d'environ 16m² partagé avec un secrétariat
- Une salle d'archive partagée avec l'orthophonie (20m²)

VI – NOM ET QUALITE DU RESPONSABLE DE LA FORMATION

Le Professeur Alain Péchereau, professeur des universités, praticien hospitalier et directeur du Certificat de Capacité d'Orthoptie.

VII – PRESENTATION DE L'EQUIPE ENSEIGNANTE

CF ANNEXE 3 - Liste des Intervenants extérieurs ainsi que des Hospitalo-Universitaires (avec leur Curriculum Vitae)

VIII – ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

CF ANNEXE 4 – MAQUETTE PEDAGOGIQUE

- Mise en place d'un coordonnateur de stage

IX – DISPOSITIF D'AIDE A LA REUSSITE MIS EN PLACE PAR L'ETABLISSEMENT OU L'UFR (ACCOMPAGNEMENT DES ETUDIANTS)

- Mise en place d'une cellule de soutien et d'accompagnement au sein de l'Ecole d'Orthoptie
- Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SUMPPS) – 02-40-37-10-50
- Mise en place de travail en binôme ainsi que d'un tutorat
- Projet d'introduire un Moniteur d'orthoptie

XI – PARTENARIATS MIS EN PLACE OU ENVISAGES

Introduction

Les partenariats envisagés sont nombreux et variés. Ils ont pour objectif de :

- Répondre aux exigences réglementaires ;
- Trouver des professionnels de qualité et investis dans le projet institutionnel, permettant aux étudiants orthoptiste d'avoir une approche diversifiée des différentes facettes de leurs métiers
- Proposer aux étudiants différents modes et lieux d'exercice afin qu'ils puissent répondre aux besoins de santé publique sur l'ensemble de la région des pays de Loire.

Partenariat avec les autres écoles d'orthoptie de l'InterRégion Ouest

Les directeurs des trois écoles de l'Inter Région Ouest mènent depuis plusieurs années une réflexion pour mutualiser les enseignements. Diverses raisons locales ont empêché cette mutualisation. Ils ont acté le principe de cette mutualisation pour la première année d'orthoptie sous la forme de vidéoconférences. Un calendrier sera mis en place l'enseignement de la première année pour la rentrée 2014.

Partenariat avec l'UFR de Médecine d'Angers

Un partenariat avec l'UFR de Médecine d'Angers à la fois pour l'enseignement aux étudiants et comme lieu de stage (CHR d'Angers) doit être recherché.

Partenariat avec le Centre Hospitalier du Mans

Le centre hospitalier du Mans est animé par une équipe jeune et dynamique dont la majorité des ophtalmologistes a été formée dans le service d'Ophtalmologie du CHU de Nantes. Une collaboration avec cette équipe doit permettre au CH du Mans d'être un lieu de stage. Ceci est d'autant plus important que les lieux de stage sont souvent une façon de trouver à s'intégrer

dans les filières professionnelles. La demande en orthoptiste sur la Sarthe est particulièrement forte. Ce lieu de stage devrait permettre de répondre en partie à cette demande.

Partenariat avec l'Institut des Hauts Thébaudières

Institut pour Handicapés Visuels (IPHV) et Centre d'action Médico-Sociale Polyvalent précoce (CAMPS), il doit être le partenaire de choix pour la découverte de la basse vision et sa rééducation chez l'enfant. Une collaboration médicale est déjà établie entre l'Institut et le service d'Ophtalmologie du CHU de Nantes.

Partenariat avec les Ophtalmologistes

Chaque année, suivant les disponibilités des professionnels et suivant les possibilités des étudiants, une convention de stage est établie entre plusieurs professionnels et l'UFR de Médecine de Nantes. Ces stages sont très demandés par les étudiants.

Partenariat avec les Orthoptistes

Chaque année, suivant les disponibilités des professionnels et suivant les possibilités des étudiants, une convention de stage est établie entre plusieurs professionnels et l'UFR de Médecine de Nantes. Ces stages difficiles à trouver car peu de professionnels sont volontaires, sont également très demandés par les étudiants.

Conclusion

Les partenariats sont un moyen très efficace d'enrichir l'offre de formation des étudiants orthoptiste. Ils sont une porte d'entrée dans la vie active et ouvrent les étudiants à d'autres modes d'exercice et à d'autres environnements. Ils sont un moyen efficace de répondre aux demandes des acteurs de santé répartis sur l'ensemble des Pays de Loire.

X – DISPOSITIF D'ÉVALUATION DE LA FORMATION ET DES ENSEIGNEMENTS

Introduction

L'évaluation d'une formation dans le domaine médical et/ou paramédical se fait sur trois critères :

- L'évaluation de la formation initiale ;
- La facilité pour les étudiants à trouver un premier emploi ;
- La présence aux manifestations de formation continue.

Nous allons voir ces trois points.

L'évaluation de la formation initiale

Elle est effectuée par l'équipe enseignante par les moyens suivants :

- Les examens de chaque fin d'année

Ils comprennent un contrôle de connaissances sous la forme d'épreuves écrites et d'épreuves orales.

- Le contrôle continu des connaissances

Il est effectué par les différents maîtres de stage qui communiquent une évaluation des stagiaires qui leur sont confiés. Cette évaluation porte essentiellement sur les connaissances pratiques et la relation soignant-soigné.

➤ Le mémoire

Il est un élément essentiel de la formation. Il permet aux étudiants orthoptistes de réfléchir sur les bases de la connaissance scientifique. Il permet également de faire une lecture critique d'articles en confrontant leur propre expérience et les données de la littérature.

« Chaque étudiant orthoptiste choisit dès la première année, seul ou en groupe, un sujet de mémoire. La première année est consacrée à la mise en place de la problématique et aux débuts du recueil des données. La deuxième année est consacrée aux recueils de données. La troisième année est consacrée à la fin du recueil des données, à la rédaction d'un mémoire et à une présentation devant les enseignants de l'école d'Orthoptie. Une fois par semaine, un staff sous la responsabilité d'un médecin senior est consacré à la méthodologie, au recueil des données et à l'exploitation statistique. »

La facilité pour les étudiants à trouver un premier emploi

À côté des objectifs liés à la formation théorique et pratique, il a toujours fait partie des objectifs de l'équipe de formation de préparer les étudiants orthoptistes à leur intégration dans la vie professionnelle soit à titre libéral soit à titre salarié. Pour cela, différentes orientations ont été prises :

- Intégration à l'équipe orthoptique (consultations, explorations fonctionnelles, etc.) du service d'Ophtalmologie du CHU de Nantes au cours des stages ;
- Intégration aux consultations des médecins senior du service d'Ophtalmologie du CHU de Nantes leur permettant de découvrir le travail aidé en ophtalmologie ;
- Stages dans d'autres structures médicales ou paramédicales.

Ces orientations ont montré leur efficacité comme en témoigne le fait que tous les étudiants orthoptistes sortis de l'école de Nantes depuis la première promotion (juin 2007, environ quatre-vingt étudiants) ont trouvé un emploi avant la proclamation définitive des résultats. À notre connaissance, aucun n'est actuellement en recherche d'emploi.

La présence aux manifestations de formation continue

L'évolution de la médecine est rapide. Dans le domaine de l'orthoptie qui est à la fois rattachée à l'ophtalmologie et aux neurosciences, cette évolution est encore plus rapide. Il est donc essentiel que la formation initiale montre bien les limites de cette formation et la nécessité d'une formation permanente. Un des meilleurs indicateurs que cet objectif est atteint, est la présence nombreuse des anciens étudiants aux formations auxquels ils sont conviés.

La présence nombreuse d'anciens étudiants de l'école d'Orthoptie de Nantes, à ses formations témoigne que cet objectif a bien été atteint.

Conclusion

Comme nous venons de le voir, l'évaluation de la formation est un des objectifs essentiels de l'équipe enseignante de l'école d'Orthoptie de Nantes. Les dispositifs mis en place qui ne sont pas tous conventionnels montrent que les objectifs initiaux semblent remplis.

L'arrivée de la nouvelle maquette va entraîner une modification progressive de ce processus d'évaluation. Toutefois, il nous semble important que les acquis servent de base à ce nouveau processus et qu'ils soient intégrés dans ce nouveau processus.

XII – Avis



DÉLIBÉRATION n° 2014-07-02-13

du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 13 : APPROBATION DE DEMANDES DE CREATIONS, DE MODIFICATIONS ET DE
RENOUVELLEMENTS DE DU/DIU**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;
- VU** l'avis du Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 26 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE, à l'unanimité avec 22 voix pour, les demandes de créations de Diplômes Universitaires (DU), présentées par l'UFR Odontologie, par l'Ecole Polytechnique et par l'UFR Histoire, Histoire de l'Art et Archéologie dont les dossiers sont joints en annexe.

APPROUVE, à l'unanimité avec 22 voix pour, la demande de modification du Diplôme Universitaire (DU) de « Pharmacie vétérinaire » présentée par l'UFR Sciences Pharmaceutiques et Biologiques ;

APPROUVE, à l'unanimité avec 22 voix pour, la demande de modification du Diplôme Interuniversitaire (DIU) d' « Endodontie » présentée par l'UFR Odontologie ;

APPROUVE, avec 19 voix pour et 3 abstentions, la demande de modification du Diplôme Universitaire (DU) de « Pratiques Expertales en Odontologie » légale présentée par l'UFR Odontologie ;

APPROUVE, avec 18 voix pour et 4 voix contre, la demande de modification du Diplôme Universitaire (DU) de « Chef de projet logiciels et réseaux » présentée par l'Ecole Polytechnique ;

A Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes


Olivier LABOUX



UNIVERSITÉ DE NANTES

DÉLIBÉRATION n° 2014-07-02-14

du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

**POINT 14 : APPROBATION DE DEMANDE DE MODIFICATIONS DE MAQUETTES DE
LICENCES, DE MASTERS ET DE DOCTORATS**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 26 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE, à l'unanimité avec 22 voix pour, les demandes de modifications des maquettes Licences, Masters et Doctorats, dont les dossiers sont joints en annexe.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX



Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : - 7 JUIL. 2014
Affiché le : - 7 JUIL. 2014



DÉLIBÉRATION n° 2014-07-02-15

du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

POINT 15 : APPROBATION DE LA NOUVELLE CHARTE DU FONDS DE SOLIDARITE ET DE DEVELOPPEMENT DES INITIATIVES ETUDIANTES (FSDIE)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'avis du Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du 30 janvier 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE, à l'unanimité avec 22 voix pour, la nouvelle charte du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE) dont un exemplaire est joint en annexe.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes


OLIVIER LABOUX



UNIVERSITÉ DE NANTES

Charte d'utilisation et de fonctionnement
du
Fonds de Solidarité et de Développement
des Initiatives Étudiantes (F.S.D.I.E.)

Direction de la vie étudiante

Pôle étudiant • Chemin de la Censive-du-Tertre

BP 41214 • 44312 Nantes CEDEX 3

Tél. 02 72 640 440

dve@univ-nantes.fr

www.univ-nantes.fr/dve

Sommaire

Introduction et définition	3
1. Aide sociale	4
2. Développement des initiatives étudiantes	5
2.1. Les critères d'attribution	6
2.2. Les modes d'attribution du FSDIE	7
2.2.1. Le FSDIE centralisé	7
2.2.2. Les conventions annuelles.....	8
2.2.3. Le FSDIE décentralisé	8
2.3. Conditions de l'exécution de la décision après attribution	12
3. Bilan des campagnes d'attribution	12

Introduction et définition

Le Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes a été mis en place par une délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes du 31 mai 2002 en référence à la directive 2001-159 du 29 août 2001. Ce dernier texte étant abrogé depuis le 1^{er} janvier 2010, cette charte remplace et réunit les deux textes régissant auparavant la gestion de ce fonds.

Depuis le 3 novembre 2011, la circulaire n° 2011-1021 est la nouvelle référence.

Le FSDIE est abondé par une part des frais d'inscriptions (Tarif validé par délibération du CA sur les répartitions des droits universitaires chaque année. Par exemple 16 €/étudiant payant ses droits d'inscription en 2012-2013).

Il remplit trois objectifs :

- Apporter une aide sociale aux étudiants en difficulté financière
- Encourager le développement des initiatives étudiantes
- Améliorer les conditions de vie et d'étude sur les campus

1. Aide sociale

La circulaire n° 2011-1021 définit qu'une partie du FSDIE, entre 10 et 20%, est consacrée à l'aide sociale en faveur des étudiants en difficulté financière.

Le CROUS des Pays de la Loire se voit confier la gestion des crédits FSDIE consacrés à l'aide sociale pour un montant maximum annuel de 40 000€.

A cette fin, une convention est établie entre les deux établissements. Cette dernière prévoit la réalisation d'un bilan des aides versées, par le CROUS.

Les étudiants de l'Université de Nantes peuvent ainsi bénéficier d'une aide financière individuelle d'un montant maximum de 1 500 €.

Les attributions sont décidées par la commission sociale FNAU du CROUS des Pays de la Loire.

Les dossiers présentés à cette commission sont constitués sur l'initiative des assistantes sociales du CROUS et de l'Université de Nantes.

Critères d'attribution :

Sont recevables les demandes formulées par :

- Les étudiants dans l'une des composantes l'Université de Nantes
- ET
- Ayant réalisé leur inscription administrative à l'Université de Nantes

Sont exclues les demandes formulées par :

- Les étudiants effectuant une mobilité à l'Université de Nantes dans le cadre du programme de mobilité Erasmus (ou autre programme qui ne requiert qu'une inscription pédagogique à l'Université de Nantes)
- Les étudiants inscrits dans une formation par module qui n'implique pas le règlement des frais d'inscription réglementaires annuels

Une demande entre dans le cadre d'une subvention FNAU issue du FSDIE lorsqu'elle est :

- motivée par une situation d'urgence causée par les impératifs liés aux formations dispensées à l'Université de Nantes
- OU
- destinée à combler tout ou partie d'un découvert quand celui-ci est lié à l'achat de matériel utilisé dans le cadre d'une formation dispensée à l'Université de Nantes (ex : achat de livre, d'un ordinateur...)
 -

L'aide annuelle pour un étudiant se limite à 1 500€. Celle-ci peut être attribuée en plusieurs versements.

2. Développement des initiatives étudiantes

Les crédits du FSDIE non consacrés à l'aide sociale, soit 80 à 90% du total du fonds, sont destinés à l'encouragement des initiatives étudiantes et à l'amélioration des conditions de vie et d'études sur les campus. -Ce soutien prend notamment la forme d'une aide financière accordée aux projets des étudiants ou des services retenus par les instances compétentes de l'établissement selon les modalités décrites ci-dessous.

Le Président de l'Université garde la possibilité, sur son initiative personnelle ou sur proposition de la commission FSDIE ou de la CFVU, de financer sur le FSDIE toute action ne répondant pas à l'ensemble des critères et de la procédure définis ci-dessous dans la mesure où elle contribue à l'amélioration de la vie des étudiants et/ou constitue une initiative intéressante dans l'intérêt de l'université et de ses usagers. Il en est de même pour le Conseil d'Administration de l'établissement.

En effet, il existe plusieurs types d'attributions des crédits FSDIE:

- Le FSDIE centralisé, qui subventionne les initiatives intéressant plusieurs composantes et s'adressant alors aux étudiants en général.
- Le FSDIE décentralisé, qui constitue une aide en direction des projets n'intéressant qu'une composante.
- L'investissement à destination de l'amélioration des conditions de vie et d'étude sur les campus

Une contribution de l'établissement pour compenser le montant non perçu d'une partie (59%) des étudiants ne payant pas de droits d'inscriptions constitue le budget de la Direction de la Vie Étudiante.

2.1. Les critères d'attribution

Les critères d'attributions sont les mêmes quelque soit le mode d'attribution concerné (centralisé ou décentralisé).

>Les critères cumulatifs de recevabilité sont examinés par la DVE avant examen par la commission FSDIE ou les conseils de composantes.

Sont recevables les projets :

- Émanant et portés par une association étudiante (président ET trésorier inscrits à l'Université de Nantes), ou un étudiant seul,
- Présentés dans le dossier type, dactylographiés, dûment remplis, accompagnés de l'ensemble des pièces justificatives et d'un budget complet et équilibré.

Sont exclus :

- Tout projet noté, s'inscrivant dans le cadre d'une validation universitaire. Par contre, le projet peut être éligible à un financement si, une fois noté, il fait l'objet d'une mise en œuvre collective.
- Les subventions d'investissement en matériel supérieur à 800 €. Dans ce cas, l'investissement doit être fait pour le compte de la composante ou par la DVE et une convention de mise à disposition du matériel vers l'association concernée est rédigée.
- Le financement des dépenses courantes de fonctionnement (les transports, repas et réceptions diverses...) n'impliquant aucun projet particulier.
- Les voyages. Seuls les retours (expo, photo, conférence...) peuvent faire l'objet d'un financement, une fois le voyage effectué.

>Les critères alternatifs d'éligibilité sont examinés par la Commission FSDIE en centralisé et par le Conseil de composante en décentralisé.

Sont éligibles les projets qui contribuent à :

- Participer à l'animation des campus ou des territoires
- Favoriser la réussite du parcours de formation des étudiants
- Promouvoir la vie associative sur les campus
- Améliorer les services aux étudiants
- Valoriser l'image de l'Université de Nantes

L'attribution des fonds s'effectue selon des critères suivants :

- Faisabilité du projet
- Pertinence du projet (cf. éligibilité des projets)
- Transversalité du projet (uniquement pour le FSDIE centralisé)
- Diversification du financement
- Créativité

Pour recevoir le financement l'association doit être en situation régulière auprès de l'Université (bilan financier des précédentes subventions transmis à la DVE ou au référent FSDIE).

2.2. Les modes d'attribution du FSDIE

2.2.1. Le FSDIE centralisé

Le FSDIE centralisé est un mode d'attribution qui concerne les projets récurrents et les projets transversaux. Il est intégralement géré par la Direction de la vie étudiante, en amont et en aval de la Commission FSDIE.

La commission FSDIE

Calendrier :

Quatre commissions d'attribution sont organisées sur une année universitaire :

- Fin octobre
- Fin janvier
- Fin mars
- Début juin

Composition :

La Commission de la Formation et de la Vie Universitaire élit, en son sein, les 10 membres de la commission : 3 représentants des enseignants, 2 personnels IATOSS et 5 étudiants.

Le Conseil d'Administration désigne, en son sein, 2 représentants étudiants.

En cas d'indisponibilité des membres élus, leurs suppléants peuvent siéger à leur place en commission.

Le Vice-président en charge de la vie étudiante, ou son représentant, préside la commission.

Le directeur de la vie étudiante, ou son représentant, est secrétaire de séance et délivre les recommandations de la commission technique. Il n'a pas le droit de vote.

Sont membres de droit avec droit de vote :

- le Vice-président formation et vie universitaire,
- le Vice-président culture et société,
- le directeur de la culture et des initiatives
- le directeur du service universitaire des activités physiques et sportives
- un représentant du CROUS
- un représentant de la Ville de Nantes
- un représentant de la Région des Pays de la Loire

Attributions :

La commission vote et détermine le montant et les modalités de l'aide accordée.

Déroulement :

Les dossiers ainsi que le compte rendu de la commission technique sont mis à la disposition des membres de la commission en amont.

En début de commission, le compte rendu et les préconisations de la commission technique sont portés à l'attention des membres présents.

Lors de chaque commission, une présentation est faite de l'état des dossiers en cours en décentralisé.

Les porteurs de projets viennent présenter leur dossier. L'audition se déroule en deux temps :

- présentation orale du projet (5 à 10 minutes – en fonction du nombre de dossiers) ;
- discussion et échange avec les membres de la commission (10 minutes).

Après avoir entendu les porteurs de projet la commission délibère et décide de la somme attribuée. La commission décide aussi du nombre de versement et des conditions dans lesquelles ils vont s'effectuer. Pour une meilleure gestion comptable il est recommandé de se restreindre à un seul versement pour les sommes inférieures à 300€. Pour des coûts évidents de gestion, une demande ne peut être inférieure à 100 €.

En cas d'absence des porteurs de projets lors de la commission, le dossier de demande ne sera pas examiné. Une notification spécifique leur sera envoyée.

Si la commission note des faiblesses dans un des dossiers examinés elle peut, le cas échéant, rediriger les porteurs de projets vers la Direction de la vie étudiante pour accompagnement en vue d'un passage lors d'une prochaine commission.

Notification de la décision de la commission :

La décision de la commission est notifiée dans un délai de 7 jours ouvrés aux porteurs de projet par le président de séance par e-mail et par courrier.

La Direction de la vie étudiante rédige les conventions de partenariat et se charge de leur mise en paiement. Elle se charge de suivre les mises en paiement aux porteurs de projet selon les recommandations formulées par la commission. Elle examine et valide les bilans des actions et réceptionne les rapports d'activités des associations.

Chaque année la DVE produit un bilan des attributions des crédits FSDIE. Une présentation est faite auprès des instances.

La commission technique

En amont de la commission FSDIE, après la réception des dossiers de demande, la Direction de la vie étudiante réunit une commission technique. Elle rassemble le directeur de la vie étudiante, le coordinateur vie associative étudiante, le chargé de production et de programmation et le secrétaire.

La commission technique évalue la recevabilité des dossiers et rend un avis technique pour éclairer la commission FSDIE dans sa prise de décision.

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement et de soutien à la vie associative, la commission technique peut rediriger certains projets vers un financement décentralisé, suggérer des changements afin d'améliorer le dossier ou proposer toute initiative qui soutiendra le projet étudiant devant la commission FSDIE.

2.2.2. Les conventions annuelles

Si les initiatives sont récurrentes et sont liées dans le cadre d'un projet global et annuel, une convention peut être proposée. Les associations concernées sont rencontrées par le Vice-président vie étudiante et le Directeur de la vie étudiante en fin d'année civile. Elles présentent leur rapport annuel et leurs projets à venir. Elles formalisent leur demande par un courrier adressé au Président de l'Université.

Les attributions sont proposées par le Vice-président vie étudiante et validées par la CFVU.

La Direction de la vie étudiante rédige les conventions et se charge de leur exécution.

2.2.3. Le FSDIE décentralisé

Le FSDIE décentralisé est un mode d'attribution qui concerne les projets qui émanent et intéressent les étudiants d'une seule composante. Il est géré par la composante concernée.

Deux demandes parallèles en FSDIE ne sont pas cumulables (centralisé/décentralisé, décentralisé/décentralisé).

Le référent FSDIE

Un référent FSDIE et vie associative est désigné au sein de chaque composante. Il est chargé de faire le relais entre la vie associative locale et la Direction de la vie étudiante. Il relaie les informations concernant les différents dépôts de dossiers que ce soit pour le FSDIE centralisé ou décentralisé. Il se charge de réceptionner et de traiter les dossiers de demande au titre du FSDIE décentralisé.

Le référent peut, le cas échéant, rediriger les porteurs de projets vers la Direction de la vie étudiante pour les accompagner dans l'élaboration de leur dossier.

Répartition des enveloppes par composantes

Cette charte fixe les enveloppes maximales d'attribution de chaque composante.

Composantes	Enveloppes maximales
Faculté des sciences et Techniques	8 220 €
Faculté de médecine et techniques médicales	8 100 €
Faculté de droit et sciences politiques	7 500 €
UFR de langues	5 460 €
IEMN-IAE	4 620 €
UFR des lettres et langages	4 700,00 €
IUT de Nantes	3 180 €
IUT de Saint-Nazaire	4 900,00 €
UFR de psychologie	2 520 €
UFR d'histoire, histoire de l'art et archéologie	3 800,00 €
EPUN	3 400,00 €
UFR STAPS	1 980 €
UFR de sociologie	1 440 €
Faculté de sciences pharmaceutiques	5 200,00 €
Faculté de chirurgie dentaire	2 500,00 €
ESPE	1 400,00 €
IUT de La Roche sur Yon	1 020 €
IGARUN	1 900,00 €
IPAG	360 €
CUD La Roche sur Yon	1510€
TOTAL	72 200 €

En cas de dépassement de l'enveloppe, les demandes peuvent être redirigées vers les commissions attribuant le FSDIE centralisé.

Le reversement des montants effectivement engagés dans le cadre du FSDIE décentralisé se fera en fin de procédure.

Validation des dossiers par la DVE

Le référent FSDIE réceptionne les dossiers de demande au sein de la composante.

Il les transmet ensuite à la Direction de la vie étudiante accompagné du bordereau de transmission pour validation de recevabilité.

La DVE valide ou non la recevabilité du dossier en fonctions des critères régissant le fonds.

Seuls les dossiers ayant fait l'objet d'une validation préalable par la DVE peuvent faire l'objet d'une attribution par le conseil de composante sur les crédits FSDIE.

Lors de chaque commission FSDIE centralisé, les avis émis par la DVE sur les dossiers en cours en décentralisé sont visés et approuvés.

Choix des projets par les Composantes

Il est souhaitable que le Conseil de composante intègre en son sein, lors de l'examen des projets, le référent FSDIE. Il se fait le relais des préconisations techniques éventuelles de la DVE.

Le Conseil de composante décide de l'attribution des sommes en suivant les critères d'attribution.

Lors du Conseil de gestion, une délibération est prise qui indique :

- un montant précis en euros qui ne peut être supérieur au montant demandé par l'association.
- le mode de versement : en une fois si la décision intervient après réalisation du projet ; en deux fois dans les autres cas, le solde après remise d'un bilan.

Suite à cette délibération, une convention doit être éditée. La convention est signée par le Directeur de la composante et le Président de l'association.

Une fois la convention signée par les deux parties, une décision budgétaire doit être impérativement rédigée selon le modèle « *Décision* ».

Si les étudiants ne sont pas regroupés en association, une convention doit être établie avec le porteur de projet étudiant.

En cas de refus, une notification spécifique sera envoyée au porteur du projet concerné, signée par le directeur de composante.

Bilan des attributions et des versements et reversement des sommes engagées par la composante

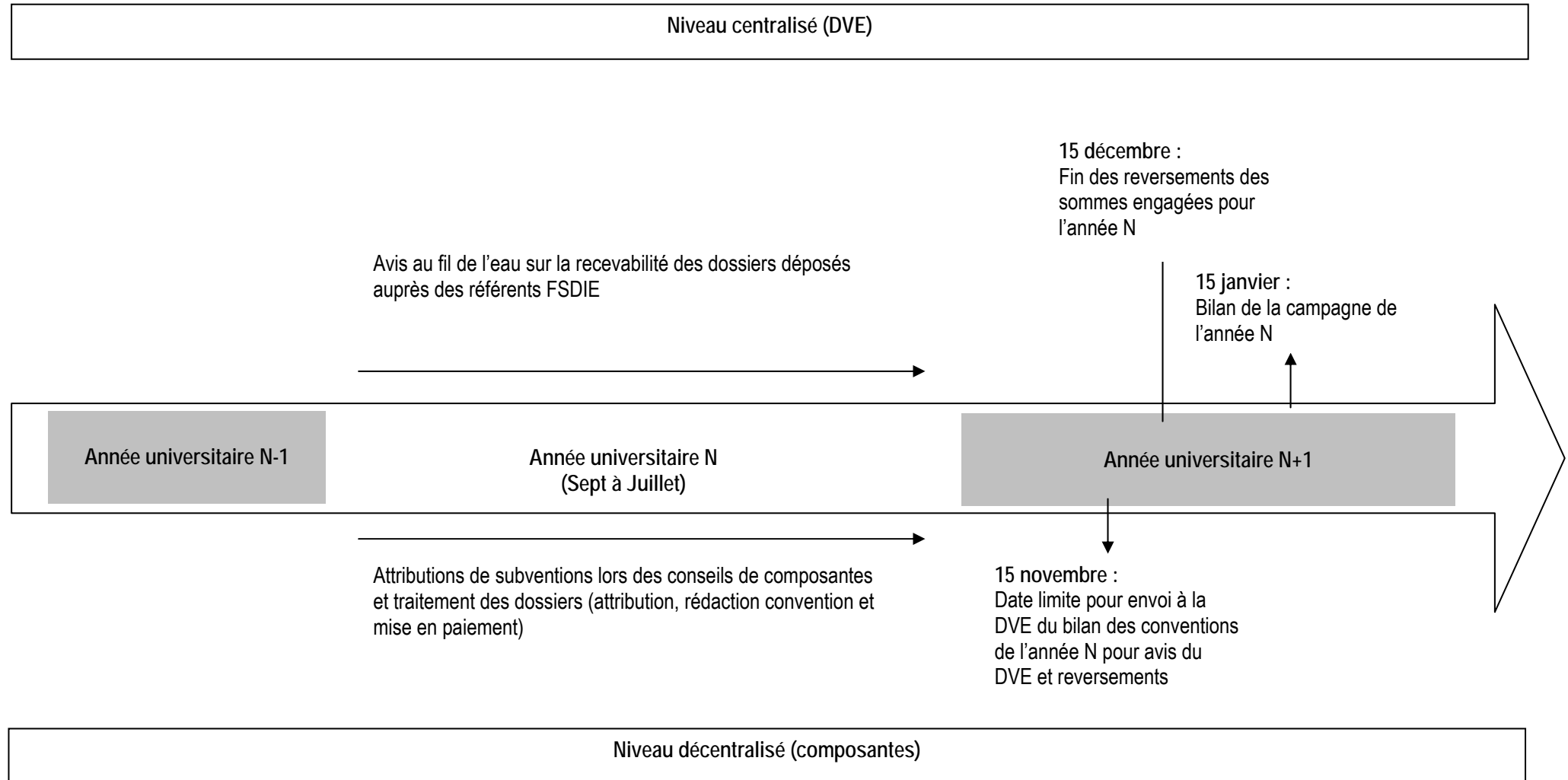
Les reversements se font avant la fin de l'année civile.

Pour cela, la composante envoie, avant le 15 novembre de l'année en cours à la Direction de la Vie Etudiante et pour chaque projet soutenu :

- La copie du PV de conseil mentionnant le vote de la subvention
- Le rapport d'activité et bilan financier
- La copie de la convention de partenariat
- La copie de la décision financière ou la copie du mandat de paiement SIFAC

Les reversements peuvent se faire tout au long de l'année. Dès que la composante termine sa campagne d'attributions elle peut demander le reversement des sommes engagées.

Simulations du calendrier de traitement du FSDIE décentralisé



2.3. Conditions de l'exécution de la décision après attribution

L'association doit être un fournisseur de l'Université de Nantes. Un enregistrement doit être effectué sur SIFAC.

Il faut donc recueillir :

- Copie des statuts
- RIB
- Récépissé de déclaration à la Préfecture
- Copie de publication au J.O

Toute opération est suspendue à l'obtention de ces pièces qui sont obligatoires. Une fois l'association enregistrée, chaque modification doit faire l'objet d'une actualisation des données concernant l'association. Il est important de surveiller tout changement de bureau, de statuts, de domiciliation bancaire.

Le versement du solde doit lui aussi faire l'objet d'une décision de l'ordonnateur secondaire. Pour obtenir le solde du financement, l'association doit remettre un rapport d'activité accompagné d'un bilan financier (voir formulaires « *Rapport* » et « *Bilan* »). Le solde ne peut être versé qu'à hauteur des dépenses réellement engagées.

3. Bilan des campagnes d'attribution

A la fin de chaque année civile, la DVE réalise un bilan de la campagne FSDIE de l'année universitaire passée. Ce bilan fait l'objet d'une présentation en CFVU.

Ce bilan est mis à la disposition du plus grand nombre sur les pages FSDIE du site Internet de l'Université de Nantes.

La DVE se charge aussi de renseigner l'enquête annuelle sur le fonctionnement du FSDIE adressée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.



**POINT 16 : APPROBATION DU PRINCIPE DE RÉPARTITION DES DROITS
UNIVERSITAIRES POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2014-2015**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
VU la circulaire du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du 4 juillet 2014
VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, avec 18 voix pour et 4 abstentions :

APPROUVE le principe de répartition des droits universitaires selon le tableau joint en annexe à la présente délibération ;

AUTORISE le remboursement à l'étudiant des droits universitaires en cas de renoncement à l'inscription avant le 15 octobre 2014, déduction faite d'une somme de 23 € qui reste acquise à l'établissement pour frais de gestion. En cas de circonstances exceptionnelles, le Président de l'Université peut toutefois accorder le remboursement des droits universitaires au-delà de cette date.

À Nantes, le 4 Juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX



UNIVERSITE DE NANTES

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 2 JUILLET 2014

PROPOSITION DE REPARTITION DES DROITS UNIVERSITAIRES 2014/2015

Type de droits	Diplômes concernés	CODE	INSCRIPTION PRINCIPALE						SIMULTANEE		
			B.U	FSDIE	FORMATION		M.P.	TOTAL	FORMATION		TOTAL
					FG	P			FG	P	
I/ Cours LICENCE	1er cycle et première année du deuxième des études médicales, pharmacie et chirurgie dentaire	DRGEN	34	16	33,00	101,00	5,10	189,10	33,00	89,00	122,00
II/Cursus MASTER	2è cycle, à partir de 2è année 2nd cycle études médicales pharmacie, chirurgie dentaire, Capa, médecine avt probatoire, DRT-DSN, prépa concours Ipag, IEJ, prépa agrégation	MAST, IEJ	34	16	33,00	173,00	5,10	261,10	33,00	135,00	168,00
III/ Doctorat - H.D.R.		MIAGE	34	16	33,00	308,00	5,10	396,10	33,00	227,00	260,00
III/ Thèses exercice	Pour les internes ayant validé le 3ème cycle de Médecine-Pharmacie-Odontologie	THEX	34	16	33,00	308,00	5,10	396,10	33,00	227,00	260,00
IV/ Thèses Vétérinaires		VETO	34	16	33,00	85,00	5,10	173,10	33,00	85,00	118,00
V/ 3e cycle santé	DESC de médecine et biologie médicale, CECS, mention orthodontie, DES de chirurgie buccale	SANT3	34	16	33,00	429,00	5,10	517,10	33,00	135,00	168,00 (pendant l'internat) 429 (hors internat)
VI/ Orthophonie	desc pendant l'internat	DESC	34	16	33,00	429,00	5,10	517,10	33,00	135,00	168,00
		PHONI	34	16	33,00	466,00	5,10	554,10	33,00	466,00	499,00
		TOPTI	34	16	33,00	259,00	5,10	347,10	33,00	259,00	292,00
VIII/ Etudes d'ingénieur		INGEN	34	16	33,00	527,00	5,10	615,10	SS OBJET		
Auditeur libre	(montant d'une inscription simultanée d'une licence + BU)	AUDIT	34	so	33,00	89,00	so	156,00	SS OBJET		



DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-17
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

POINT 17 : APPROBATION DES TARIFS, DONS ET SUBVENTIONS

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- VU** le code de l'Éducation ;
- VU** les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 6 juin 2014 ;
- VU** l'avis de la Commission Permanente du Conseil d'Administration du 24 juin 2014 ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE avec 17 voix pour, 4 voix contre et 1 abstention, les tarifs détaillés dans le tableau joint en annexe.

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes

Olivier LABOUX



TARIFS

SOU MIS A APPROBATION DU CONSEIL D' ADMINISTRATION DU 2 juillet 2014

U.F.R ou Service	Date de vote du conseil de composante	Objet	TARIFS HT N	TARIFS HT N-1	Mode de tarification / Explications	Durée de validité
Tarifs Formation						
IUT de la Roche sur Yon	12/05/2014	Formation à la certification en hygiène alimentaire en restauration commerciale	390,00 €	NA	Nouvelle formation de 2 jours proposée aux entreprises	2014-sept 2016
Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives	26/11/2013	Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA)	250,00 €	250,00 €	Par personne	Sept 2014 - Août 2015
Sciences Pharmaceutiques et Biologiques	15/05/2014	Formation "Validation pharmaceutique " - Contrat de partenariat avec l'Association FORMEDIT -	200,00 €	NA	Par inscrit (Contrat de partenariat et annexe financière joints)	1er avril 2014- 31 mars 2015
UFR Sciences et techniques	22/05/2014	Formation Master 1 GRISSE (Gestion des Risques, Santé, Sécurité, Environnement)	8 400,00 €	NA	15€/h x nombre d'heures de formation (nouvelle formation)	Sept 2014 - Août 2017
UFR de Médecine	20/03/2014	Formation continue : Intitulé des formations : Développer la chirurgie Ambulatoire	350,00 €	NA	Par personne et par journée	13/06/2014
Direction d'Appui à la Formation Continue					Exposé des motifs en annexe 1 Précision concernant les tarifs N-1, ils étaient hors droits d'inscription universitaire	Sept 2014 - Août 2015
		Atelier Validation des Acquis Professionnels et Personnels (VAPP)	170,00 €		Nouvelle prestation - Tarif incluant l'étude de dossier (50 euros)	
		Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) sans accompagnement	500,00 €	300,00 €	Tous droits inclus	
		Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) avec accompagnement	1 700,00 €	1 500,00 €	Tous droits inclus	
		Tarif social Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	500,00 €	300,00 €	Tous droits inclus	
Direction de la Culture et des Initiatives		Ateliers culturels (Ateliers des Unités d'Enseignements de Découvertes culture et initiatives) - Tarifs des ateliers, cours et stages - participation aux frais*			* La révision de la participation aux frais résulte de l'observation des conditions économiques évoquées lors des bilans d'évaluation avec les participants, le principe retenu étant celui d'un accès au plus grand nombre. L'étude de dispositifs d'autres universités montre aussi la tendance à un accès sans frais à l'offre culturelle.	Sept 2014 - Août 2017
		Etudiant de l'Université de Nantes (hors Etudiants de l'Université Permanente) - inscriptions prioritaires**	gratuit	25,08 euros ou 16,72 euros	** Le paiement des droits d'inscription à l'Université de Nantes en formation initiale donne accès, sans participation aux frais supplémentaires, aux ateliers de la direction culture et initiatives.	
		Etudiant de l'Université Permanente de l'Université de Nantes (sous réserve de places disponibles)	25,00 €	66,89 €	par personne	
		Etudiant extérieur à l'Université de Nantes dont l'établissement a développé un partenariat avec l'Université de Nantes : Ecole supérieure des Beaux-arts Nantes Métropole, Ecole du Design de Nantes... (sous réserve de places disponibles)	gratuit	25,08 euros ou 16,72 euros	par personne	
		Autres étudiants (sous réserve de places disponibles)	25,00 €	66,89 €	par personne	
		Personnel de l'Université de Nantes - inscriptions prioritaires	gratuit	33,44 €	par personne	
		Personnel retraité de l'Université de Nantes (sous réserve de places disponibles)	25,00 €	33,44 euros ou 50,17	par personne	
		Conjoint de personnels de l'Université de Nantes (sous réserve de places disponibles)	25,00 €	33,44 €	par personne	
		Personne extérieure à l'Université de Nantes : demandeur d'emploi ou titulaire du Revenu de Solidarité Active (sous réserve de places disponibles)	25,00 €	50,17 €	par personne	
		Personne extérieure autre (sous réserve de places disponibles)	83,34 €	83,61 €	par personne	
Université Permanente	19/05/2014	Tarifs Université Permanente			Annexe 2	Sept 2014 - Août 2015
Institut de Recherche et de Formation en Français Langue Etrangère	14/05/2014	Cours semestriels de français langue étrangère (par semestre)	800,00 €	800,00 €	par personne	sept 2014 - Août 2015
		Cours de soutien du soir 40h (hors erasmus et échanges internationaux)	200,00 €	200,00 €	par personne	
		cours intensifs session de printemps	280,00 €	280,00 €	par personne	
		cours intensifs session d'été	560,00 €	560,00 €	par personne	
		Diplôme Universitaire d' Etudes Françaises pour le Management (franco-chinois)	2 820,00 €	2 814,00 €	prise en compte de l'augmentation des droits annexes	
		Test de Connaissance en Français (TCF)	150,00 €	150,00 €	par personne	
		TCF (Test de Connaissance en Français) épreuves obligatoires	85,00 €	85,00 €	par personne	
		Préparation au DELF (Diplôme d'Etudes en Langue Française) et au DALF (Diplôme Approfondi en Langue Française) (20 heures le samedi)	100,00 €	100,00 €	par personne	
		Diplôme d'Etudes en Langue Française A1 & A2	85,00 €	85,00 €	par personne	
		Diplôme d'Etudes en Langue Française B1 & B2	120,00 €	120,00 €	par personne	
		Diplôme Approfondi en Langue Française C1 & C2	120,00 €	120,00 €	par personne	

U.F.R ou Service	Date de vote du conseil de composante	Objet	TARIFS HT N	TARIFS HT N-1	Mode de tarification / Explications	Durée de validité
Tarifs colloques et conférences						
UFR de Droit	15/05/2014	Modification des tarifs du Colloque : Droit patrimonial de la famille : présent et avenir" votés au CA du 07 02 2014				
		Inscription	33,33 €	NA	Modification suite au changement de TVA voté au CA du 07 02 2014 : 33,45€	28-mars-14
		Inscription dans le cadre de la formation continue	125,00 €	NA	Modification suite au changement de TVA voté au CA du 07 02 2014 : 125,42€	
		Tarif du colloque du 22 et 23 septembre 2014 "le droit d'auteur dans la jurisprudence de la cour de justice de l'Union Européenne, collectivités territoriales"				22 et 23 sept 2014
		Inscription	41,67 €	NA	Par participant	
		Inscription dans le cadre de la formation continue	125,00 €	NA	Par participant	
Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education	19/05/2014	Bibliothèque de l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education Tarif d'inscription non étudiante à titre payant	27,20 €	25,09 €	Enseignants titulaires et toute autre personne non inscrite dans une des universités de l'académie de Nantes	sept 2014 - Août 2015
		Bibliothèque de l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education Tarif d'inscription non étudiante à titre payant	40,80 € + caution de 300 €		Etablissements scolaires (sous la responsabilité du chef d'établissement s'engageant à communiquer la liste des personnels concernés)	
UFR lettres et Langages	19/06/2014	Droits d'inscription au colloque organisé par l'Equipe CREN EA 2661 (Centre de Recherche en Education de Nantes) , 11-12-13 juin 2014 " Contributions au développement de perspectives plurilingues en éducation et formation " M. Tupin (programme de recherche	83,33 €	NA	par personne (100 euros TTC)	11 - 12 - 13 juin 2014
		Droits d'inscription au colloque organisé par l'Equipe CREN EA 2661 (Centre de Recherche en Education de Nantes) , 11-12-13 juin 2014 " Contributions au développement de perspectives plurilingues en éducation et formation " M. Tupin (programme de recherche	25,00 €	NA	par personne (doctorants) 30 euros TTC	
		Droits d'inscription au colloque organisé par l'Equipe CREN EA 2661 (Centre de Recherche en Education de Nantes) , les 29 et 30 septembre 2014 "Penser global": mutations ou métamorphoses des sociétés. Martine LANI-BAYLE Tarif plein :	166,66 €	NA	Tarifs votés au CA du 16 mai 2014 : modifications pour raison budgétaire ; équilibre recettes/dépenses et prise en compte prise en charge droit d'inscription par l'employeur Tarif plein : 60 € tarif Etudiant : 30 €)	29 et 30 septembre 2014
		Droits d'inscription au colloque organisé par l'Equipe CREN EA 2661 (Centre de Recherche en Education de Nantes) , les 29 et 30 septembre 2014 "Penser global": mutations ou métamorphoses des sociétés. Martine LANI-BAYLE Tarif Etudiant :	25,00 €	NA		
		Droits d'inscription au colloque organisé par l'Equipe CREN EA 2661 (Centre de Recherche en Education de Nantes) , les 29 et 30 septembre 2014 "Penser global": mutations ou métamorphoses des sociétés. Martine LANI-BAYLE Tarif réduit (inscription individuelle non prise en charge) :	83,33 €	NA	Par personne	
IUT de Nantes	17/03/2014	Colloque Association des Directeur d'IUT inscription	333,33 €	NA	Erreur sur le CA du 6 juin 2014 Tarif indiqué 334 €	15 au 17 mai 2014

U.F.R ou Service	Date de vote du conseil de composante	Objet	TARIFS HT N	TARIFS HT N-1	Mode de tarification / Explications	Durée de validité
Tarifs recherche						
UFR Sciences et techniques	22/05/2014	Travaux de litho-préparation par le laboratoire de Planétologie et Géodynamique de Nantes (LPGN) pour laboratoires appartenant à un Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) ou Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP)			Nouvelle prestation	Sept 2014 - Août 2017
		Lame mince support 30x45 mm				
		Avec couverture	10,50 €	NA		
		Prépolissage fin sans couverture	9,00 €	NA		
		Polissage (3 microns)	13,50 €	NA		
		Lame mince support 45x60 mm				
		Avec couverture	15,00 €	NA		
		Prépolissage fin sans couverture	13,50 €	NA		
		Polissage (3 microns)	18,00 €	NA		
		Section polie diamètre 25 mm				
		1 micron	9,00 €	NA		
		Surface polie maxi 200x200 mm				
		Polissage (alumine finesse : 3 heures)	6,00 €	NA		
		Travaux de litho-préparation par le laboratoire de Planétologie et Géodynamique de Nantes (LPGN) pour personnes ou entités non rattachées à un Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique(EPST) ou un Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP)				
		Lame mince support 30x45 mm				
		Avec couverture	31,50 €	NA		
		Prépolissage fin sans couverture	27,00 €	NA		
		Polissage (3 microns)	40,50 €	NA		
		Lame mince support 45x60 mm				
		Avec couverture	45,00 €	NA		
		Prépolissage fin sans couverture	40,50 €	NA		
		Polissage (3 microns)	54,00 €	NA		
		Section polie diamètre 25 mm				
		1 micron	27,00 €	NA		
		Surface polie maxi 200x200 mm				
		Polissage (alumine finesse : 3 heures)	18,00 €	NA		
		Fourniture par le laboratoire CEISAM d'1 gramme de diethoxyacétone à la société Rémy Martin	2 000,00 €	NA	Nouvelle prestation, la prestation de CEISAM est payée par la société Rémy Martin	

U.F.R ou Service	Date de vote du conseil de composante	Objet	TARIFS HT N	TARIFS HT N-1	Mode de tarification / Explications	Durée de validité
Tarifs Divers						
IUT de la Roche sur Yon		Location locaux	6 000,00 €	NA	Convention de mise à disposition temporaire de locaux avec la société Vigicell (société de service spécialisée en physiologie et biologie cellulaire)	mai 2014 - mai 2015
Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives	26/11/2013	Tarifs inscriptions aux activités du SUAPS				Sept 2014 - Août 2015
		Etudiants de l'Université	45,00 €	40,00 €		
		Etudiants boursiers de l'Université	25,00 €	20,00 €		
		Etudiants extérieurs à l'Université	90,00 €	80,00 €		
		Personnels de l'Université	60,00 €	50,00 €		
		Personnels retraités de l'Université adhérents à l'APRUN (Asso des Personnels Retraités de l'Univ)	60,00 €	50,00 €		
		Personnels retraités de l'Université NON adhérents à l'APRUN (Ass des Personnels Retraités de l'Univ)	90,00 €	80,00 €		
	02/01/2003	Tarifs locations véhicules et installations				Sept 2014 - Août 2016
		Mise à disposition des véhicules aux Associations sportives et autres de l'Université (ASUN-UNA-PASSAGE'S...)	50,00 €	50,00 €	forfait journée + 0,10 € du km	
		1/3 Halle des sports (Enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €	heure	
		1/3 Halle des sports (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Salle de Musculation (Enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €		
		Salle de Musculation (Extérieurs à l'Enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Salle Dojo (Enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €		
		Salle Dojo (Extérieurs à l'Enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Salle de danse (Enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €		
		Salle de danse (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Terrain de rugby (enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Terrain de rugby (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	non louable	non louable		
		Piste d'Athlétisme (enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €		
		Piste d'Athlétisme (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Eclairage piste d'athlétisme (enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €		
		Eclairage piste d'athlétisme (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €		
		Salle de réunion (enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	16,50 €	16,50 €		
		Salle de réunion (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Halle des sports - centre d'examens (800 places) et manifestations (fofait journée)(Enseignement supérieur - éducation nationale - Jeunesse et Sport)	1 000,00 €	1 000,00 €	Forfait journée	
		Halle des sports - centre d'examens (800 places) et manifestations (fofait journée) (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	2 000,00 €	2 000,00 €	Première journée puis 1000 € les journées suivantes	
		Utilisation mur d'escalade sans matériel (Enseignement Supérieur - Education Nationale - Cohésion Sociale)	33,00 €	33,00 €		
		Utilisation mur d'escalade sans matériel (Extérieurs à l'enseignement supérieur - éducation nationale - Cohésion Sociale)	66,00 €	66,00 €		
		Tarifs bonneterie et autres				Sept 2014 - Août 2016
		tee-shirt blanc homme	7,00 €	7,00 €	Par personne	
		tee-shirt rouge femme	10,00 €	10,00 €	Par personne	
		polaire rouge sans manche	20,00 €	20,00 €	Par personne	
		survêtement haut niveau	35,00 €	35,00 €	Par personne	
		serviette de bain	25,00 €	25,00 €	Par personne	
		Cotisation MAIF	2,50 €	2,50 €	Par personne	
		Participation à la cotisation MAIF des associations domiciliées au SUAPS (ASUN, ACUN, PASSAGE'S...)	1,50 €	1,50 €	Par personne	

U.F.R ou Service	Date de vote du conseil de composante	Objet	TARIFS HT N	TARIFS HT N-1	Mode de tarification / Explications	Durée de validité
Tarifs Divers						
UFR des Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives	11/04/2013	Complément d'information pour la location des locaux de l'UFR Staps vote du CA du 7 juin 2013			Dans le cadre de locations avec certains organismes ou autres établissements publics, les locations pourront être consenties gracieusement ou revue à la baisse jusqu'à une remise de 50%	sept 2012 - Août 2016
Service Universitaire d'Information et d'Orientation (SUIO)		Forum têtes de l'emploi du 13 novembre 2014			Equipement mobilier des stands : classique = 2 tables rondes + 4 chaises confort = 1 banque d'accueil + 1 tabouret haut + 1 table ronde + 2 chaises	13/11/2014
		location stand classique	550,00 €	500,00 €	pour stand classique équipé de 9 m ² incluant les prestations de restauration pour deux (2) personnes et la communication	
		location stand confort	650,00 €	nouveauté 2014	pour stand confort équipé de 9 m ² incluant les prestations de restauration pour deux (2) personnes et la communication	
		prestation de restauration pour la journée	25,00 €	25,00 €	par personne supplémentaire	
		emplacement village PME	75,00 €	nouveauté 2014	par heure dans une limite de 3 heures	
UFR Sciences et techniques	22/05/2014	Tarification des repas lors de l'organisation des Journées de l'IREM (Institut de recherche sur l'Enseignement des Mathématiques) les 23 et 24 avril 2014	7,50 €	NA	par participant	23 et 24 avril 2014
UFR de Médecine	19/05/2014	Locations de salles et Amphithéâtres			Augmentation de 20% par rapport aux années précédentes. En cas de mise à disposition gratuite, il sera systématiquement facturé une prestation de nettoyage dont les tarifs correspondent au marché de l'université avec la société PCS	sept 2014 - Août 2015
		Amphithéâtre 1 à 7 (150 places)				
		Tarif normal 1 journée	720,00 €	600,00 €		
		Tarif normal 1/2 journée	360,00 €	300,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	360,00 €	300,00 €		
		Tarif préférentiel 1/2 journée	216,00 €	150,00 €		
		Amphithéâtre 8 (292 places)				
		Tarif normal 1 journée	960,00 €	800,00 €		
		Tarif normal 1/2 journée	480,00 €	400,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	480,00 €	400,00 €		
		Tarif préférentiel 1/2 journée	288,00 €	200,00 €		
		Amphithéâtre 9 (500 places)				
		Tarif normal 1 journée	1 440,00 €	1 200,00 €		
		Tarif normal 1/2 journée	720,00 €	600,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	720,00 €	600,00 €		
		Tarif préférentiel 1/2 journée	432,00 €	300,00 €		
		Amphithéâtre Kerneis (989 places)				
		Tarif normal 1 journée	3 600,00 €	3 000,00 €		
		Tarif normal 1/2 journée	1 800,00 €	1 500,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	1 800,00 €	1 500,00 €		
		Tarif préférentiel 1/2 journée	900,00 €	750,00 €		
		Salle des Assemblées				
		Tarif normal 1 journée	540,00 €	450,00 €		
		Tarif normal 1/2 journée	270,00 €	225,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	270,00 €	225,00 €		
		Tarif préférentiel 1/2 journée	162,00 €	112,50 €		
		Salle de cours				
		Tarif normal 1 journée	180,00 €	150,00 €		
		Tarif normal 1/2 journée	90,00 €	75,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	90,00 €	75,00 €		
		Tarif préférentiel 1/2 journée	54,00 €	38,00 €		
		Hall zone A (entre deux ascenseurs)				
		Tarif normal 1 journée	600,00 €	500,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	300,00 €	250,00 €		
		Hall zone B (devant salle des Assemblées) et zone C (devant Amphi 8)				
		Tarif normal 1 journée	360,00 €	300,00 €		
		Tarif préférentiel 1 journée	180,00 €	150,00 €		
		Prêt de mobilier (table et chaises)	100,00 €	NA	Forfait pour 50 personnes	

U.F.R ou Service	Date de vote du conseil de composante	Objet	TARIFS HT N	TARIFS HT N-1	Mode de tarification / Explications	Durée de validité
Tarifs Divers						
Institut de Recherche et de Formation en Français Langue	14/05/2014	photocopies (centre de documentation)	0,05 €	0,05 €	Photocopies pour les étudiants	sept 2014 - Août 2015
		locations de salle	20 €/heure		Prise en compte d'une possible ressource propre supplémentaire	
		renouvellement de la carte multi-service	10,00 €	10,00 €	En cas de dégradation, perte ou vol	
Université Permanente	19/05/2014	Sortie culturelle Pont Château	64,00 €	NA	par personne	14-sept-14
		Sortie culturelle Pont Château	82,00 €		par personne	05-juin-14
Bibliothèque Universitaire		Les bibliothèques Universitaires feront l'objet d'une refacturation, basée sur le nombre de PC utilisant les deux logiciels nécessaires au catalogage multiplié par les coûts de ces logiciels	voir annexe 3			



UNIVERSITÉ DE NANTES

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 2 JUILLET 2014

Objectif : Rendre plus lisible pour l'usager et les partenaires les tarifs de VAE et VAPP en privilégiant une approche « tous droits inclus »

Exposé des motifs

La Validation des acquis professionnels et personnels (VAPP) et la validation des acquis de l'expérience (VAE) sont deux procédures qui contribuent à la sécurisation des parcours et, à l'employabilité. Elles sont complémentaires et proposées au regard du profil du candidat et de son projet. La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale réaffirme l'importance de la validation des acquis comme levier de la formation professionnelle.

La VAPP permet l'accès à une formation sans en avoir le titre requis. C'est un moyen d'intégration de candidats n'ayant, à priori, pas le profil demandé. Elle est utilisée autant pour le public issu de la formation initiale que pour le public issu de la formation continue (professionnels qui font valoir leur expérience pour intégrer une formation et demander une dispense de modules). Il est maintenant proposé aux candidats en formation continue de joindre au dossier de validation d'acquis un dossier de motivation qui permettra aux enseignants de prendre la mesure des compétences du demandeur et d'avoir une meilleure visibilité de son expérience professionnelle.

Afin d'aider ceux qui le souhaitent dans la rédaction de ce dossier de motivation un atelier est proposé. Il s'agit d'apporter des connaissances en analyse de l'activité de façon à valoriser son parcours professionnel, ses compétences et les mettre au regard du référentiel de formation et des modules dont le candidat demande la dispense. Cet atelier sera facturé 170€ (tarif qui inclut l'ancien droit de dossier 50€)

La VAE, quant à elle n'oriente pas le candidat dans une logique de reprise d'études mais vise l'obtention de tout ou partie d'un diplôme par la production d'un travail de description des acquis, d'analyse, de formalisation et de mise en correspondance de l'activité professionnelle avec le référentiel du diplôme visé. Il s'agit donc d'une procédure de vérification, d'évaluation et d'attestation des compétences et des connaissances du candidat par un jury indépendant.

Le candidat à la VAE peut être accompagné dans la rédaction de son mémoire mettant en correspondance son expérience professionnelle et le référentiel du diplôme visé. Cette prestation n'est pas obligatoire mais l'expérience montre que la majorité des candidats souhaitent s'appuyer sur cette prestation.

Nous proposons de supprimer les « anciens » droits de VAE et de les inclure dans le tarif. Nous proposons également d'inclure dans le tarif les droits dits annexes d'inscription à l'Université.

Les publics demandeurs d'emploi sont pris en charge par une convention tripartite Université – Pôle Emploi – Conseil régional couvrant le tarif « VAE avec accompagnement ». Cette convention, peu utilisée jusqu'à présent, a fait l'objet d'une renégociation avec pôle emploi afin de favoriser une meilleure intervention de pôle emploi dans le cadre de la VAE.

Enfin, nous proposons un tarif « social » accordé sur demande après étude de ressources

par la commission correspondante.

Anciens tarifs :

	Tarifs proposés
Droit de VAE (avec accompagnement + jury)	70 euros
Cas de prise en charge individuelle ;	
- Public demandeur d'emploi ou	300 euros
bénéficiaire des minimas sociaux	
- Public salarié	1 500 euros
Cas de prise en charge par un organisme payeur :	
- Public demandeur d'emploi ou	700 euros
bénéficiaire des minimas sociaux	
- Public salarié	1 500 euros
Droit de VAE (sans accompagnement+ jury)	300 euros
Droits d'inscriptions universitaires	Niveau M ou Niveau L : 88.10

Nouveaux tarifs :

	TARIFS
VAE sans accompagnement	500 €^[1]
VAE avec accompagnement	1700 €^[1]
Tarif social VAE	500 €^[1]
Atelier VAPP	170 €^[2]

¹ Tous droits inclus

² Etude de dossier inclus (50€)



UNIVERSITÉ DE NANTES
UNIVERSITÉ PERMANENTE

TARIFS 2014-2015

	Tarifs 2014/2015	Tarifs 2013/2014
Adhésion		
Adhésion Nantes + conférences (hors cycle littéraire. Payable à l'inscription, non remboursable)	53€	53€
Adhésion demi-tarif Nantes	27€	27€
Adhésion pour antennes	19€	19€
Adhésion + cycle littéraire	63€	
Adhésion + cycle Observatoire des médias	110€	
Adhésion + cycle cinéma	4,50€/séance	61€
Adhésion + cycle Monde arabe	102 €	48 € (le cycle seul)
Adhésion + Chorale	104€	50€(le cycle seul)
Conférences		
Conférences – tarif à l'unité tout public	5€	5€
Cycle littéraire sans abonnement	10€	10€
Cycle littéraire – à l'unité pour étudiants UP	3€	3€
Cycle de conférences « Les rencontres de Sophie »	11€	11€
Cycle de conférences Les rencontres de Sophie – à l'unité	3€	3€
Conférence-débat Observatoire des médiats à l'unité tout public	8€	8€
Cours		
Cours assuré par bénévole	30€	30€
Module de 10h antennes	45€	44€
Module de 12h	55€	55€
Module de 18h	81€	
Module de 24h	105€	104€
Module de 36h et atelier poésie	153€	151€
Modules de 36 h cours de langues niveau conversation	205€	202€
Cours informatique	9 €/h Plafonné à 153€	17 tarifs en fonction volume horaire
Pour tout cours hors module	5 €/h	
Abonnements		
Spectacles et manifestations du vendredi – abonnement étudiants UP calculé sur la base de :	5€/manifestation	Pour 5 concerts : 25€ Pour 6

		concerts : 30€
Spectacles et manifestations du vendredi – à l'unité étudiants UP	10€	10€
Spectacle et manifestations du vendredi – tout public	12€	12€
Concerts commentés	42€	41€
Concert commenté tout public à l'unité	12€	12€
	8€	8€
Représentation (théâtre, atelier vocal, concert, autre manifestation) tout public	8€	8€
Représentation (théâtre, atelier vocal, concert, autre manifestation) étudiant UP	5€	5€
Conventions de formation		
Etudiants financés	380 €	375 €
Convention de formation pour un cours + prix du cours pour tout cours supplémentaire		



UNIVERSITÉ DE NANTES

CONSEIL D'ADMINISTRATION

APPROBATION DE LA MODIFICATION RELATIVE AUX COÛTS REPERCUTES SUR LES BIBLIOTHEQUES ASSOCIEES DU SERVICE COMMUN DE LA DOCUMENTATION (SCD), ET SUR LES BIBLIOTHEQUES PARTENAIRES

Enjeu(x) stratégique(s) :

RATIONALISER LES RELATIONS FINANCIERES DU SCD AVEC LES BIBLIOTHEQUES DE L'UNIVERSITE, ET LES BIBLIOTHEQUES PARTENAIRES

Exposé des motifs :

Les bibliothèques associées du SCD sont les bibliothèques d'UFR, de laboratoires, des IUT, de l'ESPE, dont les personnels et les budgets dépendent des structures de rattachement. Les bibliothèques partenaires sont au nombre de 3, hors Université : celle de l'Ecole centrale, celle de la Maison des Sciences de l'Homme/Institut d'Etudes Avancées, celle du Centre Interculturel de Documentation. Toutes, sauf exception, alimentent le catalogue commun des ressources documentaires mis en œuvre par l'Université, via le SCD, et par là-même le catalogue national Sudoc. Le SCD supporte les coûts d'investissement en matériel, de maintenance du système informatique de gestion des bibliothèques, et de renouvellement des licences de catalogage. Le temps de travail passé en formation au catalogage, première maintenance et mises à jour, et en coordination est également à prendre en considération.

Un bilan des participations financières a permis de montrer les incohérences de la situation actuelle, dues à l'histoire : 5 bibliothèques associées sur 20 participent financièrement, et 2 bibliothèques partenaires sur 3. Les coûts ne correspondent pas toujours au nombre de postes de travail utilisés.

Il est proposé d'adopter une démarche fondée sur des principes raisonnés.

Les bibliothèques associées font partie de la communauté universitaire et contribuent à l'enrichissement des fonds documentaires.

Les bibliothèques partenaires ont choisi de participer au catalogue commun sans supporter l'achat d'un système de gestion global.

Objet de la délibération

LES BIBLIOTHEQUES ASSOCIEES NE PAYERONT PLUS DE REDEVANCE AU SCD.

LES BIBLIOTHEQUES PARTENAIRES FERONT L'OBJET D'UNE RE-FACTURATION, BASEE SUR LE NOMBRE DE PC UTILISANT LES DEUX LOGICIELS NECESSAIRES AU CATALOGAGE MULTIPLIE PAR LES COUTS DE CES LOGICIELS. LE COUT REPRESENTE ACTUELLEMENT 592 EUROS H.T.

CES MESURES PRENDRONT EFFET SUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2015, APRES ETABLISSEMENT D'UNE CONVENTION AVEC LES ETABLISSEMENTS CONCERNES.



DÉLIBÉRATION N°2014-07-02-18
du Conseil d'Administration de l'Université de Nantes

Séance du 2 juillet 2014

POINT 18 : APPROBATION DU DISPOSITIF D'AMÉLIORATION DU RECOUVREMENT ET DE FIXATION DES SEUILS DE MISE EN RECOUVREMENT ET DE POURSUITE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VU le code de l'Éducation ;

VU les statuts de l'Université approuvés par le Conseil d'Administration du 25 janvier 2008, modifiés ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

APPROUVE à l'unanimité avec 22 voix pour, le dispositif d'amélioration du recouvrement et de fixation des seuils de mise en recouvrement et de poursuite tel que détaillé ci-dessous, mis en place à compter du 1^{er} septembre 2014.

- Dispositif d'amélioration du recouvrement :

- respect du seuil plancher réglementaire de 5 € par facture et absence de mise en recouvrement et de prise en charge comptable d'une facture ne respectant pas ce plancher ;
- selon la possibilité laissée à l'appréciation de l'ordonnateur, décision de ne pas mettre en recouvrement les factures d'un montant unitaire inférieur à 30 € (possibilité de cumuler les factures pour atteindre ce seuil ou de procéder à l'encaissement au comptant via des régies de recettes).

- Cadencement et seuils suivants pour les poursuites amiables et contentieuses :

Pour les créances inférieures au seuil fixé à 400 €, absence de phase contentieuse et autorisation accordée à l'agent comptable de demander leur admission en non-valeur dès lors que les actions devant être entreprises en phase amiable ont bien été effectuées par ses soins (envoi de la facture, puis relance n° 1, relance n° 2, relance n° 3 valant dernier avis avant poursuites).

À Nantes, le 2 juillet 2014

Le Président de l'Université de Nantes


Olivier LABOUX